



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

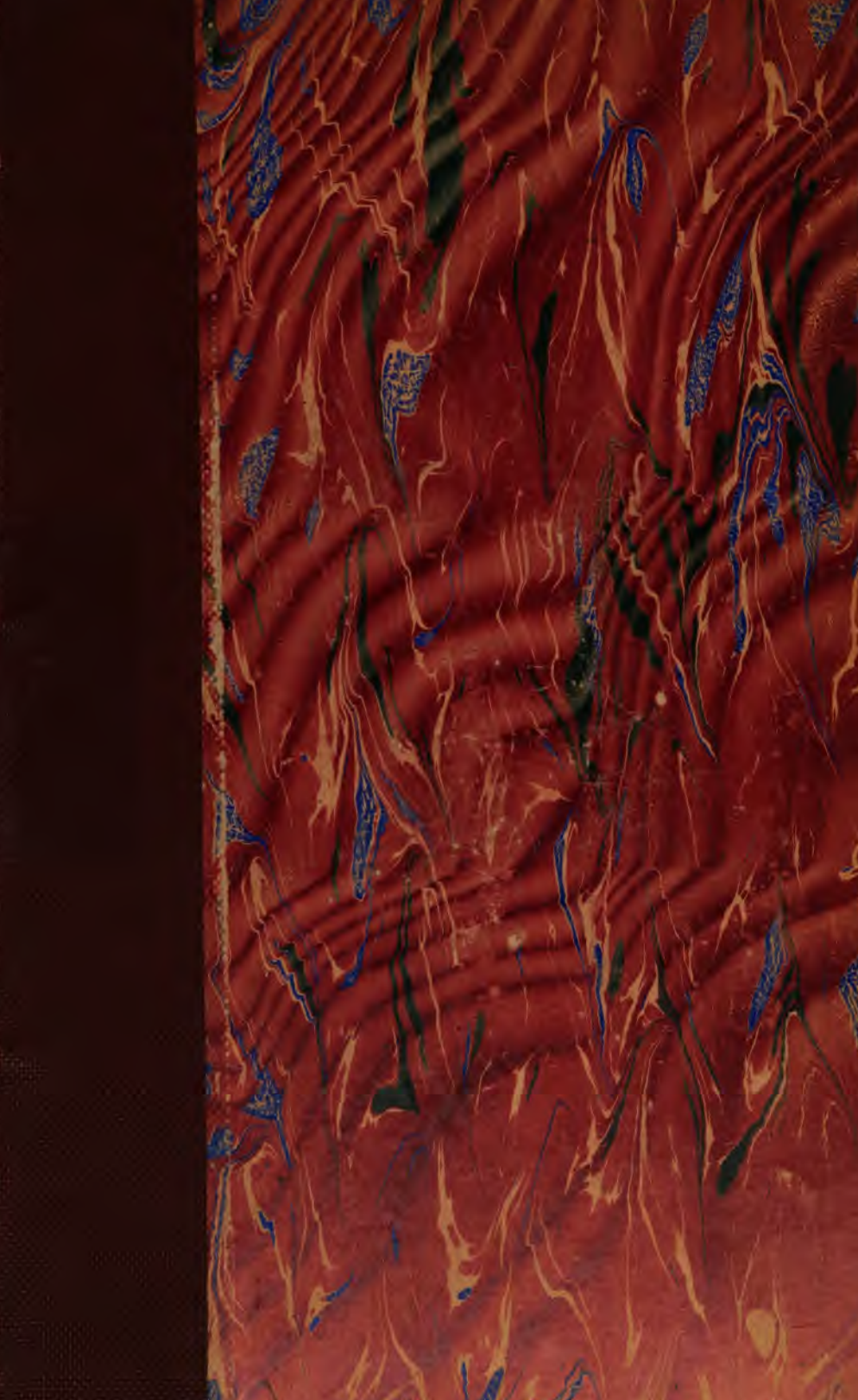
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

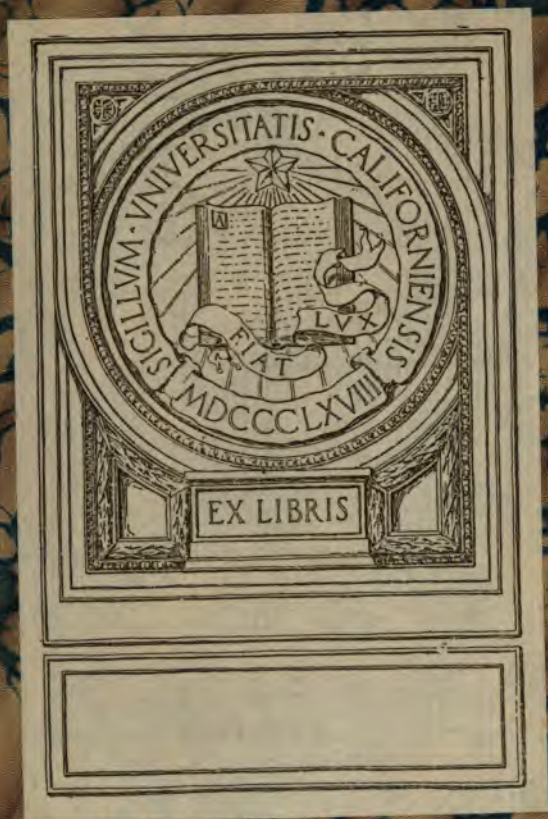
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

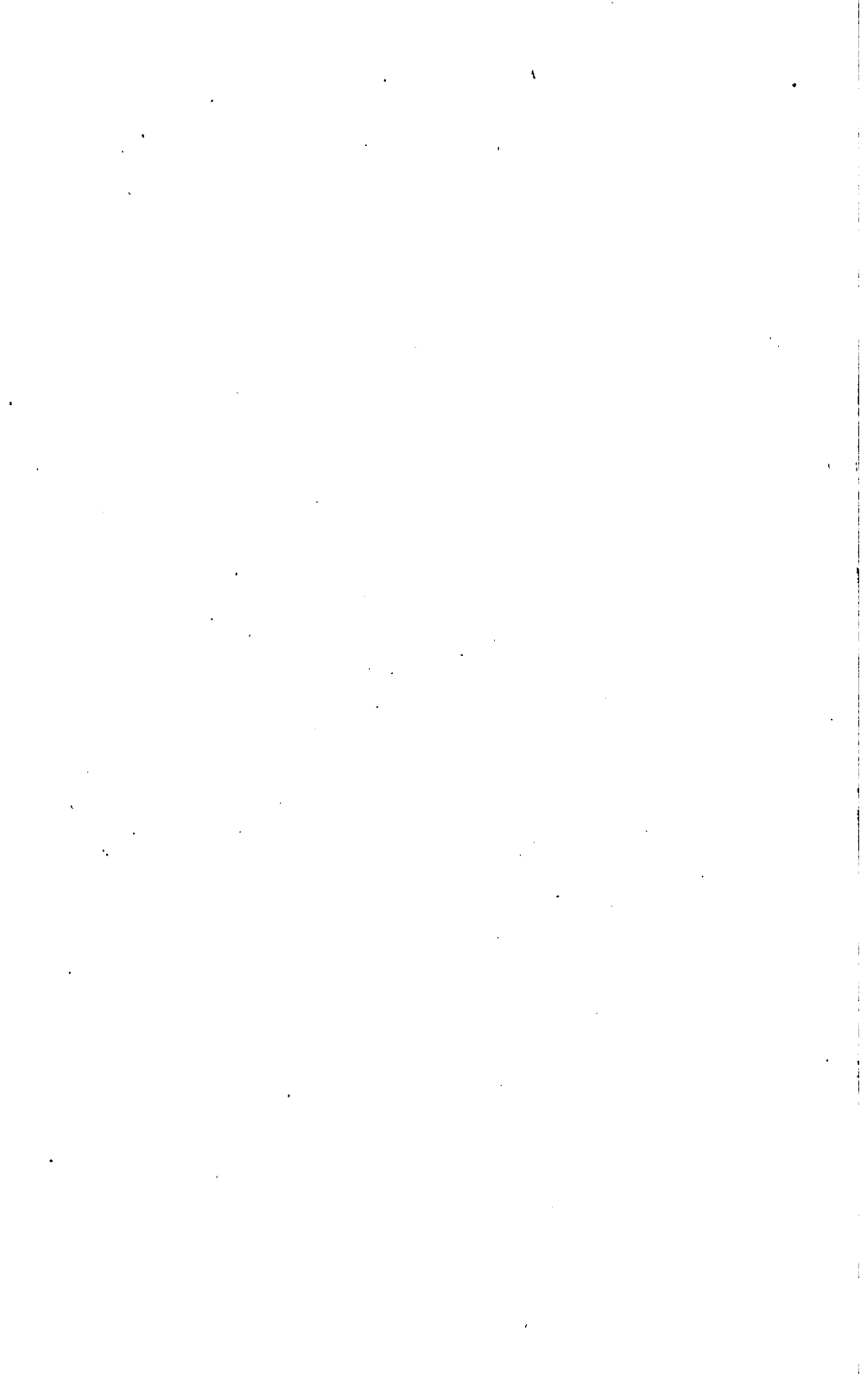


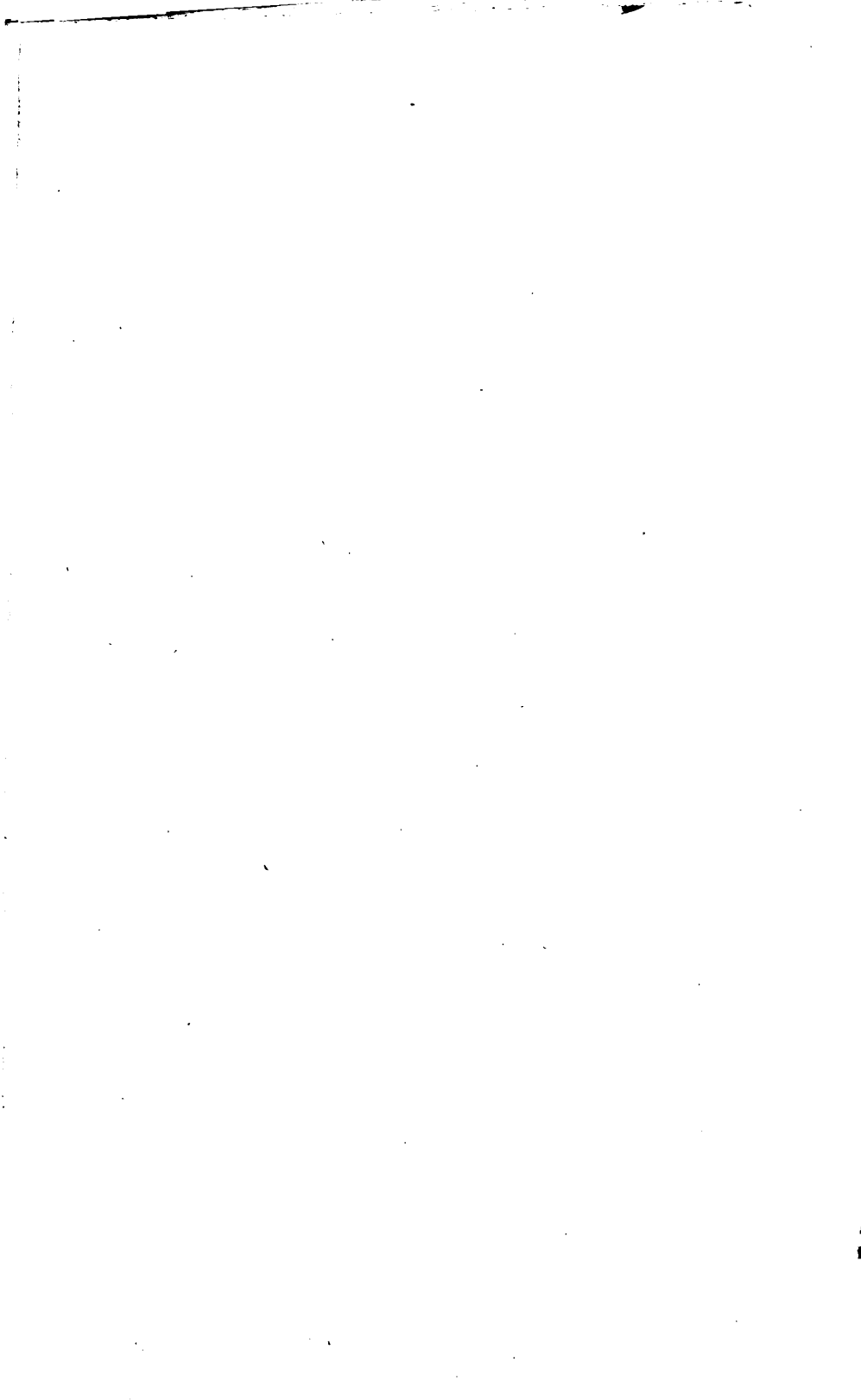
















HISTOIRE  
DES  
**PROTESTANTS**  
ET DES ÉGLISES RÉFORMÉES  
**DU POITOU**

PAR AUGUSTE LIÈVRE

PASTEUR

---

TOME DEUXIÈME

---

PARIS

CHEZ GRASSART

*rue de la Paix, 3*

J. CHERBULIEZ

*rue de la Monnaie, 10*

POITIERS

CLER, LIBRAIRE, RUE S<sup>t</sup>-PORCHAIRE

—  
1858





LIBRARY  
CALIFORNIA

**HISTOIRE**  
**DES PROTESTANTS**  
**DU POITOU**



70 VINU  
ABSCILLAO

---

POITIERS. — IMPRIMERIE DE N. BERNARD.

---

UNIV. OF  
CALIFORNIA

HISTOIRE

DES

# PROTESTANTS

ET DES ÉGLISES RÉFORMÉES

DU POITOU

PAR AUGUSTE LIÈVRE

PASTEUR

---

TOME DEUXIÈME

---

PARIS

CHEZ GRASSART

*rue de la Paix, 3.*

J. CHERBULIEZ

*rue de la Monnaie, 10.*

POITIERS

CLER, LIBRAIRE, RUE S<sup>t</sup>-PORCHAIRE

---

1858

TO VMD BX 9456  
ABSOGLAO P6 L5  
V. 2.

**LIVRE QUATRIÈME.**

---

**Révocation de l'Édit de Nantes.**

---

**1629—1685.**

487167





UNIV. OF  
HISTOIRE  
DES PROTESTANTS

ET DES ÉGLISES RÉFORMÉES

DU POITOU.

---

LIVRE QUATRIÈME.

---

I.

Le protestantisme, dégagé de toutes ses préoccupations politiques, entre dans une ère plus calme et revient à soi, tandis que Richelieu, maître au dedans, poursuit son œuvre et établit au dehors la suprématie de la France. Dans cette nouvelle mission, la question religieuse disparaît pour l'homme d'État : on voit le cardinal s'allier sans scrupule à l'Angleterre et à la Hollande protestantes contre le pape, déclarer la guerre à l'Espagne catholique et secourir les luthériens d'Allemagne dans la lutte que, trente ans durant, ils soutiennent contre les princes catholiques pour la liberté de conscience. S'il rêve encore le retour impossible des dissidents au giron de l'Église, il a autre chose à faire que de les y contraindre.

Cependant la réforme, qui n'a plus d'ailleurs au

même degré cette force d'expansion avec laquelle, dans le siècle précédent, elle remuait le monde, continue à subir une pression qui gêne la vie et paralyse le mouvement. Parquée, cantonnée par la loi même qui garantit son existence, on lui mesure, en quelque sorte, l'air comme sa place sur le sol, et ses droits remis en question s'évanouissent successivement devant la mauvaise foi de ses adversaires. Toutes les vieilles haines, toutes les animosités de parti ne sont pas éteintes : les tribunaux, les magistrats des villes, la noblesse catholique, tous courbés eux-mêmes sous la main de fer du cardinal, se retournent d'un air chagrin et tracassier contre les réformés. Pendant de longues années, notre histoire doit se traîner dans l'énumération monotone des exercices du culte que l'on interdit, des écoles que l'on ferme, des exclusions de toutes sortes, des dénis de justice, des pieuses iniquités des prêtres, des procès toujours pendants ou sans cesse renouvelés.

Le présidial de Poitiers, premier siège de justice de la province, fut invariablement animé de l'esprit le plus hostile aux protestants. L'avocat du roi, Jean Filleau, qui y régna pendant près d'un demi-siècle, ne contribua pas peu à y maintenir une intolérance allant jusqu'au fanatisme. D'ailleurs, la capitale du Poitou, peuplée de prêtres, n'avait pas oublié une seule de ses haines contre les huguenots. Les magistrats comme le peuple en étaient encore, sous ce rapport, aux idées de la Sainte Ligue, et lorsque les corps de métiers voulurent exclure les réformés de

leur sein, le maire, les pairs et échevins n'hésitèrent pas à les y autoriser par une ordonnance (1).

Ailleurs les protestants trouvaient la même opposition, soit au rétablissement de leur culte forcément interrompu durant les dernières années, soit à la construction de leurs édifices religieux ou au relèvement de ceux qui avaient été abattus pendant les guerres. Ainsi lorsqu'ils voulurent rebâtir le temple de Montaigu, après y avoir déjà repris les assemblées, le duc de la Trimouille, seigneur de l'endroit, et nouvellement converti au catholicisme, fit dire à ses officiers, au mois de décembre, de s'opposer à ce que l'on y continuât le prêche. Les réformés étaient peu nombreux, mais n'en avaient pas moins leur droit. Si l'on en croit un de leurs adversaires, il n'y avait pas dans cette petite ville plus de « cinq maisons protestantes, et le reste, qui se rendait au prêche, était des environs et de deux lieues à la ronde, qui, tous ensemble, tant hommes que femmes, ne pouvaient faire plus de 60 à 80 personnes. » L'oratoire, que ce petit troupeau entreprenait de bâtir, était situé devant l'église de Saint-Jean, et assez près du couvent des religieuses, double inconvénient que l'on fit valoir ; joint à cela qu'étant dans la rue la plus fréquentée de l'endroit par laquelle passaient les processions, et « aucuns des religieux ayant des carrosses et les laissant, comme ils font d'ordinaire, à la porte du temple, le passage de la rue en aurait été occupé. » Au lieu de requérir un règlement

(1) Du 29 avril 1629; — J. Filleau, *Décis. cathol.*, pag. 542.



de police, les syndics du clergé, vers la fin de l'année 1630, firent arrêter les travaux, et demandèrent en même temps l'interdiction du culte. Le parlement, en la leur accordant, par un arrêt du 20 mars 1632, ordonna la démolition du bâtiment (1). Nous verrons plus tard que Montaigu étant revenu à un seigneur protestant, celui-ci parvint à y faire rétablir le culte en le réclamant comme un privilège personnel.

Le sort de beaucoup d'églises dépendait ainsi de quelque famille noble, et elles virent leurs droits reconnus ou méprisés, selon que le seigneur était de l'une ou de l'autre religion. La conversion d'un gentilhomme huguenot entraînait souvent après elle l'interdiction de quelque prêche, ou de longues difficultés. Or, c'était le temps des apostasies : comme au sortir de toutes les époques d'agitation, un affaïssement moral succédait à une période de surexcitation. Les grands et beaucoup de petits seigneurs renonçaient au protestantisme en même temps qu'à leurs impuissantes tentatives d'indépendance féodale. Les chefs des maisons de la Trimouille, de Saint-Gelais, de Bessay, Poussard du Vigean se firent successivement de la religion du maître ; et dès le lendemain de la chute de la Rochelle, on en vit s'empressez d'offrir au cardinal victorieux le triste hommage de leur bassesse.

La petite noblesse, moins engagée dans la politique depuis que la religion n'avait plus été que le pré-

(1) *Mss. de D. Fonteneau*, XIV, 869 ; — *Décis. cath.*, 382.

texte de toutes les agitations , fut moins sensible aux attrait de la faveur , et en général resta , comme le peuple , attachée à sa foi. Nous la verrons souvent soutenir avec fermeté la lutte du clergé contre la réforme , et prendre au besoin les troupeaux sous la protection de ses propres privilèges. Quelques seigneurs même , dans la prévision de changements qui pourraient survenir après eux , prirent des mesures pour assurer dans l'avenir l'existence des églises. C'est ainsi que la veuve de Jonas de Bessay , Louise Chasteigner , dont le fils aîné s'était converti au catholicisme , donna un fonds de 1,600 livres à celle de Mareuil , pour que son pasteur vint , comme du temps du dernier seigneur , prêcher à Bessay tous les quinze jours , le dimanche au soir , et donner la communion à Noël (1).

Dans le même but , sans doute , de mettre les protestants de Foussay à l'abri de désagréments futurs , le sieur Maleray de la Socelière , qui avait déjà donné l'emplacement du temple situé au village de la Buardière , fit abandon de ses droits seigneuriaux sur ce terrain (2).

La noblesse catholique mettait autant de vigilance à proscrire le prêche de ses fiefs que les gentilshommes réformés à le maintenir dans les leurs , et la loi ne tenait pas plus de compte du peuple dans un cas que dans l'autre. Lorsqu'on voulut , en 1633 , établir le culte à la tour Saint-Gelin , relevant du duché de

(1) Acte du 5 avril 1633 , commun. par M. B. Fillon.

(2) Acte du 9 décembre 1633 , commun. par M. B. Fillon.

Richelieu, le sénéchal du cardinal y mit opposition (1). La plupart des seigneurs catholiques en firent autant, en sorte que la religion des vassaux faisait partie de la mouvance des domaines.

## II.

La fin de l'année 1634 fut fertile en tracasseries de toute espèce, et fait époque dans cette ère fastidieuse de procès. Poitiers venait de recevoir une de ces cours extraordinaires de justice que le gouvernement, à de longs intervalles, envoyait dans les provinces et qu'on appelait les grands-jours. Les difficultés relatives à l'exécution de l'édit, qui jusque-là avaient été soumises aux commissaires royaux, et qui le furent de même sous Louis XIV, devaient cette fois être portées devant ce tribunal. Les protestants, posés en accusés, furent l'objet à peu près unique de ses nombreux arrêts. Des assignations avaient été lancées à toutes les églises, dont les titres et les droits furent soumis aux épreuves de la chicane.

Un premier arrêt général, rendu le 16 septembre, bien qu'il n'ordonnât en apparence que l'exécution de l'édit de Nantes, ouvrit la porte aux interprétations arbitraires et souleva les plaintes des réformés. Ils exposèrent que, loin d'avoir rien entrepris contre les dispositions de la loi, pendant les derniers troubles, comme on les en accusait, la province avait « été tellement travaillée par la violence des gens de

(1) Filleau, *Décis. cathol.*, 330.

guerre, que la plupart des pasteurs avaient été contraints d'abandonner leurs troupeaux, dont un bon nombre poursuivaient encore leur rétablissement (1). »

Aux maux dont ils se plaignaient, les juges en ajoutèrent de nouveaux, et, trois mois durant, ne firent que rendre des arrêts contre eux. La plupart avaient pour but d'empêcher l'inhumation des hérétiques dans les cimetières paroissiaux. Le culte fut en même temps interdit à Chef-Boutonne, à Saint-Christophe, à Château-Garnier, à Sauzé, et dans la seigneurie d'Aubanie. On le réduisit à des exercices de fief dans les maisons nobles de Brizay, Villaine et Marconnay que desservait le ministre Pierre Sasseyre. On défendit à Clémenceau, pasteur du Vigean, d'y prêcher en l'absence du seigneur. Les protestants d'Exoudun furent condamnés à démolir leur modeste oratoire, parce qu'on le trouvait trop près de l'église où la messe devait être rétablie; l'arrêt ne laissait à Louis de Saint-George, seigneur de Boissecc, que le droit de faire prêcher, pour sa famille seulement, dans sa maison du Petit-Couhé à Exoudun. Le pasteur de Lusignan fut condamné à « se contenir dans le lieu de son établissement, » et à ne plus aller prêcher dans la maison de la Planche de Vivonne; celui du Vigean reçut défense d'exercer aucune de ses fonctions à Ordière ou au Courteil, « comme n'y étant domicilié. »

Ce n'était pas la première fois qu'on attaquait

(1) *Archives départem. de la Vienne*, C 2, 28.

ainsi les annexes. Déjà, quelques mois auparavant, le roi, informé, disait-il, que « dans la province de Poitou... la plupart des ministres allaient par les villages... et engageaient plusieurs personnes à suivre leur opinion, » leur avait défendu de tenir des assemblées et « d'enseigner » hors de l'endroit où ils résidaient (1); mais cette mesure trop vexatoire ne fut rigoureusement appliquée que longtemps après.

Les grands-jours obligèrent encore les réformés de Cherveux et de Mougon à changer les lieux de leurs réunions; les premiers parce que leur prêche était trop près de l'église, et les autres parce qu'il se trouvait dans le fief du prieur. D'un autre côté, on refusa à ceux de Melle de transférer le leur à Treuil.

L'arrêt le plus important fut celui du 26 octobre qui ordonnait la démolition du temple de Saint-Maixent. Il fut rendu à la demande de l'abbé commendataire, qui était en même temps archevêque de Tours. Il plaida lui-même sa cause en beau latin, et l'avocat général Omer Talon, après lui, prouva doctement que le droit de s'assembler en public, que l'on ne contestait point aux réformés de Saint-Maixent, n'impliquait pas celui d'avoir un temple. On avait voulu, d'après le même principe, détruire celui de Lusignan. Il est bon de remarquer que l'arrêt du 16 septembre, qui avait donné lieu à cette absurde distinction, interdisait les réunions religieuses sur les places, sous les halles, dans les carrefours et autres lieux publics.

(1) *Arrêt du Conseil*, du 20 juin 1634 (imprimé).



Les juges s'occupèrent aussi d'empêcher les huguenots de manger de la viande les jours défendus par l'église romaine, et de les obliger « à porter honneur et respect au Saint-Sacrement, et ôter leurs chapeaux de dessus leur tête lorsqu'il sera porté par les rues,... à peine contre les contrevenants de 500 livres d'amende, et même de peine corporelle... » Les contraventions de ce genre étaient fréquentes : « Nos registres en peuvent servir de témoins », dit Jean Filleau, qui nous apprend que pour son compte il fit rendre beaucoup de jugements de ce genre. Le produit des amendes était affecté à « l'entretien des lampes qui luisent devant le Très-Saint-Sacrement de l'autel ;... » tirant par ce moyen la lumière des ténèbres de leurs erreurs et contraventions, et réparant l'injure faite à Dieu et à ses saints par cette huile exprimée de la dureté de leur obstination, *tanquam oleum ex silice* (1). »

Ce magistrat orthodoxe et zélé, qui se donnait ainsi pour mission de protéger Dieu et ses saints, fit prononcer contre les réformés de Ruffec, la Faye, Courcosme, Villefagnan et Limalonges, un arrêt qui les obligeait à souffrir qu'aux jours de processions on tendît devant leurs maisons. Il s'émerveilla d'abord de ce triomphe, qu'il trouva plus tard bien imparfait, lorsqu'il apprit qu'en Bourgogne « un véritable adorateur du Très-Saint-Sacrement » avait fait ordonner que les hérétiques « eussent à se contenir en leurs

(1) Filleau, *Décisions catholiques*, p. 30.

maisons et de tendre ou de souffrir qu'on tende à leurs dépens » sur le passage du susdit Sacrement (1).

La cour des grands-jours fit aussi fermer l'école protestante de Champagne-Mouton et celle de Civray ouverte depuis quelques mois seulement. Un procès fut en même temps intenté aux régents du petit collège de Couhé (2). La suppression de celui de Loudun se rattache à l'odieuse et sanglante comédie qui se jouait alors dans cette ville, et dont nous ne parlerions point si l'on n'avait pas obligé les protestants à contribuer aux frais de la représentation.

### III.

Depuis quelques années, il y avait à Loudun un couvent de sœurs de Sainte-Ursule, la célèbre compagne de cette *Undecimilla*, dont le nom a fourni aux légendaires le moyen d'enrichir le martyrologe romain de onze mille vierges d'un seul coup. L'ordre, d'assez récente fondation, n'avait pas eu le temps de faire fortune, et le couvent de Loudun surtout n'était pas riche. Les sœurs vivaient fort petitement du produit de quelques leçons, lorsque la renommée, accompagnée de la fortune, vint frapper à la porte de l'humble maison que ces dames tenaient à loyer.

Au printemps de l'année 1632, après la mort de leur directeur, on commença à parler à Loudun de

(1) Filleau, *Décis. cath.*, p. 94, 420.

(2) Voir les nombreux arrêts impr. des grands-jours; il en existe plusieurs recueils assez complets à la Bibliothèque de Poitiers.

choses étranges qu'on disait se passer au couvent. Ce ne fut d'abord qu'une histoire de revenant à laquelle avaient donné naissance quelques expiégleries de jeunes pensionnaires. Mais bientôt les fantômes firent place aux démons. Le nouveau directeur, au lieu d'arrêter ces rumeurs, les laissa se propager, et eut enfin l'idée de se servir de ce fait pour perdre le curé Urbain Grandier, son ennemi particulier. On connaît l'histoire du malheureux prêtre, accusé de sorcellerie et victime de cette infernale jonglerie de moines impudents et de religieuses effrontées, qui mirent en jeu le ciel et l'enfer pour avoir la vie d'un homme.

« Le diable duement exorcisé étant contraint de dire la vérité, » on voulut aussi se servir de lui pour confondre l'hérésie. Les démons interrogés établirent, au milieu d'imprécations épouvantables, l'orthodoxie de l'église romaine. Les huguenots ne faisaient que rire de cette singulière controverse, et n'entendaient point à toutes ces diableries. Naguère, chez les carmes, sans se laisser toucher par les larmes d'une image qui pleurait l'indévotion du peuple, ces mécréantes gens avaient découvert et révélé que ces pleurs étaient ceux des sarments d'une treille, que les bons pères avaient conduits à travers le mur jusque dans les prunelles de la madone. Dans le courant de la possession, un docteur protestant, venu de Saumur pour assister aux exorcismes, embarrassa singulièrement les diables en se faisant fort de leur tenir tête.

Cependant le procès de Grandier prenait une tournure peu rassurante ; la terreur se répandait à Loudun ; plusieurs personnes , et des plus honorables , étaient calomniées comme lui par ces folles filles qui , dans un langage ordurier , jetaient la terrible accusation de sorcellerie à tous ceux que leur désignait leur haine ou celle de leurs exorcistes et de Laubardemont , que Richelieu avait envoyé comme juge sur les lieux. Les habitants , et surtout les protestants , assemblés au son de la cloche de ville , dressèrent leurs plaintes et les portèrent au roi ; mais on n'en tint compte : Grandier fut brûlé vif en 1634 , après avoir eu les os brisés par la torture. Ce fut la fin du premier acte de la sorcellerie de Loudun.

La possession dura encore quatre ou cinq ans. Elle avait valu au loin une réputation de sainteté aux ursulines ; de riches visiteurs tiraient le couvent de sa misère , les démons augmentaient , on les chassait lentement et on leur permettait de revenir au besoin. Le mal devenait contagieux : les religieuses de Chinon eurent à leur tour des démons , et l'on prétendait s'en servir comme à Loudun ; mais de sévères poursuites exorcisèrent radicalement les possédées. Il en fut ainsi des autres couvents qui voulurent tenter la chance des possessions , et les diableries de Loudun cessèrent elles-mêmes lorsque , après la mort de Grandier , le cardinal de Richelieu , cessa de payer une pension de 4,000 livres que le roi faisait pour les frais de l'entreprise.

Dans le courant de cette inique affaire , les réformés

de Loudun avaient eu à souffrir d'autres choses que de la ridicule controverse des démons sur la présence réelle. Laubardemont les avait obligés de tapisser le devant de leurs maisons le jour de la Fête-Dieu, et leur avait enlevé sans compensation la partie du cimetière qui leur avait antérieurement été accordée. Ils avaient enfin dans cette ville un collège établi en vertu de l'édit de Nantes, et dont le droit avait été confirmé par les commissaires et par un arrêt du parlement du 30 août 1613. Cet établissement était assez considérable; on y conduisait les élèves jusqu'en seconde, et d'ordinaire ils passaient ensuite au collège de Saumur. L'église de Loudun avait même pendant assez longtemps nourri l'espérance de faire transférer dans son sein l'académie fondée par Duplessis-Mornay (1). Les bâtiments assez vastes du collège protestant excitèrent la convoitise des filles de Sainte-Ursule qui étaient encore logées dans leur maison de loyer. Laubardemont se prêta à leurs désirs, et on lui fit présenter par le procureur du roi une requête portant que :

« Pour exécuter la volonté de S. M. et l'ordre du sieur révérendissime évêque de Poitiers, il estoit nécessaire d'exorciser ce qui reste des religieuses ursulines et filles séculières de Loudun possédées des malins esprits; ce qui avait été différé jusques à présent faute de lieu propre et commode pour ce faire, n'y en ayant aucun où les exorcismes puissent estre à présent commodément faits, fors un des collèges de cette ville, situé rue des Vaux, occupé par ceux de la

(1) *Revue de l'Anjou*, nov. et décembre 1852.



R. P. R.;... que la maison où demeurent à présent lesdites religieuses est si peu capable, qu'il n'y a que trois chambres en la plus petite desquelles on est contraint de mettre six lits : et, outre que pour être informé des désordres que les démons font toutes les nuits dans ledit couvent, nous leur avons ordonné des femmes séculières qui les accompagnent et assistent, en sorte qu'il est nécessaire de décharger ledit couvent de partie desdites religieuses et les loger audit collège... »

Sur ce, Laubardemont donna une ordonnance qui, « attendu l'urgente nécessité » et considérant que les protestants pouvaient bien envoyer leurs enfants au collège catholique dit des Chauvets, leur enjoignait d'abandonner le leur aux saintes filles dans le délai de trois jours, « pour y faire leur exercice et y être logées et exorcisées (1). »

Quelques jours après, au commencement de février, tous les ordres séculiers et réguliers, les archers et sergents de la ville avec le prévôt de Thouars, étaient convoqués pour conduire processionnellement les religieuses à leur nouveau domicile si ardemment convoité. On s'attendait à un peu de résistance ; quand le cortège arriva près de l'école, il fut, en effet, accueilli par une troupe de femmes qui l'enveloppèrent dans un nuage de cendre et de sable qu'elles jetaient à la figure de leurs adversaires. Laubardemont dressa procès-verbal de sédition, tandis que les réformés déposaient entre les mains du juge de la prévôté de Loudun leurs « plaintes et remontrances des violen-

(1) J. Filleau, *Décis. cath.*, 640. — Aubin, *Hist. des Diables de Loudun*. — *Archives de France*, TT, 232.

ces » de ce chef de la cabale catholique ; mais ce dernier sut se faire confier à lui-même le soin d'informer contre ses parties , et , après avoir fait confirmer son ordonnance relative à l'école par un arrêt du conseil , il vint la faire exécuter à la fin de l'année.

Pendant longtemps les réformés cherchèrent vainement à rentrer en possession des bâtiments de leur collège ou à s'en faire rembourser. En 1650, la cour passant à Loudun, ils renouvelèrent leurs instances. Les ursulines de leur côté s'adressèrent à la reine pour leur faire accepter une somme fort insuffisante et montant à peu près au quart de la valeur de leur maison. La prière d'une reine valait bien le reste , dit un historien , et l'on s'en contenta (1).

#### IV.

Quelques rares sentences des grands-jours n'avaient pas été trop défavorables aux réformés. Ceux de Niort, dont on avait voulu faire raser le temple , en furent quittes pour soutenir un procès devant le parlement. L'exercice d'Aulnay attaqué fut maintenu ; un commissaire y désigna même un terrain où l'on construisit ensuite un édifice pour le culte qui jusque-là se tenait dans une maison particulière (2).

Aussitôt après la clôture des grands-jours , un pouvoir nouveau , celui des intendants , qui venait se substituer à tous les autres et représenter le despo-

(1) Benoist, *Hist. de l'Edit de Nantes*, III, 445.

(2) *Factum pour les réformés d'Aulnay*.

tisme en province , commença à attirer dans ses attributions les questions de cette nature. Le prêche , qui se faisait à Chizé dans une maison près de l'église , et que l'on avait été obligé d'interrompre parce que c'était une annexe d'Aulnay , fut autorisé de nouveau , au mois de juin , par l'intendant , M. de Villemontée ; mais , à la demande du curé , il fut transféré à l'extrémité du bourg , où l'on permit aux fidèles d'acheter un emplacement pour se réunir. Depuis dix ans ils cherchaient les moyens d'avoir un temple. En 1624 , le baron du Vigean et de Chizé , chez lequel probablement se tenaient alors les assemblées , avait proposé de les faire « en un lieu neutre ou en la maison de M. des Ajots , afin que le lieu fût libre à tous et à chacun. » Il avait offert en même temps 100 livres pour l'entretien du ministère et « promis de contribuer de son pouvoir pour le bâtiment d'un temple. » Ce dernier projet n'eut pas de suite , et le culte se célébra dès lors chez le juge de l'endroit , Jacques Perdriat , et ensuite dans une grange que l'on loua à cet effet (1).

L'église de Saint-Hilaire-sur-l'Autise , mise en demeure par les grands-jours de justifier son droit d'exercice , prouva qu'elle en jouissait en 1595 et 1596. Le culte fut seulement exclu de la seigneurie du chapitre de Saint-Hilaire-le-Grand de Poitiers , et l'intendant permit de l'établir dans celle de la tour de Sauvéré , qui relevait des Boutou de la Baugisière.

(1) *Registres du Consist. de Chizé* , Arch. de Fr. TT, 343. — *Façon pour les réformés de Chizé*.

Le curé, sommé de déclarer s'il avait à y mettre quelque opposition, n'en fit aucune, et, à la fin de l'année 1635, les protestants furent autorisés à s'y arranger un temple avec une maison et une vieille mesure qu'ils possédaient (1).

On pouvait espérer du moins qu'après la rigoureuse épreuve à laquelle venaient d'être soumis les titres des églises, celles dont les droits avaient survécu n'auraient plus à craindre de les voir contester à l'avenir. Il n'en fut rien : les procès continuèrent et à leur suite les interdictions.

Le 27 mars 1635, le comte d'Olonne, Philippe de la Trimouille, grand sénéchal du Poitou, obtint du parlement un arrêt qui défendait de célébrer le culte réformé dans le comté d'Olonne, et particulièrement à la Chaume, où il était établi depuis 1592. Son père, après y avoir fait aussi de l'opposition, avait donné son consentement, et une transaction, passée en 1600 avec le seigneur, le curé et les habitants catholiques, avait confirmé le droit des protestants. Le 4 juillet 1636, un sergent signifia au ministre et aux anciens la sentence du parlement et fit fermer le temple.

Le synode national de 1637 en porta ses plaintes au roi et demanda en même temps le rétablissement du culte interrompu aux Herbiers et à Montaigu. Luçon, Benet, Coulonges, Saint-Maxire, Belleville et le Poiré figurent toujours sur la liste des lieux où

(1) *Docum. origin.* communiqués par M. B. Fillon.

il n'avait pas encore été possible de le rétablir depuis l'édit de 1629. Sauzé et Aubanie, les Sables et la Chaume, ainsi que Chef-Boutonne, avaient, malgré les interdictions lancées contre elles, conservé leurs pasteurs, sans doute en transférant ailleurs leurs assemblées. Celui du Vigean au contraire était allé se fixer au Courteil depuis qu'on lui avait défendu d'y prêcher sans y résider.

Ce n'était pas seulement à l'exercice de leur culte que les protestants trouvaient ainsi des entraves : on les privait quelquefois de la tutelle des enfants, pour que ceux-ci ne fussent pas élevés dans la religion réformée ; et afin de faire mieux ressortir la cause de cette vexation, on rendait ses droits au tuteur naturel, s'il se convertissait. Les malades étaient obsédés par les prêtres qui abusaient de leur faiblesse pour s'emparer de leur esprit ; on fit grand bruit à Poitiers, en 1638, de la conversion miraculeuse d'une jeune fille au lit de mort et dans le délire, conversion opérée à huis clos par un moine. L'évêque de cette ville, qui était toujours l'ardent M. de la Roche-Pozay, exhuma après vingt ans une ordonnance rendue par le maire en 1623, pour faire prendre aux maîtres jurés l'engagement de vivre et mourir dans la religion catholique, et en obtenait l'exécution malgré les instances des protestants. Quelques-uns d'entre eux, se présentant pour se faire recevoir apothicaires, en furent déclarés incapables à cause de leurs doctrines religieuses. L'exclusion des charges et dignités était également employée comme moyen de conversion.

L'université de Poitiers n'était pas plus avancée sous ce rapport que les corporations; appuyée par le clergé, elle redoublait d'efforts pour expulser les hérétiques de son sein. Le conseil royal, de son côté, entraînait dans la même voie, et, le 16 décembre, défendait d'admettre les réformés aux charges de procureurs, notaires et sergents dans le ressort du présidial de Poitiers. A Châtellerault, Saint-Maixent, Niort, Melle, de nombreux officiers publics furent successivement révoqués sans autre motif que celui de la religion (1). Cependant le nombre fut très petit de ceux qui, placés de cette manière entre la faim et l'orthodoxie romaine, choisirent cette dernière.

Pour évincer les protestants des fonctions publiques, dont le 27<sup>e</sup> article de l'édit de Nantes les déclarait formellement capables, on était obligé de recourir à d'étranges interprétations de cette loi. Les commentateurs furent longtemps à trouver, mais découvrirent enfin que cela signifiait qu'ils l'étaient *in habitu, in potestate, sed non in actu*; et, grâce à cette glose ingénieuse, on priva les réformés de tous les emplois, *en réalité*; permis à eux de se considérer comme les remplissant *en virtualité*. Pour jouir de la réalité, il fallait une conversion. Tel était, disait-on, le sens de la loi; et un édit avait été nécessaire pour octroyer cela aux huguenots!

Deux hommes surtout, que nous avons déjà nommés, l'évêque et Jean Filleau, l'implacable ennemi des huguenots, lequel, au dire de l'un d'eux, ne dormait

(1) Filleau, *Décisions cathol.*, décis. 83, 27, 72, 90, 69.

jamais, quand il s'agissait de leur faire quelque mal, se montraient au chef-lieu de la province les infatigables instigateurs de tous ces actes d'intolérance. La cour ayant mandé à M. de la Roche-Pozay de veiller à ce que les classes de garçons et celles de filles fussent séparées, il en prit occasion pour défendre de tenir école sans sa permission. Le lieutenant général s'empressa d'appuyer cette prétention de l'évêque, et ordonna expressément aux protestants de s'y soumettre (1). La cour, dont on avait ainsi étendu les ordres, confirma à son tour cet abus par un arrêt du conseil (2).

On avait repris en même temps, à la suggestion de l'évêque et de Filleau, le procès contre le petit collège de Couhé. Ils obtinrent enfin, le dernier jour de février 1644, un arrêt du conseil qui défendait aux réformés de ne plus avoir à Couhé ni collège ni école, — car tel était le bon plaisir du roi.

L'intolérant évêque Henri-Louis de la Roche-Posay eut, l'année suivante, le 21 novembre, la satisfaction de faire interdire le culte dans sa baronnie de Chauvigny, ainsi qu'à Saint-Savin où venait prêcher le pasteur de la Trimouille.

Dans le Bas-Poitou, l'évêque de Luçon travaillait avec la même ardeur et par des moyens analogues à extirper l'hérésie de son diocèse, et stimulait dans ce but quelques nobles convertis, mais peu zélés. Il fit donner assignation au comte de Bessay pour

(1) 19 février 1644. — (2) 11 mars 1642.

démolir le temple que ses ancêtres y avaient bâti. Le culte y fut en effet supprimé par arrêt du 15 mars 1641. Des poursuites furent dirigées dans le même but contre les seigneurs de Mareuil et de Nesmy.

L'église de Bournezeau avait aussi depuis neuf ans un procès contre le baron de l'endroit, Jean Bardin, conseiller d'État et président en la chambre des comptes. Le présidial de Poitiers l'avait jugé en faveur des réformés, le 18 mars 1634, et, à la fin du mois de juillet, le ministre Jean Bonnaud était venu s'y établir; mais le seigneur évoqua l'affaire à la chambre de l'édit, et leur droit échoua contre l'influence de leur adversaire : le 13 août 1641, ils furent condamnés à fermer le lieu où se faisait le culte et à ne plus le célébrer dans l'étendue de la baronnie (1).

On se souvient que l'église de Montaigu avait également depuis plus de dix ans à défendre son existence contre le clergé. Le 15 janvier 1638, le parlement avait confirmé l'interdiction prononcée antérieurement. Cette seigneurie était possédée par Gabriel de la Lande de Machecoul, qui déclara alors vouloir établir son domicile à Montaigu et y autoriser ainsi l'exercice de la religion. Puis rendant vexation pour vexation, il commença à faire démolir l'église collégiale de Saint-Maurice bâtie dans l'enceinte de son château. Le clergé s'y opposa, prétendit en outre que l'élection de domicile était illusoire, et obtint enfin, le 7 septembre, un arrêt du parlement portant défense de faire

(1) *Décis. cath.*, décis. 86, 88, 66, 42.



le prêche au château de Montaigu , ainsi qu'à Vieille-vigne , autrement qu'en présence du seigneur ou de sa famille (1).

L'évêque n'avait garde de laisser rétablir le prêche au chef-lieu de son diocèse. A une requête présentée par les protestants, nombreux encore à Luçon, le conseil répondit, le 1<sup>er</sup> juillet 1642, en leur défendant même de renouveler leur importune demande.

Cette sentence avait, quelques jours auparavant, été précédée par une autre qui interdisait tout exercice de la religion réformée à Mareuil.

J'abrège le récit de toutes ces iniquités, et, quelque monotone qu'il soit, je ne chercherai point à l'égayer par celui des miracles au moyen desquels les prêtres croyaient parfois donner une espèce de sanction divine à leurs incessantes tracasseries.

Les protestants, en butte à cette opposition acharnée, à cet esprit d'envahissement et d'intolérance où le clergé prétendait engager Dieu, et où il avait trop souvent pour lui la populace, les tribunaux et les lois, manquaient souvent de la prudence et de la réserve nécessaires, et irritaient inconsidérément leurs adversaires par des marques de mépris pour les symboles du catholicisme. En 1642, une jeune fille de Poitiers fut condamnée à avoir la langue percée d'un fer rouge, après avoir fait amende honorable, pour s'être permis, dans l'église de Montierneuf, quelques paroles déplacées sur les images des saints. L'accusée s'étant sau-

(1) *Mss. de M. de la Fontenelle*, à la Bibl. de Niort; — Filleau, *Décis. cath.*, 334, 382, 364; — *Hist. des évêques de Luçon*.

vée dès les premières poursuites, la sentence ne fut exécutée qu'en effigie. Quelques années après, un soldat, pour avoir déchiré une gravure du Christ attachée à son lit, fut pendu sur la place du Vieux-Marché et ses cendres jetées au vent.

C'était surtout au manque de respect envers son Très-Saint-Sacrement que l'église romaine était sensible, et il faut bien dire que les huguenots, en dépit de lois aussi précises que sévères, se montraient souvent assez irrévérencieux à son égard.

Le catholicisme, à cette époque, avait presque perdu son droit de cité à Melle : en 1634, il y avait plus de vingt ans que la messe ne se disait que dans les faubourgs. On essaya alors de la rétablir dans la ville, et le Sacrement fut porté en triomphe dans les rues, au milieu d'une population mal disposée pour lui. Chaque année, cette cérémonie provocatrice se renouvelait en grande pompe au milieu de la petite cité huguenote. En 1640, le jour de la Fête-Dieu, Pierre Payen et Marguerite Constant, sieur et dame de Chauray, se rendant au prêche, rencontrèrent la procession, et, laissant leur carrosse dans la rue, « arrestèrent, dit la dévote relation de Filleau, celui que tous les êtres créés ne peuvent arrêter. » Assignés en la chambre de la Tournelle pour ce fait, ils en furent quittes pour une légère réprimande et les frais du procès, qui se termina le 10 mai 1642; mais, quelques mois après, Charles Prévost, sieur de Gagemont, ayant aussi rencontré le Sacrement que l'on portait à un malade, et n'étant pas descendu

de cheval en sa présence, fut condamné, paya une amende, et dut faire ses excuses au vicaire (1).

## V.

Richelieu mourut au mois de décembre 1642, et Louis XIII le suivit au tombeau peu de temps après. Un enfant de cinq ans, Louis XIV, destiné à en régner soixante-douze, remplaça son père sur le trône. La reine mère fut déclarée régente, et le sceptre de Richelieu passa entre les mains du cardinal Mazarin. L'état des réformés resta le même; le nouveau ministre continua la politique de son prédécesseur, et, tout prêtre et Italien qu'il était, reçut de la masse du clergé, plutôt qu'il ne donna lui-même, cette déplorable impulsion déjà sensible, et qui devait peu à peu entraîner le gouvernement à la révocation de l'édit de Nantes. D'ailleurs, pendant les vingt années d'un pouvoir souvent attaqué, il put apprécier plus d'une fois la fidélité des protestants, et n'eut pas plus le temps que la pensée sans doute d'organiser une persécution sérieuse.

Nous trouverons ainsi nos églises en présence du même adversaire et en butte aux mêmes tracasseries, sans voir le gouvernement les attaquer lui-même, mais sans qu'il tienne non plus à leur égard une balance impartiale.

Un de ses premiers actes concernant les protestants fut d'annoncer qu'ils « auraient l'exercice libre et

(1) *Décis. cathol.*, décisions 55, 63, 40, 3, 8, 9, 5, 42.

entier de leur religion conformément aux édits, déclarations et règlements faits sur ce sujet. » Les réformés crurent un instant à un retour à la justice, ou du moins saisirent cette occasion pour essayer de reprendre leurs droits : il y eut de nombreuses contraventions aux arrêts rendus contre eux ; mais Filleau se hâta d'en écrire à la cour, et on lui répondit que l'intention du conseil était que tous les arrêts fussent exécutés.

Les protestants de Saint-Gelais furent avec ceux de Melle les premiers à faire l'expérience que les dispositions du gouvernement n'avaient point changé. Le seigneur de Saint-Gelais, devenu catholique à l'époque de la chute du parti huguenot, avait aussitôt commencé à faire de l'opposition à leur culte. Malgré sa défense, ils avaient entrepris de bâtir un temple qu'il ne leur laissa point terminer, et depuis lors ils avaient été obligés de tenir leurs réunions tantôt en plein air, tantôt dans des maisons particulières. Après la mort du roi, ils se mirent à achever leur édifice, tandis que Charles de Saint-Gelais, fils du défunt seigneur, présentait requête pour faire interdire le culte. Les travaux, poussés avec vigueur, étaient fort avancés lorsque, le 20 novembre, le parlement fit défense de couvrir le temple et de tenir des assemblées à Saint-Gelais (1).

A Melle, les réformés furent victimes d'un tissu d'iniquités révoltantes. Un riche protestant, Joseph Defontaine, était mort, en 1623, laissant la plus

(1) *Décis. cath.*, 650, 376.

grande partie de ses biens à l'église réformée de cette ville. Il donnait entre autres une métairie au consistoire, un logement pour les pasteurs, sa maison pour y fonder un collège, et un domaine assez considérable pour subvenir à l'entretien de l'établissement et y élever deux jeunes gens qui se destineraient au ministère. Cette riche dotation excita la convoitise du clergé; il souleva des difficultés, et les donataires, menacés de tout perdre, consentirent à ce que l'administration du collège fût confiée à deux régents, alternativement principaux, et dont l'un serait catholique. L'évêque de Poitiers ne se contenta pas de cette concession, et fit tant que les réformés furent complètement dépossédés de leur établissement. Le 7 septembre 1643, le parlement défendit de nommer aucun régent protestant au collège, ne laissant aux réformés d'autre droit que celui d'y envoyer leurs enfants sous des maîtres catholiques.

On ordonna en même temps la démolition du temple bâti en 1634 à côté de l'église de Sainte-Radégonde de Médoc, dont il n'était séparé que par un mur mitoyen. Un commissaire de la chambre de l'édit, M. de Thudert, arriva à Melle, le 20 octobre, pour y faire cesser le culte et démolir le temple. Le bruit s'en était répandu d'avance, et on ajoutait que l'évêque avait convié plusieurs personnes de s'y trouver, « les quels disoient qu'elles estoient venues pour veoir abattre Babillon. » L'odieuse spoliation dont elle était victime et les vexations qui l'accompagnaient exaspérèrent une partie de la population. Quelques

gentilshommes surtout, parmi lesquels étaient les sieurs de Chauray, Saint-George de Vérac, La Grois de Chail, de Pannièvre, de la Berlière, de Gagemont, de Ligny et de Montmartin, entreprirent de résister et firent barricader les portes et les brèches que le temps avait faites aux murailles. Lorsque M. de Thudert se présenta, escorté de deux ouvriers, de quelques agents et du procureur de l'évêque, on lui refusa l'entrée de la ville. La journée se passa dans une assez grande effervescence; mais dès le lendemain le sieur de Chauray, s'étant rendu dans le faubourg auprès du commissaire pour former opposition à la destruction du temple qu'il disait lui appartenir, vit que sa suite était moins nombreuse qu'on l'avait cru, et qu'il n'avait point de troupes avec lui. On ouvrit aussitôt les portes, et, le jour suivant, M. de Thudert, sans trouver d'autre résistance, fit enlever la chaire et les bancs, détruire les galeries et murer l'entrée du temple, « lequel, dit le procès-verbal, a onze toises quatre pieds de long, cinq toises un pied et demy de large et trente-un pieds de haut par les costez; et y a des galeries d'un costé et des deux bouts. »

Le lendemain, qui était un vendredi, le commissaire se présenta chez le ministre Jean Le Chantre, où il trouva quelques personnes qui chantaient des psaumes. C'était déjà une contravention ou plutôt une protestation contre l'interdiction du culte prononcée en même temps que la destruction du temple. Après de longues procédures, des amendes, des

condamnations répétées, un arrêt du 23 août 1646 ordonna l'exécution de celui de 1643, « ce faisant le temple de la ville de Melle démolí, et réduit au même état qu'il était lors du contrat du 5 novembre 1602, et que les habitants se pourvoiront par devers le roi pour leur être pourvu d'un lieu ; leur fait inhibition et défenses de faire aucun exercice de ladite R. P. R. dans la maison dudit Le Chantre, ministre, jeu de paume, ou autre lieu de ladite ville et faubourgs de Melle. »

Les protestants démolirent eux-mêmes leur temple, et depuis firent le prêche dans une garenne, à quelques pas au-dessus du pont de la Gourre, vis-à-vis de l'église Saint-Hilaire. Un arrêt, du 17 décembre, les chassa encore de ce lieu, et les condamna à de fortes amendes, ce qui ne les empêcha pas de commencer un temple au Pré-Pavé, dans la banlieue. Sur ce, nouvelle plainte de l'évêque et nouvel arrêt du parlement, le 3 août 1648.

Les succès du clergé, dans toute cette honteuse affaire, avaient accru son audace : après s'être emparé sans pudeur du collège protestant, il avait réclamé les biens légués par son fondateur à l'église. La justice, toujours complaisante, lui avait adjugé la métairie du consistoire, ainsi que la maison occupée par le ministre, laquelle on avait d'abord voulu faire abattre avant de songer à se l'approprier.

Si je comprends bien cette longue et ténébreuse procédure, les dernières volontés de la veuve de Joseph Defontaine, Judith Grelier, ne furent pas mieux res-

pectées, et les biens légués par elle eurent le même sort que ceux du généreux bienfaiteur de l'église réformée de Melle (1).

## VI.

De pareils faits, quelque odieux qu'ils fussent, ne tardèrent pas à se multiplier, et, sans plus de gêne, l'on se mit à confisquer, au profit d'établissements catholiques, les legs faits aux consistoires, aux pauvres ou aux communautés protestantes. On s'accoutumait vite à transformer le fait en droit, et les prêtres trouvaient toujours des juges prêts à ériger ainsi leurs désirs en lois. Le présidial de Poitiers donna de nombreux exemples de ces spoliations effrontées. Les 5 et 6 avril 1647, sur les conclusions de Filleau, l'âme damnée du clergé, il ordonna qu'un legs de 30 livres fait aux protestants pauvres de la Rochelle fût payé aux administrateurs de l'hôpital de cette ville, « qui sont les pères de la charité. » Par un détournement de destination non moins inouï, une rente, laissée aux indigents de l'église réformée de Thouars, fut adjugée à la fabrique de la paroisse catholique. Pareille chose eut lieu à Poitiers quelques années plus tard : le 22 juillet 1650, le sieur Persicault donna par testament, aux pauvres de sa religion, une somme de 400 livres dont l'aumônerie de la ville profita par les soins de Filleau. Les protestants étaient ensuite admis

(1) *Doc. Mss.* de ma collection ; — *Décis. cath.*, décis. 87, 50, 28.



aux distributions de secours faites par des moines, des prêtres ou des religieuses, et c'était là un heureux moyen de prosélytisme : on achetait la conscience des pauvres avec l'argent de leurs coreligionnaires, utilisant ainsi la faim pour le salut des âmes. Nous verrons encore maint et maint exemple de ce système, et nous en négligerons beaucoup d'autres ; car dans le récit monotone de toutes ces turpitudes, il serait trop difficile d'être complet sans être ennuyeux.

L'université de Poitiers, fidèle à ses traditions, défendait à ses messagers de se servir de commis protestants. Neuf sergents de Niort, dont l'unique tort était de n'être pas catholiques, furent condamnés à quitter leurs charges. A Châtellerault, les réformés ne pouvaient plus arriver à se faire nommer juges et consuls des marchands quoiqu'ils formassent le tiers des commerçants. Les catholiques, ligués pour les exclure, cessèrent même, depuis 1645, de les appeler aux élections. On contraignait les réformés à se soumettre aux pratiques d'un culte qui n'était pas le leur. Le présidial de Poitiers défendait de vendre et de manger de la viande en carême, surtout aux Quatre-Piquets et dans tous les endroits où ils se réunissaient pour le prêche. Ces lieux devenant chaque jour plus rares, les fidèles s'y rendaient de fort loin : plusieurs d'entre eux y dînaient, et le présidial, de concert avec la sacristie, réglait le menu du repas (1). On les assujétissait à observer les fêtes dont le ca-

(1) *Décis. cath.*, 587, 642, 749, 94, etc.

lendrier romain est aussi surchargé que celui de la réforme en est sobre. Depuis qu'on a fait des ordonnances sur ce sujet, dit Filleau, « nous avons vu nos audiences remplies de poursuites faites par diverses personnes de qualités, lesquelles, jalouses de la gloire de Dieu, n'ont pas dédaigné de se rendre parties dénonciatrices contre ceux de la R. P. R., lorsqu'ils ont vu les festes estre par eux méprisées (1)... »

Ce zèle amer et implacable, cette manie de faire rendre à un temps voulu et d'une façon convenue des hommages forcés à une divinité qui ne ressemble guère au Dieu de charité de l'Évangile, avait-elle la prétention de sanctifier les hérétiques malgré eux, et de les condamner en quelque sorte au paradis, où de tout soumettre à une certaine uniformité extérieure que l'on prend volontiers pour de la religion? Toujours est-il que la contrainte était de mise en morale comme la crainte dans le dogme. Un cordelier faisait consister dans ce sentiment peu élevé toute sa théologie. C'était pour lui la loi et les prophètes. Il avait fait imprimer cette dogmatique simplifiée dans un placard, et il allait affichant sa thèse, envoyant son cartel aux ministres de la province, et les défiant de prouver que le christianisme est autre chose que la peur de l'enfer (2). Ce système religieux, au moins contestable en théorie, était quelquefois horrible en pratique; aussi l'employait-on avec fruit auprès des

(1) *Décis. cath.*, 46.

(2) *Archives du départem. de la Vienne*, C 2, 28; — Cf. *Hist. de l'Édit de Nantes*, III, 47.

âmes faibles et des mourants. Un jour le curé de Lésigny s'en servit pour ramener une malade qui, après avoir reçu l'extrême-onction, s'était laissée séduire par la dame huguenote de Coismé, de la Boutelaye. Dans les poursuites qui furent dirigées contre cette dame, le curé déposa lui-même qu'il avait remontré à la malade que, « si elle ne continuait en la profession et confession de la foy catholique, elle ne pouvait attendre que l'enfer, et qu'il ferait jeter son corps à la voirie en cas qu'elle mourut, et qu'elle en estoit fort proche (1). »

L'évêque de Poitiers, Chasteigner de la Roche-Pozây, qui à 70 ans conservait toute son ardeur contre les huguenots et vivait de bile et de controverse dans sa retraite de Dissais, était le promoteur infatigable de cet esprit haineux et intolérant, de ce fanatisme à froid qui animait également son clergé et le présidial. Après toutes les honteuses chicanes, les violences même d'un épiscopat de près de quarante années, il comptait encore avec dépit trente-quatre prêches dans son diocèse (2), et était continuellement en instances pour faire interdire tantôt l'un, tantôt l'autre.

Le 13 mars 1646, le présidial défendit de célébrer le culte à la Bouchetière, près de Saint-Maixent, parce que cette seigneurie n'avait pas été régulièrement érigée en haute justice.

(1) *Archives du départem. de la Vienne*, C 2, 28.

(2) *Bulletin de la Soc. de l'hist. du protest. français*, IV, 351.

Le 2 janvier suivant, il ordonna la fermeture du temple de Mougon, où le ministre La Blachière avait continué ses fonctions malgré la sentence des grands-jours. Cette fois l'ordre fut exécuté et le juge sénéchal de l'endroit fit murer les portes du temple.

Celui de Champdeniers fut aussi condamné le 28 janvier 1648. Le pasteur, Second Chauffepied, en appela au parlement; mais celui-ci engagé dans la politique avait bien d'autres soucis en ce moment, et il mit les parties hors de cour. Alors les protestants ouvrirent de leur propre autorité le bâtiment fermé par les présidiaux et continuèrent de s'y assembler pendant plusieurs années.

L'évêque avait fait réitérer, le 31 août 1647, l'ordre de fermer l'école de Couhé. Il avait un grief particulier contre Guillaumet, l'un des régents, qui avait été carme, lequel ayant continué à donner quelques leçons, fut, l'année suivante, décrété de prise de corps, et n'échappa que par la fuite.

Dans le Bas-Poitou, le culte avait été interdit, en 1645, au château et dans le bourg de Mareuil. Les membres du troupeau s'étant pourvus contre cet arrêt en obtinrent un autre l'année suivante, qui les autorisait à continuer leurs assemblées ailleurs que dans la maison de La Boulaye et à transférer leur temple dans un autre lieu.

Celui du Breuil-Barret avait également été condamné par le siège de Poitiers et à la demande du baron Tiercelin d'Appelvoisin. Le sieur de la Roche

du Breuil, intervenant dans le procès, déclara qu'il avait haute justice, et par conséquent droit à l'exercice du culte, et que d'ailleurs le lieu où l'on se réunissait ne dépendait pas du seigneur catholique. Le parlement n'en ordonna pas moins, le 28 août 1647, de détruire le temple dans le délai de trois mois ou de l'employer à un autre usage, sauf au sieur de la Roche du Breuil à faire faire le culte dans sa maison « en cas qu'il y réside. » Les auteurs de ces poursuites avaient porté l'exigence beaucoup plus loin et demandé l'interdiction complète du culte, des écoles, du chant des psaumes à haute voix, des réunions pour la prière et le catéchisme, requérant en même temps l'exécution des ordonnances sur l'abstinence des viandes, la décoration des maisons les jours de processions, et enfin celle d'une vieille loi sur les enterrements récemment remise en vigueur. On l'avait d'abord appliquée à la ville de Poitiers, puis on l'étendit à toute la province, où, à la vérité, elle fut généralement mal exécutée.

Le présidial, par une ordonnance du 8 mai, enjoignait aux réformés de cette ville de faire leurs sépultures sans pompe et « à l'entrée de la nuit seulement (1). » Ceux-ci, en formant opposition, demandèrent qu'on leur fixât l'heure précise, et de son côté Filleau s'adressa au conseil royal pour avoir quelque chose de moins vague que ces mots : *L'entrée de la nuit*. Le Tellier les expliqua par ceux-ci : *Lorsqu'il commence à faire nuit...*, judicieux commentaire

(1) Filleau, *Décis. cath.*, décis. 63, 55, 42, 37.

sur lequel l'évêque demanda à son tour des éclaircissements. On permit enfin aux réformés de commencer leurs enterrements une demi-heure avant le coucher du soleil. Messieurs du parquet de Poitiers, peu satisfaits, firent alors cette observation très sensée que « l'entrée de la nuit ne peut estre qu'après soleil couché. »

## VII.

Chaque jour on arrachait ainsi quelque lambeau de l'édit de Nantes, et les adversaires les plus ardents de l'hérésie pouvaient espérer en venir à bout par cette lente révocation ; mais cette confiance, qui se trahissait déjà dans de machiavéliques projets (1), fut contrariée par les événements. La paix était à peine signée avec l'étranger à Nimègue qu'elle était troublée au dedans. La cour et le parlement en guerre l'un avec l'autre donnèrent quelques années de répit aux protestants, qui restèrent généralement en dehors des stériles factions qui agitaient le royaume et auxquelles beaucoup d'évêques prenaient part. Le conseil royal, appréciant cette conduite, ordonna de cesser les poursuites dirigées contre les réformés et reconnut hautement leur fidélité (2).

Le clergé, au contraire, se plaignait amèrement de cette surséance accordée aux protestants ; et, faisant

(1) *Hist. de l'édit de N.*, t. III, pièces justif., IV.

(2) *Déclaration du 24 mai 1652*; — Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, ch. 36; — Rulhières, *Éclaircis. sur la révoc.*, I, ch. 2.

la part des circonstances , qui ne permettaient pas de frapper un coup décisif, il suppliait du moins qu'on travaillât par tous les moyens possibles à la destruction de l'hérésie. « Nous ne demandons pas à Votre Majesté, disaient les évêques assemblés en 1651, nous ne demandons pas qu'elle bannisse à présent de son royaume cette malheureuse liberté de conscience, qui détruit la liberté des véritables enfants de Dieu, parce que nous ne jugeons pas que l'exécution en soit facile, mais nous souhaiterions au moins que ce mal ne fit point de progrès, et que si votre autorité ne le peut étouffer tout d'un coup, elle le rendît languissant et le fît périr peu à peu par le retranchement et la diminution de ses forces (1). »

« Sire, disait un autre orateur de la même assemblée, saint Augustin confesse de soi-même que, dans les premières disputes qu'il eut contre les donatistes, il était prévenu de cette opinion spécieuse que la véritable religion n'employait pour sa propagation que les armes spirituelles de l'instruction, des conférences et de la persuasion, et que, comme l'Évangile avait jeté ses premières semences par la doctrine de Jésus-Christ et par la prédication de ses apôtres, aussi ne pouvait-il se multiplier dans les âmes que par les mêmes causes qui avaient concouru à sa naissance ; maxime très dangereuse et reconnue fausse par ce grand docteur de l'Église, qui avoue que dans

(1) *Remontr. du cl. de Fr. faite au roi Louis XIV le 11 avril 1651*, par Messire Gilbert de Choiseul, évêque de Comminges, dans les *Mém. du clergé*, t. 13.

la ville d'Hippone, dont il était évêque, les lois impériales n'avaient pas fait moins de fruit pour la conversion des donatistes, que tous les arguments dont il s'était servi pour combattre leur hérésie..... » « Où sont, ajoute l'orateur, les lois qui bannissent les hérétiques du commerce des hommes ? Où sont les constitutions des empereurs Valentinien et Théodose qui déclarent l'hérésie un crime contre la république (1) ? »

Cet appel non équivoque à la violence, on le renouvellera périodiquement au monarque pendant trente années, à toutes les assemblées du clergé, jusqu'à ce qu'enfin l'église gallicane n'ait plus à envier aucune des hontes de celle des iv<sup>e</sup> et v<sup>e</sup> siècles.

Cependant la cour ne s'engageait point encore dans cette voie, et, depuis que le conseil et le parlement ne lançaient plus d'arrêts, les juges subalternes modéraient aussi un peu leur zèle ; mais à la suite de la déclaration de 1652, qui confirmait l'édit de Nantes, les réformés ayant cru qu'on les laisserait enfin rentrer dans les droits dont on les avait privés au mépris de cet édit, les tribunaux, qui n'avaient pas les mêmes motifs politiques que la cour pour ménager les protestants, leur firent, dès lors, la plus vive opposition.

Le 23 janvier 1653, l'évêque de Luçon fit rendre par le sénéchal du Poitou une ordonnance qui défendait de célébrer le culte dans la forêt de la Lande-

(1) *Remontr. du clergé de Fr. faite au roi le 18 janvier 1654*, par M<sup>sr</sup> l'archevêque d'Embrun, dans les *Mém. du clergé*, t. 43.



Blanche où la dame Du Vergier de Buchignon avait, l'année précédente, fait bâtir un oratoire (1).

Quelques mois après, le 14 juin, le présidial ordonna de fermer un temple que Louise de Bessay, veuve du seigneur de la Chevrolière, venait aussi de faire construire dans ce village.

Les protestants de Chauvigny, de leur côté, s'étaient cru autorisés par la dernière déclaration à reprendre leur culte si formellement permis par l'édit de Nantes, et à rentrer en possession de leur temple dont les portes étaient condamnées depuis dix ans. En vain leur fit-on signifier de nouveau la défense de s'assembler : l'un des anciens, Louis Charles, notaire et procureur, protesta qu'il ouvrirait le temple ; et, en effet, le dernier jour de novembre, ayant fait venir le ministre Hector Audoyer, on y pénétra par les fenêtres, et on débarra la porte. Le sénéchal de Chauvigny accouru aussitôt, ne réussit ni à faire disperser l'assemblée ni à arrêter le ministre. Il fit saisir un marchand de Saint-Savin, nommé Billette, mais une dizaine des amis de ce dernier empêchèrent qu'on le sortit du temple. Au milieu du tumulte apparut le sieur de Venours, gentilhomme protestant, envoyé par le gouverneur de la province pour prier ses coreligionnaires de différer toute assemblée jusqu'à ce que le conseil eut statué sur leur demande. Le temple en effet fut refermé et la clef confiée à un gentilhomme catholique.

(1) *Requête au parlement contre dame Marguerite Du Verger.*

La démarche irrégulière des protestants de Chauvigny ne pouvait pas manquer d'être sévèrement jugée à Poitiers : deux jours après, le présidial rendait contre eux une sentence d'un style violent et emporté qui témoigne de sa passion et justifie presque la protestation faite à Chauvigny, pendant les débats, de ne reconnaître pour juges ni le lieutenant de la province ni le présidial. Bientôt après le grand sénéchal prononça lui-même l'interdiction du culte (1).

Des désordres plus graves avaient eu lieu à Rochechouart quelque temps auparavant. Le ministre venait de mourir. Craignant que le seigneur ne profitât, comme cela arrivait quelquefois, d'une interruption du culte pour en entraver l'exercice dans la suite, le consistoire fit prêcher dès le lendemain par un pasteur du voisinage. L'opposition que l'on appréhendait éclata de la manière la plus violente : la marquise convoqua au château le curé, le vicaire et les consuls, et, de concert avec eux, amenta les catholiques au son du tambour et du tocsin et leur fit prendre les armes. Ainsi escortée, elle se rendit elle-même près du temple et fit donner du cor devant les fenêtres pour interrompre le prédicateur. Les vitres furent brisées à coups de pierres, ainsi qu'une partie des tuiles, et l'assemblée obligée de s'enfuir. Pour prévenir les plaintes des réformés, la châtelaine écrivit à son mari, le marquis de Pompadour, qui était à Paris, bien en cour et proche parent du chancelier. Il

(1) Filleau, *Décis. cath.*, décis. 447, 456.

reprit aussitôt un procès anciennement pendant et oublié depuis bien des années, et, en attendant un jugement définitif, fit ordonner, le 13 mai, la cessation du prêche. Un avocat de Rochechouart, Daniel de la Chaumette, alla de son côté porter au pied du trône les justes plaintes de l'église et fit annuler l'arrêt.

Le 19 octobre on voulut en conséquence reprendre les exercices interrompus. M. de Pompadour était à la chasse à l'heure de l'assemblée ; à son retour, il renouvela les scènes de violence de sa femme, arma ses gens, et se mit à leur tête, jurant qu'il irait brûler tous les huguenots dans leurs maisons. Il se rendit d'abord à celle de la Chaumette, et se fit ouvrir par des menaces. Un parent de l'avocat, Théodore de la Chaumette, ministre d'une petite église d'Auvergne, se présenta et fut renversé d'un coup d'épée sur la tête au moment où il se découvrait pour saluer le marquis furieux. L'épée se brisa du coup et laissa celui-ci désarmé. Ceux qui le suivaient se précipitèrent à leur tour sur le pasteur, l'outragèrent et blessèrent deux de ses frères. Le malheureux s'étant relevé voulut s'enfuir, mais le vicaire l'arrêta et le traîna jusqu'à la place publique, où, affaibli par la perte de sang et la souffrance, il tomba évanoui, et fut laissé pour mort après avoir encore reçu plusieurs coups de bâton. Ce ministre n'était point celui qui avait prêché la veille. L'avocat Fourgeaud eut sa maison pillée, et sa femme, qui était dans un état de grossesse avancée, fut très maltraitée. Jeté lui-même dans les cachots du château, il n'en sortit, au bout de

deux jours, qu'après avoir reçu le fouet en présence du seigneur et de la dame de Pompadour. Daniel de la Chaumette avait eu le temps de se sauver. Le marquis fit commander à sa femme et à celle de son collègue de sortir de la ville, menaçant de faire assouvir sur elles la brutalité de ses valets si elles n'obéissaient pas.

Ce gentilhomme eut fait un digne intendant de province sous Louvois : apprenant, en effet, qu'un régiment de cavalerie passait à une lieue de Rocheschouart, il fit prier le mestre de camp de venir y loger chez les huguenots ; mais ce dernier continua sa route. Le marquis lui-même mettait ses gardes chez eux, ne les retirait que quand il lui plaisait, et ne payait jamais ; il emprisonnait, battait, déposédait sans autre loi que sa fantaisie, faisant peser toutes les charges sur les protestants et les excluant de tous les emplois. Un commissaire du parlement vint cependant pour prendre des informations ; mais le marquis eut si peu de souci de sa présence qu'en réponse à une assignation il fit rosser noblement ceux qui la lui avaient envoyée (1).

## VIII.

Cependant les protestants continuaient à trouver plus de justice auprès du gouvernement, et lorsque, cette même année, on voulut, dans quelques élections du Poitou, imposer les ministres à la taille contre

(1) *Hist. de l'Édit de Nantes*, III, 466.

l'habitude, la cour les en déchargea aussitôt. La condition des églises s'était sensiblement améliorée depuis quelque temps. Aussi le clergé, de plus en plus irrité, profita-t-il, l'année suivante, de la cérémonie du sacre, pour demander une déclaration qui abrogeât celle de 1652, et remit les choses dans l'état où elles étaient avant les troubles. La paix était alors rétablie au dedans, mais la guerre continuait avec l'Espagne; l'Angleterre, sous le protectorat de Cromwel, restait neutre, et les deux puissances belligérantes avaient intérêt à se ménager son alliance. La politique ordonnait donc à la cour de France de ne pas céder encore aux instances des évêques.

Le présidial de Poitiers, peu accessible aux considérations de ce genre, modérait à peine son ardeur, et, réduit à se servir de déclarations abrogées, d'arrêts annulés, il rendait encore quelques sentences; mais ce zèle n'était pas toujours couronné de succès. Ayant entrepris des poursuites contre les protestants de Parthenay qu'on accusait d'avoir troublé une procession en accompagnant un convoi funèbre, il fut constaté qu'ils ne l'avaient même pas rencontrée, et le maréchal de la Meilleraye, après avoir vérifié le fait, leur fit rendre justice (1).

Depuis quelques années les réformés avaient essayé plus d'une fois de bâtir des temples ou de fonder de nouvelles églises. Etablir leur culte partout où ils le pouvaient et à tel titre que ce fût, telle était leur

(1) Dreilincourt, *Lettres d'un habitant de Paris à un de ses amis*.

constante préoccupation. Celle des tribunaux était au contraire de l'abolir ou de le restreindre, et le présidial s'évertuait entre tous à convertir les exercices publics en exercices de fiefs, ceux-ci en simple culte de famille, et à les supprimer enfin à la première occasion.

Au mois de septembre, on fit signifier à Charles Gourjeault, qui faisait prêcher dans l'une des cours de son château de Venours, une défense du conseil de contrevenir aux édits et de bâtir un temple.

Au commencement de l'année le ministre du Vigean, René Maillot, avait reçu ordre de n'y prêcher qu'en présence du seigneur. Afin de maintenir les droits de son église, il s'était mis aussitôt à faire construire un petit édifice public pour les assemblées, à un quart de lieue de là; mais, au mois de novembre, survint la défense de l'ouvrir. Ne s'y étant pas soumis, il fut condamné à trois mille livres d'amende.

Le seigneur du Vigean possédait aussi en Bas-Poitou la terre de Bazoges-en-Pareds, où le ministre de Moulleron avait établi une annexe de son église et fait approprier une ancienne grange pour tenir les assemblées. On ne manqua pas de contester un pareil droit, et un arrêt du 8 mars ordonna de rendre ce bâtiment à son premier usage ou d'en murer la porte. Le culte, réduit aux étroites limites d'un exercice de fief, ne devait avoir lieu qu'au château et en présence du seigneur, qui habitait à l'autre extrémité de la province.

La dame de Buchignon ne fut pas plus heureuse

dans sa tentative d'avoir un temple commencé déjà depuis plusieurs années à la Lande-Blanche (1).

Une interdiction prononcée depuis quelques mois contre celui de Saint-Hilaire-sur-l'Autise, à la demande du seigneur de la Baugisière, dans le fief duquel il avait été construit, se termina à la même époque par le consentement qu'il donna (2).

Une contestation entre les protestants de Couhé et leur seigneur au sujet de leur temple eut une issue plus fâcheuse. Après quelques débats, il s'engagea à leur en faire bâtir un à la condition qu'ils lui abandonneraient l'ancien qu'il trouvait trop rapproché de son château, et qui en était peut-être même une dépendance. Il y avait toujours quelque danger à remuer des questions de cette nature. En effet, Filleau saisit cette occasion pour avancer que le baron de Couhé n'avait droit qu'à un culte de famille dans sa maison, et il fit adresser une lettre de cachet à M. de Fortia, commissaire dans la généralité, pour faire arrêter les travaux. Cet ordre fut signifié, à la fin du mois de juin, à la mère du jeune seigneur, Marguerite de la Muce, et le curé de Couhé fut chargé de faire savoir chaque semaine si on n'y contrevenait point.

Quelques mois après la dame de Vérac fit reprendre les travaux ; le curé paraissait avoir oublié sa commission, l'édifice s'élevait rapidement, et on allait y

(1) Filleau, *Décis. cath.*, décis. 68, 449, 63.

(2) *Acte comm.* par M. B. Fillion.

mettre la toiture lorsqu'arriva l'ordre de le démolir.

Le 17 décembre le greffier de M. de Fortia se rendit à Couhé escorté de deux archers des gardes du corps et de huit maçons. Le lendemain ils commencèrent « la démolition du prétendu temple.... de forme octogone dont tous les murs étaient en leur perfection, et ne restait qu'à placer la charpente que nous avons trouvée, dit le procès-verbal, sur le lieu prête à poser. » On passa deux jours entiers à cette œuvre de destruction. Deux gros piliers et trois des pans de murs où étaient les deux principales portes furent rasées et les cinq autres en partie démolis.

Les protestants ne se rebutèrent pas, et s'étant pourvus en la chambre de l'édit, ils obtinrent, le 18 novembre suivant, un arrêt un peu tardif qui levait les défenses faites précédemment et permettait de relever l'édifice (1).

Le présidial voulut se dédommager de cet insuccès en contestant au sieur Préau son droit de haute justice à Châtillon et Boussay afin d'y empêcher le prêche, et reprit ses poursuites contre Charles Gourjeault qui, vers le milieu de l'année 1659, recommençait à faire prêcher à Venours. Le ministre de Lusignan, Claude Arnaudeau, qui avait fait dans ce château plusieurs prédications devant une grande affluence de fidèles de la paroisse de Rouillé et des environs, n'évita

(1) *Factum pour les habitants de Couhé faisant profession de la R. P. R.*; — Filleau, *Décis. cath.*, décis. 149.



l'amende qu'en promettant de se soumettre à la défense de prêcher hors du lieu de sa résidence.

Le conseil avait décidé depuis quelque temps que l'érection d'un fief ne donnerait plus droit au culte, ordonnant en même temps qu'il serait supprimé lorsqu'un seigneur protestant se convertirait ou que le domaine passerait à un catholique. « Celui qui, le premier en France, a exécuté cet arrêt, et qui, par cette action généreuse, dit Filleau, a rendu sa mémoire immortelle, est le sieur marquis de Fors, fils aîné du sieur du Vigean. » Le marquis, dont ce brevet gratuit d'immortalité n'a pas préservé la mémoire, n'était, après tout, qu'un misérable, qui périt quelques années plus tard victime de la haine que lui avaient vouée quelques gentilshommes catholiques. Après avoir renoncé à sa religion, il fit interdire au Vigean le culte que son père mourant lui avait fait promettre de ne pas troubler. Le temple bâti par le défunt seigneur, malgré le présidial, fut démoli au milieu du mois d'avril 1658; le marquis mit lui-même la main à l'œuvre et fit brûler tous les matériaux dont les protestants auraient pu se servir.

Quelque temps après la duchesse de la Force, passant au Vigean, y fit prêcher, et on fixa ensuite un jour pour une seconde prédication. Le seigneur s'y opposa avec toute la violence de son caractère, fit armer les catholiques au son du tocsin, et, suivi d'une bande de sept à huit cents furieux, courut au lieu où se faisait l'assemblée. Elle se dispersa aussitôt

pour épargner l'effusion de sang que la résistance eût infailliblement fait verser.

Le marquis de Fors s'étant plaint au conseil royal que les réformés voulaient rétablir leur culte par la force, le gouverneur de la province reçut, peu de temps après, l'ordre de s'opposer à leurs réunions, et, au besoin, de se rendre au Vigean, pour empêcher tout attroupement, soit des catholiques, soit des protestants.

Ceux-ci ne renouvelèrent point leurs tentatives, mais ils soutinrent un long et dispendieux procès pour lequel les autres églises furent obligées de leur venir en aide par des souscriptions, ainsi qu'à celle de Rochechouart, également pauvre, et que le seigneur ne pouvait non plus se résigner à laisser en paix (1).

Le bourg du Boupère étant passé entre les mains du marquis de Pouzauges, le présidial y défendit aussi l'exercice de la religion et ordonna la démolition du temple bâti depuis quelques années.

A Mareuil sur le Lay, la conversion du maître eut les mêmes conséquences. Depuis un siècle environ que cette baronnie était possédée par les protestants Loudrière et La Boulaye, la réforme s'y était enracinée et s'y étendait chaque jour davantage. Les principaux de l'église y avaient même « depuis trois ans trois régents et deux femmes de leur religion, qui enseignaient publiquement la jeunesse, au lieu qu'auparavant il n'y en avait qu'un catholique. » Malheureusement La Boulaye passa au catholicisme.

(1) *Décis. cath.*, 773; — *Hist. de l'Édit de Nantes*, III, 256.

A peine le clergé eût-il pris pied à Mareuil qu'il voulut y dominer seul, et l'évêque commença des poursuites qui aboutirent, en 1665, à l'interdiction du culte réformé. La requête présentée par le syndic, au mois de mai 1660, allait bien plus loin, et concluait à la suppression des annexes dans tout le diocèse, avec défense de chanter des psaumes dans les maisons, d'y faire des exhortations et des prières à haute voix, d'instruire la jeunesse et ouvrir école grande ou petite sans la permission écrite du seigneur révérend évêque dudit Luçon, de faire les enterrements en plein jour et avec un cortège de plus de dix personnes, de se marier en temps prohibé par l'Église et de faire festin en carême. Cette dernière demande avait été motivée surtout par un fait qui s'était passé à Mareuil même : le ministre ne s'était-il pas avisé de se marier en carême et de « festiner de viandes défendues six vingt personnes » pendant toute une semaine, et cela nonobstant les criailleries de la gent bigote, et les plaintes du clergé qui lui en avait fait faire défense par le lieutenant général de la sénéchaussée (1) ?

En 1662, quelques années avant l'arrêt qui interdisait le culte à Mareuil, il avait été établi à Frosse, paroisse de Corps ; mais on ne tarda pas non plus à faire de l'opposition au sujet de cette annexe (2).

(1) *Mémoire pour la cause du syndic et députés du clergé de Luçon.*

(2) *Archives de France*, TT, 264.

## IX.

L'esprit d'intolérance avait recommencé à prendre le dessus à la cour dès que sa politique extérieure lui avait imposé moins de ménagements envers les protestants. Déjà en 1656 le conseil accordait aux instances répétées du clergé une déclaration qui révoquait en partie celle de 1652. Les réformés demandèrent vainement à leur tour l'abrogation de la nouvelle loi ; les moyens même de faire entendre leurs plaintes leur étaient refusés : depuis plus de treize ans ils n'avaient pas pu tenir de synode national. La cour pensait sans doute que son œuvre de lente destruction serait moins remarquée, sinon plus facile, si ce lien entre les églises de toutes les provinces était brisé et si elle les empêchait ainsi de gémir ensemble de leurs maux communs et de l'importuner ensuite par leurs doléances. À défaut d'une telle assemblée, dix députés de synodes provinciaux se rendirent à Paris pour rédiger en commun leurs remontrances. Le marquis de la Forest, représentant du Poitou, exposa au roi l'état des réformés en lui remettant le cahier de leurs plaintes dans une audience obtenue après plusieurs mois de sollicitations. Sa Majesté les assura qu'elle leur ferait rendre justice, et, pour vider les différends entre les catholiques et les protestants, promit d'envoyer dans les provinces des commissaires que les uns et les autres avaient demandés dans des buts bien opposés.

Les réformés dressèrent, l'année suivante, un long mémoire où ils justifiaient leurs plaintes par des faits nombreux : à Marcillac, le culte n'avait pu être rétabli depuis les guerres du règne de Louis XIII ; aux Quatre-Piquets, il était troublé par des prêtres insolents ou de grossiers missionnaires qui y conduisaient la populace de Poitiers ; on ne recevait plus dans cette ville de médecins, d'apothicaires, ni de chirurgiens protestants ; sur deux cents procureurs qu'il y avait dans le bailliage, on n'en comptait que dix ou douze réformés, et encore n'avaient-ils pas obtenu leurs provisions sans difficulté ; comme exemple de l'inégalité civile que l'on cherchait à établir, on citait deux frères dans une paroisse voisine de Rochechouart, dont l'un, catholique, était exempt de la taille comme noble, et l'autre, protestant, était porté au rôle (1).

La permission si longtemps sollicitée de tenir un synode national ayant enfin été accordée, il s'ouvrit à Loudun le 10 novembre et dura deux mois. Ce fut le dernier. Le roi fit engager l'assemblée à tenir pour article de foi que les sujets doivent tout souffrir de la part de leur souverain. Les huguenots n'avaient pas besoin qu'on les rappelât à l'obéissance, et cependant l'avertissement n'était pas sans à propos au moment où beaucoup d'esprits rêvaient déjà la révocation de l'édit de Nantes, et y poussaient le roi de toutes leurs forces.

(1) *Hist. de l'Édit de Nantes*, III, 294.

La France venait de signer la paix avec l'Espagne ; Cromwell n'était plus , la tranquillité régnait au dedans , et rien n'empêchait le jeune monarque peu éclairé de s'abandonner aux funestes instigations du clergé. Servi par les circonstances , celui-ci redoubla d'ardeur. Il élabora dans son assemblée de 1660 et envoya l'année suivante à ses agents dans les provinces un mémoire ou espèce de manuel destiné à leur servir de guide dans la marche qu'ils avaient à suivre , pour resserrer de plus en plus les droits des réformés et éluder l'édit. C'était tout à la fois un résumé assez exact des résultats acquis et un programme de ceux qu'on espérait obtenir. Une circulaire jointe au mémoire révèle tout le fruit qu'on attendait de ce projet et de la présence des commissaires que le conseil avait promis d'envoyer dans les provinces.

C'est aussi à cette occasion , et pour diriger les juges , qu'on se mit à déchirer systématiquement l'édit sous prétexte de le commenter. Les *Vérités* du jésuite Meynier , les *Maximes* de Bernard n'avaient pas d'autre but , non plus que les *Décisions* catholiques de Jean Filleau , lourds ramassis de jugements de toutes sortes sous lesquels leurs auteurs prétendaient étouffer la réforme , et qui sont aujourd'hui les témoins irrécusables de leur propre honte.

Mazarin étant mort au mois de mars 1661 , Louis XIV commença à régner par lui-même. Le clergé assemblé en ce moment à Paris redoublait d'instances auprès de lui , et pour mieux toucher Sa

Majesté se représentait comme opprimé lui-même par les protestants. Les premiers temps de la nouvelle administration furent cependant consacrés à d'autres soins ; mais le conseil ne tarda pas à revenir aux affaires de religion qui l'occuperont toujours de plus en plus. La question des annexes fut reprise et Filleau ayant remontré à la cour que le même ministre prêchait en plusieurs endroits, de nouvelles défenses furent faites en conséquence aux pasteurs, le 3 février 1663, de « faire le prêche en divers lieux et hors celui de leur résidence. »

Cette suppression des annexes, tentée déjà plusieurs fois, et qui portait un coup trop sensible à l'église réformée, rencontra une opposition à peu près générale. L'arrêt ayant été signifié aux pasteurs de la province, ils tinrent quelques conférences dans lesquelles on fut d'avis qu'on ne pouvait pas obéir. Les membres des troupeaux, de leur côté, pour mettre autant que possible leurs ministres à l'abri, promirent de prendre sur eux les chances de l'événement.

Le consistoire de Chizé, considérant que l'arrêt ne concernait pas les endroits où l'exercice se faisait de temps immémorial, décida que le pasteur de cette église et de celle d'Aulnay continuerait à prêcher dans les mêmes lieux (1).

Celui de Chantonnay, Jean de la Place, reçut une seconde signification de l'arrêt pour y avoir contrevenu en prêchant au Puybelliard. Il ne s'y arrêta pas plus qu'à la première, et ne laissa pas d'y prêcher encore

(1) *Registres du consist. de Chizé*, Archives de Fr., TT, 343.

le jour même. Filleau en donna aussitôt avis à Le Tellier qui répondit, le 30 avril, par une ordonnance portant interdiction de La Place avec défense d'exercer ses fonctions dans le royaume. Elle lui fut signifiée le 16 mai.

Dix jours après, le pasteur de Mouilleron, Pierre Bernardeau et celui de la Châtaigneraie, Louis Rocas, poursuivis pour semblables contraventions, furent condamnés à cinq cents livres d'amende. En vain en appellèrent-ils au parlement, Filleau fit évoquer l'affaire au conseil, où elle fut sans doute terminée selon ses désirs.

Le parlement d'ailleurs ne se montrait guère plus favorable. Le premier juin il ordonna la démolition du temple de Champdeniers, qui fut exécutée les 13, 14 et 15 septembre en présence du procureur du roi et d'un conseiller commis à cette opération. Après l'avoir terminée, ils assistèrent à un *Te Deum* chanté dans l'église à cette occasion (1).

## X.

Le synode provincial qui se tenait assez régulièrement chaque année se réunit à Châtellerault depuis le 27 juin jusqu'au 5 juillet. Quarante-sept églises, dont la plupart avec des annexes, figurent sur la liste de cette assemblée, où presque toutes se firent représenter, les circonstances difficiles dans lesquelles on se trouvait lui donnant une importance particu-

(1) Filleau, *Décis. cath.*, décis. 542, 345.



lière. Les commissaires royaux étaient nommés ; dans quelques provinces même ils avaient commencé leurs travaux. Il n'y avait plus à en douter : la cour comme le clergé n'y avait vu qu'un moyen de ruiner les églises réformées. Attaquées jusque-là séparément, elles allaient avoir toutes à la fois de nouvelles vexations à essuyer. L'assemblée, sous le poids de cette pensée, prit quelques mesures de prudence et se remit à la volonté de Dieu : « Ses troupeaux sont épars, disait-elle ; leurs pasteurs frappés, le flambeau de sa parole éteint en plusieurs lieux, et la plupart de ses églises en un état déplorable. »

Les deux derniers synodes tenus à Pouzauges en 1661 et à Saint-Maixent à la fin du mois d'août de l'année suivante s'étaient déjà préoccupés de la venue des commissaires, et avaient ordonné aux églises de faire faire des copies ou des extraits de leurs titres pour justifier leurs droits, et de les envoyer au ministre Gilbert, de Melle, chargé de les mettre en ordre. Le synode insista de nouveau sur cet article qui n'avait pas été partout exécuté ; décidant en outre que, conformément à un arrêté de celui de Saint-Maixent, on écrirait au consistoire de la Rochelle pour le prier de communiquer les documents qu'il pourrait avoir en sa possession, et que les députés du synode de Poitou à ceux d'Anjou et de Saintonge suppliaient ces assemblées d'enjoindre des recherches sur le même sujet dans leurs ressorts.

Il fallait aussi pourvoir aux frais des nombreux procès qu'on allait avoir et que beaucoup d'églises

étaient hors d'état de soutenir. Un fonds commun fut déposé entre les mains du consistoire de Poitiers pour venir en aide à celles qui en auraient besoin. Plusieurs d'entre elles, pauvres déjà ou ruinées par les chicanes de leurs adversaires, étaient endettées. Aigres, Montreuil-Bonnin, Couhé, Saint-Benoît et le Givre étaient arriérées avec leurs pasteurs ; Niort l'était avec l'académie qu'on soutenait à frais communs ; le Vigean ne subsistait que grâce aux secours des fidèles de la province ; Melle, si richement dotée et si odieusement dépouillée, en était réduite à demander du temps pour payer une légère dette, vu « sa grande nécessité. »

Les annexes, récemment supprimées, excitèrent surtout la sollicitude du synode. Il décida qu'on dresserait un cahier de plaintes pour le faire présenter au roi par le député général, et nomma, pour se rendre à Paris et se concerter avec lui, Pierre Moret de la Fayolle, avocat en parlement. L'assemblée prit en même temps une détermination dispendieuse, mais qui devait faire perdre au clergé les fruits de la défense qu'il avait fait faire de prêcher hors des lieux de la résidence des ministres ; ce fut de pourvoir les annexes de pasteurs particuliers. Pour cela, il fallait de l'argent, les annexes n'étant restées à cet état que parce qu'elles n'étaient pas assez riches ou assez considérables pour entretenir un ministre. Le synode fit un appel pressant à la charité des fidèles ; des commissaires furent chargés d'aller de sa part dans chaque église « pour réveiller et animer puissamment

la charité de ceux qui les composent, dresser des rôles des contribuables, établir des anciens dans les lieux où il n'y en avait point, et enfin pourvoir, selon leur prudence, à toutes les choses qu'ils jugeront nécessaires pour l'établissement du saint ministère. » Les paroisses qui se trouvaient ainsi le plus en souffrance étaient celles de la Trimouille, le Courteil, Aubanie et Sauzé, Chizé, Cherveux, Pezay-le-Chapt, Chantonnay et le Puybelliard, Saint-Hilaire, Cezay, le Breuil-Barret, Pugny, Mareuil et Frosse, Sainte-Hermine, et enfin la Jaudonnière (1).

## XI.

Les commissaires du Poitou avaient été nommés dès le mois d'octobre 1661. Le ministre Colbert, dont le frère avait été récemment promu à l'évêché de Luçon, donna cette charge à son autre frère, Charles Colbert de Croissy, qui choisit lui-même pour son collègue La Noue, seigneur de Montreuil-Bonnin. Celui-ci était un vieillard entouré de l'estime générale et chez qui la modération ne faisait pas taire la voix de la justice. Il fit tout ce qu'il pouvait faire, en refusant de se ranger à l'avis de Colbert, quand il le vit conformer invariablement son opinion aux demandes du clergé.

Ce ne fut que vers le commencement du mois d'octobre 1663 que ce dernier arriva à Poitiers pour exécuter

(1) *Actes du syn. de Poitou assemblé à Châtellerault le 27<sup>e</sup> jour de juin et jours suiv.*, Mss. comm. par M. David, de Sainte-Hermine.

ses diverses commissions, car il était chargé tout à la fois de faire le département des tailles, de procéder à la réformation des eaux et forêts, « d'informer des contraventions à l'édit de Nantes et autres concernant la religion prétendue réformée, et en outre de prendre une connaissance particulière de l'état présent de tous les ordres de la province. » Ces divers détails se rattachaient à la grande pensée administrative du contrôleur général des finances de Louis XIV. Pour remplir les intentions de son frère, Charles Colbert s'achemina dans toutes les élections, demandant des renseignements, écoutant les plaintes, faisant des observations et consignant tout avec une parfaite sincérité, dans un rapport fort curieux. Voici, pour commencer, le désolant tableau qu'il fait de la moralité du clergé du diocèse de Poitiers :

La plupart des ecclésiastiques de ce diocèse vivent fort licencieusement au grand scandale de la religion catholique, apostolique et romaine, ce dont ceux de la R. P. R. tirent avantage. Les causes de ce désordre procèdent tant d'un ancien libertinage des ecclésiastiques dudit pays que parce que les évêques de Poitiers n'ont pu faire de visites depuis plus de quarante ans (1).

Dans un autre rapport, Colbert ajoute :

Ceux qui devraient soulager l'évêque de Poitiers dans son infirmité manquent sans doute de zèle et de courage, et laissent régner le désordre et la licence dans ce diocèse où

(1) Rapport de C. Colbert, maître des requêtes, concernant la province de Poictou, Mss. de la Bibl. impér., fonds de Versailles 8037, 7.

l'on n'a point fait de visites depuis plus de 40 ans. De là vient la débauche et l'ignorance des ecclésiastiques parmi lesquels la paillardise et l'inceste sont fort communs. Pour faire court, l'évêché de Poitiers est une sentine de mauvais prêtres lesquels étant chassés par les évêques circonvoisins, qui veillent soigneusement à leurs troupeaux, viennent se réfugier dans ce diocèse de Poitiers où ils trouvent de la confusion et de l'impunité (1).

Quelques évêques faisaient en effet les plus louables efforts pour introduire une réforme dans ce clergé avili, et « qui n'était plus qu'une bande de mangeurs attachés au râtelier de l'église (2). » Celui de la Rochelle, « de vie assez exemplaire, » se montrait rigide contre les prêtres qui ne remplissaient pas leurs devoirs. Son prédécesseur avait aussi rendu des ordonnances contre les curés qui hantaient les cabarets, et ce fait sert lui-même à nous donner une idée des mœurs ecclésiastiques de l'époque.

Le clergé du diocèse de Luçon était à l'unisson de celui de Poitiers, et là, comme partout, une honteuse ignorance était le moindre de ses défauts.

Messire Nicolas Colbert, en entrant dans le gouvernement du diocèse, y trouva beaucoup de désordres, particulièrement dans la vie de quelques-uns de ceux qui composaient le chapitre. Leurs maisons étaient remplies de familles impures. La dissolution des mœurs était venue jusqu'aux derniers excès et en avait répandu le scandale dans toute la province. Maître Emery Rochereau, chancelier et chanoine de cette église,

(1) *Mémoire concernant l'état du Poitou*, Mss. de la Bibl. impér., fonds S. Germain 956.

(2) M. B. Fillon.

était l'exemple le plus scandaleux de cette vie dissolue. Il entretenait en sa maison un concubinage public, et avait à sa table les fruits de son incontinence (1).

Pour nous reposer l'âme, citons ici le nom d'un bon prêtre, René Moreau, curé de Notre-Dame de Fontenay, cœur honnête et dévoué, qui avait refusé de siéger parmi les juges de Grandier et était resté à son poste pendant une épidémie. Lors d'un incendie qui éclata chez un calviniste, il n'hésita pas à risquer sa vie pour sauver celle d'un enfant. De tels hommes n'ont pas d'adversaires : lorsque celui-ci mourut tout le monde le pleura, et le pasteur de Fontenay disait : « Si dans l'église de Rome il n'y eust eu que gens de mesme façon, nous serions tous frères et non ennemis (2). »

Mais c'était là une rare exception. La plupart des prêtres, ignorants et débauchés, étaient de plus intolérants et avaient la fureur du prosélytisme. Cette année même une bande de vingt-cinq missionnaires s'abattit sur la ville de Saint-Maixent où, trois fois la semaine pendant deux mois, on les entendit débâter contre les huguenots (3).

A Châtellerault les capucins et les cordeliers « tous ignorants et religieux de rebut » n'avaient parmi eux que deux hommes de quelque capacité, dont l'un,

(1) Document cité par La Fontenelle de Vaudoré, *Hist. des évêques de Luçon*, 543.

(2) René Moreau, par B. Fillon, 2<sup>e</sup> édit., p. 28, 77.

(3) *Journ. des choses mémor. de l'abbaye de St-Maixent*, Mss. de D. Fonteneau, t. 66.

zélé controversiste, allait entendre les pasteurs et , au sortir du temple, les réfutait sur la place publique, opérant ainsi quelques conversions ;

« Ce qui confirme et console merveilleusement les catholiques qui ont d'ailleurs la douleur de voir dans le cœur de leur ville un presche réservé par les édits de pacification. — Il y a plus de la moitié des habitants de la ville et les plus riches qui sont de la R. P. R. Ils sont fort opiniâtres et séditieux ; ils ont témoigné affliction de la paix générale et du rétablissement du roi d'Angleterre ; ils s'attroupent secrètement quand il y a des nouvelles qui regardent leur religion, comme ils ont fait nouvellement lorsque l'on a parlé de la démolition de leurs nouveaux temples et que les huguenots des montagnes de Savoie ont été affligés à ce sujet, auxquels on dit qu'ils ont envoyé de l'argent. Ils n'ont que deux ministres qui ne sont pas fort habiles ; il y en a un entre autres qui n'a qu'un peu de rhétorique dont il se sert assez avantageusement en déclamations morales et pathétiques, qui touchent ses auditeurs et les attachent à luy, ce qui ne nous semble pas une circonstance tout à fait à négliger dans une ville où il n'y a que les plus simples qui soient catholiques et où le presche est au cœur de la ville. Nous croions mesme qu'il ne serait pas inconvenient au service du roy de transférer ce ministre ou à Poitiers qui n'a que peu de huguenots, et où le presche est hors de la ville, ou en quelque autre lieu plus désert et en mettre un autre à Chastellerault qui eust la langue un peu moins libre (1).

Beaucoup de familles considérables professaient encore le protestantisme. Dans celle de la Trimouille le père seul avait changé ; une partie de celle de Saint-Gelais était restée fidèle à ses croyances. Le

(1) *Mémoire Mss. de Colbert sur le Poitou.*

marquis de Vêrac, Machechoul de Vieilleville, La Noue de Montreuil-Bonnin, Jaucourt de Villarnoul, La Lande-Buor étaient encore les appuis de leurs coreligionnaires fort nombreux dans certaines parties de la province.

Il peut y avoir la dixième partie du peuple de Poitou de la R. P. R. et près de la moitié de la noblesse, étant certain que dans l'évêché de la Rochelle il y a près des trois quarts des gentilshommes qui sont de cette religion (1).

Il est bon de connaître les griefs du commissaire catholique contre les protestants au moment où l'on va entreprendre la révocation de l'édit de Nantes. Ils n'ont rien de politique et concernent tous des intérêts de secte :

1° Les temples usurpés, qui sont en grand nombre, à ce que les ecclésiastiques prétendent; — 2° les lieux d'exercice dans les maisons des gentilshommes qui n'ont point fief de haubert; — 3° les seigneurs hauts justiciers qui, au lieu de faire l'exercice chez eux, le font en public dans des temples qu'ils ont fait bâtir dans leurs bourgs; — 4° ceux qui ont plusieurs fiefs et font faire leur exercice en tous, quoiqu'ils n'aient droit de le faire qu'en un; — 5° et si un fief a été partagé entre plusieurs héritiers, chacun prétend avoir droit d'exercice en sa portion, quoique le droit ne se puisse multiplier et doive être restreint au chef de la châtellenie, et au préciput de l'aîné; — 6° les enterrements qui se font en plein jour, quoiqu'ils ne se doivent faire que de grand matin ou le soir (2).

Le 29 novembre, les deux commissaires ordonnè-

(1) *Rapport Mss. de Colbert sur le Poitou.* — (2) *Ibid.*



rent aux églises et aux seigneurs de produire dans la quinzaine les titres en vertu desquels ils jouissaient du culte , avaient des temples , des collèges ou des écoles et des cimetières. Dès l'abord il y eut division d'opinion : les syndics du clergé présentèrent requête pour être reçus parties contre les protestants ; ceux-ci au contraire demandèrent qu'on leur accordât un plus long délai et que les commissaires reçussent les plaintes de toutes personnes ecclésiastiques ou autres. Colbert admit la demande du clergé, La Noue celle des protestants. Le conseil vida ce partage, conformément à l'avis du premier, et refusa le délai. Mais les circonstances firent pour eux ce que la cour leur refusait : Colbert fut appelé par d'autres affaires hors de la province , et il en résulta pour les églises une sur-séance d'une année.

Il n'y eut point de poursuites importantes dans cet intervalle ; on attendait. Le présidial seulement s'occupait à enlever à un huguenot l'entreprise de la messagerie de Poitiers à Châtellerault , à prononcer une amende contre un habitant de Saint-Philbert-du-Pont-Charrault , qui n'avait pas ôté son chapeau devant le Sacrement , et surtout à empêcher les réformés de se marier en temps prohibé par l'église catholique. Ayant appris que cette défense avait été faite dans le malheureux petit pays de Gex , sur lequel on faisait l'essai de la persécution , les présidiaux s'empressèrent d'en ordonner l'exécution dans leur ressort. Le procureur du roi de Saint-Maixent , voulant la faire observer , fut pris à partie par les protes-

tants intéressés et traduit en parlement. Le roi évoqua l'affaire au conseil, déchargea son procureur des poursuites et confirma l'ordonnance du présidial (1); après quoi on ne continua pas moins à se marier en tout temps.

Sur la fin de l'année les commissaires reprirent leurs opérations interrompues dès le début, et le dix-sept janvier suivant ouvrirent leurs audiences. Mauclerc de la Muzanchère et Gilbert, ministre de Melle, députés généraux des protestants du Poitou, Boursault, leur avocat, avec les délégués particuliers des églises, et les syndics des diocèses de Poitiers, Luçon et la Rochelle au détroit de Maillezais, comparurent à Poitiers.

Les réformés demandaient qu'on entendît les plaintes des uns et des autres et qu'on informât de toutes les contraventions à l'édit, comme le portait la commission et comme on l'avait déjà fait en Languedoc. Le clergé au contraire persistait à vouloir qu'on les obligeât à produire leurs titres dans le délai de trois jours et à répondre dans quinzaine à ses propres conclusions. C'était admettre que les protestants seuls avaient pu violer l'édit, les poser en accusés et les syndics en accusateurs. La Noue ne pouvant se soumettre à cette prétention, la difficulté fut portée au conseil qui donna un arrêt conforme à l'avis du commissaire catholique, très conforme lui-même à la requête du clergé. Il fut défendu en même temps à La Noue « de faire aucun partage, si ce n'est en juge-

(1) *Décis. cathol.*, décis. 90 et 59.

ment définitif. » C'était tout simplement lui interdire d'avoir un avis.

Ces débats avaient attiré à Poitiers un grand nombre de protestants parmi lesquels beaucoup de ministres venus pour défendre les droits de leurs églises. On allait entrer en carême : dans cette occasion Jean Filleau crut qu'il était de son devoir de faire renouveler tout exprès pour eux la défense aux aubergistes « de donner à manger de la viande au saint temps de carême (1). »

Cette mesquine intolérance passait inaperçue au milieu de la grande préoccupation du moment. Le clergé était tout entier à ses poursuites : il avait appelé à son secours un jésuite fort expert dans son métier, très entendu dans la chicane, impudent dans ses assertions, et qui, en commentant l'édit de Nantes, avait découvert des choses auxquelles on ne se serait pas attendu. C'était le R. P. Meynier qui, après avoir fait profiter les prêtres du Languedoc et du Dauphiné de sa manière d'interpréter l'édit, vint communiquer aux syndics de notre province « les lumières particulières qu'il avait pour faire cesser l'exercice de la R. P. R. en Poitou. » Il écrivit un petit traité où, sous le titre de *Vérités*, il exposait ses moyens. Colbert ne dédaigna pas d'admettre la plupart des conclusions du jésuite, et, les églises ayant produit leurs titres, il émit un avis qui tendait à les détruire à peu près toutes.

Selon lui, il ne devait subsister qu'un seul exercice

(1) *Décis. cath.*, 92.

de bailliage, celui de Poitiers, et un seul de fief, celui de Montreuil-Bonnin, qui n'avait sans doute d'autre titre à ce privilège que la courtoisie du commissaire pour son collègue. Les droits d'une autre église, celle de Niort, furent trouvés suffisamment établis. On laissa seulement la porte ouverte à de nouvelles chicanes en permettant au clergé de demander la translation du temple hors de la ville (1).

Sans doute Colbert, en donnant un avis aussi rigoureux, agissait dans le double but de plaire au clergé et laisser au conseil royal l'avantage de se montrer moins injuste en suivant sur quelques points l'opinion de La Noue.

Les protestants, de leur côté, exposèrent leurs moyens de défense; Des Galesnières, avocat au conseil d'État, répondit au livre de Meynier, et, après le dernier partage des commissaires, l'avocat Moussyau de la Pouzaire rédigea un petit traité sur les principales questions en litige, auquel il ajouta une série de factums pour les églises attaquées.

## XII.

Les partages furent vidés le 6 août. L'exercice du culte était maintenu aux Quatre-Piquets, près de Poitiers, pour la sénéchaussée dont cette ville était le siège, à Sauzé et à la Mothe-Saint-Héraye pour la sénéchaussée de Civray, et à Coulonges pour

(1) *Regist. du consistoire de Niort*, délibérat. du 25 mars, 14 avril et 16 août 1665.

celle de Fontenay. L'interdiction de Saint-Maxire , deuxième lieu d'exercice pour ce bailliage , n'était point levée , et il n'était pas accordé de prêches pour les sénéchaussées de Montmorillon, Châtellerault et le Dorat. Les droits des églises de Cherveux , Saint-Maixent , Niort , Châtellerault , Mougou , Thouars , Chef-Boutonne , Fontenay et Saint-Hilaire-sur-l'Autise étaient reconnus. Le jugement sur Lusignan , Chizé , Melle , Champagne-Mouton , Aulnay , Civray , Mouchamps et Pouzauges était ajourné. L'arrêt prononçait ou maintenait l'interdiction de Bélabre , Chauvigny , Exoudun , Saint-Gelais , le Courteil , Benay , Couhé , Marcillac , Pugnny , Pezay-le-Chapt , Parthenay , le Vigeon , Saint-Benoît , le Puybelliard , Luçon , la Chaume , Belleville et le Poiré , Sainte-Hermine , le Boupère , Chantonay , Saint-Gilles-sur-Vie , Talmond , Mareuil , la Jaudonnière , Mouilleron , Saint-Fulgent , Saint-Jouin-de-Milly , Benet , la Bros-sardière et la Châtaigneraie , Foussay et la Buardière , Cezay , Aubanie , et enfin le Givre. De tous ces lieux , les deux commissaires n'avaient interdit d'un commun accord que Bélabre , Saint-Benoît et le Puybelliard , et les protestants avaient , d'un autre côté , demandé , mais en vain , que le prêche fût rétabli ou maintenu à la Chaume , Chauvigny , Luçon , le Vigeon , Montmorillon , Rochechouart , la Trimouille , Sepvret , Champdeniers.

Quant à l'exercice dit de fief , de château ou de haute justice , on le conservait aux seigneurs d'Ordières , la Gastevine , Montreuil-Bonnin , Saint-Chris-

tophe-sur-Roc , Montaigu , Chavagnes-les-Touches , Aizenay , le Breuil-Barret et la Forêt-sur-Sèvre , « à la charge d'y résider actuellement de bonne foi et sans fraude , et sans qu'ils y puissent bâtir aucun temple. » La Bouchetière , la Lande-Blanche , la Millière , Boisragon , la Chapelle-Themer ou Bodet et la Morinière étaient interdits. Le conseil ne prononçait pas sur Nesmy , la Mothe-de-Frosse et Château-Guibert.

Une province de près de soixante lieues de largeur et de plus de vingt-cinq de longueur se trouvait ainsi divisée en une quinzaine de paroisses avec quelques exercices de fief. Des contrées entières allaient être privées de culte. Le commissaire s'était surtout montré soigneux de le faire interdire dans le diocèse de Luçon gouverné par son frère. Il ne devait plus y rester de temple public , et le prêche ne pouvait s'y faire que dans trois maisons seigneuriales.

On avait aussi voulu faire détruire le temple de Loudun , mais les poursuites ayant échoué , un jésuite attaqua une explication de l'épître aux Romains , donnée par Fotras , l'un des ministres , qui fut exilé à Perpignan où il resta près d'une année.

On donnait deux mois aux réformés du Poitou pour démolir les édifices condamnés. Ce délai expiré , les syndics diocésains étaient autorisés à les faire abattre aux frais des protestants.

Cependant ceux-ci , dans l'espoir de faire atténuer la sentence , députèrent à la cour trois gentilshommes chargés d'un mémoire où l'on exposait les embarras

qui résulteraient de l'exécution de l'arrêt, non-seulement pour les fidèles, mais aussi pour les pasteurs obligés souvent par leurs fonctions de se transporter à plus de vingt lieues de leurs résidences par des chemins presque impraticables. Il y avait un autre inconvénient dans l'affluence immense que les églises interdites rejeteraient sur les autres. Ils demandaient en conséquence qu'on leur conservât celles d'Exoudun, Couhé et Parthenay, dans le Haut-Poitou; Saint-Gilles, Talmond, Saint-Benoît, Mareuil, le Puybelliard, la Châtaigneraie, Sainte-Hermine, Saint-Jouin, Belleville et Saint-Fulgent, dans le Bas-Poitou. Ils suppliaient aussi le roi de les décharger des frais de démolition de leurs temples, et de ne pas faire abattre les maisons des gentilshommes, qui en avaient servi dans les lieux où il n'y en avait point.

Les députés furent bien reçus; le chancelier se fit présenter la carte de la province pour juger des incommodités alléguées par eux; mais le roi n'accorda rien d'une manière positive. Il permit seulement aux seigneurs d'avoir des ministres après avoir justifié devant La Noue et Barentin, successeur de Colbert, que leurs fiefs avaient titre de haute justice à l'époque de l'édit de Nantes (1).

Les évêques, de leur côté, redoublaient d'instances, et, à partir de cette époque, leurs assemblées générales présentèrent régulièrement au roi un cahier spécial de doléances contre les réformés. Celui de

(1) *Décisions catholiques*, décis. 141.

1665-66 propose en vingt articles autant de mesures vexatoires, et renferme entre autres une combinaison grossièrement infaillible pour se débarrasser de tous les ministres, adversaires trop gênants dont la science et les mœurs faisaient ressortir l'ignorance et les vices des prêtres. Ce stratagème consistait à supprimer les académies où se formaient les pasteurs, à exclure en même temps les étrangers du ministère, et à défendre enfin aux réformés d'aller faire leurs études hors du royaume. Quelques-uns des articles furent accordés; mais le résultat désiré ne pouvait être obtenu qu'en fermant toutes les issues à la fois (1).

Les prélats furent plus heureux dans leurs autres propositions contre l'hérésie, et l'assemblée ne s'était pas encore séparée lorsque parut la déclaration du 2 avril où elle retrouva la plupart de ses propres articles. Cette loi, dont le préambule atteste qu'elle fut rendue à la sollicitation de ce corps, portait les plus graves atteintes à l'édit de Nantes, et ce n'est pas à tort qu'on l'a considérée comme un essai de révocation (2). Elle ne fut point enregistrée, il est vrai, mais elle n'en fut pas moins exécutée. Les évêques triomphèrent et l'on osa prévoir la fin prochaine de l'hérésie. On flatte le roi de l'idée que c'était là une œuvre pour laquelle Dieu l'avait élu et qui devait mettre le comble à sa gloire, en lui disant que, puisqu'il

(1) *Mém. du clergé*, t. 1, cah. de l'ass. de 1665, art. 4, 46, 5, etc.

(2) L'abbé de Caveyrac, *Apologie de Louis XIV et de son conseil sur la révocation de l'Édit de Nantes, avec une dissertation sur la journée de la Saint-Barthélemy*, p. 222.



avait si heureusement commencé, il ne lui restait plus qu'à achever ce grand ouvrage. Cette pensée allait également à sa piété et à son orgueil, et, dès cette époque, il annonça « le dessein de voir tous ses sujets réunis dans une même créance sur les matières de la foi et de la religion (1). » On lui soumit des plans contre le protestantisme, et on lui parla en même temps de « remèdes vigoureux. » Tout annonçait enfin qu'on se croyait près du but.

### XIII.

L'arrêt du 6 août 1665 ayant été envoyé aux syndics du clergé de Luçon et de la Rochelle, en moins de quinze jours tous les temples condamnés furent démolis. Mais l'arrêt fut envoyé plus tard au syndic de Poitiers, et son exécution y rencontra plus d'un obstacle. Après quatorze mois, les temples étaient encore debout et l'on y prêchait comme auparavant. Ce ne fut que vers la fin de l'année 1666 que l'agent du diocèse, le lieutenant général et le procureur du roi se mirent en compagnie pour les faire abattre. On résolut de commencer par celui d'Exoudun. Il y avait là deux femmes, les dames de Forin et de Regny, sa fille, qui n'annonçaient pas être disposées à souffrir cette vexation. Lorsque les démolisseurs arrivèrent ils trouvèrent deux ou trois mille paysans

(1) *Déclarat. du roi pour l'exécution de la bulle du pape Alexandre VII, du 15 février 1665, au sujet des jansénistes.*

attroupés et armés, les uns au château, les autres dans le temple et dans les maisons voisines ou sur les chemins. Après avoir dressé à l'écart leur procès-verbal, le syndic et ses compagnons s'en retournèrent à Poitiers et avertirent le conseil royal et l'intendant Barentin de ce qui venait de se passer. Ce dernier fit arrêter les deux dames accusées d'avoir provoqué la rébellion, et le roi lui envoya les ordres nécessaires pour faire acheminer vers Exoudun toutes les troupes d'infanterie qui étaient à Saint-Jean-d'Angély, Saintes et Angoulême, et deux compagnies de chevaux-légers. Ce déploiement de forces ne venait pas de la crainte d'une résistance sérieuse ; mais on voulait faire un exemple, et, « en mettant garnison dans ce bourg pendant le reste de l'hiver, punir les habitants d'avoir souffert qu'il y eut été fait des assemblées. »

Le 10 janvier 1667, le syndic, accompagné cette fois de l'intendant lui-même et de plusieurs ouvriers, vint de nouveau à Exoudun et fit raser le temple sans trouver aucune opposition de la part des habitants ni de la marquise de la Barre, petite-fille de la dame de Forin.

Le lendemain ce fut le tour de celui de Couhé. Le ministre Cuville y avait encore prêché deux fois l'avant-veille, et on avait rapporté au syndic « qu'il avoit excité les habitants du lieu, tous religieux et en grand nombre, de ne point souffrir ladite démolition. » L'intendant jugea prudent de se faire précéder de deux compagnies de cavalerie. Il ne rencontra cependant aucune résistance et les soldats

n'ayant rien autre chose à faire on les adjoignit aux ouvriers pour abattre plus rapidement les charpentes et les murailles.

Cependant la constance des huguenots ne se lassait point, et, en dépit de tout, ils tenaient encore leurs assemblées. Le synode provincial réuni à Lusignan en 1666 admit en son sein les ministres des églises interdites, et arrêta que ceux dont les temples seraient démolis « prescheroient à la campagne sous quelque arbre commode, où les peuples pourroient s'assembler aux heures ordinaires. » Ils dressèrent même dans quelques endroits des tentes de toiles pour s'abriter. Un arrêt du conseil cassa la décision de ce synode ; mais celui qui se tint à Pouzauges, l'année suivante, montra la même fermeté, et les assemblées continuèrent dans le Haut et le Bas-Poitou, et même à Exoudun et à Couhé.

Le ministre de cette dernière église, décrété de prise de corps, s'étant enfui, et Des Loges, de Lusignan, étant venu y prêcher en présence de dix-huit cents personnes, le curé se présenta au milieu de l'assemblée pour y faire opposition. « Pour toute réponse, » un individu masqué lui signifia « que l'on paracheveroit le presche encommencé. »

Dans quelques endroits les assemblées se faisaient sur les ruines mêmes des temples.

Le président Barentin, commis pour informer de ces contraventions, fit arrêter plusieurs ministres et anciens dans les deux ou trois derniers mois de 1667

et au commencement de l'année suivante. La dame de Regny fut envoyée à la Bastille, d'où elle ne sortit qu'au bout de trois ans, après avoir promis de ne point retourner en Poitou. Rocheteau, Thalas et Poitevin de la Gaillarderie, pasteurs de Mareuil, Saint-Jouin-de-Milly et la Chaume, furent jetés dans les prisons de Fontenay; et Pomiers, de Parthenay, dans celles de Poitiers. Des poursuites furent entamées contre Cuville, de Couhé, et Priolleau, d'Exoudun. Les accusés déclinerent en vain la juridiction de l'intendant pour faire porter l'affaire à la chambre de l'édit, et demandèrent sans plus de succès que Barentin prit un adjoint protestant. Leurs démarches ne servirent qu'à faire prolonger le procès, et ce ne fut guère qu'au bout d'un an, au mois de septembre, que l'on commença à s'occuper des prisonniers dont la constance ne s'était point démentie. Mais dans cet intervalle le peuple et les autres ministres s'étaient un peu refroidis et l'on implorait la clémence du roi. Une amnistie fut en effet accordée à ceux contre qui on n'avait pas encore commencé à informer; mais on en exceptait les accusés que la justice avait sous la main, ainsi que les contumaces, que l'on voulait seulement tenir quelque temps dans la crainte. « Comme on les oubliait à la cour, leurs femmes allèrent se jeter aux pieds du roi et lui demander la liberté de leurs maris. Quoique préparées de loin à cette action, et présentées par le député général, elles s'en acquittèrent en personnes éperdues, à qui la présence du roi fit oublier tout ce qu'elles avaient à lui dire. Le député général

parla pour elles et obtint des ordres pour faire élargir les prisonniers (1). »

Chabot, gentilhomme du Poitou, qui était aussi allé faire des représentations sur la condition déplorable des réformés de cette province, ne fut pas si bien reçu. Le 14 décembre il présenta son placet, qui lui attira, le premier jour de l'année suivante, cette réponse décourageante : « Le roi fera châtier sévèrement ceux qui contreviendront à ses ordres, sous quelque prétexte que ce soit (2). »

#### XIV.

La déclaration de 1666 avait singulièrement familiarisé les esprits avec l'idée d'une révocation des édits ; mais les représentations des puissances protestantes, les plaintes des réformés du royaume, et aussi les pertes d'une première émigration, sensibles surtout dans le commerce et l'industrie pour lesquels veillait Colbert, forcèrent une dernière fois le roi à ouvrir les yeux. La déclaration fut révoquée, ou, pour mieux dire, adoucie le 1<sup>er</sup> février 1669. Les modifications étaient en général peu importantes ; cependant, à ce pas rétrograde, le clergé poussa de vives clameurs : il s'indigna de « ce changement tant extraordinaire, » se plaignit, parla haut, et rappela au roi qu'il avait « juré solennellement en la céré-

(1) E. Benoist, *Hist. de l'Éd. de Nantes*, t. IV, liv. XII ; — Filleau, *Décisions cathol.*, 140<sup>e</sup> décis. et additions.

(2) *Hist. de l'Édit de Nantes*, t. IV, liv. XII.

monie de son sacre d'employer toute son autorité à la destruction de l'hérésie (1). »

Plusieurs écrits récemment publiés proposaient des moyens pour extirper l'hérésie : chacun cherchait à faire prévaloir le sien ; tous conseillaient plus ou moins ouvertement d'en finir ; mais ces divers projets, nés dans le sein du clergé ou éclos sous son inspiration, durent attendre pour réussir des circonstances plus propices. A côté de ces plans de persécution venait aussi de reparaître le projet toujours impossible de réunir les deux religions par des concessions mutuelles. Appuyé seulement par les tièdes des deux partis, il finit par s'évanouir après avoir fait naître plus d'embarras que d'espérance.

L'attention du conseil était d'ailleurs détournée par la guerre qui se prolongea jusqu'à la paix de Nimègue ; et aussi longtemps que Louis XIV fut occupé au dehors, le clergé, malgré des instances réitérées, dut se contenter de faire appliquer les lois qu'il avait déjà obtenues sans en faire rendre de nouvelles.

Une commission mixte était chargée d'examiner les titres des églises de l'Anjou et de la Touraine. Le 12 août, elle interdit l'exercice du culte dans le fief du sieur de Ry, où s'assemblaient les réformés de Mirebeau et des environs ; et, deux jours après, le supprima à Maune, près de l'Isle-Bouchard. Il y eut partage entre les deux commissaires au sujet de Loudun, et, le 30 janvier suivant, il en intervint un second

(1) *Mémoires du clergé*, t. I, p. 4438.

au sujet de l'exercice de fief réclamé par la dame de Loudun dans cette même ville (1).

Les zélés du parti catholique ayant échoué dans cette nouvelle tentative de faire abattre le temple et supprimer le prêche, s'en vengèrent encore une fois sur les ministres; et, prenant pour prétexte que, pendant une maladie de celui de Thouars, Fotras, Bris-sac et Des Loges avaient été le remplacer, on les fit décréter de prise de corps comme coupables d'avoir prêché hors du lieu de leur résidence. Le 9 août, le prévôt de Thouars vint avec ses archers pour les arrêter, mais ils se sauvèrent et restèrent cachés jusqu'à ce qu'il arrivât des ordres de la cour pour faire cesser les poursuites. L'intendant publia alors une ordonnance qui défendait à tous ministres de prêcher hors de la province où ils étaient établis et de se faire remplacer sans motif valable. Ceux de Loudun même étant tombés malades, en firent venir un autre pour occuper la chaire. C'était un des cas de l'ordonnance; cependant ils furent, pour ce fait, poursuivis et condamnés à cinq cents livres d'amende, et les meubles de quelques anciens saisis et vendus, parce qu'on n'avait pas préalablement averti le juge de la maladie des pasteurs et obtenu une autorisation de les faire remplacer (2).

Un fait inouï, qui se rattache aussi à l'histoire de Loudun, montre jusqu'où peut entraîner un faux zèle.

(1) *Archives de France*, TT, 232.

(2) Dumoustier, *Histoire de Loudun*, I, 147; — Benoist, *Hist. de l'Édit de Nantes*, IV, 226.

Un procureur au parlement, originaire de cette ville, le célèbre converti Paul Péliisson, devenu convertisseur à son tour, avait arraché une abjuration à son fils à douze ans, et à treize avait voulu le faire entrer dans les ordres. Ce jeune homme élevé par sa mère dans la religion réformée y était resté fidèle au fond du cœur, et reprit à en faire profession après avoir reçu la tonsure. Son père, ne voulant pas qu'on eût à lui reprocher de n'avoir pu gagner un membre de sa propre famille, ou de l'avoir laissé vivre en repos dans sa foi, le dénonça au procureur du roi de Loudun, le fit poursuivre par le lieutenant criminel, et, après une procédure qui alla se terminer au parlement, il eut la monstrueuse satisfaction de gagner son procès et de voir condamner son fils à un exil perpétuel (1).

Péliisson mérita la confiance du grand roi, et c'est lui qui fut chargé, quelques années après, de tenir la fameuse caisse pour l'achat des conversions.

Convertir c'était le moyen de parvenir.

Pour les prêtres et les moines c'était une fureur. Il n'était pas rare de les voir s'installer sur les places et y débiter à tout venant leur controverse de bas aloi. En 1670, les religieux de St-Maixent firent une mission dans le bourg d'Azay ; l'année suivante il y eut des prédications sous les halles de la Mothe, et, pendant trois étés de suite, des missionnaires vinrent s'établir sous celles de St-Maixent. Un de ces révérends pères, qui assistait d'ordinaire aux sermons des ministres avec les officiers du roi, trouva sa place prise

(1) *Hist. de l'Édit de Nantes*, IV, 227, et V, p. 84 des Preuves.



le jour de la Pentecôte , et fut obligé de rester debout pendant une heure et demie. On en fit une grosse affaire : l'avocat du roi dressa procès-verbal , on écrivit à la cour, l'intendant informa, et les deux pasteurs Médicis et Melin furent réprimandés et obligés de faire assigner par le consistoire une place pour les officiers du roi lorsqu'ils voudraient entendre le prêche (1).

## XV.

Les réformés avaient partout, depuis quelques années, de nombreux sujets de plaintes. Croyant le conseil royal revenu à de meilleurs dispositions, ils résolurent de lui porter leurs doléances ; mais ils s'étaient trompés et leur requête ne fut pas même écoutée. L'ayant alors publiée, dans l'espérance de la faire arriver à sa destination, elle y parvint en effet, mais aussitôt le député du Poitou, Chabot, fut jeté à la Bastille avec celui de Montauban.

Le Poitou eut, peu de temps après, une nouvelle preuve que le conseil était bien décidé à ne rien faire en faveur des protestants, et surtout à ne pas revenir sur les décisions déjà prises. Un synode, qui devait avoir lieu à Melle et que cette église interloquée n'avait pu convoquer, s'assembla à Niort dans les premiers jours de juillet. Le commissaire avait ordre d'en exclure les pasteurs des lieux interdits, et, toutes les instances de la compagnie étant inutiles pour les

(1) Mss. de D. Fonteneau, t. 66, *Journal des choses mémor. de l'abbaye de Saint-Maixent*, ann. 1674.

y faire admettre , elle préféra s'ajourner que de laisser passer ce fait en droit en s'y soumettant. L'année suivante , au mois de novembre , le synode ne fut encore autorisé qu'à la condition expresse que les ministres et les anciens des églises condamnées ne viendraient même pas dans la ville. Le consistoire fut obligé de faire connaître les logements des députés des lieux suivants , seuls autorisés à comparaître : Poitiers , Châtellerault , Civray , Champagne-Mouton , Ordières , Aigres , Rochechouart , Lusignan , Montreuil-Bonnin , Thouars , Coulonges , Cherveux , Saint-Maixent , Saint-Christophe , la Mothe-Saint-Héraye , Sauzé , Chef-Boutonne , Chizé , Aulnay , Melle , Mœugon , Niort , Fontenay , Saint-Hilaire-sur-l'Autise , le Breuil-Barret , la Forest-sur-Sèvre , Pouzauges , les Touches , Mouchamps , Montaigu , Aizenay , Nesmy , la Mothe de Frosse , la Gastevine , Château-Guibert (1).

Le synode de 1673 se tint à Civray où il s'ouvrit le 1<sup>er</sup> novembre. Les ministres des églises interdites en furent encore exclus , mais on y admit ceux des exercices de fiefs , et un député de l'académie de Saumur , que des rapports nécessaires avec les provinces forçaient à se faire représenter à ces assemblées. Gilbert , modérateur adjoint , demanda même à la compagnie « si , nonobstant les forclusions acquises contre les seigneurs de fiefs qui n'auroient pas produit leurs titres , on ne prescheroit pas. » Le com-

(1) *Registre du Consistoire de Niort*, Mss. de D. Fonteneau , 37 ; — *Hist. de l'Édit de Nantes* , IV , 208.

missaire, Pierre Marsac du Portal, ne voulut point laisser traiter cette question, disant « qu'il estoit loisible de se plaindre et non pas de se faire droit. » Cependant il fut accusé de n'avoir pas fidèlement exécuté sa commission et d'avoir eu trop de complaisance. Un individu, se disant avoir écouté aux portes, avait rapporté à l'intendant qu'on avait arrêté que, pour marier les catholiques qui changeraient de religion, on n'attendrait pas les six mois exigés par une loi nouvelle et que les amendes encourues pour ce genre de contraventions seraient supportées en commun. Une lettre de cachet ordonna au commissaire d'aller s'expliquer devant l'intendant qui, n'ayant aucune preuve à opposer à la dénégation de Marsac, écrivit lui-même à la cour de ne pas pousser l'affaire plus avant; mais pour n'avoir pas complètement tort, il fit défendre aux ministres des seigneurs et aux députés de l'académie d'assister aux synodes (1).

Ainsi s'accomplissait par des altérations successives la désorganisation du protestantisme : une partie des ministres étaient réduits à une condition inférieure et séparés de l'ensemble; les provinces isolées par l'absence de toute assemblée générale; les synodes provinciaux continuellement entravés et décimés; et en outre le clergé demandait qu'on les rendît moins fréquents, jugeant qu'ils n'étaient nécessaires que de cinq ans en cinq ans, ou même de huit ans en huit ans. Les consistoires, selon lui, ne devaient se réunir que tous les quinze jours en présence d'un commissaire royal.

(1) *Archives de France*, TT, 343;—*Hist. de l'Édit de Nantes*, IV, 273.

D'ailleurs il cherchait à les débarrasser d'une partie de leurs occupations, la gestion de leurs biens et l'administration des deniers des pauvres, en suppliant instamment le roi dans chacune de ses requêtes de dépouiller ces corps en faveur des collèges dont les prêtres avaient eux-mêmes l'administration (1).

Un synode eut lieu à Fontenay en 1677 et un autre à Melle l'année suivante, à la fin d'octobre. Vingt-quatre églises seulement figurent sur la table officielle qui se trouve en tête des actes de ce dernier : Châtellerault, Poitiers, Lusignan, Civray, Champagnemouton, Rochechouart, Sauzé, Chef-Boutonne, Aigres, Aulnay, Chizé, Melle, Mougon, la Mothe-Saint-Héraye, Saint-Maixent, Niort, Cherveux, Saint-Christophe, Coulonges, Thouars, Saint-Hilaire-sur-l'Autise, Fontenay, Pouzauges, Mouchamps. Cependant les églises de fiefs y étaient représentées. Le conseil était revenu sur sa première décision, et, sans se prononcer définitivement, avait accordé une surséance pour l'exécution de l'arrêt. La liste de cette seconde catégorie d'églises avec celle de leurs représentants se trouve à la fin des décrets de l'assemblée; c'étaient : Montreuil-Bonnin, Couhé, Ordières, la Millière, la Vau, Paizay-le-Chapt, la Forest-sur-Sèvre, les Touches, Montaigu, Aizenay, Buchignon, le Breuil-Barret, la Forest-Suzannet, Saint-Fulgent, le Verger, Péray, la Ferté, Bourdevère; le quartier de Talmond, qui était en instances pour y faire réta-

(1) *Mém. du clergé*, cah. des assembl. de 1665, 1670 et 1673.

blir le culte, envoya aussi un délégué (1). On trouve dans cette liste plusieurs nouvelles églises de fiefs, avec lesquelles on atteignait le chiffre de quarante-trois paroisses presque toutes pourvues de pasteurs. Si le nombre des lieux de culte avait aussi peu diminué malgré de fréquentes interdictions, on le devait surtout à l'empressement avec lequel il avait été établi chez les seigneurs hauts justiciers pour remplacer autant que possible les exercices publics supprimés. Les protestants avaient ainsi fait perdre au clergé le fruit qu'il attendait de l'arrêt de 1665 :

N'ayant pu empêcher par leurs oppositions la démolition de quinze temples condamnés par cet arrêt, ils firent prêcher pendant quelque temps leurs ministres sur les ruines; mais ayant été châtiés de cette désobéissance et de cette voie de fait, ils s'avisèrent de rétablir tous les exercices interdits par ledit arrêt, sous prétexte d'exercices de château ou de simple fief. Ainsi à Saint-Benoist ils ont toujours fait faire l'exercice de leur dite religion par le même ministre, et en présence des mêmes personnes dans une maison de prétendu fief, qui est dans le même lieu de Saint-Benoist et tout contre l'emplacement du temple démoli; au Puybelliard, dans une maison de simple fief du voisinage; à Sainte-Hermine, dans le lieu même durant quelque temps et à présent chez un gentilhomme du voisinage sous prétexte de haute justice. Celui de la Lande-Blanche a été rétabli chez le sieur de Buchignon, tout auprès du temple démoli, dans une maison de simple fief; à la Jaudouinière, dans une maison tout contre le temple démoli, sous prétexte de haute justice; ainsi des autres; et, ce qui est extrêmement à remarquer, c'est que l'exercice de ladite religion

(1) *Actes du synode de Poitou tenu à Melle*, Mss. orig. de ma collection.

ne se faisait, avant l'arrêt de 1665, dans aucun des châteaux ni des maisons de simple fief où il se fait à présent dans le voisinage des temples démolis (1).

Malgré tant d'efforts pour maintenir leur culte, plusieurs églises, à cause du petit nombre de fidèles, ne subsistaient qu'à peine. Celle de Montreuil-Bonnin, toujours arriérée avec son pasteur, avait recours à la générosité de la marquise de Courtomer, fille de Claude de La Noue. La mort de ce seigneur lui porta le dernier coup (2). C'était à lui, du reste, qu'elle avait dû de ne pas voir son existence attaquée, tandis que beaucoup d'autres, dont les droits n'étaient pas moins bien établis, avaient été interdites.

Cependant, en dépit de la pression qu'on exerçait sur le protestantisme, quelques troupeaux tendaient à s'augmenter. Celui de Melle, desservi par le ministre Gilbert, recrutait, quoique menacé d'une interdiction du culte, de nouveaux membres en assez bon nombre au sein du catholicisme (3). L'église de Lusignan s'augmentait aussi de quelques prosélytes (4).

(1) Archives de Fr., TT, 232, *Mém. pour M<sup>sr</sup> de Chasteauneuf touchant quelques contraventions de ceux de la R. P. R. du Poitou à l'arrêt du 5 août 1665* (envoyé par le syndic du clergé de Luçon, le 25 mai 1684).

(2) Arch. départem. de la Vienne; C 2, 28, *Regist. du consist. de Montreuil* (1675-1679).

(3) Arch. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest, fragment d'un *Registre du consistoire de Melle* (1673-1674). — Haag, *la France protest.*, art. Gilbert.

(4) Arch. départem. de la Vienne, C 2, 34, *Regist. du consist. de Lusignan* (1678-1682).

Celle de Niort au contraire entraît en décadence. D'interminables divisions régnaient depuis plusieurs années dans le consistoire, où s'étaient passées parfois les scènes les plus tumultueuses. Ces scandales répétés avaient eu leur contre-coup au dehors, et le troupeau était divisé, tiraillé comme ses chefs. La vie religieuse s'affaiblissait, la foi s'éteignait au moment où les plus rudes épreuves se préparaient pour elle.

Les réformés avaient triomphé jusque-là des poursuites réitérées du clergé pour faire démolir le temple ; mais son intolérance ne se rebutait pas. Le 26 mars, l'intendant, étant venu visiter cet édifice, exigea qu'on baissât le banc de la noblesse et que celui des échevins fût remplacé par un siège semblable aux autres. Le but de cette mesure mesquine était de porter ceux qu'elle atteignait à abandonner une religion où ils ne pouvaient pas jouir des marques honorifiques accordées à leurs égaux dans les églises catholiques. Les bancs furent changés ; on se soumit sans plus de difficulté à effacer les inscriptions fort inoffensives qui étaient au-dessus des portes ; mais lorsque l'intendant voulût faire détruire aussi les armes du roi qui les décoraient, ils refusèrent, par un trait d'adroite politique, de les enlever sans un ordre du monarque lui-même.

L'intendant annonça en même temps qu'on allait commencer de nouvelles poursuites, et le clergé en effet lui présenta requête pour faire démolir et transporter le temple hors de la ville ; et puis, quelque temps après, la procédure n'allant pas assez vite, on le

fit saisir, à la requête de l'abbé des Châtelliers, avec assignation au consistoire de comparaître devant la justice de Saint-Maixent. Mais lorsque le délégué des anciens se présenta devant le juge, celui-ci fort étonné « lui dit n'avoir jamais donné le jugement de saisie du temple ni ouï parler, » et prenant la saisie, il la déchira. Le jour même où le consistoire entendait le rapport de cette singulière audience, il donna commission à l'un de ses membres de comparaître à une seconde assignation. Cette fois c'était le cimetière qui était en séquestre. L'issue de l'affaire ne fût pas moins remarquable, car il se trouva que « l'article porté sur le papier terrier du roi n'était point le cimetière protestant, mais celui de la fabrique de Saint-André. »

Il n'était pas rare de voir les ennemis les plus acharnés de l'hérésie s'égarer ainsi dans leurs propres embûches. On eut, dans ces débats mêmes, occasion de rappeler l'erreur malencontreuse d'un greffier qui avait mis Niort pour Mer dans une expédition ; selon d'autres, c'était un prêtre qui, par une transformation assez facile des lettres, avait substitué l'un de ces noms à l'autre dans un vieil arrêt qu'il fit ensuite signifier au consistoire (1).

Ce temple, objet de tant d'attaques, subsista assez longtemps encore ; mais on détruisit, l'année suivante, ceux de Saint-Jouin et de Pigny.

(1) *Registre du consist. de Niort*, ann. 1679 ; — Cf. *Hist. de l'Edit de Nantes*, IV, 47.



## XVI.

Malgré la gêne de plus en plus forte à laquelle on mettait l'hérésie, elle se maintenait toujours. Ce qu'elle perdait d'un côté elle le gagnait de l'autre. En vain la séduction, l'appât de l'argent venaient-ils en aide à l'intolérance : Pélisson et ses agents, en achetant quelques mauvaises conversions, à deux ou trois écus la pièce, épuraient plus qu'ils n'affaiblissaient le protestantisme.

Pendant que les évêques eux-mêmes se livraient à ce honteux trafic des consciences avec les deniers du roi et sous la direction de Pélisson, les réformés voyaient s'élever un nouveau genre de persécution plus odieux encore, et qui, durant un siècle, a fait verser bien des larmes. La loi autorisait les enfants à se faire catholiques à quatorze ans pour les garçons, et douze pour les filles; mais le zèle des convertisseurs n'attendait pas toujours cet âge pour les séduire, et, dans beaucoup d'endroits, on les enlevait à leurs parents afin de les élever dans des couvents. Une maison avait été fondée à Loudun dans ce but, une autre à Poitiers, et l'évêque de Luçon en avait aussi créé une au chef-lieu de son diocèse. Ces établissements, connus sous le nom de Séminaires de l'Union chrétienne, assez obscurs d'abord, ne tardèrent pas à se remplir lorsqu'on reçut les abjurations à sept ans, et grâce à de nouveaux moyens de conversion que l'on mit en œuvre.

Distrain, par la guerre, du salut de ses sujets

que les évêques ne cessaient de lui présenter comme une œuvre plus importante et plus glorieuse que ses autres conquêtes, Louis XIV y donna toute son attention dès que la paix eut été signée à Nimègue. « Le roi, dit M<sup>me</sup> de Maintenon, pense sérieusement à la conversion des hérétiques et dans peu il y travaillera tout de bon. » Aucune puissance au dehors ne faisait plus contrepoids à cet esprit de despotisme qui allait peser tout entier sur la nation et l'étouffer dans l'unité. A partir de ce moment, les déclarations et les arrêts se succèdent coup sur coup dans le conseil, aux grands applaudissements du clergé qui peut s'écrier enfin :

Nous n'en doutons plus, Sire, vous nous ferez bientôt voir ces temps si ardemment désirés où la véritable religion n'aura plus d'ennemis à combattre dans la France.... Nous avons de sensibles preuves que la main du Très-Haut conduit toutes vos démarches, et qu'elle vous fait passer de victoire en victoire pour vous faire enfin parvenir à l'entière défaite de l'hérésie. Que cette victoire fera éclater de nouvelles acclamations ! que de cantiques nouveaux en retentiront dans le sanctuaire ! Que ce triomphe sera digne d'un roi puissant, généreux, invincible, et, pour dire encore plus, que ce triomphe sera digne d'un roi très-chrétien ! Il n'y aura point de couronne que votre vertu n'ait méritée ; ce sera trop peu que les trophées qu'on a érigés sur la terre pour honorer votre valeur, on en élèvera dans le ciel pour rendre des honneurs immortels à votre piété triomphante (1).

Les prêtres et le roi étaient dès lors unis dans la même pensée. Sans réformer sa conduite, Louis XIV

(1) *Harangue du clergé au roi*, le 40 juillet 1680.

se faisait dévot et trouvait plus commode de racheter ses péchés que d'y renoncer. Le moyen le plus méritoire, celui qui convenait le mieux à son genre de piété et qu'on ne cessait de lui conseiller, c'était de rétablir l'unité de la foi, et d'aller au ciel en y menant son peuple. « Il s'était toujours flatté, dit plaisamment Saint-Simon, de faire pénitence sur le dos d'autrui et se repaissait de la faire sur celui des huguenots et des jansénistes. » M<sup>me</sup> de Maintenon elle-même, qui connaissait si bien cette conscience erronée, nous tient à peu près le même langage : « Le roi, dit-elle, commence à penser sérieusement à son salut et à celui de ses sujets. Si Dieu nous conserve, il n'y aura plus qu'une religion dans son royaume : c'est le sentiment de M. de Louvois, et je le crois là-dessus plus volontiers que M. de Colbert, qui ne pense qu'à ses finances et presque jamais à la religion. »

Ce M. de Louvois était le ministre de la guerre, qui, menacé de perdre, en temps de paix, une partie de sa haute importance, réussit à faire entrer dans ses attributions les affaires de la religion. En voyant la cour tourner à la dévotion, il avait compris que la conversion des huguenots était pour lui le moyen de se maintenir, et il y procéda militairement.

## XVII.

Le Poitou faisait partie de son département, et il y avait pour représentant l'intendant Marillac, d'une

famille disgraciée sous Louis XIII et qui cherchait alors à relever sa fortune. A l'exemple de Louvois , Marillac eut du zèle dès que le roi fut dévot. Vers la fin de l'année 1680, il se mit à faire des prosélytes ; l'argent , l'injustice et enfin la violence furent ses moyens. Le premier qui se présenta à son esprit, pour agir sur la conscience des hérétiques poitevins, fut la levée des impôts. Il restait des termes arriérés qu'il voulait faire rentrer : les archers et les huissiers parcoururent les paroisses, et engagèrent les protestants à se convertir, en annonçant qu'on devait exiger des huguenots seulement ces vieux arrérages. Le 15 mars, l'intendant ordonna de faire le rôle des tailles et de marquer les réformés à la marge pour les grever, tant pour l'impôt que pour le logement des gens de guerre. Les nouveaux convertis au contraire étaient exempts de l'un et de l'autre. Une ordonnance royale du 11 avril décida qu'il en serait ainsi pour tous ceux qui avaient abjuré depuis le 1<sup>er</sup> janvier. D'après cette nouvelle assiette de l'impôt, on fit à Aulnay des rôles à trois colonnes : la première était réservée aux anciens catholiques, qui furent déchargés d'une partie de leurs contributions ; la seconde aux convertis , qui en étaient complètement exemptés , et la troisième aux réformés, qui étaient grévés d'autant. A Saint-Maixent, le rôle fut refait d'office parce qu'il était trop équitable ; les collecteurs s'en étant néanmoins tenus à la première répartition furent jetés en prison. A Châtellerault, on força les protestants à payer avant le terme et on les menaça de faire peser sur eux toute la taille de l'année suivante.

On notifia de plus à ceux de Rochechouart que l'intention de S. M. était qu'ils changeassent de religion.

Cependant des excès d'un autre genre faisaient oublier ceux-là. La violence, tacitement autorisée d'abord et systématiquement employée ensuite, allait jeter le Poitou dans la désolation. Déjà le 19 janvier les carmes enlevaient, à Chizé, une fille sur le point de se marier, qu'ils renvoyèrent convertie après l'avoir longtemps retenue et maltraitée ; mais voulant, en outre, contraindre son fiancé à l'épouser, celui-ci, qui avait peut-être plus d'un motif pour ne pas la prendre après son séjour chez les moines, préféra s'enfuir. Les religieux n'ayant pu le faire saisir s'en prirent à son père et le firent décréter de prise de corps. La mère de la jeune fille, jetée en prison quelque temps après, et menacée d'être pendue sans procès, changea de religion : c'était ce qu'on voulait (1).

L'intendant prenait personnellement une part très active aux conversions. Vers le mois de mars ou le commencement d'avril, faisant avec le vicaire général une tournée dans les paroisses protestantes, il alla à Saint-Sauvant et dans les environs où il reçut un grand nombre d'abjurations. « L'évêque, touché du fruit de ce voyage, envoya des missionnaires dans ces quartiers-là pour travailler à l'instruction de ces nouveaux convertis (2) ». Ce prélat, à la vérité, ne pouvait pas s'empêcher de rire un peu de ces tristes

(1) Benoist, *Hist. de l'Édit de Nantes*, IV, liv. XVIII.

(2) *La suite de la Politique du Clergé de France*, p. 408, d'après la *Gazette* du 25 avril 1684.

conversions où l'abjuration précédait l'instruction ; et on dit qu'un jour, en bonne compagnie, il appelait ces nouveaux prosélytes « les convertis de M. de Marillac. »

La cour, trompée par le nombre de ces prétendues conversions et leur apparente facilité, crut qu'un peu de contrainte ramènerait tous les huguenots au giron de l'Église. Louvois, félicitant l'intendant, l'autorisa à employer les soldats comme missionnaires, et lui écrivit le 18 mars :

Sa Majesté vous sçait beaucoup de gré de l'application que vous donnez à multiplier le nombre des conversions et elle désire que vous continuiez à y donner vos soins, vous servant des mêmes moyens qui vous ont réussi jusqu'à présent. Elle a chargé M. Colbert d'examiner ce qu'on pourroit faire pour, en soulageant dans l'imposition des tailles ceux qui se convertiroient, essayer de diminuer le nombre des religionnaires. Elle m'a commandé de faire marcher au commencement du mois de novembre prochain un régiment de cavalerie en Poitou, lequel sera logé dans les lieux que vous aurez soin de proposer entre-ci et ce temps-là, dont elle trouvera bon que le plus grand nombre des cavaliers et officiers soient logés chez les protestants ; mais elle n'estime pas qu'il les y faille loger tous ; c'est-à-dire que de vingt-six maitres, dont une compagnie est composée, si suivant une répartition juste les religionnaires doivent en porter dix, vous pouvez leur en faire donner vingt, et les mettre tous chez les plus riches des religionnaires, prenant pour prétexte que, quand il n'y a pas un assez grand nombre de troupes en un lieu pour que tous les habitants en aient, il est juste que les pauvres en soient exempts, et les riches en demeurent chargés.

Sa Majesté a trouvé bon encore de faire expédier l'ordonnance que je vous adresse, par laquelle elle ordonne que ceux qui se seront convertis seront, pendant deux années, exempts du logement des gens de guerre. Cette ordonnance pourroit causer beaucoup de conversions dans les lieux d'étape, si vous teniez la main à ce qu'elle soit bien exécutée, et que dans les répartiments qui se feront des troupes qui y passeront, il y en ait toujours la plus grande partie logée chez les plus riches de ladite religion; mais, ainsi que je vous l'ai expliqué ci-dessus, Sa Majesté désire que vos ordres sur ce sujet soient par vous ou par vos subdélégués donnés de bouche aux maires et échevins des lieux, sans leur faire connoître que Sa Majesté désire par-là violenter les hugenots à se convertir; et leur expliquant seulement que vous donnez ces ordres sur les avis que vous avez eus que, par le crédit qu'ont les gens riches de la religion dans ces lieux-là, ils se sont exemptés au préjudice des pauvres (1).

Telle fut l'origine de ces odieuses missions armées qu'on appela dragonnades, lorsque, quelques années après, elles se répandirent dans tout le royaume. Il y a là une page honteuse de notre histoire nationale; mais cette page déshonorante, maculée de sang et de boue, personne n'a le droit de la supprimer. Qu'elle reste! c'est une leçon.

Cependant l'envoi des troupes, annoncé pour le mois de novembre, ne se fit pas aussi longtemps attendre; les nouveaux missionnaires se mirent aussitôt en campagne et procédèrent à l'exécution de leur déplorable mandat sans aucune des hypocrites précautions recommandées par Louvois. Ils entraient d'or-

(1) Rulhières, *Éclaircissements sur la Révoc.*, 1, 204.

dinaire dans les villages l'épée nue ou le mousqueton au poing criant : Aux huguenots ! Aux calvinistes ! On les logeait indifféremment chez les riches et chez les pauvres , mais toujours chez les protestants. Une recrue qui passait à Aulnay, ayant été distribuée indistinctement chez tous les habitants , le subdélégué de l'intendant, accompagné de deux carmes , alla de maison en maison déloger les soldats qui étaient chez les catholiques et les conduisit chez les réformés.

Les troupes s'établissaient dans les maisons, vivant à discrétion, brisant les meubles, insultant, frappant et torturant les personnes et ne délogeant qu'après avoir converti ou ruiné leurs hôtes. Pour empêcher qu'on échappât à cette alternative, Marillac défendit, sous peine de quatre cents livres d'amende , de rien enlever des maisons et de les abandonner lorsque les soldats y arrivaient. Quelquefois il commençait par faire dire aux habitants d'un bourg ou d'une paroisse d'avoir à changer de religion , sans quoi ils auraient garnison.

Parfois , « pour n'être plus accusés de convertir les gens sans les instruire, on mettait un capucin ou deux en garnison dans la maison avec les soldats (1). » Les uns et les autres y vivaient à discrétion et exigeaient quelques écus « pour le dessert. » Les juges, les sénéchaux et l'intendant les engageaient « à se faire bien traiter » et « à bien faire leur devoir. » Les prêtres surtout stimulaient le zèle

(1) *Suite de la Politique du clergé de France, ou les derniers efforts de l'innocence affligée*, 4<sup>e</sup> éd., 1682, p. 114.



de leurs dignes auxiliaires, et on en vit même se porter à leur rencontre en criant : « Courage, Messieurs, c'est l'intention du roi que ces chiens de huguenots soient pillés et saccagés. » Il n'est sorte de désordre que l'on ne commît chez ceux qui se montraient décidés à rester fidèles à leur foi : les soldats, auxquels on faisait un devoir de l'indiscipline, pillaient les maisons, brisaient les meubles, les renversaient ou les brûlaient. Quand ils ne trouvaient pas à leur goût ce qu'on leur servait, ils le jetaient par la fenêtre et s'en allaient vivre à l'auberge aux dépens de leurs hôtes. Une licence sans nom régnait partout, et l'on vit des cavaliers voler impunément sur les grands chemins ou aller dévaster au loin les maisons des huguenots.

La terreur qui se répandit dans le pays fut telle que, dans plusieurs endroits, les protestants, pour échapper à la violence, se convertirent à l'arrivée des dragons. La cour, ne voyant que le résultat d'après des relations mensongères, crut un moment qu'il n'allait plus rester d'hérétiques : « Il me paraît que tout le monde se convertit, écrivait M<sup>me</sup> de Maintenon ; bientôt il sera ridicule d'être de cette religion (1). » Cette sèche et ambitieuse dévote se serait, ajoute-t-elle, chargée volontiers de ramener tous les huguenots, entreprise hasardeuse dans laquelle devait échouer le grand roi lui-même avec toute sa gloire et ses dragons.

(1) M<sup>me</sup> de Maintenon, lettre à son frère, du 49 mai 1684.

## XVIII.

Les réformés n'avaient pas seulement à souffrir dans leurs biens : les personnes , abandonnées elles-mêmes à la discrétion de cette soldatesque sans frein, étaient l'objet de mauvais traitements et de violences inouïes. Tantôt on les traînait à l'autel par les cheveux ou la corde au cou , tantôt on arrachait le laboureur à sa charrue et on le conduisait à l'église en le pressant de son aiguillon. Ailleurs les soldats , une croix attachée à leur mousqueton , la présentaient à baiser aux protestants et en frappaient au visage ceux qui cherchaient à la repousser. Le fouet , les coups de poing et de bâton ou de plat d'épée étaient les auxiliaires les plus ordinaires de la grâce insuffisante.

Dès qu'on avait mené un huguenot devant un curé et que , par la force ou la ruse, on l'avait fait mettre à genoux ou poser la main sur l'Évangile, on le tenait pour converti. Les cachots s'ouvraient pour ceux qui refusaient obstinément d'aller à l'église. Un certain hoqueton , nommé Huchard , digne satellite de Marillac , et qui prit à cette œuvre de désolation la part la plus active , se présentait la nuit dans les maisons , et , s'il y trouvait quelques personnes réunies pour prier ou se fortifier ensemble , il les conduisait en prison sans autre procédure. C'est ainsi qu'on traitait en particulier les fidèles d'Aulnay, où un autre hoqueton de l'intendant et le subdélégué travaillaient aux conversions de concert avec les carmes.

Cet emportement de zèle ne respectait ni l'âge ni le sexe : des femmes furent défigurées, ou estropiées ; une autre fut battue et terrassée pour avoir dit qu'elle n'irait pas à la messe. Un élu de Poitiers, dans un accès de fanatisme, y fit traîner une fille à moitié nue après lui avoir ensanglanté le visage et arraché ses vêtements. Dans un village près de Niort, trois protestantes furent attachées sur des bancs et on leur entonna de l'eau dans la bouche, sans pouvoir vaincre leur constance. A Civray, où une seconde mission militaire fut envoyée afin d'achever les conversions pour lesquelles une première expédition n'avait pas suffi, des soldats insultèrent, d'une manière aussi lâche que brutale, une jeune femme devant son mari qu'ils avaient attaché au pied d'un lit. La mère, accourue aux cris de sa fille, fut à son tour maltraitée et renversée sans connaissance. Les dragons, craignant alors d'avoir tué une de leurs victimes, prirent la fuite de peur d'être punis ; car ils avaient ordre de convertir leurs hôtes, mais non de les mettre à mort.

Nous renonçons à énumérer ici toutes les tortures imaginées pour vaincre la constance des réformés, et à décrire les souffrances indicibles de tant de chrétiens fortement attachés à leurs croyances, et dont la foi, loin de se laisser ébranler, s'augmentait de toute la répulsion que leur inspirait ce dégoûtant et monstrueux apostolat. Nous citerons seulement encore quelques exemples.

Pendant le mois de juillet, un nommé Pierre

Bonnaud, du village de Bagnaud, qui avait déjà résisté à une dragonnade, vit arriver chez lui vingt-trois cavaliers, trois jours après que les premiers en étaient sortis. Joignant l'absurde à la violence, ils allumèrent vingt chandelles en plein jour, et le contraignirent à se tenir, occupé à un travail ridicule, près d'un immense brasier dont la chaleur le suffoquait. Il se racheta de ce supplice en livrant ses papiers et son argent ; mais à peine délivré pour la seconde fois sans être converti, douze nouveaux missionnaires armés vinrent s'établir chez lui, et, renchérissant de fureur sur les autres, lui mirent la corde au cou, et le traînèrent par les cheveux près d'un vrai bûcher, à l'ardeur duquel ils le tinrent exposé pendant une nuit entière.

La privation continue de sommeil était aussi l'un des tourments employés pour lasser le courage des plus inflexibles. Les soldats placés près d'eux pour les empêcher de dormir se relevaient comme la garde. Des fermiers de M. de la Bessière, nommés Hippeau, subirent ce genre de persécution ; deux des enfants s'étant sauvés, on redoubla de rage contre le père pour l'obliger à les retrouver, et on le jeta enfin en prison.

Dans la paroisse de Vanzay, Rimbeau, fermier de la dame de la Baronnière, battu, meurtri de coups d'épée et traîné à l'église, résista à tout, et on fut obligé de le relâcher ; mais aussitôt on lança après lui les chiens du village qui, excités du geste et de la voix, le renversèrent et le couvrirent de blessures dont il ne tarda pas à mourir.

Dans la commune de Saint-Sauvant, les terribles convertisseurs n'arrachèrent pas moins de dix-sept cents abjurations pour lesquelles l'évêque n'eut d'autre peine que de les faire inscrire sur le rôle des nouveaux catholiques. Plusieurs n'abjurèrent que la corde au cou ou l'épée sur la gorge. Jean Barré, de Bourbon, reçut un coup de sabre au visage après avoir été ruiné et vu vendre jusqu'à ses bœufs et ses charrues. Son voisin, Jean Autanneau, eut sa maison au pillage, et, attaché, ainsi que sa fille, aux quenouilles d'un lit, fut menacé de mort. La constance des patients irritait les bourreaux et les portait aux derniers excès. Au village de la Litière, la fille d'un nommé Delagau, ne cédant pas aux menaces, ils mirent le feu à une pile de fagots et voulurent l'y jeter; le père et le frère de la victime, accourus à ses cris, furent précipités avec elle, et tous trois ne s'en retirèrent qu'avec des blessures et leurs habits enflammés.

Odée, habitant de Melle, reçut le même traitement et fut ensuite jeté en prison, d'où il s'échappa et se sauva dans les bois. Les convertisseurs ne vinrent à bout de la constance d'un paysan des environs de cette ville qu'en le menaçant de le brûler vif, et lorsque déjà le feu avait pris à ses sabots. Il se dédit à diverses reprises, et à chaque fois ils recommencèrent. On arrachait souvent ainsi à ces malheureuses victimes une abjuration qu'elles se hâtaient ensuite de rétracter; elles succombaient un instant pour se relever aussitôt; la foi et la douleur triomphaient

tour à tour ; les bourreaux seuls ne se laissaient pas. Un protestant de Saint-Thibaud, qui refusait de tenir une de ces promesses extorquée par la souffrance , fut suspendu à une poutre par des cordes qui lui déchiraient les chairs , et n'en fut détaché que le lendemain à moitié mort (1).

Saint-Gelais , Échiré , Saint-Maxire , Cherveux étaient en proie à la désolation. Au mois d'août , la population de Mougon abjura , à l'exception d'une vingtaine de familles qui préférèrent abandonner leurs foyers et se sauver dans les bois. Tout ce qu'elles possédaient , les bestiaux , les meubles , le linge , les vêtements , tout fut détruit ou vendu à vil prix à d'indignes voisins , qui se jetaient avec une rapace avidité sur les effets dilapidés des malheureux protestants. Mais là du moins nous trouvons des exemples d'humanité et de générosité trop rares pour ne pas les signaler. Pendant que les missionnaires bottés épuisaient en vain leur fureur sur la famille d'un courageux instituteur , nommé Jean Migault , quelques femmes catholiques , au risque d'attirer sur elles-mêmes la rage de « ces monstres à figures humaines , » comme elles les appelaient , lui procurèrent une retraite ainsi qu'à sa femme et favorisèrent ensuite l'évasion de l'un et de l'autre. L'emportement des soldats ne le cédait qu'à celui du curé , dont le vicaire , M. Billon , se comporta au contraire d'une manière qui contrastait avec la conduite de ce misérable prêtre.

(1) *Hist. de l'édit de Nantes*, t. IV, liv. XVII ; — *Suite de la Politique du clergé de France*.

Les troupes n'abandonnaient une paroisse que quand il n'y restait plus personne à convertir ou à ruiner. Lorsque l'officier qui commandait à Mougou n'eut plus rien à y faire, il alla exercer sa brutale mission à Souché. D'un autre côté, quand une première dragonnade ne suffisait pas, on avait recours à une seconde. Il fallut en agir ainsi à Mougou même envers quelques familles opiniâtres. Dans la paroisse de Thorigné, le logement des gens de guerre n'avait presque pas produit de conversions. Le curé était furieux. Au commencement d'octobre on fit une seconde croisade où il déploya tout son zèle ; mais les fidèles montrèrent la même fermeté ; à peine y eût-il quelques actes de faiblesse, et les forêts environnantes se peuplèrent une seconde fois de fugitifs.

L'épouvante était partout. Dans quelques endroits on voyait les réformés, poussés par la terreur, aller en foule à la messe ; d'autres abandonnaient leurs maisons et s'enfuyaient avec leurs familles sans savoir où s'arrêter ni à quelle porte frapper ou demander un morceau de pain. Jean Migault, qui eut tant à souffrir lui-même de cette horrible persécution, nous parle d'une dame qu'il rencontra un jour fuyant à travers champs avec trois enfants, l'un à la mamelle, et les deux autres à ses côtés. Elle marchait toujours, hors d'elle-même, sans savoir où aller, croyant avoir les dragons à sa poursuite. Elle passa ainsi plusieurs nuits en rase campagne sans abri et manquant souvent de nourriture (1).

(1) *Journal de Jean Migault.*

A Niort, tout le monde se mêlait de faire des prosélytes : les élus , le prévôt , les archers , les sergents et même les simples particuliers rivalisaient de zèle avec les dragons. Le procureur du roi en déployait plus que personne , et , à défaut d'autres moyens , convertissait les gens avec sa canne. Le président de l'élection n'argumentait pas autrement ; il parcourait les campagnes suivi de quelques acolytes et battait les huguenots ou les conduisait à la messe à coups de bâton. C'est par ces pieuses brutalités qu'il ramena au giron de l'Église ceux de la Fontaine-Chavagné. Les prêtres de la ville ne s'y épargnaient pas non plus ; pour rencontrer moins d'obstacles , ils faisaient éloigner Misson , l'un des ministres nouvellement nommé , et s'acharnaient contre l'autre. L'église était dans la désolation ; les fidèles étaient violentés de toute part , et personne ne voulait écouter leurs plaintes : pour eux les juges étaient sourds et les tribunaux fermés. Il n'y avait point de magistrat qui voulût se compromettre en parlant pour eux , de notaire , ni de sergent qui consentît à recevoir leurs dépositions. Le consistoire qui , dans ces jours d'épreuves , avait enfin oublié ses vieilles divisions , ne pouvait lui-même que gémir avec les fidèles opprimés (1).

## XIX.

Ces maux duraient depuis plusieurs mois , et l'on

(1) *Hist. de l'Édit de Nantes*, IV, l. XVII ; — *Suite de la Polit. du clergé* ; — *Reg. du Consist. de Niort*, ann. 1684.



n'y voyait pas de remède. Il n'y avait rien à attendre de Marillac, le principal auteur de la persécution. On pensa que peut-être le duc de la Vieuville, gouverneur du Poitou, qui arrivait de Paris, serait moins hostile et écouterait les plaintes. On s'adressa à lui. Il dit qu'ayant entretenu le roi des affaires de la province, Sa Majesté lui avait témoigné le désir de voir ramener sans violence ses sujets au giron de l'Église ; mais la Vieuville prétendait que les logements des gens de guerre ne devaient pas passer pour de la contrainte, et, le 12 août, il envoya ses gardes à Fous-say, qui convertirent trois cents personnes en cinq jours. Quand on alla s'en plaindre et qu'on lui demanda ce qu'il appelait donc violence, il répondit que ce mot devait s'appliquer à la conduite des soldats qui brûlaient les pieds de leurs hôtes (1).

Cependant, dès le mois de mai, le marquis de Ruigny, député général, avait porté au pied du trône les plaintes des réformés du royaume et de ceux du Poitou en particulier. On eût une lueur d'espérance : le 19 mai, le conseil fit « très expresses defenses à toutes personnes de méfaire ni médire contre ceux de la R. P. R. sur les peines portées par les édits. » La contrainte répugnait au roi ; mais il voulait la conversion des huguenots, et « il n'y avait plus d'autre moyen que la violence, » comme le remarquait froidement M<sup>me</sup> de Maintenon, au sujet de l'une de ses propres conquêtes. Il fallait s'abaisser jusqu'à ou renoncer à l'espoir de ramener les dissidents.

(1) Benoist, *Hist. de l'Édit de Nantes*, t. IV, liv. XVII.

On représenta à Louis XIV que les abjurations allaient cesser ou se ralentir, on dissimula un peu les excès commis par les soldats, faisant valoir en même temps les résultats prodigieux obtenus par eux, et, en définitive, le but fit passer sur les moyens. On se hâta d'interpréter l'arrêt qui avait déjà produit un ralentissement sensible dans les conversions, et l'on voulut rendre les consistoires eux-mêmes complices d'une lâcheté dirigée contre eux. Le 22 juin, l'intendant ordonna à celui de Lusignan, dont le pasteur était interdit depuis quelque temps, « de faire savoir publiquement, en un jour de prières, que l'arrêt donné en leur faveur ne tendait point à détourner ceux qui voulaient changer de religion, mais seulement d'empêcher qu'on les y contraignît en leur faisant violence. Le consistoire, surpris d'un ordre si extraordinaire et ne pouvant comprendre quel était en cela le vœu de monseigneur l'intendant, déclara qu'il n'était ni de son devoir ni de son pouvoir de publier dedans le temple l'intention qu'avait S. M. dans les arrêts qu'il lui plaisait de donner, et que celui-ci entre autres étant d'une clarté à ne point souffrir d'explication, c'était à monseigneur l'intendant ou à messieurs les magistrats de le faire publier, s'ils le jugeaient à propos, pour faire connaître à tout le monde quelles étaient les pensées de S. M. (1). »

Le 4 juillet il parut en effet un nouvel arrêt pour détruire l'effet du premier. Il y était dit que « les ministres, interprétant sinistrement celui du 19 mai,

(1) *Regis. du consist. de Lusignan*, Arch. de la Vienne, C 2, 34.

étaient si osés que de prêcher publiquement que S. M. désavouait les exhortations qui étaient faites de sa part au peuple d'embrasser la religion catholique, apostolique et romaine (1). »

Les « exhortations » continuèrent donc.

Peu de temps après les églises du Poitou députèrent à Paris le marquis de Venours et Lestortière qui remirent à Louvois la requête suivante :

Sire, vos sujets de la religion P. R. de Poitou remontrent très humblement à Votre Majesté qu'ils sont dans une extrême désolation par les violences inouïes qui s'exercent contre eux à cause de leur religion, par les ordres du sieur de Marillac, intendant de la province. Ils en ont déjà porté leurs plaintes à V. M., qui leur a bien voulu témoigner que son intention n'était pas qu'on les forçât dans la liberté de conscience qui leur était accordée par ses édits. Mais comme les excès et les mauvais traitemens qu'ils souffrent ont du depuis infiniment augmenté, ils sont contraints de venir encore se jeter aux pieds de V. M. pour implorer sa justice, en luy disant qu'on agit avec nous comme avec des ennemis déclarés; que leurs biens et leurs maisons sont au pillage; qu'on attende à leurs personnes, et qu'on publie hautement que le sieur de Marillac le veut, qu'il le commande, et que c'est pour les obliger à changer de religion. Vos gens de guerre, Sire, à qui la discipline est si étroitement commandée par vos ordonnances, sont choisis pour être les ministres de ces excès. Au lieu de les loger indistinctement chez tous vos sujets, on affecte de les loger uniquement chez ceux de la religion P. R., et, quand ils y sont, non contents de ruiner leurs hôtes par les dépenses excessives qu'ils les contraignent de faire pour leur nourriture, non contents d'exiger de grosses contributions en argent,

(1) *Estat des réformez en France*, Cologne, 1684.

de les intimider par des jurements et des blasphèmes épouvantables, quand ils font refus d'aller à la messe ou d'écouter les sermons des capucins qui ont été logés par ordre chez ceux de ladite religion, on les assomme à coups de bâton; on a traîné des femmes par les cheveux et la corde au col; on a donné la torture à d'autres avec des estocs; on a lié sur des bancs des vieillards de quatre-vingts ans; on a maltraité leurs enfants à leurs yeux, qui venaient pour les consoler. Les plus modérés de ces gens de guerre empêchent les artisans de travailler, pillent chez les laboureurs ce qui peut servir à leur subsistance et vendent leurs meubles publiquement, afin qu'étant réduits à la mendicité ils soient contraints de changer de religion. D'autres, voyant que les menaces, les coups de bâton, ni l'horreur d'une mort violente qu'ils présentent incessamment à leurs hôtes, l'épée nue et le pistolet à la main, ne sont pas capables de leur faire abandonner leur religion, les mettent dans des linceuls, les traînent dans les églises; et, après leur avoir jeté de l'eau bénite sur le visage, prétendent qu'ils sont catholiques romains, et que, s'ils retournent à leur religion, ils seront coupables du crime de relaps. Ce qu'il y a de plus étrange et dont on ne voit point d'exemples dans les siècles passés, c'est qu'il n'est pas permis à ces misérables de se plaindre. S'ils se présentent au sieur de Marillac, il leur ferme la bouche sans les entendre. On les fait emprisonner sur-le-champ sans acte d'écroué, et sans aucune forme de justice, et on les retient sans instruire leur procès. Et pour éluder les plaintes qu'ils ont portées à V. M., les prévôts et archers sont allés dans les maisons pour les contraindre de se rétracter. Si quelques gentilshommes entreprennent de luy parler de ces désordres, qu'on a même vérifiés en sa présence, il répond fièrement qu'ils se doivent mêler de leurs affaires; autrement qu'il les fera mettre en lieu de sûreté. De sorte que ces pauvres gens se croiraient entièrement perdus, s'ils n'étaient persuadés qu'une conduite

si contraire à vos ordonnances et aux préceptes du christianisme ne sera pas approuvée de V. M. Ainsi, prosternés aux pieds de S. M., ils la supplient avec un profond respect de les regarder d'un œil favorable, et d'écouter leurs plaintes sur des faits très véritables, et qu'ils offrent de prouver par-devant tel juge qu'il plaira à V. M. de nommer, au péril de leur propre vie. C'est de la seule protection de V. M. que les suppliants peuvent attendre la fin de tant de violences et la tranquillité qu'ils osent se promettre sous le règne du plus grand roi et du plus glorieux monarque du monde. A ces causes, Sire, plaise à V. M. donner aux suppliants des commissaires par-devant qui ils puissent informer des faits ci-dessus, circonstances et dépendances; et cependant ordonner le délogement des gens de guerre, afin qu'ils puissent avoir la liberté de faire leur récolte; ou, si V. M. veut qu'ils restent dans la province, ils seront mis indistinctement chez tous vos sujets de l'une et de l'autre religion, le fort portant le faible; leur enjoindre d'y vivre dans l'ordre de la discipline, et à leurs officiers d'y tenir la main à peine d'en répondre en leurs privés noms; faire défenses auxdits gens de guerre et à tous autres d'exercer aucunes violences contre vos sujets de la religion P. R. sous prétexte de les faire changer de religion, à peine d'être punis comme perturbateurs du repos public; ordonner qu'on instruira incessamment le procès desdits de la religion P. R. qu'on détient en prison ou qu'on les mettra en liberté. Et ils continueront leurs prières à Dieu pour la santé et prospérité de V. M. et de toute la famille royale (1).

Louvois reçut d'abord ces plaintes en plaisantant; mais l'attitude sévère et digne des députés l'obligea de changer de ton : les deux gentilshommes offraient leur tête comme garantie de la vérité de ce qu'ils

(1) *La suite de la Politique du clergé de France*, 4<sup>e</sup> éd., p. 146.

avançaient. Le ministre jugea que de tels hommes, chargés d'une pareille mission, ne se laisseraient pas décontenancer par une plaisanterie, et il savait trop bien, sans doute, à quoi s'en tenir pour discuter ou pour les mettre en demeure d'apporter les preuves de leur requête. Il prit une autre voie, et promit de présenter leurs doléances au roi. Quelques jours après, Lestortière et de Venours revinrent : « Messieurs, leur dit-il, j'ai rougi de honte d'avoir rapporté votre requête au roi, parce que S. M. m'a dit qu'elle était bien informée qu'elle est pleine de faits supposés ; » et le lendemain les députés reçurent l'ordre de se retirer.

Que Louis XIV fût aussi bien informé que le prétendait son ministre, c'est chose pour le moins douteuse.

Quoi qu'il en soit, la manière dont les plaintes des malheureux réformés avaient été accueillies à la cour était une approbation tacite de la conduite de l'intendant ; et, comme si ce n'eût pas été assez du mauvais succès de la députation, Marillac voulut se venger sur le marquis de Venours de la démarche qu'il avait faite auprès du gouvernement. Ce seigneur, en effet, n'était pas encore de retour de Paris que des dragons étaient déjà logés dans son château.

Au commencement du mois de juillet, à peu près à l'époque où Messieurs de Venours et Lestortière se rendaient à Versailles, le consistoire de Niort y envoyait aussi un député dans le même but ; mais ce dernier y resta longtemps avant de rien obtenir,

et toutes ses démarches, en définitive, eurent peu de succès (1).

L'église de Châtellerault, quoiqu'elle semble avoir été moins maltraitée que beaucoup d'autres, fit aussi porter ses plaintes à la cour. Cette fois elles arrivèrent au monarque, ou bien Louvois jugea que Marillac avait dépassé les bornes. Toujours est-il qu'en renvoyant à l'intendant le mémoire des protestants, il lui écrivit :

Sa Majesté a vu, avec surprise, la conduite que vous avez souffert que les compagnies de cavalerie, qui ont logé audit Châtellerault, aient tenue en votre présence... sur quoi il a plu à S. M. de me commander de vous faire savoir qu'elle désire que vous lui rendiez compte de la vérité de ce qui est exposé dans ce mémoire, et qu'à l'avenir vous empêchiez que les troupes ne se licencient dans les logements qu'elles auront chez les habitants de la R. P. R., où S. M. désire qu'elles soient contenues comme chez les catholiques.

Son intention est aussi que vous vous absteniez de menacer les gens de ladite religion qui ne voudront pas se convertir, ne convenant point à son service qu'un homme de votre caractère tienne des discours si éloignés de l'exécution des édits dont les religionnaires jouissent dans le royaume.

Ce que dessus doit vous faire connaître, que, quoique S. M. désire infiniment la continuation des conversions qui se sont faites jusqu'à présent, et qu'elle veuille bien y continuer la même dépense, son intention est que vous fassiez en sorte que les religionnaires n'ayent aucun prétexte légitime de se plaindre qu'ils sont violentés ou menacés quand ils ne veulent pas changer de religion.

A l'égard des troupes, S. M. vous ordonne de vous con-

(1) *Registre du consistoire de Niort*, ann. 1684.

duire de manière, dans la connaissance que vous prendrez du logement des gens de guerre, qu'il n'y paraisse point d'affectation d'accabler les religionnaires, mais seulement un soin d'empêcher que les puissants ne s'exemptent dudit logement et ne le rejettent sur les pauvres; que vous conteniez les cavaliers, dans une si bonne discipline qu'ils ne fassent point de désordres considérables chez lesdits religionnaires: que, quand ils s'en plaindront à vous, vous les écoutiez et ne leur donniez point lieu de se plaindre que vous leur refusiez toute justice, et les abandonniez à la discrétion des troupes (1).

La date de cette lettre, que nous ne connaissons pas, aurait pu nous dire si ces nouveaux ordres furent exécutés et produisirent quelque adoucissement dans la persécution.

## XX.

Jusque-là le gouvernement avait-il « feint de ne rien croire pour tout permettre (2), » ou bien Louis XIV et son ministre lui-même avaient-ils réellement ignoré toutes les violences qui se commettaient dans l'Ouest? Marillac n'agissait certainement pas sans ordre; mais peut-être avait-il dépassé ceux qu'on lui avait donnés. Chacun savait que le roi voulait des conversions, et tout le monde, pour faire sa cour, tenait à lui en procurer. Chaque numéro de la gazette en apportait par centaines. D'ailleurs elles venaient presque toutes du Poitou, et l'on faisait

(1) Rulhières, *Éclaircis. hist. sur la révoc.*, I, 246.

(2) *La suite de la Politique du clergé de Fr.*, p. 158.



valoir au monarque, pour ôter toute créance aux plaintes qui arrivaient aussi de ce côté, qu'il n'y avait dans cette province que quelques compagnies de chevaux-légers ; ce qui était vrai. Le pays n'était point couvert de troupes, comme on aurait pu le croire au récit de leurs excès ; mais, pendant que dans les autres parties de la France les soldats étaient retenus dans la discipline, ceux du Haut-Poitou, disséminés par petits détachements, s'abattaient successivement sur les paroisses protestantes et y commettaient toute espèce de désordres.

Cependant la persécution avait produit autre chose que les déplorables conversions dont s'applaudissait la cour : beaucoup de protestants s'étaient décidés à prendre le chemin de l'exil. Un grand nombre furent arrêtés avant d'avoir pu sortir du royaume et même de la province. Cent cinquante, entre autres, furent pris sur un vaisseau, dans la rade de la Rochelle, au moment du départ. La plupart, décidés à ne plus retourner dans leurs foyers, où, disaient-ils, « il n'y avait plus de sûreté pour leurs personnes et leurs consciences, tout y étant rempli de désolation, » restèrent à la Rochelle dans l'espoir de trouver un nouveau moyen de passer à l'étranger. Mais, le jour de la Toussaint, on saisit trente-trois d'entre eux que l'on enferma dans la tour de la Lanterne et dans les autres prisons de la ville. Ils nous ont laissé eux-mêmes le récit de leur arrestation et des premières journées de leur détention :

Nous serions pérés de faim sans les soins charitables de plusieurs bonnes âmes qui nous ont fait porter de quoi ne pas souffrir de faim, ayant été pendant deux jours couchés sur le plancher et quelques-uns de nous sans être vêtus de tous leurs habits, demi-nus, parce qu'on les avait pris au lit et que l'on ne leur avait pas donné le temps de prendre tous leurs vêtements, la susdite recherche ayant été faite entre neuf et dix heures du soir, à laquelle heure quelques-uns de nous étions couchés, qu'on fit lever en sursaut et conduire dans la prison, où nous sommes comme des criminels. Nous ne savons ce que l'on veut faire de nous, et ne nous sentons coupables d'aucun crime, si ce n'est que nous ne faisons pas profession de la religion catholique romaine, dont on nous veut, ce semble, faire une affaire, puisque tous les jours et presque à toutes les heures, nous sommes chagrinés et accablés de visites du sieur avocat du roi de cette ville, et de plusieurs religieux qui nous font les plus belles et les plus riches promesses du monde si nous voulons changer de religion, et au contraire nous font des menaces terribles si nous persistons dans notre profession. Et, bien que nous nous soyons asséchés à force de leur dire que nous voulons, avec l'assistance de Dieu, persister dans notre religion, et que nous aimerions mieux donner nos vies que de l'abandonner, ne nous abandonnent pas eux-mêmes et nous tourmentent sans cesse (1).

D'autres fugitifs en grand nombre furent trouvés sur les chemins ou attendant sur la côte. Quelques catholiques allant les voir par curiosité se laissèrent attendrir par la vue de ces malheureux exténués de faim et de fatigue, et étendus sur les cailloux à côté de leurs enfants engourdis par le froid. Plusieurs ne

(1) *La suite de la Politique du clergé de Fr.*, p. 140.

purent retenir leurs larmes et leur apportèrent du pain.

Quelques-uns des émigrants, au risque d'éveiller l'attention de la police, avaient demandé à leurs amis un abri dans leurs maisons ou leurs granges, mais la plupart de ceux qui les avaient reçus furent poursuivis et jetés en prison. L'arrestation des fugitifs entraîna de même celle de beaucoup de ministres dont ils portaient des attestations, et que le gouvernement feignit de rendre responsables de l'émigration, afin de les interdire et de rencontrer ensuite moins de difficultés dans les conversions. Bossatran, de Niort, et sept anciens, Pain et Du Soul, de Fontenay, avec quelques-uns des membres du consistoire, Paumier, Chauffepié, Champion, pasteurs de Saint-Maixent, la Mothe et Mougon furent emprisonnés, décrétés ou exilés dans des provinces éloignées. Quelques-uns, suivant l'avis du consistoire de la Rochelle, vinrent même se constituer prisonniers (1).

Les fugitifs, après avoir été détenus pendant près d'une année et dépouillés de l'argent qu'ils avaient ramassé à la hâte au moment du départ, furent reconduits presque nus et sans ressources sur les limites de la province.

Ceux qui étaient parvenus à s'embarquer ou à passer la frontière trouvèrent dans toutes les nations protestantes, en Angleterre, en Danemark, en Hollande, l'accueil le plus sympathique; les gouvernements de ces pays leur accordèrent des privilèges

(1) *La suite de la Polit. du clergé de Fr.*; — *Hist. de l'Édit de Nantes*, IV, liv. XVII.

étendus, et les nouvelles qui s'en répandirent en France vinrent encore encourager la désertion.

La fuite des protestants ruinait le pays et faisait tomber les propriétés à vil prix. Plus d'une famille profita de l'occasion pour s'enrichir : la Maintenon donnait à ce sujet à son frère les bons conseils que voici : « Employez utilement l'argent que vous allez avoir. Les terres en Poitou se donnent pour rien, la désolation des huguenots en fera encore vendre..... Vous pouvez aisément vous établir grandement en Poitou. » Quelques semaines après cette première lettre, elle lui en écrivit une seconde : « Vous ne sauriez mieux faire que d'acheter une terre en Poitou... Elles vont s'y donner par la fuite des huguenots (1). »

Toutes les mesures que prenait le gouvernement pour empêcher l'émigration ne parvenaient pas à l'arrêter, et déjà un grand nombre de familles, à travers les dangers multipliés sous leurs pas, avaient quitté pour toujours le royaume. Le conseil ouvrit enfin les yeux et put voir ce que coûtaient à l'État quelques milliers de mauvaises conversions. Dans les premiers jours de décembre, au moment où les troupes allaient entrer dans le Bas-Poitou, elles furent tout à coup rappelées, « au grand regret et au regret non déguisé d'une infinité de gens qui n'avaient pas encore achevé de monter leurs maisons en meubles, et leurs fermes en bestiaux (2). »

(1) *Lettres de M<sup>me</sup> de Maintenon*, des 2 sept. et 22 oct. 1681.

(2) *Journal de Jean Migault*, édit. de 1854, p. 71.

## XXI.

L'évêque de Luçon, Henri de Barillon, partageait ces regrets par un autre motif et ne les déguisait pas davantage. C'est l'un des quatre ou cinq prélats dont on a jusqu'ici vanté la modération, et que l'on a dit avoir été opposés à l'emploi de la contrainte. On va voir ce qu'il faut en penser, et si c'est à lui que le Bas-Poitou dût d'être préservé des missions bottées. Barillon a laissé des mémoires, où les événements de sa vie sont rangés en deux colonnes, la première réservée aux bonnes œuvres et aux bénédictions du ciel, et la seconde aux péchés. Sous l'année 1684 on y lit ce qui suit :

## GRATIÆ.

Conversion de 40,000 huguenots dans le Haut-Poitou par les soins et le zèle de M. de Marillac. — Je regarde cela comme une grande grâce pour mon diocèse, quoiqu'il n'ait participé que très peu à cette bénédiction, parce que cela a ébranlé les esprits et en a porté plus de 400 à se convertir, quoique pour l'ordinaire, il ne s'en convertît qu'une trentaine par an. De plus, la conduite qu'on a gardée envers eux a fait connaître un des meilleurs moyens pour les ramener.

## PECCATA.

Lorsque les conversions s'allaient répandre dans mon diocèse, les choses ont changé et on a rappelé les troupes. J'appréhende d'y avoir contribué par précipitation, inquiétude et présomption et, d'avoir été cause par mes péchés que cette bénédiction ne se répandît dans mon diocèse (1).

(1) *Confession de Barillon*, Mss. de D. Fonteneau, XIV et LXV.

La mission armée s'était en effet arrêtée sur les limites du Bas-Poitou. L'évêque de Luçon s'exagérait d'ailleurs le nombre des conversions qu'elle avait opérées dans l'autre partie de la province. Le rôle officiel des nouveaux convertis du diocèse de Poitiers contient un peu moins de trente-trois mille noms, et encore, pour atteindre ce chiffre déjà significatif a-t-il fallu souvent inscrire deux fois le même individu, et faire figurer beaucoup d'enfants dont quelques-uns étaient encore au berceau (1).

Barillon, privé du ministère des cavaliers, qui avaient obtenu de si prodigieux résultats dans le diocèse voisin, en fut un peu consolé par le concours que lui prêta Marillac en personne. Ils visitèrent ensemble, dans le mois de janvier, les paroisses où il y avait des réformés et en firent abjurer un certain nombre (2).

L'intendant, depuis le départ des troupes, parcourait la province escorté de ses subdélégués et de quelques satellites, et ~~continuait~~ à convertir les gens par les moyens qui restaient à sa disposition, les menaces, les promesses, les vexations et l'argent, proclamant partout que l'intention du roi était qu'il n'y eut plus qu'une religion dans son royaume. La désolation était au milieu des réformés.

Depuis Poitiers jusqu'à la Rochelle on ne voit aucun ministre, et dans toute la province, qui était pleine de lieux

(1) *Rôle des nouveaux convertis de Poitou à la foy catholique, A. et R., depuis le mois de février 1684.*

(2) *Confession de M. de Barillon.*

d'exercice, il n'y a pas six lieux dont les temples ne soient pas fermés ou les ministres interdits. L'on a fermé tout d'un coup tous les temples où l'on faisait exercice par le droit de fief. Les ministres des autres églises qui subsistent sont les uns rélégués, les autres bannis, les autres interdits et la plupart prisonniers..... A peine peut-on trouver un ministre en exercice; et cette nouvelle espèce de persécution s'exerce sous prétexte qu'on a donné des certificats à ceux qui se sont retirés..... L'intendant Marillac n'a plus, à la vérité, de soldats; mais il ne marche point sans ses subdélégués et ses satellites qui sont les instruments des mêmes violences. Il envoie dans les villages intimider les gens; en arrivant dans les bourgs, il fait venir les bourgeois de la religion, les exhorte à suivre les ordres du roi et à embrasser sa religion. Ceux qui courent par ses ordres ne gardent aucune mesure..... On a mis tous les ministres des fiefs à la taille, afin de les obliger à déserteur. La violence est si terrible et si excessive, par le moyen des taxes qu'on appelle d'office, qu'il ne revient aucun soulagement de la sortie des compagnies de cavaliers qui se sont retirés. Ceux qui n'étaient taxés qu'à trente livres de taille, l'année passée, cette année sont taxés par l'intendant à cinq et à six cents livres. Ainsi tout est obligé de *déserteur*; et, si quelqu'un abandonne sa maison, on le ramène en prison sous prétexte qu'il veut sortir du royaume. Il est certain que la seule impossibilité de sortir retient encore quelques gens de la religion dans les provinces. Mais..... au printemps prochain, il en sortira des milliers..... (1).

## XXII.

Marillac avait fait trente mille hypocrites, voilà tout. La réforme était toujours le culte secret du

(1) Lettre datée du 20 janvier 1682, dans *La suite de la Politique du clergé de France, ou les derniers efforts de l'innocence affligée*,

foyer domestique, la religion que le père enseignait le soir à sa famille, après avoir fermé sa porte, mais que le lendemain il fallait renier. Dans quelques campagnes reculées, où on les observait de moins près, ils avaient même des instituteurs de leur communion auxquels ils confiaient l'instruction de la jeunesse. L'évêque de Poitiers, en se félicitant du « grand nombre de conversions qui s'étaient faites dans son diocèse par une bénédiction particulière du ciel, » se plaignait que, dans des « hameaux retirés, quelques maîtres d'école se servaient de livres protestants pour les enfants des nouveaux convertis (1). »

D'ailleurs la plupart de ceux à qui la contrainte avait arraché une abjuration revinrent eux-mêmes à la profession extérieure de leur culte, dès que, les soldats s'en allant, la terreur commença à passer. Il y en avait qui allaient secrètement aux assemblées, d'autres qui prétendaient n'y venir que par curiosité ou pour voir leurs amis; les autres plus courageux voulaient faire oublier leur chute par une réparation éclatante. Marillac, qui voyait ainsi ses prosélytes lui échapper de toutes parts, s'adressa au conseil pour obtenir les moyens de les retenir. La cour, quoiqu'elle se préparât à le rappeler et parut ainsi réprover en quelque sorte la conduite de son agent, n'en accepta pas moins comme légitime l'œuvre ac-

4<sup>e</sup> édit., 1682, augmentée de *La muse lugubre, élégie sur le triste et pitoyable état des Églises réformées du Poictou*, p. 440; — *Estat des reformez en France*, Cologne, 1684, t. I, p. 272.

(1) H. F. de la Hoguette, *Mandement* du 28 déc. 1684.



complie par lui, et Le Tellier répondit d'appliquer, sans distinction, à tous ceux qui retourneraient dans les temples, la déclaration contre les relaps (1). On appelait ainsi les protestants qui, après avoir abjuré, revenaient à la profession de leur première religion.

Jeanne Fournier, femme de Jean Autiser, sergetier à Saint-Maixent, convertie pendant les dragonnades, ayant depuis assisté au prêche dans cette ville fut condamnée, le 28 janvier, « à faire amende honorable, tant dans l'auditoire du siège dudit Saint-Maixent, l'audience tenant, que devant la principale porte de l'église de l'abbaye royale de ladite ville, pieds nuds, la corde au col, » avec un cierge à la main; « et, ce fait, bannie à perpétuité du royaume, » et ses biens confisqués. Le 14 avril, le juge de Lusignan prononça la même peine contre cinq relaps de cette paroisse, Jean Vilardon, Gabriel Sapin, Samuel Barré, Jean et Jacques Bruneteau. Ces deux sentences furent confirmées au parlement le 3 juin suivant (2).

La loi ordonnait de plus la démolition des temples dans lesquels des catholiques ou des relaps feraient acte de protestantisme; le ministre qui les aurait admis par mégarde ou autrement devait être privé pour toujours de ses fonctions et le culte aboli à perpétuité. Une nouvelle convertie, Louise Méhée, ayant pris part à la communion à la Mothe-Saint-

(1) *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, t. IV, p. 330, publiée par Depping dans la *collection de docum. inéd. sur l'Hist. de Fr.*

(2) *Arrêts du parlem.*, du 3 juin 1682 (placards impr.).

Héraye, fut condamnée comme relapse, le 20 février, le ministre Chauffepié interdit, et le temple, condamné à être démolì, fut détruit le 5 mai (1).

### XXIII.

Dès l'année précédente, au plus fort de la persécution, on avait renouvelé le procès intenté aux églises en 1665. Le 7 avril, un arrêt du conseil ordonna de démolir les temples déjà jugés et enjoignit aux églises interloquées depuis cette époque et aux gentilshommes prétendant avoir droit d'exercice de produire leurs titres devant Marillac et Villarnoul, qu'on avait adjoint à l'intendant comme commissaire en cette partie, défendant en outre de faire prêcher avant le jugement (2).

Cet arrêt, joint à la terreur qui régnait alors dans le pays, amena la cessation du culte dans presque tous les châteaux. Cependant quelques gentilshommes opiniâtres refusèrent d'y obtempérer. Jean Guichard ne laissa pas interrompre les prédications qui se faisaient dans sa maison de Payré, à deux lieues de Parthenay, et les réformés de cette ville continuèrent à s'y rendre. Des poursuites furent dirigées contre lui, à ce sujet, vers la fin du mois d'août (3).

(1) *Bulletin de la Société de l'Hist. du Protestantisme Fr.*, t. V, 309; — Briquet, *Hist. de Niort*, I, 394.

(2) *Arrêt du conseil*, du 7 avril 1681 (placard impr.).

(3) *Archives de France*, TT, 235.

A Couhé, malgré l'arrêt qui n'autorisait qu'un exercice de fief, le marquis de Vérac faisait tenir des assemblées publiques et fort nombreuses. Le 23 mai, Marillac lui défendit d'avoir des réunions ailleurs que dans une des salles du château et plus d'une fois par jour, voulant ainsi mettre la plupart des fidèles dans l'impossibilité d'y assister ; mais le marquis ne s'arrêta pas à l'ordonnance, et, pendant plus d'un an, le culte se célébra dans sa cour, qui pouvait seule contenir la foule et où se pressaient même les nouveaux convertis.

Le 15 septembre, le conseil royal ordonna la démolition du temple de Fontenay-l'Abattu.

Les procès, qui avaient un peu languì pendant que l'on était occupé à convertir les protestants par les voies de fait, reprirent leur cours. Le 6 février 1682, Marillac et Philippe de Jaucourt, marquis de Villarnoul, se réunirent à Fontenay, pour juger les contestations au sujet du droit de culte. Tous les exercices réels, dans le diocèse de Luçon, étaient interdits depuis 1665, à l'exception de Mouchamps et de Pouzauges interloqués à la même époque. Le commissaire catholique fut d'avis de détruire ces deux dernières églises. Trois ou quatre seigneurs seulement avaient été autorisés, dans cette partie de la province, à avoir des ministres ; mais plusieurs autres revendiquaient ce privilège ou se l'étaient arrogé : Grelier de Chaumes faisait prêcher dans sa maison du Fougeroux, Mauclerc de la Ferté dans celle de la Ferté, Gougeon de Coulandre dans son fief de Bour-

devère, La Forest dans sa châtellenie de la Jaudonnière. Marillac exigea que ce dernier justifierait que cette terre avait été acquise d'un protestant, et se prononça pour la suppression de tous les autres prêches. Villarnoul fut sur tous les points d'un avis différent. Le 17 février, les commissaires se réunirent de nouveau, à Poitiers, et il y eut entre eux un second partage d'opinions au sujet du droit d'exercice revendiqué par quelques autres seigneurs du Bas-Poitou : Mauclerc de Marconnay prétendait l'avoir à Saint-Christophe-du-Ligneron, Judith Bigot de la Pommeraye, veuve du sieur de la Rouillère, voulait le maintenir dans la châtellenie de Château-Guibert, et Maingarniau de Curzon dans la seigneurie de ce nom, quoiqu'il fit aussi prêcher dans sa maison de la Grenouillère (1). Beaucoup d'autres seigneurs attendaient pour produire leurs titres que le conseil eût statué sur ces premières demandes. L'évêque de Luçon, prévoyant cette tactique, et n'ayant pas de moyens sérieux d'opposition, fit traîner le jugement en longueur et présenta au roi une requête dans laquelle, après avoir exposé les faits, il proposait de nouvelles interprétations des édits qui devaient faire perdre à la noblesse le bénéfice de la loi.

L'évêque de Luçon supplie très humblement S. M., avant de faire juger les partages des exercices personnels de son diocèse...., de trouver bon qu'il luy fasse connaître l'estat et le nombre de ceux de la R. P. R. de son diocèse. Il n'y en a présentement dans tout le diocèse de Luçon qu'environ

(1) *Procès-verbal de partage des commiss.*; Arch. de Fr., TT, 232.

huit mille. Il s'en est converty depuis un an près de mille par les seules voyes de l'instruction et des gratifications de V. M. Mais, quoique ce nombre soit petit à comparaison de ceux qui sont dans les diocèses voisins, de Poitiers, de la Rochelle et de Saintes, il est certain néanmoins qu'il n'y a pas un de ces diocèses, et on peut mesme dire, qu'il n'y a pas un diocèse en France où il y ait tant de gentilshommes de la R. P. R. qu'il y en a dans le diocèse de Luçon, et, après une recherche exacte qu'on en a faite, on a trouvé qu'il y en avait près de cent cinquante familles différentes; et ce qu'il y a de plus fascheux, c'est qu'ils paroissent tous si attachez à leur erreur et si étroitement unis ensemble pour empescher le progrès des conversions que, depuis près de dix ans, il ne s'en est converti que deux ou trois familles de gentilshommes dans le diocèse de Luçon. — Entre ces gentilshommes huguenots il y en a près de quarante qui possèdent des fiefs de haute justice dans lesquels ils prétendent avoir droit de faire l'exercice de leur religion suivant l'article 7<sup>e</sup> de l'édit de Nantes, et il y en a plus de cinquante qui ont de simples fiefs où ils prétendent aussi faire l'exercice pour eux, leur famille et pour trente personnes... — Par l'arrest du mois d'août 1665, on conserva quatre exercices personnels de gentilshommes dans le diocèse de Luçon, où ils ont continué depuis ce temps-là de faire l'exercice entier de leur religion et d'y recevoir toutes sortes de personnes. Mais ceux de la R. P. R. n'étant pas contents de ce nombre d'exercices personnels, dix autres gentilshommes du mesme diocèse ont produit leurs titres par-devant les commissaires..., et c'est sur leurs productions qu'est intervenu le partage pendant au conseil. — Les autres gentilshommes huguenots du diocèse de Luçon qui prétendent avoir le mesme droit, de peur de faire un trop grand éclat par leur nombre, n'ont pas voulu produire en mesme temps leurs titres pour demander le mesme exercice; mais ils ont attendu que le partage ait été

fait entre les commissaires, et aussitôt après cinq ou six d'entre eux ont produit leurs titres..., et mesme un d'entre eux, sans attendre qu'on eut examiné ses titres, ayant établi de sa propre autorité l'exercice de sa religion dans sa maison, cela a obligé V. M. à le punir de sa désobéissance en le privant pour toujours du droit d'exercice dans sa maison, et en l'envolant prisonnier au château d'Angoulême... (1).

Après cela, ajoute dolement le prélat, il en viendra d'autres encore qui produiront leurs titres, « et par ce moyen le diocèse de Luçon va estre rempli de prêches et de ministres qui feront tous leurs efforts pour empêcher la suite des conversions que V. M. souhaite avec tant d'ardeur et de zèle. » Il propose donc « quelques moyens justes et légitimes d'empêcher cette grande multiplication d'exercices personnels qui va s'établir. » Il s'agit d'abroger la loi en la commentant, et l'évêque déploie autant de mauvaise foi que d'adresse pour étouffer le texte sous la glose. Nous verrons plus tard le résultat de ses efforts.

#### XXIV.

Marillac fut enfin révoqué : la cour parut avoir quelque honte de la conduite de son agent et le sacrifia à sa propre dignité. Toutefois elle se souvint de lui, un peu plus tard, lorsqu'elle eut de nouveau besoin d'instruments de son espèce, et lui rendit une intendance à la révocation de l'édit de Nantes. Il quitta le Poitou, vers la fin du mois de mars, em-

(1) *Requête de l'évêque de Luçon*, Arch. de Fr., TT, 232.

portant la haine et le mépris général que lui avaient valu sa cruauté et ses exactions. Il laissait la province épuisée et le peuple démoralisé. Beaucoup de domaines étaient complètement abandonnés ; les bras manquaient , et dans certains cantons on ne trouvait plus ni fermiers ni journaliers ; ceux qui ne s'étaient pas enfui étaient ruinés ou découragés, et la plupart , n'attendant eux-mêmes que l'occasion de partir , n'enseménçaient point leurs champs. Le silence du désert régnait dans les campagnes si riches de la Sèvre et dans les plaines naguère si riantes du Poitou central. Vingt-cinq mille protestants étaient là dans la stupeur. Le désespoir en porta plusieurs au suicide ; d'autres avaient perdu la raison à la suite des tourments qu'on leur avait fait endurer.

Le synode provincial, réuni à Thouars, le 22 avril, peu de temps après le rappel de l'intendant, crut qu'il y avait quelque adoucissement à espérer de son successeur, Lamoignon de Basville, qui arrivait précédé d'une certaine réputation d'équité et de douceur, et qui fut depuis, en Languedoc, le digne émule de Marillac. La compagnie résolut donc de lui porter des plaintes, tant au sujet des impôts triplés et quadruplés pour les réformés, que des malheureux qu'on avait convertis par la violence, et qu'on punissait néanmoins comme relaps s'ils revenaient à leur culte. L'assemblée ordonna aux églises de fournir des mémoires à l'appui de ces plaintes. Le conseil royal, pour n'avoir pas à y répondre, vit là une contravention aux édits qui défendaient aux synodes de s'oc-

cuper d'autres choses que de la discipline ; il cassa en conséquence , le 20 mai , la délibération de celui de Thouars , et défendit d'en prendre de semblables à l'avenir (1).

Quelque temps après , l'intendant fut chargé de juger lui-même avec les officiers du présidial et sans appel les crimes de relaps qui devenaient d'autant plus fréquents que Basville n'inspirait pas encore la même terreur que son barbare prédécesseur. D'ailleurs parmi ceux qui avaient succombé à la persécution , un grand nombre n'ayant pas signé leur abjuration pensaient échapper aux poursuites , et l'arrêt du conseil avait pour but de les détromper (2).

La cour espérait achever par l'injustice et l'arbitraire l'œuvre commencée par la violence : les arrêts se succédaient rapidement , et presque chaque jour on interdisait quelque prêche. Le marquis de Vérac , qui avait méprisé les ordres de Marillac , reçut , le 3 juin , une défense plus expresse d'admettre au culte d'autres personnes que les membres de sa famille avec les habitants de sa seigneurie , et de l'avoir plus d'une fois par jour et seulement dans une des salles du château (3).

Le conseil d'État ordonna , le 8 juin , la démolition du temple de Lusignan et y interdit le culte.

Le même jour , un autre arrêt le supprima à Savelles. Cette terre , située hors de la province , mais

(1) E. Benoist, *Hist. de l'édit de Nantes*, IV, 544.

(2) *Arrêt du conseil*, du 8 juin (plac. impr.).

(3) *Arrêt du conseil*, du 3 juin 1682 (plac. impr.).



enclavée dans le diocèse de Poitiers, avait été apportée en mariage à Armand de la Force par une zélée huguenote, Jeanne de la Rochefaton, qui laissa cette seigneurie à François Prévost de Touchimbert, dont le fils la possédait à l'époque où nous sommes arrivés. Le culte y avait été établi plusieurs années avant l'édit de Nantes, et s'y célébrait dans une grange dépendant du château et appropriée à cet effet. Le ministre allait aussi prêcher parfois à Villefagnan, Villiers, la Ferté, Montjean et Teil-Rabier (1).

Le 15 juin, le culte fut interdit à Champagne-Mouton et le temple destiné à un autre usage.

Le même jour celui de Chizé fut condamné à être démoli et l'exercice supprimé.

Le 13 juillet, Jean Guichard, qui avait résisté, l'année précédente, aux ordres de l'intendant, reçut de la cour défense de faire prêcher dans son château, à Payré.

Le 27 du même mois, le prêche fut interdit à Civray. Le temple devait être détruit; mais les protestants présentèrent requête pour qu'il y fût construit un four banal, ce qui devait les dispenser des frais de démolition et être également avantageux au marquis de Dangeau, engagiste du domaine de Civray, en augmentant le revenu de cette terre. Déjà dix-huit mois auparavant, Marillac, cherchant prétexte à quelque difficulté, avait fort gravement dressé un minutieux procès-verbal de ce passage de l'Evangile qui était gravé au-dessus du plein-cintre de la

(1) *Archives de France*, TT, 313.

grande porte du temple : DOMUS MEA DOMUS ORATIONIS VOCABITUR. Cette inscription était surmontée d'un écu à trois fleurs de lys et d'une couronne (1).

Le 3 août, le culte fut interdit à Villefagnan.

Le 7 septembre, ce fut le tour de Saint-Claud.

## XXV.

Vers le milieu de l'année, on signifia aux consistoires la liste des 38,000 nouveaux convertis du Poitou, avec la défense de les recevoir aux assemblées, sous peine d'interdiction des ministres et de démolition des temples. Ce nouveau coup jeta les pasteurs et les anciens dans la plus pénible perplexité. A la douleur de repousser ceux que ramenait vers eux le remords de la conscience, se joignait la difficulté de les reconnaître ou de les écarter, et la crainte de surprises presque inévitables. Pour se faire une idée de leur embarras, que l'on se figure des paroisses immenses, démesurément agrandies par la suppression de beaucoup de lieux de culte, et renfermant souvent plus de quatre ou cinq mille convertis presque tous animés du désir de revenir au prêche. Que l'on songe à la torture morale à laquelle étaient condamnés ces malheureux eux-mêmes, qui ne pouvaient obéir à leur conscience sans compromettre le troupeau tout entier avec ses chefs. L'intendant, chargé de juger en dernier ressort toutes les contraventions, avait là un moyen facile de frapper les ministres et de faire démolir des

(1) *Archives de France*, TT, 242.

temples : aussi les églises les plus importantes, et dont les droits avaient résisté jusqu'alors à tous les autres genres d'attaques, furent-elles interdites en assez peu de temps.

Celle de Niort, qui avait été privée, sous divers prétextes, de ses deux pasteurs, depuis le mois de décembre jusqu'au mois d'avril, ne voyant pas de moyen d'exécuter l'arrêt, résolut, le 30 août, d'écrire à Ruigny, député général, pour qu'il fit tous ses efforts afin d'en obtenir la révocation ou au moins l'adoucissement. En attendant une réponse, toutes les assemblées publiques devaient demeurer suspendues. Le temple de Saint-Maixent fut fermé en même temps, ainsi que les autres du colloque du Moyen-Poitou, dans lequel se trouvaient plus de vingt-cinq mille convertis.

Cette résolution s'accordait trop bien avec les désirs du conseil royal pour qu'il se pressât de mettre fin à cette fâcheuse situation. Le 29 septembre, un mois après sa première démarche, le consistoire de Niort, ayant appris que la cour était à Chambord, lui fit renouveler ses instances par des députés nommés par le synode de Thouars. Le roi leur fit répondre qu'il était persuadé que l'arrêt était facile à exécuter et enjoignit de nouveau d'y tenir la main. Il ne restait plus dès lors aucun espoir d'adoucissement, et, depuis le 18 octobre que cette réponse fut transmise au consistoire jusqu'à la fin de novembre, il s'occupa à prendre des mesures pour rétablir le culte, sans tomber en contravention. Les anciens furent chargés de faire, chacun dans le quartier de l'église dont la

surveillance lui était confiée , une liste des membres du troupeau qui n'avaient pas succombé à la persécution. Chaque chef de famille devait arriver à l'assemblée avec les siens , et tous ceux d'un quartier, autant que possible, avec leur ancien , pour qu'il les reconnût et leur permît d'entrer. Trois membres du consistoire et plusieurs chefs de famille veillaient à l'entrée du temple , munie intérieurement de deux portes à barreaux qui ne donnaient passage qu'à une seule personne à la fois. Les clés étaient déposées chez un des pasteurs, et, au lieu du portier, c'étaient les anciens eux-mêmes qui ouvraient , une heure seulement avant le service. Dès que l'assemblée était formée, chacun devait voir s'il n'y avait point quelque personne suspecte qui s'y serait glissée furtivement. Ensuite les portes se refermaient et le pasteur montait en chaire (1).

Grâce à ces précautions sévères , l'église de Niort put se maintenir quelque temps encore , tandis que d'autres tombèrent bientôt dans un piège si difficile à éviter.

Trois prétendus convertis ayant assisté , le 27 décembre, au prêche à Saint-Hilaire-sur-l'Autise, furent condamnés, le 23 février suivant, à faire amende honorable, en chemise, la corde au cou, et bannis à perpétuité du royaume. Le ministre Coupé fut interdit et le temple démoli (2).

Le 13 décembre, il se glissa aussi des relaps dans

(1) *Registre du consistoire de Niort*, ann. 1682.

(2) *Jugement* du 23 février 1683 (plac. impr.).

le temple de Cherveux , malgré la surveillance dont ils étaient l'objet. Dès qu'on s'en aperçut , le culte fut interrompu et le consistoire lui-même en dressa procès-verbal qu'il envoya aussitôt à l'intendant par deux gentilshommes (1). Des poursuites dirigées par Basville , en dehors de toutes les formes de la justice, n'aboutirent cependant qu'après qu'on eut trouvé un autre prétexte pour faire démolir le temple.

Le dimanche 28 mars , le culte fut aussi suspendu à Niort par suite de la présence d'un relaps dans l'assemblée. Le président de l'élection , le maire, un échevin et quelques prêtres ou moines, parmi lesquels était le curé de St-André , étant venus au prêche ce jour-là, comme ils « entraient tous à la foule et avec précipitation , » il se glissa en même temps un nouveau converti bien incontestable , puisqu'il figurait deux fois sur le rôle signifié au consistoire. On voulut le faire sortir, et, après une résistance brutale , il fut conduit devant un des magistrats qui parut mécontent , ajoutant qu'il « fallait que quelqu'un eut donné de l'argent à ce coquin pour le faire entrer dans le temple. » Pendant qu'on expulsait ce relaps aposté, la foule du dehors se précipitait aux portes et les envahissait , malgré les gardes que ne secondaient nullement les magistrats présents. Le ministre Bossatran descendit de chaire dès qu'il connut la cause de ce tumulte ; le temple fut fermé le reste de la journée , et on députa aussitôt vers l'intendant pour l'informer de ce désordre. L'affaire n'eut pas de suite ;

(1) E. Benoist, *Hist. de l'Édit de Nantes*, t. IV, 582.

mais à partir de ce moment le consistoire redoubla encore de précautions contre les relaps (1).

## XXVI.

M. de Barillon, qui n'avait pas participé au bénéfice des dragonnades et qui avait d'autant moins à compter sur les relaps pour faire interdire le prêche, s'était rendu à la cour et passa près d'une année à solliciter contre les hérétiques de son diocèse, en même temps qu'à détruire des soupçons élevés au sujet de sa propre doctrine. Le 15 janvier, il fit ordonner la démolition du temple de Mouchamps, l'église la plus importante du Bas-Poitou, et la seule avec Pouzauges, dans tout le diocèse de Luçon, qui jouissait encore de l'exercice public du culte. Du reste elle était déjà privée de son ministre, Matthieu Souverain, déposé, au synode de Thouars, pour des divergences dogmatiques. Pendant longtemps il y avait eu aussi à Mouchamps une école protestante où le latin faisait partie de l'instruction que l'on donnait aux enfants. Le curé Eschallard, qui ne se faisait pas moins remarquer par son intolérance que par son insubordination envers son évêque, défendit à l'instituteur, nommé Dalmart, d'enseigner autre chose que la lecture, l'écriture et l'arithmétique, programme officiel dans lequel on s'était toujours efforcé de renfermer l'enseignement du peuple protestant. Dalmart en appela au conseil qui leva la défense ; du moins il existe un arrêt

(1) *Registre du consistoire de Niort.*

dans ce sens, mais qui n'est ni daté ni signé, et ne fut peut-être pas expédié (1).

L'évêque de Luçon fit ensuite décréter « la translation du temple de Pouzauges. » Il comptait beaucoup pour ramener les protestants sur le chagrin que leur causaient ses vexations : « Tous ces succès, dit-il, ont fort mortifié les huguenots de mon diocèse, et j'espère que cela servira dans la suite à leur conversion. » Il obtint enfin que le culte qui se célébrait aux Touches ne fût autorisé que pour les habitants de cette seigneurie, et on lui donna en même temps l'assurance que des arrêts semblables seraient rendus pour les autres exercices de fiefs. Les procès à ce sujet étaient pendants depuis deux ans, et probablement le culte interrompu jusqu'à la sentence. Aussi l'évêque, n'ayant qu'à gagner à cet état de choses, avait-il usé secrètement de son influence pour faire renvoyer la décision jusqu'à ce que, la législation se modifiant selon ses désirs et d'après le mémoire qu'il avait présenté à la cour, il fût assuré du résultat (2).

Au mois de mars, la peine d'interdiction décrétée contre les ministres qui laisseraient entrer des relaps dans les temples fut aggravée de l'amende honorable, du bannissement perpétuel et de la confiscation des biens. La présence d'un ancien catholique au prêche devait entraîner les mêmes conséquences que celle

(1) *Archives de France*, TT, 268.

(2) *Confession de M. de Barillon*.

d'un nouveau converti. Aussi l'on eut d'autant plus sujet de s'étonner de voir paraître, peu de temps après cet édit, une déclaration portant « que, dans les temples, il y aurait un lieu marqué où se pourraient mettre les catholiques qui, portés d'un saint zèle pour le bien et l'accroissement de la religion, désireraient assister aux prêches,... afin, est-il dit dans le préambule, non-seulement de pouvoir réfuter les ministres s'il est besoin, mais aussi de les empêcher, par leur présence, d'avancer aucune chose contraire au respect dû à la religion catholique, apostolique et romaine, et préjudiciable à l'État. »

Cette permission accordée aux catholiques avait bien son inconvénient : dans beaucoup de lieux, ils se portèrent en foule au prêche, et quelques-uns crurent même en cela montrer du zèle. Les consistoires, soumis à deux lois contradictoires, étaient dans le plus grand embarras, et il ne manquait pas de gens disposés à profiter d'une législation absurde pour commettre des iniquités. A Mauzé, un moine voulut se faire accompagner au temple par un nouveau converti, comptant bien, si on lui en refusait l'entrée, poursuivre le ministre pour avoir refusé d'admettre un catholique à l'assemblée, et, si on l'y recevait, faire interdire l'exercice en vertu de la loi sur les relaps.

On ne savait quel parti prendre : quelques-uns proposaient de fermer provisoirement tous les temples ; la plupart au contraire étaient d'avis de ne plus en garder les portes et de laisser entrer tout



le monde indistinctement. Mais , avant d'en venir à cette extrémité , le synode provincial , réuni à Fontenay , depuis le 9 juin jusqu'au 15 du même mois , résolut de faire encore une tentative auprès du conseil : il donna charge aux sieurs de Chavernay et de Payré de se rendre auprès du marquis de Ruigny pour qu'il tâchât de faire abroger la loi et suppliât le roi de ne pas mettre ses sujets de la religion réformée dans la nécessité de lui désobéir , « ce qu'ils regardaient comme le plus grand de tous les malheurs , après celui d'offenser Dieu et de trahir les mouvements de leurs consciences. » Le commissaire catholique voulut s'opposer à la délibération et à cette démarche votée à l'unanimité , mais son adjoint réformé ne put s'empêcher d'en reconnaître la légitimité. La cour , sans renoncer à l'ancien usage de se faire représenter aux synodes par un protestant , avait chargé en même temps un catholique d'assister à celui de Fontenay. Les deux commissaires désignés par le duc de la Vieuville étaient Jean-Baptiste de Loynes , seigneur de Nalliers et François Hélie de Boisroux. Cette assemblée a été la dernière légalement autorisée. Le nombre des églises était alors réduit à vingt-six , dont quatorze seulement avec droit de culte public : Thouars , Châtellerault , Poitiers , Rochechouart , Sauzé , Chef-Boutonne , Melle , Aulnay , Mougou , Niort , Cherveux , Coulonges , Fontenay et Pouzauges. Les douze ayant exercice de fiefs étaient : la Gastevine , la Millière , Ordière , Couhé , Saint-Christophe-sur-Roc , Paizay-le-Chapt ,

la Forest-sur-Sèvre, le Breuil-Barret, Montaigu, Aizenay, les Touches et Nesmy. Le commissaire catholique refusa le droit de séance aux ministres et aux anciens des églises de fiefs de Bourdevère, Saint-Fulgent, Saint-Christophe-du-Ligneron, la Forest-Suzannet et la Ferté, où le culte avait été suspendu par ordonnance de Marillac (1).

Le nombre déjà bien réduit des églises allait diminuer encore, et les dernières devaient finir par disparaître dans l'espace d'une année.

## XXVII.

En 1665, on avait voulu faire démolir le temple de Cherveux, à cause de sa proximité de l'église, dont il n'était séparé que par les halles. Ce prétexte, que l'on n'avait pas alors jugé suffisant, fut remis en avant en 1683; le 27 juillet et le 3 août, l'affaire fut portée devant les commissaires, vaine formalité qui n'aboutissait plus qu'à un partage d'opinion suivi d'un renvoi au conseil d'État (2).

L'église de Niort, dont les droits avaient été contestés par le clergé devant tous les intendants et les commissaires qui s'étaient succédés depuis cinquante ans, était en butte aux mêmes attaques, et son procès, déjà quatre ou cinq fois jugé, devait l'être encore au mois de juillet. Suivant la marche ordinaire, il alla au conseil après un partage de Villarnoul et Basville.

(1) *Actes du synode de Fontenay*, Mss. orig. de ma collection.

(2) *Archives de France*, TT, 343.

L'année suivante, on renouvela les poursuites sous le prétexte, tardivement imaginé, que le temple, bâti en 1591 sur un emplacement acheté en 1576, était trop près de la chapelle des hospitalières, et que le chant des psaumes dérangeait l'officiant. Un prêtre de bonne foi déclarait y avoir dit la messe pendant vingt ans sans être troublé. Cependant le conseil ordonna de procéder à une expérience qui se fit de la manière la plus ignoble. Le commissaire protestant, Villarnoul, ne pouvant pas y assister, Basville passa outre, malgré une protestation du consistoire. Le mercredi, 19 avril, les magistrats firent ouvrir les portes du temple, où se précipitèrent six à sept mille individus avec une centaine de prêtres. Toute la populace de Niort était convoquée, et la foule, que ne pouvait contenir l'édifice, reflua jusqu'à dans les rues voisines. Les enfants de l'hôpital général avaient été amenés en procession avec la croix en tête. Quatre prêtres montèrent alors dans la chaire, et après que l'un d'eux eut ordonné au peuple de se tenir debout sur les bancs, donnèrent le signal du plus effroyable concert de cris et de hurlements dont on se puisse faire l'idée. Toutes les ouvertures du temple étaient fermées, à l'exception d'une porte regardant obliquement vers la chapelle, et que l'on n'ouvrait jamais que pour faciliter la sortie de l'assemblée. Une fenêtre au-dessus était également ouverte ; un balustre et tout ce qui pouvait arrêter la voix de ce côté était enlevé ; et cependant le bruit amorti par la distance et la disposition des bâtiments arri-

vait à peine dans la chapelle où se tenait l'intendant. Quelques-uns de ceux qui étaient dans le temple furent obligés de passer le seuil et de s'aider d'instruments de cuivre, pour que le tapage fût entendu dans l'autre édifice.

Cette vile tourbe laissa dans le temple des traces de son passage : les bancs avaient été en partie brisés ; les carreaux et les coussins des personnes de qualité étaient déchirés, et la plume répandue sur le sol ; les psaumes, les nouveaux testaments et les livres de prières avaient été lacérés ou emportés. On avait descellé et volé jusqu'aux verroux de l'une des portes ; et, comme témoignage de la haine la plus ignoble, on avait fait des ordures sur le pavé et même dans la chaire. Tout était brisé ou renversé ; « nos temples, dit le procès-verbal, étant dénués de toute sorte d'ornements, ils ne pouvaient faire davantage, à moins que de le démolir (1). »

Cette procédure inouïe ne pouvait aboutir après tout qu'à la translation du temple, et ce que l'on désirait principalement c'était l'interdiction du culte. On comptait toujours sur la présence de quelque relaps au prêche, et quelqu'un avait dit que, « si on ne pouvait pas introduire de nouveaux convertis, on en ferait passer par les fenêtres. » On était en effet si bien décidé à en finir par un moyen ou par un autre qu'un jour le maire dit à Misson, l'un des ministres : « Vous êtes plus près de la nécessité de vous convertir que vous ne croyez. » C'était le di-

(1) *Registre du consistoire de Niort, séance du 24 avril.*

manche matin 30 avril, dix jours après l'ignoble enquête dont nous avons rendu compte. A l'heure du prêche, douze notables de l'église gardaient les portes et repoussèrent plusieurs personnes inconnues. Deux échevins, qui assistaient au sermon de Bossatran, sortirent avant la prière pour aller se poster en observation, avec quelques autres catholiques, aux trois portes du temple. Après que les fidèles furent sortis, le maire vint s'entretenir avec quelques anciens. Une demi-heure après, les magistrats, rencontrant Bossatran devant sa maison, lui montrèrent un jeune homme qu'ils prétendaient avoir trouvé dans le temple et qu'on venait d'arrêter à vingt pas de là.

Le dimanche, 27 août, on célébra pour la dernière fois la sainte Cène dans le temple de Niort (1). Le 19 octobre suivant, l'intendant rendit un jugement qui condamnait chacun des deux ministres à 50 livres d'amende et 1400 livres d'aumônes et le temple à être démoli dans le mois. L'emplacement, situé dans la Grand'rue Saint-Gelais, fut donné plus tard à l'hôpital général qui le vendit en 1709.

## XXVIII.

Une longue trêve, conclue après une guerre de courte durée, permit enfin à Louis XIV de se livrer tout entier à un projet qui prenait toujours plus d'empire sur lui. Il manifesta à son conseil « le dessein de travailler à la conversion entière des hérétiques, »

(1) *Registre du consistoire de Niort.*

et se déclara « prêt à faire tout ce qui serait jugé le plus utile au bien de la religion (1). » Il eut là-dessus de fréquentes conférences avec Le Tellier et Louvois; mais on n'arrêta aucun plan. On s'entendait sur le but, et chaque jour on mettait à profit les inspirations du moment, espérant toujours arriver à l'extinction du schisme par la voie des conversions volontaires ou forcées, mais sans abroger des édits perpétuels et irrévocables. De là cette multitude de déclarations incohérentes et parfois contradictoires qui se succèdent coup sur coup et révoquent en détail l'édit de Nantes, sans que, dans les termes, il soit question d'autre chose que de l'interpréter. D'ailleurs tout le monde était législateur; il suffisait pour cela d'avoir un peu de ressource dans l'esprit avec une haine fervente pour l'hérésie. Le 4 septembre, il parut deux déclarations relatives aux exercices de fiefs : l'une restreignait aux parents et aux vassaux du seigneur le droit d'assister au culte; l'autre exigeait que, pour en jouir, la châteltenie eût été transmise depuis l'édit de Nantes dans la même famille en ligne directe ou collatérale. L'évêque de Luçon revendiqua l'honneur d'avoir fait rendre cette loi par le moyen du mémoire qu'il avait présenté à la cour, l'année précédente. Elle lui servit, au commencement de la suivante, à faire interdire tous les exercices personnels de son diocèse. Sa joie fut à son comble lorsque, le premier mars, on surprit une nouvelle convertie participant à la cène dans le temple de Pouzauges, le seul qui

(1) M<sup>me</sup> de Maintenon, *Lettres*, 43 août 1684.

restât dans cette partie de la province. Il fut démoli vers la fin du mois d'août en conséquence de ce fait et d'un jugement de Basville (1).

Une autre déclaration du 26 décembre précédent ordonnait la suppression du prêche dans les lieux où il n'y avait pas dix familles protestantes. Les temples qui restaient dans ces endroits étaient cependant très fréquentés, à cause du petit nombre de ceux qui subsistaient encore dans la province, et l'on s'y rendait de fort loin. A Aulnay il n'y avait plus que douze familles dans le bourg et quatre dans les environs. La mauvaise foi fit le reste pour réduire ce nombre au chiffre voulu. Dans la confection du rôle des tailles, le président de l'élection de Niort fit omettre quelques noms, et, peu après, le fit signifier au consistoire avec la déclaration royale. Lorsque les réformés se plaignirent à l'intendant, le syndic du clergé soutint qu'il ne fallait compter ni les familles nobles, ni celles qui demeuraient hors du bourg, ni celles dont les chefs n'existaient plus ou dont une partie s'était convertie. Par ce moyen on rentrait dans les limites de la déclaration, et le conseil ordonna de démolir le temple (2).

Le 5 avril, l'intendant et le présidial condamnèrent aussi celui de Saint-Maixent, situé au faubourg Châlon, à être abattu, parce qu'on y avait reçu des nouveaux convertis, et entre autres une femme qui avait épousé un catholique contrairement à une déclaration du grand roi, condamnant « les mariages

(1) Barillon, *Confession*; — Foucault, *Mém.*, p. 294.

(2) Benoist, *Hist. de l'Édit de Nantes*, V, 729.

des catholiques avec les hérétiques comme un scandale public. » — C'est ce que l'on faisait signer, en 1680, au père deux fois adultère des enfants de Mme de Montespan ! — Les ministres furent interdits et mis à l'amende; le mariage contraire aux canons des conciles fut annulé par le même jugement, les enfants déclarés illégitimes, et, pour rompre plus sûrement cette union, la femme fut bannie à perpétuité. Les pères cordeliers héritèrent de la cloche du temple démoli (1).

Le 2 mai, celui de Cherveux fut cadennassé par ordre de l'intendant. Le 15, celui de Châtellerault, où étaient entrés deux enfants convertis, fut condamné. Les protestants ne l'ayant pas abattu dans les quinze jours donnés par le jugement, l'intendant chargea les administrateurs de l'hôpital général de le détruire et leur en abandonna les matériaux (2).

Des nouveaux convertis, venus de Lusignan et de Celle-l'Évêcault, ayant assisté au prêche à Poitiers, le culte y fut interdit, le 8 juin, et, le 27 du même mois, on commença la démolition du temple dit des Quatre-Piquets. Il ne resta debout que les quatre murs de clôture, et l'emplacement fut planté en vigne par l'administration de l'hôpital général, auquel on le donna. La chaire huguenote alla orner l'église Notre-Dame (3).

(1) *Jugem.* (plac. impr.); — *Journ. de l'abbaye de St-Maixent*, Mst.

(2) *Jugement* (plac. impr.); — *Mém. sur Châtellerault*, Mst communiqué par M. L.-F. Bonsargent.

(3) *Jugem.* (plac. impr.); — Bobinet, *Ann. d'Aquit.*, Mst, II, p. 4383.



Le 30 juin, le temple de Thouars fut aussi condamné parce qu'il y était entré des enfants relaps (1). Ceux de Melle et de Mougon furent démolis vers le même temps.

A Loudun, l'interdiction du culte coûta un peu plus de peine. On essaya d'abord d'impliquer le consistoire dans un procès au sujet d'un sacrilège imaginaire accompagné de miracle et de subornation de témoins ; mais toutes ces machinations, dignes de l'esprit qui animait cinquante ans auparavant les meneurs de la grande diablerie, échouèrent, et l'entreprise tourna à la confusion de ses auteurs. Le curé de Saint-Pierre-du-Marché trouva aussitôt un autre prétexte et fit ajourner le ministre Superville devant le conseil royal, pour y rendre compte d'un sermon qu'il avait prêché quelques jours auparavant. La lettre de cachet fut signifiée au pasteur le 22 juillet. Depuis cette époque il fut retenu à la cour où l'affaire resta pendante jusqu'à la révocation et le culte fut dès lors supprimé à Loudun (2).

A mesure que l'on interdisait les églises, leurs biens, leurs titres et tout ce qui appartenait aux consistoires était donné aux hôpitaux.

Toutes les églises réformées de la province, ou à peu près, étaient ainsi frappées d'interdiction et les temples démolis ; mais, comme Louis XIV n'avait

(1) *Jugement* (plac. impr.).

(2) Dumoustier, *Hist. de Loudun*, I, 450 ; — Benoist, *Hist. de l'Édit de Nantes*, V, 758.

pas encore décrété qu'il n'y aurait plus de protestants dans ses États, le conseil nomma d'office des ministres pour faire les baptêmes dans les vastes circonscriptions privées de tout autre exercice du culte. Timothée Baignoux, de Poitiers, devait, dans ce but, à certains jours, se rendre à Châtellerault et à Lusignan; André Coyault, dont la résidence était fixée à Mougou, avait à se transporter périodiquement à Niort et à Saint-Maixent; Betoule avait à desservir le Puybelliard et le Boupère, outre Saint-Fulgent, où il demeurait; Guitton devait s'établir aux Moutiers-les-Mauxfaits et aller à Saint-Hilaire-de-Talmond et Fenouillet; Chauffepié, de Couhé, était envoyé à Bressuire et avait Thouars pour annexe (1).

## XXIX.

Tandis que les malheureux protestants, abattus et consternés, pleuraient sur les ruines de leurs temples, le clergé triomphant votait en assemblée générale un don gratuit de trois millions, et il fut assez clairement et effrontément stipulé dans le contrat passé entre les évêques et le roi que cette somme était le prix du concours prêté par le bras séculier au pouvoir spirituel pour extirper l'hérésie (2). Ils pressèrent Louis XIV d'en finir avec elle. L'un des prélats, harangueur éhonté, osa dire à Sa Majesté que « c'était en gagnant le cœur des hérétiques qu'elle avait dompté l'obsti-

(1) *Arrêt du conseil du 16 juin (impr.).*

(2) *Contrat fait entre le roi et le clergé, le 21 juillet (impr.).*

nation de leur esprit... Ils ne seraient peut-être , ajoute-t-il, jamais rentrés dans le sein de l'Église par une autre voie que *le chemin semé de fleurs* que vous leur avez ouvert (1). » Personne ne fut dupe de ce mensonge impudent, et le monarque lui-même aurait dû comprendre ce qu'il y avait de sincérité et de bonne foi au fond de cette pateline éloquence , lorsque le clergé venait en même temps le supplier de donner « une déclaration portant condamnation de quelque amende contre les nouveaux convertis qui, depuis leur abjuration, ne faisaient aucune profession de religion (2). » En effet, catholiques en dépit d'eux-mêmes, presque tous s'en étaient tenus à un premier acte d'hypocrisie et ne prenaient point part aux cérémonies du culte romain.

Les droits civils les plus élémentaires n'avaient pas plus été respectés que la liberté religieuse ; la plupart des carrières étaient depuis longtemps fermées aux protestants, et il n'avait pas tenu aux prêtres de prendre l'hérésie par la famine. Le clergé avait successivement obtenu, ou obtint à sa dernière assemblée, qu'ils fussent exclus des emplois publics, des charges municipales, des fonctions uniques de judicature ; des places de greffiers des maisons consulaires ou de secrétaires des communautés ; de celles de procureurs, notaires, huissiers, sergents, avocats ; des professions de médecins, apothicaires,

(1) *Harangue du clergé*, du 21 juillet, dans les *Mém. du clergé*.

(2) *Mém. du clergé*, cah. de l'ass. de 1685, art. xix.

chirurgiens, imprimeurs, libraires, etc., etc. On les chassa des fermes de l'État, et le clergé s'efforça ensuite de les faire éloigner de celles des seigneurs et des ecclésiastiques. Il essaya même de leur faire défendre de tenir logis, hôtellerie et cabaret. La plupart des corps de métiers, au moyen de leurs statuts, étaient parvenus à exclure les réformés de leurs corporations. Un dogme servit de prétexte pour faire interdire aux protestantes les fonctions de sages-femmes; les lingères de Paris devaient faire preuve d'orthodoxie, et les maîtres bonnetiers de la capitale firent déclarer, par sentence du Châtelet, que la saine doctrine catholique était nécessaire pour exercer leur art.

Tout cela était l'œuvre du clergé, et son œuvre avouée; ses mémoires en font foi : « ce sont les remontrances des évêques qui ont donné lieu à une grande partie des règlements faits depuis. Il y en a qui n'ont pas été publiés aussitôt, les circonstances ne le permettant point; mais le roi les a donnés dans la suite. On remarquera sur ces règlements cette conformité des remontrances du clergé avec ce qui a été ordonné (1). » Les arrêts du conseil ne sont, en effet, pour la plupart, que la reproduction littérale des cahiers des assemblées générales, et s'il se trouve quelquefois dans ces derniers des demandes restées sans réponses ou mal accueillies, elles prouvent qu'il y avait encore un peu plus de pudeur à la cour que chez le clergé.

(1) *Mémoires du clergé*, t. I, p. 1125, et tout le ch. IV du titre VI.

Les protestants , écartés des honneurs et des emplois , s'étaient adonnés à l'agriculture , au commerce et à certaines industries dont ils avaient , dans beaucoup d'endroits et très rapidement , acquis le monopole. Les populations du Poitou étaient surtout agricoles, et les produits du pays faisaient plus que suffire à ses besoins. Il ne renfermait point de grands centres industriels, mais un grand nombre de petites fabriques de toiles et de laines. Dans tous les villages , et pour ainsi dire dans chaque maison , on trouvait des métiers qui occupaient les bras pendant l'hiver. L'intolérance avait eu pour effet de faire refluer les réformés vers les positions les moins enviées , mais les plus utiles , et lorsque enfin des mesures plus odieuses encore qu'impolitiques les forcèrent à abandonner en masse leur patrie , ils emportèrent , avec eux , la vie et la force du pays. Depuis plusieurs années , les provinces voisines des frontières ou des côtes continuaient à se dépeupler avec une effrayante rapidité. Deux déclarations , en 1682 , n'avaient pu arrêter ce mouvement d'émigration, et le Poitou surtout avait, depuis lors, perdu un grand nombre de ses habitants. La cour, au lieu de s'en prendre à elle-même , accusa les juges ordinaires de ne pas mettre assez d'activité à poursuivre ceux qui sortaient du royaume , et attribua à l'intendant la connaissance de ce nouveau crime , comme elle l'avait déjà fait pour les relaps. Les hôpitaux devaient être mis en possession des biens des fugitifs (1).

(1) *Arrêt* du 28 juillet (plac. impr.).

## XXX.

Les mesures pour empêcher la désertion des protestants coïncident avec un redoublement de persécution. On allait recommencer les dragonnades, et déjà les troupes, devancées par l'épouvante, se préparaient à entrer en Poitou. Le 17 août, le jour même où l'on publiait, à Châtellerault, la nouvelle défense de sortir du royaume, les magistrats, faisant une visite chez les huguenots, constatèrent que déjà une dizaine de famille avaient abandonné leurs maisons. Le soir on en surprit qui se glissaient hors des murailles avec quelques paquets de linge. Des misérables, poussés par un faux zèle, espionnaient leurs moindres démarches et en dénoncèrent quelques-uns; d'autres catholiques au contraire crurent remplir un devoir d'humanité en aidant leurs malheureux concitoyens à mettre leurs effets ou leurs personnes en sûreté; mais leurs démarches eurent pour résultat de les compromettre eux-mêmes et de faire lancer contre eux un monitoire (1).

Le 20 août, le régiment d'Asfeld, envoyé en Poitou, fut mis en garnison chez les protestants. « Quelques-uns se convertirent, les autres s'enfuirent. La ville de Saint-Maixent se convertit en trois jours (2). » Niort, Poitiers, Châtellerault, Loudun et

(1) Extrait d'un *Procès-verbal* du 10 oct. et d'un autre du 18 août, communiqués par M. S. Allix.

(2) Bobinet, curé de Buxerolles, *Ann. d'Aquitaine*, Mss., II, 1384.

tous les lieux où il y avait des réformés furent envahis par ces nouveaux missionnaires et témoins de leurs violences.

Dans les premiers jours de septembre, Basville fut remplacé par Foucault. L'ancien intendant de Poitou fut envoyé en Languedoc. Son successeur venait de faire ses preuves en Béarn, où il avait converti tous les huguenots en quelques mois avec un zèle qui faisait pâlir celui des évêques même. Il se montra disposé à pousser les choses avec autant de vigueur dans sa nouvelle intendance, et Louvois lui-même, voyant cet excès d'ardeur, crut devoir le modérer : « Je vous répète, lui écrit-il le 8 septembre, qu'il faut se contenter de convertir la plus grande partie des religionnaires,.... et de ne pas vouloir les convertir tous, tout d'un coup, étant important de ne pas obliger à quitter le pays les familles puissantes, lesquelles faisant le commerce de la province y procurent un grand avantage (1). »

Mais l'intendant savait que les conversions étaient agréables à Sa Majesté, qui d'ailleurs s'enquérât peu des moyens mis en œuvre. Le père La Chaise lui avait témoigné tout le plaisir que le roi avait pris à lire le récit de ses succès en Béarn. Foucault avait une méthode expéditive dans cette province : il obligeait les habitants d'une ville ou d'une paroisse à se convertir en masse ou par une délibération du consistoire. Il voulut se servir de ce moyen en Poitou, et, dès le

(1) Rulhières, *Éclairciss. histor. sur la Révocation*, I, 308.

mois de septembre , peu de temps après son arrivée , il convertit de cette façon les réformés de Châtellerault , qui étaient au nombre d'environ cent soixante familles , les plus riches et les plus industrieuses de la ville. On y envoya malgré cela des dragons , et lorsque les magistrats s'occupèrent de les loger , ils trouvèrent plus de trente maisons abandonnées (1).

On vit partout se renouveler les scènes affreuses des premières missions bottées. Les protestants , épouvantés à l'approche des soldats , prenaient la fuite. Séparés de leurs familles , ils erraient au hasard , restant à peine un ou deux jours sous le même toit et n'osant frapper que la nuit à la porte de leurs amis. Les dragons allaient à la chasse des malheureux qui désertaient ainsi leurs foyers. A Coulonges ils couraient après les femmes cachées dans la campagne et les ramenaient à l'église. Toutes les prisons regorgeaient , et l'on entassait les fidèles dans les lieux les plus incommodes où leurs forces s'épuisaient sans que leur constance défailloit. Non loin de Pouzauges on les jetait dans une basse fosse de l'abbaye de la Flocellière , réceptacle infect de toutes les immondices du couvent , où on les laissait croupir pendant plusieurs semaines. Quelques-uns périrent , à Saint-Maixent , dans un cachot où ils avaient de la boue jusqu'au genou. Une paysanne , dépouillée de ses vêtements , fut descendue dans un autre à Lusignan. A Montcoutant on les enfermait dans le clocher , et l'on en fit coucher plu-

(4) *Procès-verbal* comm. par M. S. Allix ; — Foucault, *Mém.* p. 293.



sieurs tout nus sur la voûte de l'église. Les missionnaires bottés commirent des atrocités dans ce bourg et les environs. L'un d'eux pendit un artisan dans sa maison ; un autre étant survenu coupa la corde, et la victime, tombée sans connaissance sur le pavé et laissée pour morte, reprit ses forces et persévéra dans sa foi. Ils brûlèrent les pieds d'un ouvrier, nommé Germain, en présence de sa fille qui l'encourageait à rester ferme. Ils s'en prirent ensuite à elle-même, et après lui avoir enveloppé les jambes d'étoupes imbibées de beurre et de graisse y mirent le feu. Les chairs furent brûlées jusqu'aux os ; mais la douleur ne put lui faire trahir sa conscience non plus qu'à son père.

Les dragons se faisaient un jeu des souffrances de leurs victimes. Quelquefois ils les forçaient à tenir dans leurs mains des charbons ardents jusqu'à ce qu'ils fussent éteints, ou pendant le temps nécessaire pour dire un *Pater*. C'est ainsi que, après avoir épuisé en vain les menaces, les vexations, les infamies de toutes sortes contre une femme presque sexagénaire des environs de Saint-Maixent, ils promirent de la laisser en repos si elle pouvait réciter de cette manière l'*Oraison dominicale*. Elle tendit courageusement la main, et, lorsqu'ils y eurent mis le charbon allumé, prononça la prière d'une voix ferme, puisant dans chaque mot une nouvelle force pour supporter cet horrible tourment. « Tu as été trop vite, dit un de ces monstres lorsqu'elle eut fini. Je veux dire moi-même le *Pater*, et si tu peux souffrir

sur l'autre main un pareil charbon de feu , pendant que je le réciterai , à ce coup nous te laisserons-là. » L'infortunée se résigna. Le soldat récitait lentement pendant que le feu dévorait les chairs , lorsqu'un de ses camarades , vaincu par le courage calme et indomptable de cette femme , fit sauter le charbon.

A Roman , le curé , pour convertir un paysan , nommé l'Écalé , lui fit appliquer une pelle rougie au feu sur le cou et les mains , et ses bourreaux ne l'abandonnèrent , au bout de quinze jours de tortures , que pour le plonger dans les cachots affreux de Saint-Maixent. Sa fille , qu'ils avaient pendue par les pieds , fut ensuite enfermée dans un couvent à l'autre bout de la France , et bannie après deux années d'efforts infructueux pour la faire catholique. A la suggestion de l'archevêque de Bordeaux passant par la Villedieu d'Aulnay , à son retour de l'assemblée générale , un vieillard de ce bourg , nommé Palmentier , eut les pieds brûlés avec une pelle rouge. On lui arracha ainsi une promesse ; mais il se rétracta aussitôt , et succomba bientôt en se reprochant amèrement son acte de faiblesse. Un fermier des environs de Talmond , Jacques Ryau , abjura au bout de deux jours entre les mains des dragons , qui s'acharnaient sur sa personne , lui serrant les doigts avec des cordes , lui enfonçant des épingles sous les ongles , lui brûlant de la poudre dans les oreilles , lui tailladant les jambes et versant ensuite du vinaigre et du sel sur les chairs vives. Un nommé Desré , de la Mothe-Saint-Héraye , cherchant à échapper aux conver-

tisseurs, se cassa une jambe en sautant une muraille. Ils le reprirent, le pendirent par l'autre jambe et le laissèrent dans cette position jusqu'à ce que la douleur lui arrachât une abjuration. Dans un village près de Niort, Fontaine, après avoir été pendu par les bras, et avoir eu les doigts brûlés à la flamme d'une chandelle', fut jeté dans un cachot où il périt de faim et de froid. Dans le même village, Françoise Aubin se laissa broyer les doigts avec des tenailles sans que sa courageuse fidélité se démentit; elle fut suspendue par les aisselles et forcée de respirer de la fumée de tabac et l'odeur suffocante du soufre enflammé; puis on l'attacha à la queue d'un cheval qui la traîna à travers un feu de fagots. A Niort, Jacques Tristan, qui avait logé plus de cent dragons en trois semaines, fut attaché par les orteils et traîné de la même manière; les soldats lui labourèrent le corps à coups d'éperons, le placèrent malade et en chemise sur une monture, et le promenèrent en cet état dans les rues (1).

Les missionnaires avaient à leur tête, dans cette ville et les environs, le président des élus, Alexis

(4) *Lettre d'un protestant de France réfugié à Londres, à un autre protestant de ses amis réfugié à Dantzic, où l'on voit des actes d'une cruauté inouïe que l'on a exercés dans le Poitou contre divers particuliers, pour les forcer à changer de Religion, avec les noms et les qualitez des principaux convertisseurs de cette province, 1686. — Mémoire des faits constans et assurés arrivés dans le Poitou, Angoumois et ailleurs, dans la 2<sup>e</sup> édit. des Réflexions sur la cruelle persécution que souffre l'église réformée de France (par Jurieu), 1686, p. 224; — Jurieu, Lettres pastorales, t. 1<sup>er</sup>, lett. VIII et IX.*

Marsault de la Cailletière, que secondait Augier de la Terraudière. Le premier avait conquis dans les précédentes dragonnades ses titres de noblesse, et, dans une enquête faite au sujet de leur enregistrement, on ne porte pas à moins de quinze mille le nombre des conversions opérées par ses violences (1). Après la destruction du temple, Marsault et la Terraudière firent placarder dans la ville une affiche ainsi conçue : « On vous fait assavoir que désormais la foire aux bœufs, aux asnes et aux cochons se tiendra dans la place où étoit le temple des huguenots, défendant de la tenir ailleurs sur la peine d'un écu d'amende pour la première fois (2). »

Les dragonnades avaient été conduites avec tant de vigueur qu'avant la fin du mois de septembre, Foucault écrivait à Louvois qu'il ne restait pas cent familles protestantes dans le Haut-Poitou, et que, depuis son arrivée, il s'en était converti un grand nombre dans le bas pays. Presque toutes celles de Pouzauges, au nombre de cent cinquante, avaient abjuré, « à quoi, ajoute-t-il, ont beaucoup contribué les soins de M. le marquis de Toucheprès, qui en est seigneur, qui a même voulu que l'on mît des dragons chez ses métayers (3). » Ce misérable gentilhomme, que sa vie dépravée avait mis au ban de l'opinion publique,

(1) Beauchet-Filleau, *Dictionnaire des familles du Poitou*, II, 367.

(2) *Mémoire des faits arrivés en Poitou*, cité plus haut.

(3) Foucault, *Mémoires*, p. 294.

prétendait peut-être, comme Louis XIV, racheter ses péchés par cette intolérance méritoire.

Barillon avait enfin dans son diocèse une mission bottée, cette « bénédiction » qui lui avait été refusée quatre ans auparavant et qu'il envoyait alors à son heureux confrère de Poitiers ! Il a noté le jour que commencèrent les abjurations dans le Bas-Poitou : ce fut le 12 septembre, et il ajoute que « presque toutes les conversions des bourgeois et des paysans furent achevées avec une rapidité extraordinaire (1). »

### XXXI.

Depuis que Louvois avait lâché ses dragons dans toutes les provinces, on recevait à la cour des nouvelles incroyables, des résultats prodigieux. Le soir, au coucher du roi, on apprenait qu'une ville s'était convertie ; le matin, à son lever, c'était une province. Il n'y a « point de courrier qui ne lui apporte de grands sujets de joie, c'est-à-dire des nouvelles de conversions par milliers (2). » Un jour, ce sont tous les huguenots de Montauban qui ont abjuré à la suite d'une délibération en la maison commune ; une autre fois, c'est la ville de Castres ; trois jours après, c'est Nîmes et son diocèse ; le 13 septembre, c'est le Poitou, puis la Bretagne, etc. (3). — « C'était par milliers qu'on comptait ceux qui avaient abjuré et

(1) Barillon, *Confession*, Mst.

(2) M<sup>me</sup> de Maintenon, *Lettres*, 26 septembre 1685.

(3) Dangeau, *Nouveaux Mémoires*, publiés par Lemontey.

communiqué : deux mille dans un lieu , six mille dans un autre , tout à la fois et dans un instant. Le roi s'applaudissait de sa puissance et de sa piété. Il se croyait au temps de la prédication des Apôtres , et il s'en attribuait tout l'honneur. Les évêques lui écrivaient des panégyriques ; les jésuites en faisaient retentir les chaires et les missions. Toute la France était remplie d'horreur et de confusion , et jamais tant de triomphes et de joie , jamais tant de profusions et de louanges. Le monarque ne doutait pas de la sincérité de cette foule de conversions ; les convertisseurs avaient grand soin de l'en persuader et de le béatifier par avance... Il ne s'était jamais cru si grand devant les hommes , ni si avancé devant Dieu dans la réparation de ses péchés et du scandale de sa vie (1). » Son entourage le plus intime était suffisamment édifié sur les causes et la valeur de ces abjurations ; mais personne ne voulait troubler cette orgueilleuse et dévote satisfaction du roi ; les uns avaient trop d'intérêt à le tromper , et les autres étaient trop bons courtisans pour laisser arriver jusqu'à lui une vérité pénible. « Je crois bien , disait M<sup>me</sup> de Maintenon , que toutes ces conversions ne sont pas sincères ; mais Dieu se sert de toutes voies pour ramener à lui les hérétiques. Leurs enfants seront du moins catholiques , si les pères sont hypocrites (2). » Bossuet lui-même , et cela est triste à dire , était du même avis et pre-

(1) Saint-Simon, *Mémoires*, 4856, XIII, 443.

(2) M<sup>me</sup> de Maintenon, *Lettres*, 26 septembre 1685.

nait très facilement son parti de cette hypocrisie (1).

Louis XIV, ébloui par les fabuleuses relations de ses ministres, de son confesseur, des évêques et des intendants, crut l'hérésie mourante, et se persuada qu'il ne s'agissait plus que de frapper le dernier coup en abolissant l'édit de Nantes sapé dans toutes ses bases par cinq cents déclarations ou arrêts du conseil. Tous les articles avaient été détruits un à un, les droits civils les plus élémentaires avaient fait naufrage avec la liberté de conscience, et déjà la charte de Henri IV était à peu près abrogée par cinquante années d'interprétations jésuitiques et de mesures oppressives, lorsque son petit-fils, tristement inspiré, signa l'édit de révocation au mois d'octobre 1685.

---

(1) Bossuet, *Œuvr. compl.*, t. LI, lettre à l'évêque de Saintes, février 1687.

## **LIVRE CINQUIÈME.**

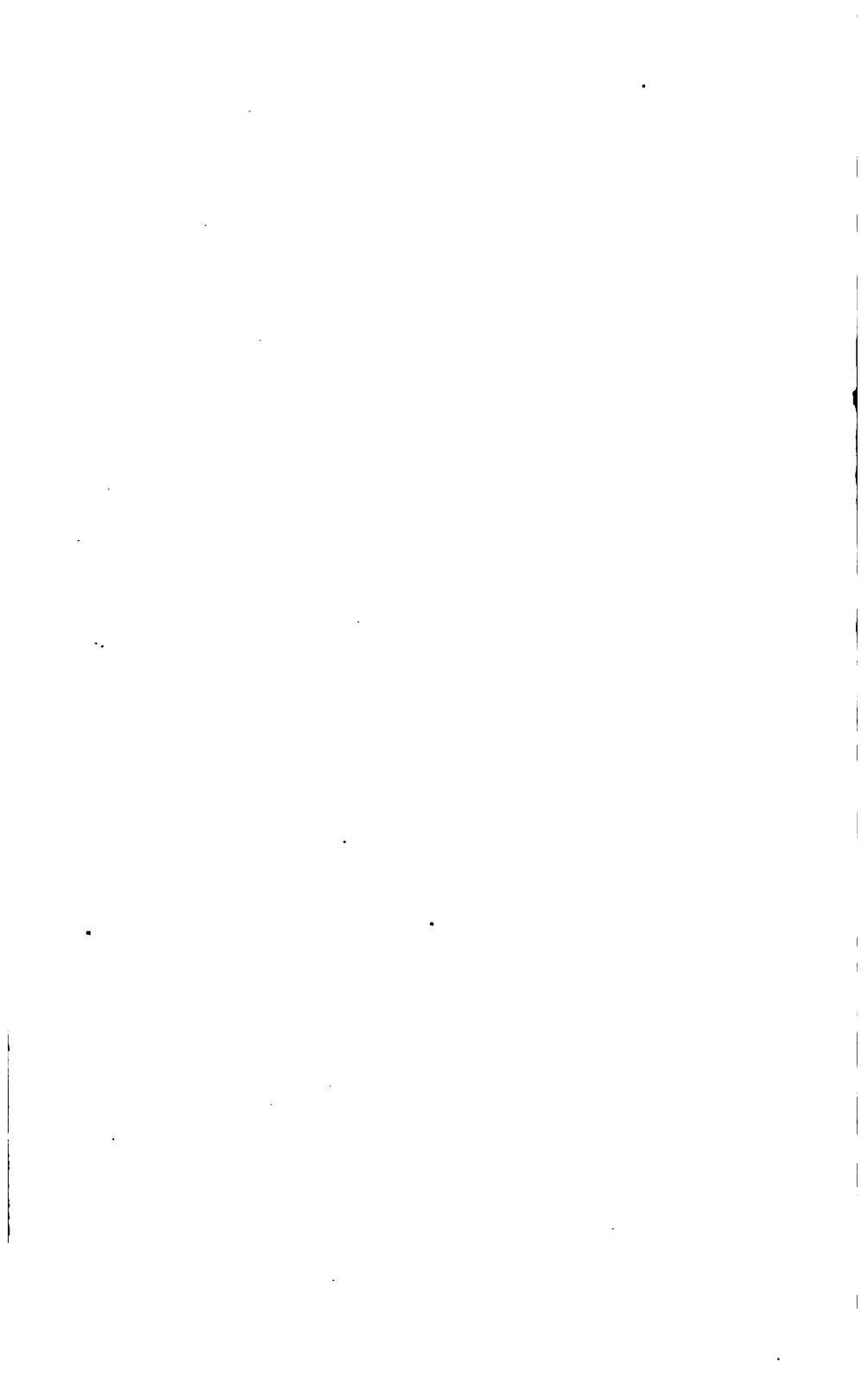
---

**Les Assemblées au désert.**

---

**1685—1789.**





## LIVRE CINQUIÈME.

---

### I.

Les temples qui restaient encore debout devaient être démolis , les écoles fermées ; tout exercice de la religion réformée était interdit. On donnait quinze jours aux ministres pour se convertir ou sortir de France ; diverses immunités et une pension supérieure à leur traitement de pasteurs étaient promises à ceux qui abjureraient. Tous les enfants devaient à l'avenir être baptisés par les curés et élevés dans la religion catholique. Les défenses de sortir du royaume étaient renouvelées , et l'on rendait leurs biens à ceux qui , ayant déjà émigré , rentreraient dans le délai de quatre mois.

Mais personne ne revint ; chaque jour , au contraire , un grand nombre de protestants allèrent rejoindre leurs frères dans l'exil. Tous les ministres du Poitou passèrent à l'étranger , à l'exception de trois , qui manquèrent de courage. Le synode des églises Wal-

lonnes , en 1686 , en accueillit dix-neuf ; les autres se réfugièrent pour la plupart en Angleterre. Les derniers temples de la province tombèrent sous la hache et le marteau , tandis que les dragons redoublaient de fureur contre les malheureux qui restaient encore fidèles à la religion proscrite. Le récit de leurs excès fait frémir. Tout leur était permis , excepté l'homicide et le viol ; cependant plusieurs de leurs victimes succombèrent entre leurs mains , et des femmes subirent le dernier outrage. « Plusieurs , dit un historien , souffrirent des traitements qu'elles n'ont jamais exprimés que par des larmes et des sanglots (1). »

Les conversions allaient rapidement. Dans la seule nuit du 30 octobre , deux compagnies du régiment d'Asfeld-dragons , envoyées à Loudun , y extorquèrent quinze cents abjurations (2).

Au milieu de ces excès de tout genre , nous avons trouvé un seul exemple qu'un protestant ait résisté à la violence par la force ; un marchand de Poitiers , nommé Rou , dont deux dragons insultaient la femme , se jeta sur eux et les terrassa. On cite aussi quelques traits d'humanité , non moins rares , de la part des soldats. Ceux qu'on avait envoyés au château de la Mimbrelaye , près de Thouars , s'y conduisirent avec une modération d'autant plus digne d'éloges que ce n'était qu'en se compromettant eux-mêmes qu'ils laissaient leurs hôtes en repos.

(1) *Histoire de l'Édit de Nantes*, V, p. 888-892.

(2) Dumoustier de la Fond , *Histoire de Loudun*, I, 450. ,

Jusque-là on avait un peu épargné la noblesse , et si on avait tenté de l'attirer par les séductions ou de la ramener par les menaces , on n'avait pas encore employé contre elle la brutale mission des gens de guerre. Parfois même les persécutés avaient trouvé un asile dans quelques châteaux. Avant de livrer les gentilshommes aux dragons , on fit auprès d'eux une dernière tentative pour les convertir à l'amiable. Le vingt octobre , l'intendant fit assembler à Luçon ceux du Bas-Poitou , au nombre de plus de deux cents ; mais , la veille , ils s'étaient réunis dans une prairie , non loin de la ville , et là s'étaient promis les uns aux autres de rester fidèles à leur foi. Foucault qui , le lendemain , présidait lui-même la conférence , ne put , en effet , en gagner que quinze à dix-huit , « qui promirent de se convertir. Le reste témoigna vouloir persister dans sa religion ; mais , par le logement des dragons , dit l'évêque Barillon , ils se convertirent presque tous avant la fin de l'année avec assez de facilité. Il y en a quelques-uns , ajoute-t-il , qui paraissent l'être sincèrement , mais la plupart ne le sont qu'à l'extérieur (1). »

La noblesse huguenote du Haut-Poitou fut aussi convoquée à Poitiers , le deux novembre , dans la chambre de l'audience du présidial. Foucault , pour la ramener au giron de l'Église , lui exposa les dogmes impies d'un vil courtisan ; « car enfin , disait-il , c'est une illusion qui ne peut venir que d'une préoccupation aveugle , de vouloir distinguer les obligations de

(1) Barillon , *Confession*. — Foucault , *Mémoires*.

la conscience d'avec l'obéissance qui est due au roi dans une occasion où ces deux devoirs sont inséparables , puisque Sa Majesté agit uniquement pour l'intérêt de la religion (1). » Puis venaient , en péroraison , les menaces du traitement le plus rigoureux si l'on ne se convertissait pas. L'intendant n'avait rien négligé pour le succès de cette exhortation et avait préparé à l'avance une apostasie éclatante , celle du marquis de la Millière , qui abjura , au moment convenu , à la suite du discours , et gagna ainsi une pension de neuf cents livres. Foucault avait compté sur l'effet de cet exemple ; mais sa rhétorique et ses petits artifices n'eurent pas plus de succès qu'à Luçon. Il fallut encore avoir recours au ministère plus efficace des soldats.

Il y avait d'ailleurs un obstacle aux conversions dans l'édit même de révocation , qui se terminait par cet article singulier : « Pourront au surplus lesdits de la R. P. R., en attendant qu'il plaise à Dieu les éclairer comme les autres , demeurer dans les villes et lieux de notre royaume...., y continuer leur commerce et jouir de leurs biens , sans pouvoir être troublés ni empêchés sous prétexte de ladite R. P. R. » C'était là une amère ironie , une promesse que démentait chaque jour ce qui se passait dans toutes les provinces ; mais il y avait encore quelques réformés qui s'efforçaient de croire à la sincérité de cette parole. Ils y virent une preuve que l'on trompait le roi , et

(1) Foucault, *Mémoires*.

crurent qu'il ne s'agissait peut-être que de l'éclairer. La noblesse, qui se cramponnait à cette dernière espérance, tenta quelques démarches. Les gentilshommes du Bas-Poitou, réunis dans la prairie de Luçon, la veille de la conférence, avaient signé, séance tenante, une requête au roi, et choisi des députés pour la porter. Ils se plaignaient qu'au préjudice du dernier article de l'édit on les vexait par des logements de gens de guerre. D'autres requêtes furent adressées à l'intendant lui-même. « Ils croyaient, dit celui-ci, que l'intention du roi était qu'on les laissât vivre et mourir dans leur religion ! »

La noblesse du haut pays, dans la même pensée, voulut aussi envoyer une députation à la cour ; mais on regarda cela comme une tentative séditieuse, et Foucault n'eut pas de peine à l'empêcher ; il fit arrêter et conduire à Angoulême le sieur Des Minières, un des gentilshommes les plus décidés de la province, et choisit, pour exécuter ce mandat, le marquis de Vérac, qui s'était fait catholique afin d'échapper à de terribles menaces et d'obtenir une commission pour commander en Poitou « en l'absence du gouverneur et des lieutenants généraux. »

Le dernier article de l'édit, quoique démenti par des violences sans nombre, arrêtait les conversions. Beaucoup de prosélytes cessaient d'aller à la messe et se reprochaient d'avoir manqué de persévérance. L'intendant, embarrassé par cet obstacle, envoya à Louvois un projet d'arrêt et proposa de poursuivre comme perturbateurs du repos public ceux qui inter-

prétaient cette clause de l'édit dans le sens unique que comportaient les termes. Le 8 novembre, le ministre répondit à Foucault, au sujet de ceux qui pensaient échapper ainsi à la honte d'une apostasie, en s'abritant derrière la loi elle-même, que « Sa Majesté désirait qu'on apportât plus de sévérité pour les obliger à se faire instruire et qu'on y contraignît les gentilshommes et les roturiers par le logement des gens de guerre, . . . . et qu'enfin on leur fit à tous entendre qu'ils n'auraient ni paix ni douceur chez eux jusques à ce qu'ils eussent donné des marques d'une sincère conversion. L'intention du roi, ajouta-t-il quelques jours après, est que les dragons demeurent chez les gentilshommes de la religion prétendue réformée du Bas-Poitou jusques à ce qu'ils soient convertis, *et qu'on leur laisse faire le plus de désordre qu'il se pourra.* » Vers la même époque, Louvois mandait au marquis de Vérac « *de faire mettre en prison les religionnaires chez lesquels il n'y aurait plus de quoi nourrir les dragons et de faire raser les maisons de ceux qui s'absenteraient* (1). » L'intendant fit, en effet, démolir, pour l'exemple, la superbe résidence de M. de Chavernay, à la Grossetière, au sein de cette délicieuse vallée qui se déroule vers l'occident, au-dessous de Pouzauges.

Les nobles les plus opiniâtres furent imposés à la taille, et, de nouvelles troupes étant arrivées en Poitou, on logea chez eux des compagnies entières. Quelques-uns s'enfuirent ou se cachèrent; mais un grand

(1) Foucault, *Mémoires*, année 1685.

nombre succombèrent : dans l'espace d'un mois , à la fin de l'année , deux cent onze gentilshommes abjurèrent. Ceux qui résistèrent à tous les moyens de conversion furent enfermés dans des châteaux forts et les femmes dans des couvents. Plusieurs y déployèrent contre la violence ou l'artifice une fermeté inébranlable (1).

## II.

Foucault assure qu'il ne restait pas , au commencement de février 1686 , cinq cents protestants en Poitou , « encore étaient-ils tous fugitifs ou prisonniers. » Il n'y en avait plus à Poitiers , et à Châtellerault il n'en restait que quatre , que l'intendant fit mettre en prison.

On avait un moment songé à remplacer la mission armée par des amendes ; mais Foucault écrivit à M. de Louvois « qu'il valait mieux se servir du ministère des dragons pour obliger les nouveaux convertis d'aller à la messe les dimanches , que de la voie de l'amende , dont il restait des vestiges dans les suites. » La cour fut du même avis , et , le 10 mars , Louvois répondit à l'intendant « que le roi ne voulait pas que l'on contraignît les nouveaux convertis à aller à la messe par amende , mais qu'on envoyât loger chez eux des gens de guerre (2). »

Les infortunés , abandonnés depuis si longtemps à

(1) *Hist. de l'Édit de Nantes*, V, 897-902; — Foucault, *Mémoires*.

(2) Foucault, *Mémoires*, p. 315, 319.



la discrétion des soldats, désertaient de toutes parts leurs habitations, et beaucoup de catholiques, touchés du spectacle de tant de malheurs, ne pouvaient s'empêcher de leur offrir un abri et du pain. Les convertisseurs ne voulurent pas laisser échapper ainsi leur proie, et l'intendant, « informé, disait-il, que plusieurs personnes... donnaient journellement retraite dans leurs maisons aux religionnaires qui abandonnaient les leurs pour se mettre à couvert du logement des gens de guerre, ce qui retardait et empêchait même souvent leur conversion..., » fit très expresses défenses à toutes personnes « de donner retraite dans leurs châteaux ou maisons aux religionnaires sous quelque prétexte que ce pût être, à peine de mille livres d'amende, » dont moitié pour le dénonciateur (1).

Mais, la plupart de ceux qui avaient ainsi abandonné leurs foyers ne devaient plus les revoir, et, au milieu de fatigues inouïes, de difficultés et de dangers de toutes sortes, avaient atteint la frontière. Le gouvernement, effrayé de voir se dépeupler ainsi les provinces naguère les plus riches, eut recours à la force pour retenir les protestants dans le royaume, et à d'infructueuses séductions pour les y ramener. Il avait acheté des apostasies avec de l'argent, et il crut pouvoir, par l'appât de quelques écus, faire revenir dans leur patrie des hommes qui avaient tout sacrifié à leurs consciences. Le roi autorisa, à cet effet, l'emploi de cent cinquante à deux cents pistoles.

(1) *Ordonnance* du 9 février (placard impr.).

L'intendant, chargé de distribuer ces faveurs, l'était en même temps de faire le procès à ceux qui tentaient de sortir de France. Le Poitou offrait, par sa position, des moyens particuliers d'évasion, et, malgré les mesures les plus sévères, souffrit des pertes considérables. Au mois de mars, des gardes furent établis sur le rivage de la mer, et, à la fin d'octobre, Foucault demanda au roi une chaloupe pour croiser dans les parages de Saint-Michel-en-l'Herm. Pendant toute cette année les ports et la côte furent surveillés. Chaque jour des fugitifs étaient pris et punis; mais cet exemple n'arrêtait point les autres. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants parvinrent, au moyen de stratagèmes et de déguisements de tout genre, à tromper la vigilance de cette double ligne de gardes. Souvent aussi ces derniers se laissèrent corrompre, et plusieurs familles s'ouvrirent un passage avec de l'or. Les biens qu'elles abandonnaient furent mis en régie.

Cependant les dragons continuaient à conduire à la messe ceux à qui avaient manqué le courage ou l'occasion pour passer à l'étranger. Beaucoup d'églises naguère désertes étaient maintenant trop petites pour la foule qu'on y amenait de force. Des subventions furent demandées au gouvernement pour les agrandir.

Dans le courant de cette même année, la cour et le clergé envoyèrent en Poitou un certain nombre de prêtres et de moines ambulants, pour travailler de

concert avec les soldats. Ils ouvrirent, à la fin d'octobre, une grande mission à Saint-Maixent; chaque jour trois d'entre eux prêchaient successivement la multitude. Les prosélytes, sous l'impression de la terreur qui régnait dans le pays, y assistaient en assez grand nombre, malgré le mauvais temps. L'intendant Foucault nous apprend leurs dispositions à cet égard : « Les nouveaux convertis, dit-il, ayant toujours peine à s'approcher des sacrements, en ont moins à entendre la prédication; mais la plupart des curés n'ont pas de talent pour les prêcher convenablement; et j'ai proposé à M. de Louvois d'envoyer des prédicateurs bons controversistes, que l'on distribuerait dans les cantons où il y a nombre de convertis, et surtout dans les lieux où il y avait des temples; ils prêcheraient, les dimanches, à la manière des ministres, c'est-à-dire qu'ils expliqueraient l'Évangile et feraient des prières à la fin de leurs sermons, comme il se pratique en plusieurs endroits (1). »

On avait bien d'autres reproches que celui d'incapacité à faire au clergé. L'intendant, s'adressant toujours au ministre de la guerre, lui mandait un jour « qu'un obstacle considérable aux conversions, dans plusieurs paroisses, était la vie scandaleuse des curés (2). » L'évêque de Luçon, dans ses Mémoires, se plaint plus d'une fois des désordres de son clergé, et Louvois lui écrit à ce sujet : « Non-seulement le roi aura agréable, mais encore Sa Majesté désire que vous ôtiez de votre diocèse les curés qui ne seront

(1) Foucault. *Mémoires*, page 339; — (2) *Ib.* page 315.

pas en état d'instruire les nouveaux convertis, soit par leurs dérèglements, soit à cause de leur incapacité (1). » Celui de la Chaume, fort avare et toujours en procès, avait autour de lui cinq cents protestants, marins pour la plupart, que sa conduite était loin d'attirer à l'église. Le curé de Mouchamps, qui comptait douze cents nouveaux convertis dans sa paroisse, était aussi d'un caractère fort processif, et n'avait réussi qu'à s'aliéner l'esprit de ses ouailles. Il les menaçait souvent du haut de la chaire d'envoyer des dragons chez ceux qui ne feraient pas leur devoir. L'intendant ayant mis un détachement à sa disposition, il fit signer à tous les nouveaux convertis une confession de foi de sa façon, pour laquelle il était lui-même en dissidence avec son évêque (2).

### III.

Rien n'était moins assuré que ces conquêtes de l'Église romaine. Vainement on avait abattu les temples, chassé les ministres, fermé aux fidèles les issues du royaume pour comprimer les consciences, elles reprenaient invinciblement leurs droits. Pendant que l'émigration décimait la population, le culte proscrit était secrètement rétabli. La mort même venait souvent donner d'éclatants démentis aux convertisseurs : les prosélytes, à leur dernière heure, jetaient ouvertement le masque qu'on leur avait im-

(1) *Mss. de Dom Fonteneau*, A. 65, lettre du 14 décembre 1685, et *Confession de M. de Barillon*.

(2) *Histoire des évêques de Luçon*, II, 584.

posé et repoussaient les sacrements. Mais l'erreur a aussi sa logique impérieuse, et les convertisseurs, engagés dans cette fausse voie, ne reculèrent pas : ils traduisirent devant les tribunaux les malades qui revenaient à l'hérésie, et firent le procès aux cadavres de ceux qui succombaient. La connaissance de ce crime appartenait aux parlements ; mais le Poitou étant du ressort de celui de Paris, et trop éloigné de ce siège pour des affaires de cette nature, Foucault fut commis pour les juger en dernier ressort (1). Les magistrats ordinaires, chargés de l'instruction des procès, reculaient devant l'exécution de cette loi barbare, et mettaient souvent obstacle au fanatisme des prêtres. Il fallut une ordonnance de l'intendant pour les obliger à « informer sur les plaintes des curés et autres personnes contre les nouveaux convertis qui, se trouvant en danger de mort, refuseraient de recevoir les sacrements (2). » La confiscation des biens, l'amende honorable, les galères perpétuelles pour les hommes et la réclusion pour les femmes, étaient la peine réservée à ceux qui recouvraient la santé. Les cadavres des autres étaient traînés sur la claie et jetés à la voirie. (3). On espérait, par une telle perspective, retenir sur les lèvres des mourants l'expression de leur foi, et l'on attendait aussi d'heureux résultats de l'effet produit sur l'imagination populaire par ce hideux spectacle.

(1) *Arrêt* du 17 décembre 1685 (placard imprimé).

(2) *Ordonnance* du 4 février 1686 (placard imprimé).

(3) *Déclaration* du 29 avril 1686.

Le 9 avril , le cadavre d'une nouvelle convertie de la Mothe , qui , nonobstant les instances du curé , avait refusé les sacrements , fut traîné sur la claie. Quelque temps après , on renouvela , à Fontenay , cette scène sacrilège sur la dépouille d'une autre femme. Le corps d'un marchand de drap de soie de Poitiers , nommé Hoissard , fut aussi traîné , le 3 septembre , à travers les rues et jeté avec les immondices de la ville à la Pilardière (1). Le 27 octobre , la justice se transporta à Saint-Georges-de-Montaigu , chez Marie de Goulaine , dont l'époux venait de mourir relaps. Le 6 novembre , « tout vu et considéré , le nom de Dieu à ce premier appelé... , » le lieutenant criminel condamna le cadavre de ce gentilhomme , mort depuis une douzaine de jours au moins , « à être traîné sur la claie , par l'exécuteur de la haute justice , dans les cantons , carrefours et places publiques du bourg de Saint-Georges-de-Montaigu , sa paroisse , devant la porte de sa maison et ensuite jeté à la voirie , et ordonna que ses biens demeureraient confisqués au roi (2). » Par un raffinement de cruauté , le juge avait voulu que cet affreux cortège passât devant la porte de la malheureuse veuve et de ses enfants.

Ces scènes horribles et dégoûtantes révoltaient le sentiment public au lieu de produire le résultat qu'on en attendait. Bossuet remarqua que « cela ne faisait pas bon effet (3). » A la fin de l'année

(1) *Jugement du lieutenant criminel* du 3 septembre (plac. impr.).

(2) *Jugement du lieuten. crim.* du 6 novembre (plac. impr.).

(3) Bossuet, *Correspondance*, lettre du 26 février 1687.

1686, la cour envoya secrètement de nouveaux ordres dans les provinces, et enjoignit de n'appliquer la loi qu'à ceux qui, en mourant, auraient manifesté leurs croyances avec trop d'éclat, et lorsque les parents s'en feraient gloire. Elle fit en même temps recommander aux ecclésiastiques de ne pas appeler si facilement les juges auprès des malades, « afin de n'être point obligés de faire exécuter la déclaration dans toute son étendue (1). »

#### IV.

Ce n'était pas seulement sur ce point que la persécution se relâchait. Le gouvernement voyait déjà les désastreux effets de son intolérance, et, si une fausse honte et la funeste influence du clergé ne l'eussent pas retenu dans la voie où il s'était engagé, peut-être serait-il revenu sur les déplorables mesures qui désolaient le royaume. Le 8 décembre, Louis XIV envoya aux commandants et aux intendants de nouvelles instructions secrètes, « qui portaient, dit Foucault, le caractère d'un relâchement très préjudiciable aux affaires de la religion. » La prison, les couvents, l'amende, les dragons devaient toujours être employés contre les huguenots opiniâtres; il fallait à tout prix les empêcher de se réunir pour prier, lire la Bible ou chanter des psaumes, ne rien négliger surtout pour se saisir des ministres que l'on supposait

(1) *Correspondance administ. sous Louis XIV*, t. IV, p. 404.  
(Collection de documents inédits sur l'histoire de France.)

s'être glissés dans le pays , et payer exactement la récompense promise à ceux qui en fourniraient les moyens. Mais ces ordres sévères servaient à masquer un pas rétrograde. La cour paraissait , en effet , renoncer à convertir les protestants par la violence , si ceux-ci consentaient à ne plus se donner ouvertement pour tels , et à s'interdire toute profession extérieure de leur foi. Le roi recommandait aux ecclésiastiques de « ne plus mêler parmi leurs exhortations aucunes menaces pour les porter à fréquenter les églises , ni à s'approcher des sacrements. » Il enjoignait de supprimer les inspecteurs placés à la porte des églises pour noter ceux qui ne les fréquenteraient pas , laissant au temps et aux instructions du clergé le soin de les y amener, au lieu « de les y faire aller par force et par la crainte d'une prompte punition. » Les intendants devaient modérer l'ardeur des prêtres et des juges contre les relaps ; visiter eux-mêmes les paroisses où il y avait le plus de réformés ; affecter dans ces tournées de dire aux principaux qu'il n'y avait d'autre parti pour eux que de se convertir de bonne foi ; menacer les uns ; caresser les autres ; et ne pas « ajouter une entière créance à ce que les curés ou les missionnaires pourraient leur dire , l'expérience ayant fait connaître que la plupart agissaient par passion. » On devait même déplacer certains prêtres qui, par leurs mœurs ou leur ignorance, étaient peu propres à ramener les dissidents au milieu desquels ils se trouvaient.

La cour croyait que ce relâchement de persécution



suffirait pour mettre fin à cette ruineuse émigration que les mesures les plus sévères n'avaient pu arrêter. C'est ce que l'on voit très clairement dans plusieurs passages de l'instruction secrète. « Le roi, y est-il dit, ayant reconnu le préjudice considérable qu'a causé au commerce le soin que l'on a pris de garder les côtes et les frontières pour empêcher les nouveaux convertis de sortir du royaume, a résolu d'en faire retirer les gardes petit à petit. Sa Majesté, dit encore cette pièce importante, s'attend que l'exécution de ce qui est expliqué ci-dessus de ses intentions mettra en état les nouveaux convertis qui sont assez malheureux pour ne l'être encore que de nom, de vaquer à leur commerce et à leurs affaires avec plus de tranquillité qu'ils n'ont fait jusqu'à présent; que la douceur qu'ils y trouveront, et l'impossibilité de jouir de leurs biens, quand ils seront passés en pays étrangers, ôtera à beaucoup le désir qu'ils avaient de sortir du royaume. » Voulant rassurer et retenir les protestants sans paraître se rétracter, prévoyant d'ailleurs que ce relâchement allait en amener un autre dans le zèle des prosélytes, le gouvernement recommanda à ses agents de garder le secret le plus absolu sur ses nouvelles instructions, de manière qu'en s'y conformant ils parussent seulement négliger les ordres qu'ils avaient reçus antérieurement. Le conseil indiquait lui-même les petits prétextes dont on pouvait se servir pour dissimuler ces contradictions (1). Ainsi la cour, après avoir fait publier, crier sur toutes

(1) Foucault, *Mémoires*, p. 325-338.

les places et carrefours des bonnes villes, afficher à tous les poteaux du royaume ses monstrueuses déclarations, est obligée, lorsqu'elle revient à des sentiments plus avouables, de les cacher par une fausse honte et pour ne pas compromettre davantage, en reculant ouvertement, une entreprise déjà manquée. Mais, quelques précautions que l'on prit pour déguiser cette nouvelle politique, chacun s'en aperçut, et les gazettes étrangères dirent tout haut l'embarras et les cruels mécomptes du grand roi (1).

Aux récits pompeux et mensongers des conversions succédaient d'autres nouvelles moins réjouissantes et plus vraies, que l'on ne pouvait complètement dissimuler au monarque. Les mauvais jours du grand règne commençaient, les provinces se dépeuplaient, l'industrie languissait, le commerce était tombé, les fermes abandonnées, les campagnes désertes et incultes, et le pays ruiné n'était point converti. Le temps des semailles avait été celui de la plus violente persécution, et les protestants partis, ruinés ou découragés, n'avaient pu ensemençer leurs champs; la récolte de l'année fut insuffisante; il fallut diminuer les impôts, et la disette amena tous les maux qui l'accompagnent d'ordinaire; le pays se couvrit de vagabonds que la faim entraînait au crime; les prévôts durent laisser les huguenots pour courir après les voleurs. La misère engendra des maladies dans toute la province et surtout dans le Bas-Poitou.

(1) *Le Mercure historique et politique de Parme*, novembre 1686, p. 77, et février 1687, p. 37.

Pendant les mois de septembre, d'octobre et de novembre, la mort exerça d'affreux ravages et, dans quelques paroisses, emporta la moitié de la population. L'évêque de Luçon, qui, avec une piété étroite et bornée, donnait cependant beaucoup aux pauvres et leur payait les bénédictions du ciel, voulut l'apaiser par le même moyen, redoubla d'aumône et, devant le fléau, s'enfuit à Paris (1).

## V.

La mort du protestantisme avait été décrétée ; ses temples étaient en ruines, ses ministres dans l'exil, son culte interdit ; mais la foi proscrire restait encore dans le cœur des fidèles opprimés, et déjà même elle reprenait une nouvelle vie. Le prêche recommençait ; la nuit le couvrait de ses ombres ; les bois et les rochers lui prêtaient leurs retraites. Ce sont ces réunions que l'on a appelées assemblées du désert. Des hommes sans autre vocation que celle du martyr y lisaient des sermons, des exhortations et des prières. Bientôt même on y chanta des psaumes.

Vers la fin de l'année 1686 et le commencement de l'année suivante, les réformés des environs de Pouzauges et de Moncoutant tinrent nuitamment plusieurs assemblées. La plupart des assistants étaient de simples cardeurs de laine, et celui qui, à défaut de ministre, en remplissait les fonctions à Pouzauges

(1) Foucault, *Mémoires*, Mss. de la Bibl. imp., suppl. fr., n° 450, f° 54, 53 ; — Barillon, *Confession*.

était un maître d'école , nommé Bigot. Ces réunions furent découvertes et quelques-uns de leurs membres arrêtés. Louvois , consulté par Foucault , recommanda de leur infliger un châtiment exemplaire , et de faire raser leurs maisons. L'intendant proposa de plus au conseil d'envoyer une compagnie de cavalerie à Pouzauges et à Moncoutant , dont les anciens catholiques n'avaient rien fait pour empêcher les assemblées , n'en avaient donné aucun avis , et refusaient de fournir des témoins. Louvois lui répondit , en effet , « que l'intention du roi était que l'on accablât de troupes les lieux dont les habitants avaient assisté aux assemblées. »

Les prisonniers , menacés du dernier supplice , demandèrent grâce et promirent de vivre en bons catholiques ; mais Louvois , sans l'avis duquel l'intendant n'osait rien faire , ne voulut pas qu'on eût égard à ces témoignages suspects de repentir , et commit Foucault et les officiers du siège de Fontenay pour juger les inculpés. Le 22 février, Bigot fut condamné à être pendu ; deux autres furent envoyés aux galères , et un quatrième banni à perpétuité. Bigot marcha au supplice en chantant un psaume ; mais le peuple couvrit la voix du martyr par le chant d'un *Salve*.

Foucault prétendait avoir « proportionné la punition au crime ; » cependant Louvois , avec lequel d'ailleurs il ne s'entendait pas très bien , l'accusa de modération , et lui reprocha de n'avoir pas envoyé les quatre prisonniers au gibet (1).

(1) Foucault, *Mémoires*, p. 344-345.

Au mois de juin on pendit aussi, à Fontenay, deux personnes pour fait de religion ; une troisième fut condamné aux galères.

Conformément aux ordres de la cour, la garde des côtes, après avoir été faite avec moins d'exactitude pendant quelque temps, cessa à la fin de janvier ; mais on continua à sévir contre les huguenots opiniâtres, que l'on envoya dans les châteaux forts et les monastères les plus éloignés. Ceux que l'on ne jugeait pas valoir la peine d'un transport au loin étaient jetés dans des cachots infects, dans de vrais cloaques où l'on mettait pourrir avec eux des entrailles d'animaux (1). Dix-huit femmes, enlevées à leurs familles, furent transportées dans des couvents du diocèse de Beauvais, douze dans ceux de Besançon et de Lyon, quinze à Paris, seize à Noyon, sept dans le diocèse de Chartres, et d'autres dans celui de Meaux. Les septuagénaires et les infirmes furent enfermées dans les monastères du Poitou. La veuve d'un ministre de Châtellerault, cachée chez un de ses parents, se jeta dans un puits, en entendant venir les officiers qui étaient à sa recherche. On l'en retira pour la mettre aux filles repenties à Poitiers. Foucault se flatta enfin qu'il ne restait plus de religionnaires en Poitou, comptant pour catholiques tous ceux à qui on avait arraché une abjuration.

Il obtint du roi des gratifications pour ses subdé-

(1) Jurieu, *Lettres pastorales adressées aux fidèles de Franco*, 2<sup>e</sup> année, lettres XIII<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup>.

légues , en reconnaissance du zèle qu'ils avaient déployé pour les conversions , sollicita une pension pour le lieutenant de Châtellerault , Fumée , l'un de ses satellites les plus ardents , et se fit donner lui-même une ordonnance de près de 5,000 livres , en remboursement des frais qu'il avait faits pour arrêter Bigot. Un vaurien , nommé Ganacheau , lieutenant de maréchaussée à Fontenay , reçut 5,000 livres. Beaucoup de petits bourgeois furent payés de leur zèle par des lettres de noblesse. Les missionnaires firent largement rétribuer leur apostolat , et les couvents s'enrichirent de la dépouille des huguenots. On ne savait que faire des biens des émigrés et de ceux des prisonniers eux-mêmes ; on les offrait à vil prix , mais l'on ne trouvait point de fermiers , chacun craignant de voir revenir les propriétaires , et la population d'ailleurs ne suffisait plus (1).

L'intendant ne se soumettait qu'à regret et à demi aux instructions qu'il avait reçues , à la fin de l'année précédente , et dont il avait prévu l'effet. Déjà , au commencement du mois d'août , il signalait à Louvois un relâchement notable dans la dévotion obligée des nouveaux convertis , et bientôt le refroidissement fut tel , qu'il « craignit que tout ce qui avait été fait pour les convertir et assurer leur conversion ne devînt inutile. » Il s'explique à ce sujet dans un mémoire destiné à l'archevêque de Paris. Il y est d'avis de

(1) Foucault , *Mémoires* Mss. ; — D. Fonteneau , Mss. , t. 65 , *Lettres* ; — *Note* manuscrite de M. B. Fillon.

revenir aux voies « de contrainte un peu plus que morale, » que la cour a inconsidérément abandonnées. Il le propose au ministre lui-même. « J'ai remarqué avec regret, dit-il, que les religionnaires du Poitou ne se sont presque tous convertis que par les dragons, et que les nouveaux convertis n'ont paru faire leur devoir de religion que par la crainte du châtiment. Je l'ai mandé à M. de Louvois, et qu'il ne fallait point se relâcher, que ce qu'ils faisaient par contrainte tournerait dans la suite en habitude (1). »

On ne négligeait surtout aucun moyen de s'emparer de l'esprit des jeunes gens, et l'on espérait du moins que cette nouvelle génération serait sincèrement catholique. Il était expressément défendu de les envoyer hors du royaume. Souvent on enlevait leurs enfants aux pères et aux mères suspects d'être mal convertis, pour les confier aux parents catholiques ou à d'autres personnes. Les instituteurs protestants, même ceux qui avaient abjuré à la révocation, n'avaient pas pu exercer leurs fonctions depuis, et, au bout de trois ans, les évêques ne durent autoriser à les reprendre que ceux dont ils étaient sûrs qu'ils étaient bien convertis, c'est-à-dire foncièrement hypocrites. D'ailleurs, pour remplacer les nombreuses institutions protestantes, la cour résolut d'employer les biens des consistoires à entretenir des instituteurs et des institutrices. Mais les réformés, jouissant presque tous à cette époque de quelque instruction, préféraient garder leurs enfants et les élever eux-mêmes. L'inten-

(1) Foucault, *Mémoires* Mss.

dant rendit ordonnances sur ordonnances pour les obliger à les envoyer au catéchisme et aux écoles (1). L'instituteur et le prêtre s'occupaient moins de les instruire que de détruire l'influence religieuse de la famille. Le matin, en effet, la mère avant de se séparer de son fils lui enseignait à prier; le soir, le père, revenu de ses travaux, retirait de quelque cache sa vieille Bible, autorité incontestée et trésor de la famille, pour chercher une pensée consolante dans la Parole Sainte, et lire avec l'enfant la condamnation longuement commentée du papisme. On priait Dieu, on croyait en lui et en l'avenir, et l'on se soumettait en attendant des jours meilleurs. Au dehors on aurait dit que la France était toute catholique; mais la foi réformée se perpétuait sans bruit au foyer domestique, de même que son culte revivait au désert.

## VI.

Le sort des protestants de Pouzauges et de Moncoutant n'empêcha pas ceux du Haut-Poitou de tenter aussi le rétablissement de leur culte. Un dimanche, avant-dernier jour de janvier, cinquante paysans de Mougon et des environs s'assemblèrent pour prier Dieu et chanter ses louanges. Durant la semaine, il y eut toutes les nuits de petites réunions qui allaient toujours grossissant. Le dimanche suivant, les fidèles étaient au nombre de cinq cents. L'église de Melle

(1) *Ordonnances* du 20 février 1686, 42 et 20 avril 1687, 9 juillet 1688 (placards imprimés).



eut aussi ses assemblées nocturnes. Quinze jours après la première réunion, il s'en tint cinq ou six dans la contrée, à chacune desquelles assistaient un millier de personnes. On y chanta des psaumes, on lut des sermons et de nombreux chapitres de la Bible, on implora les bénédictions de Dieu sur la patrie, et ce peuple opprimé, mais chrétien, pria même pour le prince aveugle qui le mettait hors la loi. « Nous sommes résolus de mourir pour notre Dieu et d'honorer notre roi pour lequel nous faisons des vœux et des prières, » écrivait l'un des auteurs de ce réveil. Des lettres venant du dehors leur conseillaient de quitter aussi le royaume : « Si nos pères en étaient sortis, répondirent-ils, que seraient devenues la Vérité en France et tant de belles églises que Dieu y avait, par sa grâce, plantées? Il en est de même aujourd'hui, et il peut, par sa grande miséricorde, nous redonner notre ancienne liberté..... Peut-être veut-il se servir de nous pour redresser son Église désolée (1). » Il y a certes plus de véritable grandeur dans ces paroles du paysan poitevin conciliant ses devoirs que dans toute la cour dévote et débauchée de Versailles; et, dans la lutte à mort qui s'engageait entre le fanatisme incrédule de celle-ci et la foi vivante du paysan, le triomphe déjà n'était pas douteux.

Les églises étaient désertes; les prêtres tonnaient, menaçaient. Les fidèles avaient décidé que si l'un

(1) *Lettre écrite du Haut-Poitou, le 16 février, et insérée dans la XIV<sup>e</sup> Lettre pastorale de Jurieu, t. 2.*

d'eux avait encore la faiblesse d'aller à la messe et retournait ensuite au prêche, on le nommerait devant toute l'assemblée.

Ces nouvelles se répandirent rapidement, et le zèle se ranima de proche en proche. Les réunions se multiplièrent, on y accourait de toutes parts; les portes des maisons se fermaient et les familles entières s'y rendaient. On oubliait le danger; les cœurs débordaient d'espérance et de joie : on ne croyait pas que Dieu abandonnât son peuple, et, en lui restant fidèles, on ne désespérait pas de l'invoquer un jour dans ses temples relevés de leurs ruines. Les maisons où l'on se réunissait d'abord furent bientôt trop petites. D'ailleurs on y était plus exposé. Il fut donc décidé qu'on s'assemblerait en plein air, dans les bois ou la plaine et pendant le jour, pour que tout le monde pût accompagner le chant des psaumes. Un jour de jeûne solennel fut indiqué.

Il y avait près de Thorigné, dans une contrée presque entièrement huguenote, une maison de campagne appelée Grandry, occupée par un fermier protestant et appartenant à une famille noble qui avait tout abandonné pour se retirer à l'étranger. C'est là, dans une cour du logis, close de hautes murailles, que se tint une des premières réunions en plein jour. Elle ne fut point troublée, et on se donna de nouveau rendez-vous dans ce lieu isolé.

Le dimanche 20 février, il se fit en Haut-Poitou plusieurs assemblées de mille à deux mille âmes. L'une d'elles, composée de quinze cents personnes, se

tint , au milieu du jour , près de Grandry , dans un pré entouré d'un ruisseau et d'une haie. L'intendant , averti de ces rassemblements illicites , était venu la veille à Saint-Maixent avec ses gardes , et , se faisant escorter d'une compagnie de dragons , qui passait une revue dans le voisinage , il se rendit à Grandry. Arrivé près de l'assemblée , il détacha pour la reconnaître un lieutenant et dix dragons. Foucault prétend , dans ses Mémoires , qu'ils trouvèrent la barrière du pré gardée par dix hommes armés qui firent feu sur les siens. Quoi qu'il en soit de ce récit suspect et de cette agression peu probable , il n'y eut de ce côté ni morts ni blessés. Toute la compagnie de dragons , se précipitant alors sur la foule désarmée , tira sur elle et renversa plusieurs personnes. Le chef de cette expédition dit qu'il y eut sept ou huit huguenots tués ou blessés ; une relation protestante porte au contraire à quarante ou cinquante le chiffre des blessés sans dire celui des morts. En outre une quarantaine furent pris et enfermés dans la grange de Grandry. Sept des plus compromis furent ensuite conduits à Saint-Maixent , et , dès le lendemain , Des Touches , dit le Grand Thomas , maréchal de la paroisse de Thorigné , Jacques Guérin , habitant celle de Sainte-Blandine , et Pierre Rousseau , fermier de Grandry , furent pendus le soir aux flambeaux , après avoir subi l'amende honorable. Rousseau pâlit à la vue de la potence ; mais ses deux compagnons de martyre ranimèrent son courage par leurs paroles et leur exemple.

Le lendemain de l'assemblée de Grandry il y en

ent, dans les environs, une autre que l'intendant dispersa de la même manière. Quatre hommes furent tués sur place et deux autres pendus.

Foucault informait en même temps la cour de ce qui se passait. Louvois lui manda que le roi était satisfait de sa diligence et qu'il approuvait les exemples déjà faits, ajoutant qu'en cas qu'il se tînt de pareilles assemblées, il fallait « faire main basse sur tous ceux qui s'y trouveraient, sans épargner les femmes. »

Après la justice sommaire qui avait suivi les deux réunions surprises, l'intendant, ayant reçu les instructions du conseil royal, jugea les prisonniers faits à Grandry et le lendemain. Trente-un hommes furent condamnés aux galères perpétuelles et deux femmes à être fouettées. Les vieilles femmes et ceux qui étaient trop âgés pour servir comme forçats furent laissés dans les prisons, et les jeunes gens enfermés au séminaire de Poitiers pour y être châtiés. Le logis de Grandry fut rasé.

La foi renaissante bravait la rigueur des supplices, et bientôt la cour apprit que le sang versé l'avait été inutilement. Calme, impassible, mais résolu, le peuple continuait à célébrer au désert le culte proscrit. A la fin du mois de mars, Louvois annonça à l'intendant qu'il allait envoyer M. de Saint-Fremont avec des troupes sur les confins du Poitou, de la Saintonge et de l'Angoumois, « pour essayer de tomber sur les assemblées » qui se tenaient dans ces parages (1).

(1) Foucault, *Mém.*; — Jurieu, *Lettres past.*, t. II, let. 45.

La cour éprouva un certain embarras à cette réapparition de la réforme qui donnait à ses édits le plus éclatant démenti. Incapable de comprendre la conduite des protestants, elle parut craindre une révolte. C'était la première fois que le grand roi était désobéi, et c'étaient de pauvres paysans qui osaient lui marquer la limite de ses droits, tandis que toute la France, fanatique de despotisme, reconnaissait pour loi le bon plaisir du monarque.

Quelques rares esprits exaspérés par l'oppression rêvaient une opposition ouverte, et une insurrection eût alors été d'autant plus redoutable que Louis XIV avait à faire face à l'Europe entière liguée contre lui. En Hollande quelques réfugiés discutaient l'autorité des rois; en France le peuple voulait la liberté de professer sa religion, et, après les dures années qu'il venait de passer, il se serait contenté d'un léger adoucissement à sa condition; mais il ne songeait point à réclamer par la voie des armes ni à profiter des circonstances difficiles dans lesquelles la patrie se trouvait. Cependant la cour ordonna, le 16 octobre, de désarmer les nouveaux convertis. Cette mesure superflue fut mal exécutée en Poitou. Elle fut connue à l'avance, et on ne trouva que des armes en mauvais état et en petit nombre. Au lieu de les déposer dans les hôtels de ville, comme le voulait l'intendant, elles furent mises dans des maisons particulières par le marquis de Vêrac, qui avait la lieutenance de la partie de la province où les protestants étaient le plus nom-

breux (1); et que l'on accusait déjà de ne pas agir contre les réunions religieuses tenues tout autour de lui.

Bientôt le gouvernement apprit que les sieurs de Venours et de Chavernay devaient retourner de Hollande avec quelques ministres, et il donna, au commencement de novembre, des ordres à l'intendant pour les arrêter dans le cas où ils exécuteraient ce projet (2).

## VII.

Le gouvernement faisait chaque jour l'expérience de ses fautes. Aucun moyen ne lui avait réussi; il en changeait continuellement, mais sans perdre de vue son but. Déçu et embarrassé, il prenait les résolutions les plus contraires. Après avoir défendu l'émigration sous les peines les plus rigoureuses et fait garder toutes les issues du royaume, il avait été obligé, dans l'intérêt du commerce, de retirer ces gardes; puis, l'émigration continuant sans que le commerce se relevât, il avait décrété la peine des galères contre ceux qui la favoriseraient, soit en conduisant les fugitifs, soit en leur indiquant des routes et des guides (3). Désespérant enfin de convertir les réformés qu'il retenait ainsi dans l'État, le conseil se

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 28; — *Désarmement des protestants de Saint-Maixent*, Mss. de D. Fonteneau, t. 66.

(2) *Archives de la Vienne*, C 2, 28.

(3) *Déclaration* du 12 octobre 1687.

décida à leur ouvrir lui-même les portes du royaume et enfin à les chasser. On n'osa pas surcharger d'une nouvelle déclaration le code déjà abondant en contradictions de ce genre ; mais les ministres envoyèrent des ordres aux intendants pour faire conduire à la frontière tous les protestants dont on n'avait pu obtenir une abjuration. C'était un nouveau moyen d'en arracher ; mais ce fut en même temps la source d'une nouvelle difficulté , car le conseil ne pouvait plus se mouvoir sans s'embarrasser lui-même dans les dispositions contradictoires de sa monstrueuse législation. La loi ordonnait la confiscation des biens de ceux qui sortiraient de France pour fait de religion. Appliquerait-on cette peine à ceux qu'on en chassait ? Le gouvernement l'aurait bien désiré et ne se sentait pas disposé à augmenter ses pertes en envoyant à l'étranger les huguenots avec leurs fortunes. Le légiste De Harlay, consulté à ce sujet, répondit qu'on ne pouvait pas « regarder comme un crime la sortie hors du royaume d'un homme que l'on oblige d'en sortir, et prononcer la confiscation des biens ni aucune peine pour une action qui n'a rien de volontaire de la part de celui qui paraît plutôt la souffrir que la commettre. » D'ailleurs le bannissement était contraire à l'article douzième de l'édit de révocation qu'il eut d'abord fallu abroger (1). Il n'en fut pas moins décidé.

L'intendant du Poitou se prêta de mauvaise grâce à cette mesure désespérée de l'expulsion des protestants, qui, selon lui, dépeupla les provinces. On en

(1) *Correspond. administr. sous Louis XIV*, t. IV, 402, 444.

embarqua un grand nombre à la Rochelle, où « ils furent reçus par leurs frères avec des acclamations extraordinaires. » Foucault, emporté par son zèle, aurait voulu que l'on continuât à renfermer les huguenots dans le royaume et à les y dragonner. D'ailleurs la défense d'émigrer subsistait toujours pour ceux qui avaient eu la faiblesse ou le malheur d'abjurer. Au mois d'octobre, l'intendant alla à la Rochelle et à Rochefort, afin de prendre avec son collègue Begon des mesures pour les retenir. Ces malheureux n'étaient pas plus catholiques que ceux que l'on chassait de France, et, après les avoir déclarés réunis à l'Église, on en était encore à chercher les moyens de les convaincre, c'est-à-dire qu'il fallait convertir les convertis. C'est ce que l'on disait jusque dans le conseil des ministres, et, en parlant ainsi, ils jugeaient eux-mêmes leur œuvre.

Foucault quitta enfin la province, où il laissait la désolation et où il avait éprouvé lui-même plus d'une contrariété. La lieutenance du Bas-Poitou avait été donnée à un prosélyte, le sieur Delorme de la Massaye, qu'on avait eu beaucoup de peine à convertir, et que quelques-uns soupçonnaient de ne l'être pas du tout, quoique Louvois l'eût conduit à la messe par la main. M. de Vérac, lieutenant en Haut-Poitou, était aussi un converti assez suspect. Tous deux étaient les protégés de Louvois, qui n'aimait point Foucault. Celui-ci, ne s'entendant ni avec l'un ni avec l'autre des lieutenants, et souvent censuré par le ministre, demanda



une autre intendance hors du département de Louvois et fut envoyé à Caen , vers la fin de février 1689.

Il fut remplacé par M. de Ribeyre, auquel succéda, dès l'année suivante, M. de la Bourdonnaye.

## VIII.

Le changement qui s'était opéré dans la politique générale de l'Europe, armée contre le roi de France, avait fait naître l'espérance de voir rétablir l'édit de Nantes ; mais cet espoir, que conservèrent également les réformés du royaume et les réfugiés pendant les longues guerres de la fin de ce règne, fut toujours trompé.

En attendant ces jours meilleurs qu'aucun d'eux ne devait voir, les fidèles continuèrent à s'assembler au désert. Les barbares exécutions de Foucault n'avaient pu comprimer l'élan des populations. Ses deux successeurs, qui d'ailleurs ne nous ont point laissé, comme lui, le récit de ce qu'ils ont fait pour l'arrêter, paraissent avoir agi avec plus de modération, et les réformés avec plus de prudence. Les réunions toujours fréquentes, mais secrètes et moins nombreuses, avaient lieu dans des fermes écartées, des bois, des rochers et des ravins. Mais le culte et le protestantisme ne pouvaient se maintenir ainsi que dans les cantons où les fidèles étaient assez nombreux, et surtout dans les campagnes du Poitou central où ils formaient une masse compacte. Dans les villes, ils étaient observés de trop près pour se réunir, et les

églises isolées étaient, par le fait même, condamnées à périr insensiblement, absorbées par le catholicisme. Tel devait être le sort de celles de Poitiers, Thouars, Fontenay, et, malgré leur importance, de celles de Loudun et Châtellerault. Dans cette dernière ville, les protestants étaient exposés aux mauvais traitements d'une partie de leurs concitoyens, auxquels les missions bottées avaient appris à les traiter en ennemis. Au mois de juin, un dimanche soir, quelques réformés furent maltraités, et la populace ne parlait de rien moins que de jeter l'un deux à la rivière (1).

A d'assez longs intervalles, quelques assemblées furent encore découvertes. Au mois d'avril 1689, on arrêta un gentilhomme accusé d'avoir assisté à une réunion religieuse à Celles ou dans les environs. Au mois d'août 1693, l'intendant fut commis pour faire le procès à ceux qui assisteraient aux assemblées, à l'occasion de trois jeunes gens qui s'étaient trouvés à l'une d'elles. Deux d'entre eux avaient rempli les fonctions de prédicateurs et déclaraient avoir prêché des sermons appris dans des recueils. C'étaient de simples artisans. La cour, engagée dans une guerre européenne, et qui regardait peut-être une nouvelle persécution comme inopportune, écrivit à l'intendant de procéder avec « honneur et conscience, » et de ne pas considérer les accusés comme ministres ou prédicants de profession (2).

(1) Dossier communiqué par M. S. Allix.

(2) *Correspondance administrative sous Louis XIV*, t. IV, 421.

Au commencement de l'année 1696, on voit, parmi les populations du Haut-Poitou, une nouvelle manifestation de vie religieuse que l'on signale de différents côtés au nouvel intendant Maupeou d'Ablège. Le 23 février, on lui écrit de Niort que les nouveaux convertis se sont depuis peu beaucoup relâchés et ne vont plus du tout à la messe. Les dénonciations arrivent de toute part, dictées quelquefois par la passion religieuse et plus souvent par des haines particulières ou par l'intérêt caché sous les apparences du zèle. Quelques-uns ne signent pas leurs rapports ; presque tous recommandent à l'intendant de les détruire. Celui-ci, en les accueillant, encourage la délation. Les petits fonctionnaires se croient tenus « par le devoir de leur charge, » et les simples particuliers « pour la gloire de Dieu, » de dénoncer la conduite de leurs voisins ou de leurs proches. Un habitant de Saint-Maixent recommande, d'une façon toute particulière, à la sévérité de l'intendant, une parente inconvertissable enfermée dans le couvent de la Mothe et qu'il a intérêt à n'en pas voir sortir. Cette obstinée huguenote chante des psaumes pendant que les religieuses sont à la messe, et, quand tout le monde dort au couvent, elle lit des livres protestants qu'elle sait dérober à toutes les recherches. Un autre habitant de Saint-Maixent, commis aux aides, dénonce comme mal converti un de ses collègues, nommé Fromaget, qui, d'après la rumeur publique, remplit les fonctions de ministre dans les

assemblées secrètes , et visite les malades pour les consoler et les raffermir dans leur foi.

Les prêtres surtout, en voyant se relever autour d'eux le culte proscrit, recourent continuellement à l'autorité du premier magistrat de la province et l'assiègent de leurs requêtes. Le 7 février, le curé d'Exoudun le supplie de faire arrêter un inconverti de Bagnaud, et lui propose les moyens de le surprendre. Un autre curé, celui de Vançais, informe son évêque qu'à la fête de Pâques, les nouveaux convertis ont tenu une assemblée fort nombreuse, à minuit, dans une grange, à Boislebon. Daniel Audouin, tailleur d'habits de l'endroit, y récita des prières et le sermon. Il paraît qu'à chaque fête de Pâques, une réunion religieuse avait lieu dans ce village (1).

## IX.

Depuis plusieurs années, la cour surveillait attentivement la conduite des protestants, dans la crainte de les voir se soulever pendant que les armées étaient occupées au dehors. Le Poitou, par sa position et le nombre de huguenots qu'il renfermait, excitait surtout les craintes du gouvernement. Des ordres étaient toujours prêts pour faire arrêter ceux que l'on supposait capables de se mettre à la tête d'une insurrection qui, combinée avec une descente des Anglais, pouvait constituer un danger très sérieux. Le 18

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 29.

avril, le ministre Pontchartrain, poussé par quelque crainte de ce genre, envoya de nouveaux ordres au maréchal de Tourville pour faire arrêter, si cela devenait nécessaire, les religionnaires les plus suspects, dont l'intendant avait fourni la liste. Le conseil eut bientôt occasion de voir qu'il n'avait rien à redouter de leur part. Au mois de juillet, une flotte anglaise parut sur les côtes du Poitou, et, pendant deux jours, bombarde les Sables. Les protestants ne bougèrent pas; et la cour put se convaincre que ses craintes étaient chimériques. Elle semblait avoir peine à croire que sa tyrannie et ses violences n'eussent pas d'autre résultat.

Mais, s'ils ne se soulevaient pas, les réformés continuaient, pour ce qui était de la religion, à opposer au pouvoir une résistance calme et impassible contre laquelle venaient échouer ses lois et ses proscriptions. La cour ne comprenait pas plus leur opposition sur ce point que leur fidélité au pays, ne sachant pas distinguer, comme eux, entre les devoirs du citoyen et ceux du chrétien, c'est-à-dire entre ses propres droits et ceux de chaque conscience. La volonté du plus absolu des monarques n'était pas pour eux la loi unique; « rendre à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu, » telle était la règle de conduite des réformés rarement oubliée par eux dans les plus dures extrémités.

A partir de l'année suivante, les assemblées devinrent plus fréquentes que jamais. Le jour de Pâques, il s'en fit une dans les bois de Lusignan. D'Ablège

écrivit lettres sur lettres au conseil ; mais , au lieu de le commettre , comme ses prédécesseurs , pour juger les prisonniers , le comte de Pontchartrain , dans les mains duquel étaient passées les affaires de la religion depuis la mort de Louvois , ordonna qu'ils fussent traduits devant les juges ordinaires , de l'indulgence ou de l'équité desquels on s'était toujours défié jusque-là. Pontchartrain se rattachait par ses opinions au parti janséniste , et il s'efforçait de substituer un peu de modération au système de violence et de contrainte que les jésuites et Louvois avaient fait prévaloir pendant de longues années.

D'autres assemblées eurent lieu aux environs de Couhé , presque sous les yeux du marquis de Vérac , dont l'inaction donna lieu à quelques soupçons , et fut dénoncée à la cour (1). Dans le Poitou central , il se faisait journellement des prêches. Il y en eut au Ratou , dans la paroisse de Souvigné ; à Maupertuis et aux Costes , dans celle de Goux. Une simple paysanne , âgée d'environ quarante ans , que l'on nommait la Prêcheuse , y récitait habituellement des sermons. Depuis qu'il n'avait plus de ministres pour présider à son culte , le peuple laissait le soin de l'exhorter à quiconque avait assez de mémoire pour apprendre un sermon et de courage pour braver la mort. En songeant à cet état de désorganisation , on s'étonne moins que de simples paysans et une femme même aient accepté le ministère abandonné et périlleux de la parole et de l'enseignement. Ces irrégularités

(1) *Correspond. administ. sous Louis XIV*, t. IV, 450-465.

étaient inévitables dans l'état où la persécution avait mis l'Église, et c'est grâce à elles qu'elle s'est conservée en France. D'ailleurs les prédicants poitevins surent toujours rester dans leur rôle aussi modeste que dangereux. Il n'y eut parmi eux ni inspirés ni prophètes, et l'intolérance ne les poussa point au fanatisme, comme cela eut malheureusement lieu parmi les populations du midi, plus ardentes sans être plus fermes dans leur foi.

Ces orateurs incultes avaient toujours affluence d'auditeurs. Un jour de la fin du mois d'août, le nommé Bonnet, de Chaloue, prêcha, monté sur une pierre, devant deux mille paysans groupés sur le gazon, au pied d'un ormeau, près du moulin de la Chaise, dans la paroisse de Prailles. La crainte d'être surpris régnait sans cesse dans ces réunions interdites, et quelquefois elles se séparaient en désordre à une fausse alerte. C'est ce qui arriva pour l'une d'elles tenue à Fontcubert. Elles étaient en effet surveillées de très près, et comme elles se tenaient presque toujours la nuit, des catholiques malveillants se glissaient furtivement derrière les haies, pour observer ceux qui y prenaient part; mais la justice et la force armée n'étaient jamais averties à temps pour arriver sur les lieux et surprendre les assemblées.

Le 15 septembre, il devait s'en tenir une au moulin de Gondin, avant le lever du soleil. Deux espions y furent envoyés de Niort; mais, arrivés au lieu indiqué, ils trouvèrent seulement quelques personnes qui leur apprirent que l'assemblée se formait plus loin, à

Vallette et la Roche de Nesde, et que l'on trouvait de temps en temps des feux allumés le long du chemin, en guise de signaux. Trois ou quatre mille personnes, et surtout des femmes, étaient en effet réunies dans ce lieu. Tous un genou en terre entonnèrent le psaume 133<sup>e</sup>, et écoutèrent une prédication. Au retour, l'un des espions abordant un protestant, à l'air franc et décidé, lui demanda s'il n'avait pas peur d'assister ainsi à des réunions défendues : « Ceux qui ont peur, répondit le huguenot, ne doivent pas y aller. » Aussi ne s'y montraient-ils guère, et quand on leur en parlait, ils répondaient « qu'ils ne voulaient pas se faire pendre. » Il n'y allait en effet de rien moins que de la vie ; mais ce sentiment du danger qui retenait les uns ne servait qu'à exalter le zèle des autres. En partant pour le prêche, nul ne savait s'il reviendrait sous son toit et embrasserait encore sa famille. Mais, se disait-on, il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes ; et puis ce culte si simple, rendu la nuit, sous la voûte étoilée du ciel, dans les ténèbres et le silence de la nature, avait quelque chose de solennel qui frappait les imaginations et touchait les cœurs. On était plus près de Dieu, et quelque peu cultivés que fussent ces pauvres orateurs de campagne qui venaient parler de lui, on sentait leur foi sous leur parole sans art. Personne n'oubliait non plus qu'ils se devouaient. Dans une assemblée qui se fit vers la fin de septembre, au Puy-de-Gondin, on entendit un jeune homme du pays, dont la voix était sourde et confuse par suite



d'un coup de feu qu'il avait reçu dans la poitrine. Ce prédicant vivait caché chez des amis dévoués comme lui à la cause sainte. Sans doute, il avait été frappé au milieu de quelque prêche au désert.

Il y eut d'autres assemblées à Marcosame, entre Thorigné, Celles et Vitré; aux Ballonnières, Sourdaut et la Bannisière, dans la paroisse de Beaussais. Elles étaient convoquées par des personnes sûres, qui allaient de village en village indiquer le lieu, le jour et l'heure. Aux marchés de Celles et des environs, on voyait souvent les protestants s'entretenir mystérieusement et se donner rendez-vous.

## X.

Mais leur confiance ne tarda pas à s'augmenter, et bientôt ils prirent moins de précautions. Le bruit se répandit parmi eux que le roi autorisait les assemblées, et « qu'il leur donnait cette liberté de prêcher à cause du clergé, que S. M. voulait réduire à cinq cents livres de rente chacun, et que, si le clergé, qui était puissant, ne voulait obéir, ils soutiendraient le roi. » Les circonstances politiques leur donnaient également de grandes espérances tout aussi trompeuses, mais accueillies dans le moment comme l'est toujours par ceux qui souffrent l'espoir d'un état meilleur. Le roi de France négociait sa paix avec l'Europe, et les réformés ne pouvaient pas croire qu'elle se fit sans que l'on s'occupât d'eux. Enhardis par la pensée

que bientôt on leur rendrait quelque liberté, grâce à l'intervention des puissances protestantes et surtout de l'Angleterre, ils ne gardèrent plus aucune mesure de prudence. Le 22 septembre, deux jours après que la paix eut été signée à Ryswick, sans qu'il eût été question des réformés de France, ils se réunirent au nombre de plus de quatre mille, en plein jour, à la Roche de Nesde. Plusieurs gentilshommes y assistèrent, et leur réapparition au culte confirma le peuple dans l'idée que le danger était passé. Quelques dames, moins rassurées, y parurent couvertes de masques. Pour la première fois, depuis bien des années, les fidèles se trouvèrent au pied d'une chaire, qu'on avait dressée en plein air et qui semblait présager un avenir plus stable. Le prédicateur se retirait chez le beau-frère de M. de Vauvert, le sieur de Granges, au Deffaux, où l'on assurait que, chaque samedi, il se tenait une assemblée de gentilshommes. C'était un homme de trente-cinq à quarante ans, vêtu d'une simple étoffe brune, qui exhortait le peuple à la persévérance, lui assurant que bientôt il pourrait relever ses temples de leurs ruines. Le bruit court, ajoutait-il, que la paix est signée, mais cela n'est pas, et elle ne se fera point sans que la religion soit rétablie.

Un sermon prêché à cette époque par un ministre venu de l'étranger, et dont une copie fut trouvée, l'année suivante, parmi les papiers du martyr Bonnet, contenait aussi cette idée que la liberté allait être rendue au petit troupeau en même temps que la paix à l'Europe. « Je ne puis exprimer la joie que j'ai de

revoir des restes de la pauvre Sion désolée, disait le pasteur proscrit... Vous êtes à blâmer de n'avoir pas suivi le précepte de Notre Sauveur, qui nous a dit : « Lorsque vous serez persécutés dans un royaume, retirez-vous dans un autre ; » mais soyez du nombre des sept mille hommes qui ne fléchirent pas le genou devant Baal. Confortez-vous les uns les autres et prenez garde aux faux frères.... Si vous vous tournez véritablement devers le Seigneur, il vous rendra cette manne céleste dont vous avez été si longtemps privés ; il semble qu'il commence à retirer son bras, puisqu'il veut accorder une paix tant désirée, et qui ne peut être sans le rétablissement de Sion. C'est donc à cette heure qu'il faut redoubler de prières... Ne participez jamais aux sacrifices des idoles. Jouissez paisiblement des petits privilèges que Dieu vous accorde. Il veut que vous le confessiez hautement devant les hommes, mais il ne vous demande pas de courir au martyre avec un zèle indiscret. Cherchez avec soin les gens qui sont en état de vous éclairer, et ne cherchez jamais la lumière parmi les ténèbres. » Le pasteur ajoute que les chrétiens persécutés de France ne sont point oubliés par leurs frères du refuge, qui prient pour eux, et termine par ce vœu de tous les cœurs que le troupeau dispersé par toute l'Europe soit enfin rassemblé et rendu à son premier état.

Voilà ce que l'on disait dans ces prêches du désert si impitoyablement proscrits.

Les catholiques, qui d'abord se glissaient parfois

à la faveur de l'obscurité auprès des prêches pour les observer, assistaient maintenant sans aucune gêne aux assemblées devenues publiques. Parfois on y voyait même des prêtres. Le 22 septembre, le curé de Chavagné, accompagné de quelques autres ecclésiastiques et moines, alla à une réunion près du village d'Aiript. Une fille y prêchait devant plusieurs milliers de personnes. Cette femme, douée d'une grande mémoire, se bornait à réciter des exhortations qu'on lui envoyait d'Angleterre à l'adresse d'un tiers. Un prédicant succéda à la prêcheuse sur le banc servant de chaire. Plus d'un trait fut dirigé contre les dogmes de l'Église romaine ; mais lorsque l'un des assistants proposa de chasser les prêtres présents, la prêcheuse recommanda au contraire de les laisser tranquilles ; et celui de Chavagné, qui rapporte ces faits, pût reconnaître à loisir plusieurs personnes qu'il alla dénoncer à la justice.

De son côté, le curé de Saint-Christophe-sur-Roch donnait avis qu'il y avait eu, le jour de la Toussaint, une assemblée dans sa paroisse, sur les coteaux de la Geneste, et une autre, le 20 octobre, du côté de Lussay, dans la paroisse de Cherveux. Vers le mois de novembre, il s'en tint une dans les coteaux de Cressé, paroisse d'Azay. Le peuple y entendit les exhortations d'une « bergère qui preschoit fort bien la morale, » au dire de l'un des témoins.

Le curé de Thorigné, Gandouet, ne se bornait pas, comme la plupart des autres, au rôle de dénonciateur. Ne trouvant pas dans les édits et les déclarations

contre les réformés des moyens suffisants de répression, il dressait lui-même des projets d'ordonnances, qu'il adressait à l'intendant pour les soumettre au conseil. Une de ses lettres, datée de Thorigné, le 22 octobre, contient un de ces modèles d'arrêt.

Il propose de confier la surveillance des nouveaux convertis de la contrée aux curés de François, Cherveux, Sainte-Néomaye, Roman, Soudan, Fressine, Mougon, Beaussais, Saint-Martin de Melle, la Mothe, Chenay, Rouillé, Lusignan, et aux archiprêtres de Saivre et Rom, choisis sans doute à cause de leur intolérance, et tous placés au milieu du groupe de réformés le plus nombreux du Poitou. Posant en principe que « S. M. se confie entièrement à la prudence et au zèle desdits curés, » il demande pour eux « plein et entier pouvoir, » dès qu'ils auront découvert une assemblée, « d'y apporter tous les remèdes qu'ils jugeront bon être, » et aussi « tout pouvoir et tout droit de faire cesser cesdites assemblées qui pourraient se faire à l'avenir. Pour une plus prompte expédition, » et afin de « donner de l'émulation aux curés pour faire leur devoir, » il veut que le droit de surveillance de chacun ne se borne pas à sa paroisse, mais que celui qui aura découvert dans une autre une réunion défendue « puisse, de son autorité, y remédier comme il jugera bon être, sans que le curé du lieu puisse s'en formaliser. »

L'auteur de ce projet affirme en commençant que le succès n'en est pas douteux, qu'il fera cesser les prêches et tiendra les réformés dans la crainte; mais

il ne dit pas un mot des moyens que l'on emploiera ; il veut qu'on s'en rapporte à la discrétion des curés, et, en adressant son plan à l'intendant, il l'avertit simplement qu'il sera nécessaire de mettre la force publique à la disposition des prêtres. « Voyla, dit-il, Monseigneur, un modèle d'arrest qui paroist tout à fait doux et qui ne repugne point à nostre caractère. Si vous le faitte passer au conseil vous en verray bientost les effets. Et vous donneray ordre dans le particulier à tous les prevots, troupes ou huissiers dans l'estandue de vostre ressort, que du momant qu'un des curez qui est desnomé dans l'arrest aura donné advis secretement à l'un desdits prevots du lieu ou se tiendra l'assamblée, que le dit prevost se rendra avec sa troupe au lieu qui luy sera indiqué par le curé pour exequtter les ordres de Sa Majesté sans aucun delay (1). »

Avec cet arrêt « si doux, » et qui ne répugnait point à la conscience d'un ecclésiastique, on espérait venir à bout de ce que n'avaient pu faire les dragons. Le gouvernement, quelque'irrité qu'il fût contre l'hérésie qui refusait si obstinément de mourir, ne voulut cependant pas l'abandonner ainsi à la haine implacable de quelques prêtres. Il comprit tout ce que cachait de colère et de venin ce langage hypocritement réservé, et ne permit pas que les bigots ajoutassent de nouvelles horreurs à celles des missions bottées.

C'est au sujet de quelque projet du même genre,

(1) *Archives départem. de la Vienne*, C 2, 29.

peut-être à l'un de ceux du curé Gandouet, que le comte de Pontchartrain répondait à d'Ablége, le 29 décembre : « Je fis voir au roy le projet d'ordonnance que vous m'envoyastes, le 26 novembre dernier, et S. M. ne l'approuva pas. Elle contient des ordres aux nouveaux catholiques d'assister au service divin. Il n'est pas besoin d'ordonnance pour cela ; il n'y a qu'à les exciter par les curez et les ecclésiastiques..... (1). »

## XI.

Le clergé, à qui ce réveil de l'hérésie donnait tant de chagrin, vit avec joie un nouveau retour à l'intolérance qui suivit la conclusion de la paix. Les espérances des protestants français avaient été cruellement trompées : on n'avait rien stipulé à leur égard ; la politique seule avait dicté les articles de Ryswick. Pendant qu'ils s'abandonnaient avec trop de confiance à leurs rêves de liberté, on faisait des recherches contre eux, et les tribunaux informaient secrètement contre les prédicants et ceux qui assistaient aux assemblées. Dans le Haut-Poitou, la justice se trouvait souvent en présence d'une grande difficulté pour se procurer des témoins, les paroisses dans lesquelles se tenaient les réunions étant presque entièrement protestantes. Quelques catholiques, poussés plus souvent par des haines particulières que par leur zèle, observaient leurs voisins et les dénonçaient ; mais d'ordi-

(1) *Correspond. administr. sous Louis XIV*, t. IV, 450.

naire c'étaient les prêtres eux-mêmes qui déposaient, et, après avoir dévotement « porté la main *ad pectus*, » en guise du serment ordinaire, désignaient leurs victimes à la justice et au bourreau.

Le 15 novembre, l'intendant et le présidial condamnèrent Pierre Martin, laboureur, et François Caillet à périr sur le gibet, pour avoir assisté à l'assemblée tenue près du village d'Aiript, la nuit du 22 au 23 septembre. Dès le lendemain, Caillet fut exécuté sur la place Saint-Nicolas de Poitiers. Martin fut pendu à Saint-Maixent. Un autre accusé, Jean Simonnet, mourut dans les prisons de cette ville pendant l'instruction du procès. Daniel Rageault, journalier, et Josué Chaigneau, bonnetier, furent envoyés aux galères à perpétuité. Louis Dubois, journalier, Pierre Assailly et Josué Breuilhac, domestiques, durent assister à l'exécution de Martin. Les nouveaux convertis des paroisses de Sainte-Néomaye, Saivre, Brelou, Azay et Saint-Saturnin de Saint-Maixent furent, en outre, condamnés à payer de fortes amendes destinées à la réparation des églises (1).

Ces condamnations n'empêchèrent point les assemblées, mais obligèrent à les tenir avec beaucoup plus de précautions qu'on n'avait fait dans les derniers temps. Déjà, vers la Saint-Martin, pendant le procès, il s'en était fait une, un jeudi soir, sur les ruines de Grandry. Le jour de Noël, un ministre y prêcha encore et logea trois jours au village de la Couture. Le surlendemain de cette fête, à l'entrée de la nuit, on se

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 29.



réunit dans le haut du bois du Sault , à quelques centaines de pas du presbytère de Régné , d'où le curé put entendre le chant des psaumes. Nous trouvons nommée , pour la première fois , à cette occasion , la prêcheuse dont nous avons déjà parlé. C'était une fille des environs de Vançais , appelée Marie Robin , et que , selon la coutume du pays , on désignait sous le nom de Robine. L'année 1698 s'ouvrit par une réunion religieuse au village de la Couture , dans la paroisse d'Aigonnay.

Cependant on continuait les poursuites contre ceux qui prenaient part à ces assemblées , et un nommé Garnault , ayant prêté sa grange pour en tenir une au village du Ratou , fut condamné aux galères. Un autre accusé en fut quitte pour une amende , parce qu'il ura de vivre et mourir dans la religion catholique.

## XII.

Vers la fin de l'année 1697, un réveil se déclara également au milieu des populations protestantes du Bas-Poitou. Les premières réunions furent peu nombreuses ; l'une d'elles se fit un vendredi de novembre , à la Gourbilière , paroisse de la Tardière. Dans les derniers jours du mois , il s'en tint une seconde , près du même endroit , au moulin du Four. Elle se sépara en désordre , effrayée par un coup de pistolet tiré par un catholique à la porte de la maison. Bientôt quelques ministres parurent dans le pays , et , dans la nuit du 27 au 28 décembre , l'un d'eux prêcha

dans la cour de la Roche , près de Mouilleron. Non loin de là , il y eut à Maunic une réunion , dans la nuit du dimanche au lundi après Noël. Une autre se tint également par une froide soirée d'hiver , dans les bois du Petit-Rocher , près de Cheffois.

Après la fête de Noël , jusqu'aux approches de celle de Pâques , les assemblées furent plus rares ; mais tout à coup , au commencement du mois de mars , elles devinrent plus fréquentes et plus considérables , et , pendant deux ou trois semaines , il y en eut presque toutes les nuits. Cet élan de dévotion était dû à la présence de quelques ministres qui prêchèrent dans la plupart de ces réunions. Le dimanche , 2 mars , il s'en fit une près de la Débuttrie , où se retiraient souvent les pasteurs , une autre aux Lattries , dans la paroisse de Tillay , et une troisième dans celle de Bazôges , sur le bord de la rivière , entre Godinet et Belouse. Le mardi , 4 mars , l'assemblée se fit à Boispouvreau , dans la paroisse du Boupère ; le 7 , pendant la nuit , à la Babinière , petit village situé au-dessous des rochers de Mouilleron , et habité alors par des réformés ; le dimanche suivant , dans une grange près de la Débuttrie , et le lendemain , après jour couché , dans les environs du Petit-Tillay. Il y en eut plusieurs chez la demoiselle Loyau de la Baudonnière. A l'exception de quelques réunions peu considérables , ces assemblées se tenaient presque toujours la nuit et en plein air , dans des lieux écartés et abrités , autant que possible , par des accidents de terrain. Le peuple , muni de chandelles pour chanter

les psaumes, les éteignait d'ordinaire quand le ministre paraissait, et la prédication se faisait dans l'obscurité ou à la lumière incertaine de quelques falots qui ne permettait pas de le distinguer. Rarement on faisait connaître à l'avance le lieu des réunions, de peur d'indiscrétion et d'accident; mais on avertissait un petit nombre de personnes sûres, chez lesquelles les autres se rendaient le soir afin d'aller ensuite au culte avec elles. C'est ainsi qu'à la fin du jour, on voyait souvent arriver de petites troupes de protestants chez le nommé Mallais, à la Jauninière, et, en les entendant sortir tous ensemble pendant la nuit, les catholiques, qui les observaient, supposaient avec raison qu'ils allaient au prêche. Il s'en fit en effet plusieurs dans les environs, un entre autres, la nuit du 10 mars, dans un pâtis près des moulins à vent des Gruseliers et de Belouse. Pour diriger les fidèles dans l'obscurité, on avait été obligé d'allumer, sur une hauteur, un flambeau que l'on élevait de temps à autre.

Ces réunions, malgré leur fréquence et leur incommodité, étaient chaque fois plus considérables. Il y en eut une très nombreuse, la nuit du 13 mars, dans les coteaux des Lattries, et une, qui le fut plus encore, le lendemain vendredi, à la métairie de la Vernière, dans la paroisse du Boupère. Cette dernière se prolongea jusqu'après minuit. Le samedi, le prêche se fit dans les environs de Mouchamps, à la Grande-Établière. Il y eut foule comme aux précédents. Mais l'assemblée la plus considérable de

toutes , fut celle qui se tint , le dimanche 16 mars , à la métairie de Boispouvreau. Elle commença à huit heures du soir , et se prolongea jusqu'au milieu de la nuit. Les fidèles y étaient accourus de fort loin , et pendant toute la soirée les chemins avaient été couverts d'hommes et de femmes de tout âge , qui se dirigeaient vers le lieu de la réunion. Beaucoup de personnes de condition et plusieurs dames s'y trouvèrent. L'affluence était telle qu'outre une grange , sous le portail de laquelle était placé le prédicateur , la foule remplissait la cour , les ruages , l'aire , les jardins , et s'étendait jusque dans un bois taillis voisin. Avant le sermon , plusieurs personnes firent à la fois la lecture de la Bible dans les différents groupes de cette immense réunion (1).

Avec de tels rassemblements le secret devenait impossible , malgré toutes les précautions prises et le mystère dont on cherchait à s'entourer. D'ailleurs les fidèles semblaient écarter la pensée du danger , et une certaine confiance , qui s'était emparée d'eux , se manifestait en même temps parmi les protestants du refuge. Quelques ministres reparaissaient , et plusieurs émigrés se hâtaient déjà de rentrer dans leur patrie ; mais ce mouvement , que le gouvernement avait le plus grand intérêt à favoriser , cessa lorsque l'intendant , d'après les ordres du conseil , enjoignit aux maires et aux syndics de faire arrêter ceux qui reviendraient sans abjurer (2).

(1) *Archives départem. de la Vienne*, C 2, 29, dossier du procès.

(2) *Ordonn. de l'intend. du 16 mars* (impr.). *Déclar. du 10 févr.*

On venait en même temps de commencer des poursuites contre les réformés du Bas-Poitou. Le 22 mars, veille des Rameaux, on arrêta la dame de La Mothe, qui avait souvent donné asile aux ministres dans la maison de la Débuttrie qu'elle gérait en l'absence de la dame des Minières retirée à Paris. Dès lors les assemblées devinrent moins fréquentes et moins nombreuses. Cependant le soir même du jour des Rameaux et le lendemain, il y en eut deux, la première à la Grande-Établière, et la seconde près du bois de la Guichonnière dépendant de la maison de l'Audouinière, dans la paroisse de Courlay. Deux jours après cette dernière, il s'en tint une près de l'étang de la Salle, paroisse de Sigournay, et une autre le lendemain à la Bobinière.

Dans les semaines qui venaient de s'écouler, beaucoup d'autres assemblées avaient eu lieu au Vignault, à la Bonninière et à la métairie de la Coutancinière, dans la paroisse de Mouchamps; à l'Audairie, dans celle du Vieux-Pouzauges; à Chantefoin, près de Monsireigne; à la Chauvinière, chez la dame de Fourchefière; dans les paroisses de Chavagne, de Saint-Germain, et dans beaucoup d'autres lieux. Pendant quinze jours, dans toute cette contrée, « les chemins furent remplis de nouveaux convertis qui passaient et repassaient. » Ce concours extraordinaire de monde se ralentit aux premières poursuites et discontinua bientôt. Le sénéchal de la Châtaigneraie s'était mis à parcourir le pays et à commencer une information contre ceux qui avaient pris part à

ce mouvement religieux. On fit des arrestations ; le jour de Pâques , entre autres , les archers et exempts de la maréchaussée se rendirent à la Bréchouère et capturèrent plusieurs religionnaires suspects.

Quelques-uns des prisonniers , dans l'espérance d'obtenir la liberté , eurent la faiblesse d'abjurer , les uns sur la sellette , les autres dans la prison. Thomas Morel , de Rochetretjoux , et Jacques Drillaud , du moulin du Four , chez lequel s'était tenue l'une des réunions dont nous avons parlé , furent tirés de leur cachot , à Fontenay , pour faire leur abjuration dans l'église de Notre-Dame. Réincarcéré après cette cérémonie dérisoire , Drillaud n'en fut pas moins condamné aux galères perpétuelles , le 31 mai. Morel ne recueillit pas non plus les fruits qu'il attendait d'un acte d'hypocrisie trop manifeste ; mais , comme il n'y avait pas contre lui de preuves suffisantes , il fut oublié dans les prisons d'où il ne sortit qu'au bout de trois ans. Les réformés du Bas-Poitou subirent des amendes destinées à réparer les églises.

Quant aux ministres , on ne put en saisir aucun , et toutes les recherches ne fournirent que de vagues renseignements. Entourés dans les assemblées par un cercle de fidèles , les espions ne pouvaient les approcher , et la précaution d'éteindre les flambeaux autour d'eux ôtait le moyen de les reconnaître. Souvent on avait rencontré sur les chemins des personnages inconnus que chacun supposait être des pasteurs proscrits ; mais ils avaient paru sous vingt déguisements différents , tantôt en gentilshommes galonnés

d'or, tantôt en marchands, vêtus parfois du costume le plus sévère, et d'autres fois accoutrés de la casaque de bure du paysan ou d'un justaucorps de droguet, d'une culotte de toile et d'un bonnet à poil. Ce que l'on put apprendre de l'âge et de la taille de ces mystérieux personnages prouva seulement qu'ils étaient au moins deux ou trois allant souvent ensemble. On disait que l'un d'eux, habituellement vêtu de noir et âgé d'environ quarante ans, était fils d'un boulanger de Saint-Maixent (1).

La cour, en apprenant les mouvements religieux qui se faisaient dans l'ouest, résolut d'y envoyer des troupes pour surveiller les protestants et les empêcher de s'assembler. L'intendant Maupeou d'Ablége voulut s'en servir pour les obliger en outre à aller à la messe ; mais Pontchartrain lui enjoignit de se contenter de punir les plus opiniâtres, de s'opposer surtout aux réunions, et de traiter, suivant la rigueur des ordonnances, ceux qui y prendraient part (2).

Les troupes furent envoyées dans la paroisse du Boupère, une des plus compromises par le nombre et l'éclat des prêches qui s'y étaient faits. Leur présence contint les réformés ; mais à peine les avait-on retirées, vers la fin de mai, que ceux des paroisses voisines, Tillay, Chavagne, Monsireigne et Mouchamps recommencèrent quelques conventicules, et

(1) *Archives départementales de la Vienne*, C 2, 29, dossier du procès.

(2) *Correspondance administrative sous Louis XIV*, t. IV, pages 465, 454.

que leurs adversaires redemandèrent des dragons à l'intendant (1).

D'Ablége faisait poursuivre en même temps certains protestants du Bas-Poitou pour avoir refusé de se marier à l'église et un autre pour avoir fait baptiser son enfant par un ministre. Quelques-uns qui n'avaient jamais abjuré furent tout simplement jetés dans les fers. Il ordonna aux parents de rappeler auprès d'eux leurs enfants qu'ils avaient envoyés dans les provinces voisines pour tâcher d'échapper aux rigoureuses ordonnances sur l'enseignement, fit enfermer dans des couvents plusieurs jeunes personnes nobles ou bourgeoises pour leur donner une éducation orthodoxe, et voulut également mettre à l'Union-Chrétienne de Poitiers des femmes condamnées à être rasées et enfermées pour avoir été au prêche; mais le conseil jugea plus convenable de les placer à l'hôpital général. On en mit en même temps huit à l'Union-Chrétienne de Fontenay, et trois à l'hôpital de cette ville (2).

### XIII.

Dans le Haut-Poitou, les assemblées n'avaient point discontinué après les rigoureuses condamnations auxquelles elles avaient donné lieu l'année précédente;

(1) *Archives départementales de la Vienne*, C 2, 29.

(2) *Correspondance administrative sous Louis XIV*, IV, 454; — *Note manusc. de M. B. Fillon*.



mais celles-ci avaient eu pour effet d'en éloigner les timides. Devenues ainsi moins nombreuses en même temps que plus rares, il avait été plus facile de les tenir secrètes. Le jour de Pâques, quelques fidèles de Saivre et des environs célébrèrent la cène dans une cave à Verrières. Dans une réunion de nuit, à la Mauvaitière, Marie Robin, le prédicant Potet, célèbre plus tard, et un ancien proposant, nommé Tavert, qui depuis la révocation contrefaisait le catholique, prêchèrent successivement. Le dimanche 20 juillet, vers dix à onze heures du soir, il se fit aussi une assemblée au Marais, au-dessous des Pierrières de Salles, entre le moulin à drap de Saboureuil et celui d'Avernay. Elle fut dénoncée par le marquis de la Guillotière, qui, averti dans son château de la Villedieu par un domestique, vint se poster dans la garenne de Vergord, de l'autre côté de la rivière, avec ses gens et quelques dames. Celles-ci, au moment où les fidèles se séparent, répètent le psaume qu'elles viennent d'entendre : *« Lève le cœur, ouvre l'oreille, peuple endurci, pour écouter de ton Dieu la voix nonpareille. »* Trompés par ce chant, et pensant que d'autres frères sont réunis sur le bord opposé de la rivière, ils se portent de ce côté. Un entretien s'engage; on veut leur faire dire quand aura lieu la prochaine assemblée; mais ils s'aperçoivent qu'on leur tend un piège. Le marquis, couché à terre, se lève, les menace et jette l'épouvante parmi eux en faisant tirer en l'air quelques coups de fusils. Le dimanche suivant, il se fit une autre assemblée dans

un vallon sur les confins des communes protestantes de Baussais et de Goux.

Mais, deux jours après, une nouvelle condamnation vint porter la consternation dans les églises du désert. Le 29 juillet, un marchand, nommé Pierre Bonnet, chez lequel on s'était réuni plusieurs fois, fut condamné aux galères à perpétuité. Toutefois ce nouvel et cruel exemple resta sans grand succès. Quelques jours s'étaient à peine écoulés que Robine, Potet et Tavert convoquaient le peuple à la Trairie, paroisse d'Exoudun. Outre ces assemblées toujours assez considérables, malgré la rigueur de la persécution, il s'en tenait d'autres moins nombreuses, mais très fréquentes, dans beaucoup de villages. Quelques familles se réunissaient, le dimanche, chez l'une d'elles pour s'édifier ensemble à lire la Bible et à chanter des psaumes. Ces petits conventicules attiraient moins l'attention que les prêches. Cependant le curé de Chey, ayant su que, chaque dimanche pendant sa messe paroissiale, il s'en tenait un dans ce bourg chez Elisabeth Ocher dite la Robertière, le fit savoir à l'intendant, et lui manda qu'on pouvait facilement surprendre cette petite réunion, en faisant entourer la maison, sur les dix heures, par les dragons de Lezay (1).

Il y avait encore, comme on voit, des dragons en Poitou. Le bruit se répandit qu'on allait y envoyer d'autres corps de troupes très considérables, et cette

(1) *Archives départementales de la Vienne*, C 2, 29, lettres et dossiers des procès.

nouvelle trop véritable fut pour les églises du désert un nouveau sujet de deuil. Cependant le conseil répugnait à la violence honteuse et toujours inutile de cette soldatesque employée en guise de missionnaires ; il voulait seulement profiter de la crainte qu'elle inspirait aux religionnaires pour opérer des conversions et faire cesser les assemblées. Les soldats envoyés en Poitou devaient y rester comme une menace continuelle. Le maréchal d'Estrées, qui commandait dans la province, et fut, pendant tout le temps qu'il y demeura, l'ennemi le plus acharné des hérétiques, ne se contenta pas de ce rôle inactif d'épouvantail des huguenots. Il se mit à destituer les officiers protestants des seigneuries et les employés des fermes, et fit arrêter un si grand nombre de personnes, que le ministre Pontchartrain fut obligé de modérer cette intempérance de zèle, en lui représentant que quelques exemples de sévérité suffiraient ; il lui ordonna surtout de faire moins d'emprisonnements, son principal soin devant être de s'opposer aux assemblées et de découvrir les ministres et prédicants cachés dans le pays, auxquels on attribuait tout le mal.

Malgré ses dispositions plus douces et l'expérience qui avait démontré l'impuissance de ses efforts, le gouvernement ne se rebutait cependant pas, et, en voyant cette foi vivace renaître sans cesse et éclater au milieu des supplices, il résolut de reprendre en sous-œuvre la conversion des hérétiques. Une mission, envoyée en Poitou, combina ses opérations avec celles

du maréchal d'Estrées. Tandis que celui-ci répandait la terreur avec ses troupes , et poussait les huguenots dans les églises , des missionnaires parcouraient les paroisses et exhortaient le peuple à se convertir. Pontchartrain , traçant à chacun son rôle , et rappelant les prêtres aux devoirs de leur état , leur avait recommandé « de parler avec douceur et charité sans se servir indirectement , comme plusieurs ont fait , de menaces et autres voies de rigueur , que les ecclésiastiques doivent laisser aux séculiers , sans jamais s'en servir , parce que cette conduite les rend odieux à ceux à la conversion desquels ils veulent travailler (1). »

#### XIV.

Louis XIV, débarrassé des guerres qui depuis trop longtemps avaient absorbé toute son attention et les forces de la France , s'occupa davantage des affaires intérieures. Désirant connaître l'état du royaume , il chargea chaque intendant , comme autrefois l'avait fait Colbert , de fournir un mémoire détaillé sur la situation de son département. Ce qui concerne les nouveaux convertis , et les effets de la conduite observée à leur égard , forme une des parties les plus intéressantes de ces rapports , quoique généralement ils soient très infidèles sur ce point délicat où la vérité était triste et difficile à dire au grand roi : Le mémoire de Maupeou d'Ablége , un des plus mal faits de tous et sciemment défectueux sur cet article , voile

presque tout le mal, et n'avoue ni la diminution énorme de la population, ni la chute du commerce, ni la ruine de l'industrie; il n'accuse que la plus petite partie des pertes que la province a subies par suite de la révocation, et constate seulement que des manufactures de draps assez considérables sont tombées ou ont sensiblement diminué par suite de la guerre, et surtout de l'émigration des protestants qui faisaient presque tout le commerce. Dans l'élection des Sables, le cinquième des réformés a quitté le pays. Poitiers compte près de cent familles huguenotes de moins. Thouars n'a perdu que dix de ses habitants; mais Fontenay et l'élection de Niort ont vu diminuer davantage leur population (1). Maupeou évite ici de gros chiffres trop significatifs, et dissimule ainsi à la cour une grande partie de ce véritable désastre. Le peu qu'il dit de la chute du commerce est atténué, et Jurieu était bien plus vrai, lorsqu'il écrivait que « les protestants avaient emporté le commerce avec eux (2). » Les nombreuses manufactures de droguet et autres étoffes de laine établies à Coulonges et dans les environs étaient à peu près ruinées. Celles de la Châtaigneraie, qui employaient plus de 800 métiers tant dans cette paroisse que dans celles du voisinage, étaient, en 1700, réduites à 70, et le commerce de la grosse draperie qui se

(1) *Mémoire sur le Poitou*, en 1698, par Maupeou d'Ablège, Mss. de la bibliothèque de l'Arsenal, Hist. Fr., 333 bis, et de la bibliothèque impériale, fond Mortemar, 99.

(2) *Lettres pastorales*, XIX<sup>e</sup> lettre, juin 1688.

faisait par la Rochelle entre ce bourg et le Canada était complètement anéanti (1). Quant aux pertes en hommes, un seul exemple suffira pour démontrer l'infidélité du mémoire. La ville de Châtellerault, dont il ne dit rien à cet égard, quoique son industrie en horlogerie et coutellerie eût subi un grave échec, perdit, de 1684 à 1700, cent-quatre-vingt-deux feux ou environ neuf cents âmes, c'est-à-dire beaucoup plus du dixième de sa population. Encore faut-il ajouter qu'en 1684, époque du premier recensement, il y avait quatre ans que la grande émigration durait et que Châtellerault en souffrait. Les plus belles maisons finirent par s'y donner à vil prix (2). Nous verrons plus tard qu'il existait une diminution bien plus considérable dans le nombre des habitants du Poitou central.

Quelque mal renseigné qu'il fût par ses agents, le gouvernement en apprit assez pour comprendre toute l'étendue des pertes de la France. Chaque jour de nouveaux faits venaient les lui révéler en dépit des prêtres et des courtisans, qui s'efforçaient de persuader au roi que certains esprits inquiets et remuants, avec quelques milliers de gens du petit peuple, plus à charge qu'utiles à l'État, avaient seuls déserté. De riches manufactures établies par les réfugiés prospéraient dans tous les pays qui les avaient accueillis, et une littérature toute française brillait

(1) *Note manusc. de M. B. Fillon.*

(2) *Mémoire sur Châtellerault*, Mss commun. par M. Bonsergent.

du plus vif éclat dans la Hollande devenue tout à coup la république des lettres. C'était autant de gloire et de richesses perdues pour la France, et, dans plus d'une circonstance, Louis XIV laissa percer le chagrin jaloux de voir les étrangers s'enrichir ainsi par sa faute à nos dépens. Il ne renonçait pas, il est vrai, à l'espoir de ramener cette élite du refuge, malgré quelques tentatives infructueuses déjà faites. Un abbé ayant proposé au conseil un moyen de faire revenir les protestants de distinction et de mérite, son projet fut mis à l'étude, et on lui permit d'en faire l'essai, à la condition de ne commettre en aucune façon le nom de Sa Majesté ; mais l'abbé De Camps ne savait pas plus que les conseillers du roi ce que c'était que la conscience d'un huguenot : personne n'écoula ses avances.

Pendant, l'année suivante, on apprit à Versailles que certains réfugiés avaient quitté le Brandebourg et étaient revenus à Genève avec l'intention de rentrer en France. Quelques malheureux manifestaient en effet ce désir dans le but de se faire accorder une récompense. Pontchartrain écrivit aussitôt à l'un des agents du gouvernement qui était sur les lieux, « qu'il serait très important pour le bien du royaume qu'en suivant ce mouvement de quelques particuliers, il tâchât de le pousser plus loin, et d'engager les Français..., surtout ceux qui étaient à la tête des manufactures et qui employaient les ouvriers,... à retourner dans le pays (1). » Vain espoir ! On ne vit revenir

(1) *Corresp. administ. sous Louis XIV*, t. IV, 459, 496.

qu'un petit nombre de nostalgiques ou de malheureux qui avaient suivi l'émigration croyant trouver la fortune, et qui ne rapportaient à la patrie que la charge de leur misère. L'industrie, les arts, la science, le talent avaient pris racine sur le sol étranger.

## XV.

L'intendant du Poitou, que nous avons vu si peu soigneux de renseigner le gouvernement sur un des sujets qui lui importaient le plus, se faisait rendre lui-même un compte exact et minutieux de l'état et des dispositions des réformés. On lui adressait de Niort un rapport sur les gentilshommes et leur conduite en fait de religion, un rôle nominatif des nouveaux catholiques, avec la mention s'ils faisaient ou non leur devoir, et une liste des « principaux mauvais convertis, — de ceux qui pouvaient mettre leurs fils dans les collèges et leurs filles dans les couvents, — de ceux qu'il fallait exiler ou envoyer au loin, — de ceux qu'il fallait emprisonner, — de ceux qu'il fallait interdire de leurs charges, — « des femmes ou filles qu'il fallait ôter parce qu'elles détournaient les autres de faire leur devoir, » — et enfin de « ceux à qui il fallait parler. » L'évêque de la Rochelle fournit « un état des nouveaux et mal convertis de quelques paroisses de son diocèse, ... qu'il était absolument nécessaire de châtier parce qu'ils détournaient les autres. » Une chose qu'il importait surtout à l'intendant de connaître était la fortune des protestants mal notés,



afin de voir s'ils pourraient payer leur pension en prison ou celle de leurs femmes et de leurs enfants au collège ou au couvent. Des renseignements de ce genre lui furent envoyés de toutes les paroisses où il y avait des réformés. Maupeou en fit arrêter plusieurs pour avoir assisté à des assemblées, et, le 14 janvier, condamna aux galères à perpétuité les nommés Cousson, de Verrières, paroisse de Saivre, et Isaac Devallée, sergetier, du même village. Le premier était contumace et le second fut grâcié. A peu près à la même époque, un nommé Archimbault fut condamné à servir comme forçat sur les galères (1).

Vers le milieu de cette année, on saisit les biens des fugitifs restés entre les mains de parents qui ne remplissaient pas leurs devoirs religieux et à qui on les avait généralement laissés jusque-là. Cette époque fut aussi celle d'une nouvelle émigration. La présence du maréchal d'Estrées en Poitou, les recherches ordonnées par l'intendant, des condamnations répétées, des poursuites continuelles avaient fait perdre enfin aux protestants les espérances formées pendant les négociations de Ryswick, dont ils s'étaient promis de si heureux effets, et qui avaient eu, en définitive, pour résultat de permettre à Louis XIV, rendu aux soins intérieurs du royaume, de s'occuper de nouveau de leur conversion, et d'envoyer à cet effet en Poitou une partie des troupes désormais disponibles. Convaincus dès lors qu'il n'y avait rien à attendre que de nouvelles persécutions, fatigués d'une exis-

(1) *Archives départementales de la Vienne*, C 2, 29.

tence où il fallait être constamment en désaccord avec sa conscience ou avec la loi, beaucoup de réformés se décidèrent à abandonner le sol natal. On les vit, hommes et femmes, enfants et vieillards, prendre le chemin de l'exil et s'exposer à mille dangers pour passer, comme ils disaient, en pays de liberté. Tous les moyens furent mis en œuvre pour tromper la vigilance des gardes, et les êtres les plus frêles subirent des incommodités incroyables pour gagner la frontière ou la pleine mer. C'est ainsi que des femmes venues secrètement à la Rochelle, dans le but de s'embarquer pour l'Angleterre, se firent enfermer dans des caisses, et furent mises à fond de cale parmi des balles de marchandises (1).

## XVI.

De ceux qui restèrent, retenus par les liens puissants qui attachent l'homme au sol qui l'a vu naître, quelques-uns vécurent sans religion, faisant à leur tranquillité le sacrifice de leur culte que le plus grand nombre continua à professer en secret. La contrée était pleine de prédicants, désignation que l'autorité étendait à tous ceux que leur zèle portait à agir auprès de leurs frères, à les visiter, à les encourager et à réunir parfois deux ou trois familles pour s'édifier en commun par quelque lecture pieuse. Deux habitants de Châtellerault, Daniel Mitault, frère d'un ancien ministre de Chef-Boutonne, et Hiérôme Otin, apo-

(1) Bobinet, *Annales d'Aquitaine*, Mst, t. II, 4444.

thicaire, dénoncés à l'intendant comme prédicants, ne faisaient sans doute pas autre chose. D'ailleurs, on ne voyait plus de ces grands rassemblements composés de plusieurs milliers de personnes ; mais on continuait dans les communes protestantes à tenir des réunions moins nombreuses et entourées des plus grandes précautions. Il y en eut une au village de Bourbon, vers les fêtes de Pâques. A peu près dans le même temps, le maréchal d'Estrées parvint à saisir trois prédicants qui furent traduits devant les tribunaux de Poitiers et de Civray. Quoique le conseil eût agi dans un but d'équité en restituant aux juges ordinaires la connaissance de ce genre de délits, attribuée d'abord aux intendants par des commissions spéciales, elle n'avait pas entendu décharger ceux-ci du soin de surveiller les religionnaires ni accorder l'impunité à ces derniers. Cependant les intendants s'étaient depuis lors beaucoup relâchés de leur sévérité accoutumée, ce qui leur valut une remontrance. De leur côté les tribunaux se montraient plus disposés à l'indulgence que les anciennes commissions. Dans une grande partie du Poitou, la plupart des juges des seigneuries étaient même des nouveaux convertis. La cour en interdit quelques-uns pour intimider les autres. Dans les sièges royaux, quoique catholiques, ils étaient généralement peu disposés à envoyer un homme au gibet ou aux galères pour avoir lu la Bible et débité un sermon dans quelque conventicule. Pontchartrain, ne voulant pas laisser refroidir le zèle des convertis sous son ministère et répugnant aux moyens

trop violents, devait tenir d'autant plus à faire punir sévèrement par des voies légales les contraventions aux édits. Des exemples lui étaient nécessaires et la douceur des magistrats contrariait ses vues autant que les excès des soldats. Dans le procès des prédicants Tavert et autres, il fit surveiller les juges de Poitiers et de Civray par le procureur général du parlement, et adresser une remontrance au procureur de Civray à cause de son indulgence pour les accusés. Cependant les juges ne se laissèrent point intimider : ils acquittèrent le prédicant Bonnet, et, profitant adroitement d'un incident pour détourner le cours du procès, ils ne craignirent pas d'entamer des poursuites contre des agents du maréchal d'Estrées pour leurs concussions envers les protestants. Le commandant, dépité de voir un prédicant lui échapper et ses propres satellites accusés, se plaignit à Pontchartrain. Le ministre, également contrarié, s'adressa de nouveau au procureur général du parlement pour qu'il appelât à *minimâ* de ce jugement. L'affaire fut en effet évoquée ; mais Pontchartrain eut le chagrin de voir la cour souveraine absoudre les trois accusés, et bannir pour trois ans du ressort de Civray deux faux témoins qui avaient déposé contre eux (1).

Malgré la pression exercée sur les magistrats, l'intolérance ne trouvait pas en eux la docile et cruelle servilité des anciennes commissions. Les tribunaux se lassaient de sang ; la constance héroïque des réformés était seule inépuisable. La cour elle-

(1) *Correspond. administr.*, t. IV, p. 452, 489, 490.

même avait adouci son système de persécution. Attribuant aux prédicants ce qu'elle appelait la désobéissance des nouveaux convertis, elle se figurait que, si on parvenait à s'en saisir, les religionnaires rentreraient bien vite dans le giron de l'Église. Elle ne comprit pas que, si ces pauvres prédicateurs de circonstance entretenaient le zèle du peuple, c'était la foi des masses qui les produisait eux-mêmes, et que le troupeau fidèle n'en manquerait jamais. On les poursuivit donc sans paix ni relâche, et le maréchal d'Estrées chargé de cette mission s'en acquitta de manière à mériter les éloges de la cour : « On ne peut mieux faire la guerre que vous faites aux prédicants répandus dans le Poitou, » lui écrivait Pontchartrain, à la fin d'avril 1699.

Après avoir ainsi surexcité le zèle du maréchal, il fallut bientôt modérer son prosélytisme irréfléchi et trop ardent. Il s'était mis à faire signer aux convertis des engagements de se faire instruire, et persista assez longtemps dans ce système, malgré les défenses formelles de la cour. C'eût été en réalité . une seconde abjuration qui aurait fait considérer la première comme extorquée par la force et non avenue, ou bien ceux qui auraient éludé ce nouvel engagement auraient pu se considérer comme libres; or, le gouvernement n'entendait pas échanger ainsi contre une conversion éventuelle une abjuration déjà faite et fort chèrement acquise (1).

D'Estrées d'ailleurs ne se bornait pas, comme le

(1) *Correspondance administrative*, t. IV, 473, 474.

voulaient les instructions du conseil, à traquer des assemblées et à faire la guerre aux prédicants. Les protestants les plus paisibles et les plus inoffensifs par leur sexe et leur âge étaient exposés comme eux à ses fureurs. Étant à Loudun, à la fin de novembre, « il fit remplir tous les couvents et la prison d'hommes, de femmes et d'enfants réformés (1). » Quatorze filles entre autres furent enfermées dans des monastères et douze garçons dans différents séminaires. Ce nouvel écart de zèle lui valut de la part du conseil une réprimande d'autant moins ménagée qu'il n'avait pas encore tenu compte de la défense de recevoir des promesses de se convertir. Il reçut l'ordre positif de n'emprisonner personne sans une autorisation expresse du roi. Pontchartrain lui enjoignit en outre de retirer promptement une garnison qu'il avait mise chez le Sr de Marmande, sous un prétexte futile.

D'Estrées, gêné et contrarié quelquefois par les ordres du ministre, tenait cependant peu de compte des conseils et des tempéraments de Pontchartrain. Il entendait convertir les huguenots par la terreur, et sa seule présence répandait en effet l'épouvante. Ses archers parcouraient les villages pour intimider les réformés et les obliger à aller à la messe, vexant le peuple de mille manières et lui extorquant même de l'argent. Les évêques considéraient le maréchal comme leur meilleur auxiliaire, et avaient dans ses dragons plus de confiance qu'en eux-mêmes pour amener les gens à l'église. Celui de la Rochelle,

(1) Dumoustier de la Fond, *Histoire de Loudun*, I, 454.

Frézeau de la Frézelière , qui avait porté les armes dans sa jeunesse et conservait quelque chose de ses premiers goûts, faisait ses missions avec des soldats, et sa marche ressemblait plus à une expédition militaire qu'à une tournée d'évangélisation. Visitant, vers le mois de mai, les paroisses de son diocèse infestées par l'hérésie, il se fit accompagner par le commandant et ses troupes à Moncoutant, Courlay, la Forest-sur-Sèvre et Saint-Jouin-de-Milly, qui formaient un petit groupe de protestants isolé des autres églises du Poitou, mais qui donnèrent dans toutes les circonstances des preuves d'un attachement inviolable à leur foi. Ils se sauvèrent dans les bois à l'approche du prélat et de sa belliqueuse escorte. Le but de l'expédition fut manqué. D'Estrées, s'étant plaint de cette conduite au conseil comme d'une grave désobéissance et presque d'une révolte, reçut de Pontchartrain le conseil suivant : « Il convient mieux que dans ces voyages vous ne soyez point précédé par des dragons ou autres troupes, afin de ne point intimider les nouveaux convertis, et vous devez tâcher plutôt de les disposer par des voies douces à faire ce que vous désirez d'eux, en observant cependant de les faire obéir par force, s'il leur arrive de marquer en quelque chose du mépris de votre autorité. » Toutefois le conseil ne voulut pas laisser impuni ce nouveau genre d'opposition, et Pontchartrain demanda à l'intendant de lui faire connaître quatre des protestants les plus coupables parmi ceux qui s'étaient enfui dans les bois, pour en faire un exemple.

De son côté, l'évêque de Poitiers, se rappelant le saint effroi que d'Estrées avait répandu à Loudun, l'année précédente, tâcha d'obtenir qu'il vînt y exercer de nouveau ses salutaires violences, durant l'automne, « pour soutenir la mission » que ce prélat devait faire en même temps. Le conseil ne s'opposa point à cette coalition de l'homme d'église et du militaire contre les malheureux Loudunois. Pontchartrain, suivant ses tempéraments ordinaires, se contenta de recommander à d'Estrées « de contraindre sans affectation les nouveaux catholiques d'aller aux instructions, et châtier ceux qui en feraient refus avec opiniâtreté ; mais, à l'égard des autres exercices de la religion, vous devez, ajoutait-il, vous contenter de les y exciter, et rien plus, crainte de profanation (1). »

## XVII.

D'Ablége, dont le zèle était un peu éclipsé par celui du commandant, ne restait cependant pas inactif. Il signalait au gouvernement et faisait incarcérer les huguenots les plus fermes et les plus influents de la province. Beaucoup de gentilshommes furent enfermés dans des châteaux forts. Les femmes et les enfants furent mis dans les couvents de l'Union-Chrétienne. Le menu peuple, abandonné aux rapines et aux vexations des archers et des soldats, mais trop pauvre pour payer sa pension dans des prisons d'État ou des monastères, fut du moins à l'abri de ce genre de per-

(1) *Correspondance administrative sous Louis XIV*, t. IV, 475.



sécution. Les plus opiniâtres furent seuls jetés dans des cachots où on les laissa manquer de tout.

On n'entendait plus parler de prêches ; la crainte et le silence régnaient dans le pays. Vers le milieu de l'année on signala à l'intendant le passage de deux ministres à Châtellerault ; mais la désolation générale des fidèles ne paraît pas leur avoir permis de les réunir , et la police perdit aussitôt la trace des deux proscrits, sans avoir pu se procurer sur eux de renseignements précis. Probablement ils avaient déjà repris le chemin de l'exil. La prêcheuse Robine venait aussi de passer en Angleterre , après avoir vu arrêter deux ou trois prédicants qui l'accompagnaient d'ordinaire. La crainte obligeait les autres à se tenir silencieux et cachés.

Cependant le roi de France , engagé dans une nouvelle guerre avec l'Europe , venait de retirer les troupes du Poitou, en y laissant pour quelque temps encore le maréchal d'Estrées, dont la seule « présence et l'activité, » lui disait Pontchartrain , devaient suffire pour contenir les réformés. Réduit à se servir de ses gardes et de la maréchaussée, le commandant réclama auprès de la cour, lui demandant seulement quatre ou cinq compagnies de cavalerie ou de dragons. Mais le conseil , qui d'ailleurs avait reçu des plaintes au sujet des archers et de « leurs violences plus capables de nuire que de produire de bons effets pour la religion , » n'accéda point au désir du maréchal. Les protestants respirèrent , quoique d'Estrées

fût encore au milieu d'eux. Toutefois ceux de Montcoutant et des environs furent à peu près les seuls qui osèrent s'assembler sous l'impression de terreur que la présence de d'Estrées suffisait à entretenir. Les sergents, envoyés contre eux par le sénéchal de Chantemerle, furent repoussés, mais vendirent ensuite leur silence.

### XVIII.

En réclamant le secours du bras séculier, le clergé avouait sa faiblesse, qu'il sentait mieux encore dès que cet appui lui manquait. Lorsqu'on eut retiré les troupes, l'évêque de Poitiers, Antoine Girard, laissa échapper ce pénible aveu d'impuissance. En sollicitant le pouvoir civil à de nouveaux actes d'intolérance, il convint de l'état de dégradation intellectuelle et morale où croupissaient les ecclésiastiques de son diocèse, minés par des vices invétérés. Le conseil n'y pouvait rien, et Pontchartrain répondit par des condoléances : « S. M. a vu avec peine, lui dit-il, que vous êtes obligé de convenir que les uns sont incapables d'instruire les nouveaux catholiques, et que les autres les scandalisent par leur mauvaise conduite. Vous êtes à plaindre, dans une telle situation, par l'impossibilité qu'il y a de remédier en même temps à l'ignorance des uns et au désordre des autres (1). » Vivement peiné de cet état de cho-

(1) *Correspondance administr. sous Louis XIV*, IV, 453, 456, 477, 478, 504.

ses, et même très désireux d'y mettre un terme, Girard était cependant plus préoccupé d'éteindre le schisme que de moraliser ses clercs. Il aurait voulu que de temps en temps les magistrats assistassent au catéchisme afin de condamner à l'amende les parents des enfants absents, ce que le conseil jugea impraticable. Le gouvernement ne voulut pas non plus faire les frais des livres que l'évêque désirait distribuer aux nouveaux convertis. Celui-ci se flattait de contrebalancer l'influence des prédicants par des missionnaires, et de détruire par des ouvrages de controverse l'effet des livres défendus qui restaient dans les familles ou que l'on y répandait encore malgré les mesures les plus sévères. Il y avait peu de temps qu'on avait vu un colporteur venu de Genève parcourant la contrée de Saint-Maixent; le père et la sœur de Robine étaient poursuivis pour avoir procuré des livres d'édification à leurs coreligionnaires. Chaque jour aussi des lettres arrivaient d'Angleterre, de Hollande et des autres pays de refuge, et venaient réchauffer le zèle des fidèles. L'évêque Girard s'en étant procuré quelques-unes, les envoya à Versailles pour montrer la nécessité d'empêcher ces rapports. Il eût fallu pour cela intercepter tous les paquets qui entraient dans la province; le gouvernement se refusa à une pareille violation des correspondances; mais il donna des ordres pour faire arrêter dans les bureaux de la poste les lettres adressées à certains particuliers (1).

(1) *Correspond. administr. sous Louis XIV*, IV, 504, 505.

Plus intolérant encore que celui de Poitiers , l'évêque de la Rochelle , malgré le peu de succès de sa précédente tournée au milieu des protestants de Moncoutant , avait projeté pour cette année une nouvelle campagne , et désirait « que le commandant de la province usât de sévérité pour rendre heureux le succès de cette mission. » Le comte de Chamilly essaya , à ce qu'il paraît , de faire comprendre à la Frézelière « que , dans les circonstances présentes , il n'était pas du service du roi de traiter les mal réunis avec rigueur. » Ainsi rappelé à la modération et obligé de faire seul sa tournée , l'évêque doutait du succès et se demandait s'il ne ferait pas mieux de rester chez lui. Il fit part de son embarras et de la tiédeur du gouverneur à Pontchartrain , qui s'enquit aussitôt auprès de Chamilly lui-même si , pour préparer la tournée épiscopale au milieu des protestants de Moncoutant , il y aurait « inconvénient à punir quelques-uns des plus opiniâtres par la prison , l'exil ou autre peine semblable. » Le commandant , se voyant dénoncé et craignant de passer pour indifférent auprès de la cour dévote du vieux roi , prétendit avoir été mal compris et se hâta de mettre son épée au service de la mission. Non content de cela , la Frézelière voulut se faire accompagner d'un officier de justice , et demanda le sénéchal de la Châtaigneraie. Pontchartrain ne put cette fois s'empêcher de répondre que « la chose lui paraissait nouvelle ; que ce serait , pour ainsi dire , mettre un prévôt à la suite d'un évêque. » Un détachement de soldats à ses côtés

était, il est vrai, une chose non moins étrange, si ce n'est nouvelle. Cette alliance de la crosse et du sabre ne put vaincre la fermeté des réformés de Moncoultant; la Frézelière ne pouvant rien obtenir, le commandant fut chargé de surveiller tout particulièrement ces huguenots intraitables et de travailler parmi eux « à l'avancement de la religion. » Le prévôt de Thouars ayant arrêté, l'année suivante, un de ces « mauvais catholiques, » et ceux-ci ayant arraché le prisonnier de ses mains, l'intendant profita de cette circonstance pour proposer une nouvelle dragonnade contre eux. Pontchartrain les en préserva en ordonnant à d'Ablège de frapper en détail les plus compromis, « au lieu de châtier la paroisse par logement de gens de guerre ou autre exécution militaire (1). »

Un autre fait avait également déterminé d'Ablège à représenter à la cour « la nécessité qu'il y aurait d'avoir un régiment de cavalerie ou de dragons à départir dans les cantons où les nouveaux convertis étaient le plus opiniâtres. » Il s'agissait d'une assemblée qui avait eu lieu, la nuit du 2 février, au-dessous des bois de Saint-Genard, non loin de Melle. Louis XIV fit répondre à l'intendant réclamant des troupes, qu'il « n'était pas à présent en état d'en envoyer, et qu'il agit de concert avec le comte de Chamilly par le moyen des prévôts des maréchaux ou autres gens de cette espèce, pour contenir les religionnaires dans le devoir (2). »

(1) *Correspond. administr. sous Louis XIV*, IV, 457, 506.

(2) *Arch. de la Vienne*, C 2, 30; — *Corresp. administr.*, IV, 507.

La France avait en effet besoin de ses troupes sur ses frontières menacées, et il fallut pendant quelque temps se passer de soldats dans les missions. En acceptant pour un de ses petits-fils la couronne d'Espagne, Louis XIV avait accepté aussi la guerre avec l'Europe alarmée de cet accroissement de puissance. Des ordres furent donnés, comme dans les précédentes campagnes, pour arrêter les gentilshommes suspects du Poitou, en cas d'événements extraordinaires; Chamilly dut en dresser la liste sur le modèle de celle qui avait été faite en 1696.

La nécessité de retirer les troupes et la modération trop équitable des tribunaux dans les affaires de religion décidèrent le conseil à revenir aux anciennes commissions, afin d'entretenir la crainte parmi les nouveaux convertis. D'Ablége et Pinon, son successeur, furent chargés de juger les auteurs de l'assemblée de Melle et de la rébellion contre le prévôt de Thouars. Celui-ci reçut l'ordre de se transporter à Puymarie avec des forces suffisantes pour arrêter quelques prévenus et de faire main basse sur eux en cas de résistance.

L'évêque de la Rochelle ne cessant de se plaindre que les habitants de Moncoutant, Courlay, Saint-Jouin-de-Milly et la Forêt-sur-Sèvre persistaient obstinément dans leur hérésie, le conseil autorisa Pinon à informer contre eux, et lui ordonna de se concerter avec Chamilly pour soumettre à l'autorité de l'Église romaine ces pauvres gens dont l'unique crime était de se réfugier dans les bois à l'approche d'un prélat haineux et toujours en mesure de satis-

faire ses vengeances. Toutefois , le roi ayant décrété que la France était orthodoxe , on persistait ridiculement à appeler convertis ou nouveaux catholiques ces huguenots opiniâtres (1).

Quelques prédicants intrépides osaient encore tenir des assemblées nocturnes dans le Haut-Poitou. L'un d'eux , nommé Martinet , jeune enthousiaste de dix-huit ans , ayant été pris , fit connaître les autres et compromit plusieurs personnes en parlant par vanité des prêches qu'il avait faits. Cet orgueil , qui se mêlait à l'exaltation de son esprit , lui fit oublier jusqu'au soin de sa défense ; il débita des sermons et chanta des psaumes devant le subdélégué chargé d'instruire son procès , et qui le fit enfermer dans le château de Niort par ordre de la cour. Cette fois elle rendit un service aux églises du désert en les préservant peut-être du fléau contagieux du fanatisme (2).

## XIX.

Le gouvernement avait souvent varié dans sa conduite à l'égard des réformés ; plus défiant , mais distrait de son intolérance pendant la guerre , il consacrait les rares et courts intervalles de paix à cette déplorable croisade infructueusement poursuivie depuis un quart de siècle. Ces variations dans la persécution étaient généralement dues aux événements extérieurs. Un changement dans le conseil royal et quelquefois l'ex-

(1) *Correspondance administr. sous Louis XIV*, IV, 508, 516.

(2) *Archives de la Vienne*, C 2, 31, procès.

périence y avaient aussi contribué ; mais dans ce cas même on n'osait pas modifier la loi ; c'eût été avouer une faute ou paraître reculer. Alors on l'adoucissait dans l'application. Pontchartrain en avait fait disparaître certaines coutumes barbares ; il avait secrètement défendu aux intendants de faire traîner sur la claie les cadavres des relaps et de faire subir l'amende honorable à ceux qui se rétablissaient. Ces ordres furent tenus secrets , la législation resta la même , et l'on fit , comme de coutume , le procès aux relaps ou à leurs cadavres ; mais on n'exécuta pas la loi dans ce qu'elle avait de plus hideux. Cependant , au mois de mai 1705, le corps d'une dame de Poitiers fut encore traîné à la voirie par ordre de la justice.

Il était presque impossible aux malades d'échapper aux obsessions et à la vengeance des prêtres qui poursuivaient l'hérétique jusqu'au delà de la mort. Dans quelques provinces , les médecins , les chirurgiens et les apothicaires se chargeaient d'avertir les curés de l'état de leurs clients , afin qu'ils pussent se trouver à leur lit de mort. Pontchartrain , qui répugnait moins aux violences morales de ce genre qu'aux excès des soldats , encouragea cet usage et fit des efforts auprès des intendants pour le faire généraliser , sous peine pour les médecins qui y manqueraient d'encourir « le blâme et l'indignation » du roi. Bientôt on leur en fit une obligation sous peine d'amende et même d'interdiction en cas de récidive. Cet espionnage eut un effet déplorable : il arriva souvent que , pour mourir en paix et ne pas se mettre dans l'alter-



native d'apostasier ou de subir eux ou leur cadavre la peine affreuse des relaps, les réformés n'appellèrent pas le médecin précurseur du prêtre. D'Ablège résolut alors de pousser jusqu'au bout cet infâme système et de contraindre les malades à faire venir le médecin, afin qu'ils ne pussent pas échapper au curé; mais Pontchartrain, qui s'était déjà trop avancé dans cette honteuse voie, ne voulut pas aller jusqu'à et retint l'intendant (1).

Il est juste de dire qu'il y avait beaucoup d'ecclésiastiques dont ces lois soulevaient l'indignation et qui étaient les premiers à les enfreindre. « Ils avaient la délicatesse de ne vouloir pas se porter délateurs, sous prétexte, disaient-ils, qu'ils se rendraient odieux aux nouveaux catholiques, qui n'auraient plus de confiance en eux (2). » Ils laissaient mourir les réformés sans aller troubler leurs derniers moments par la perspective de l'enfer et de la voirie, et ne dénonçaient point les relaps. Les morts étaient alors inhumés sans bruit, parfois dans les caves, plus souvent dans le coin d'un jardin ou d'un champ où l'herbe et les ronces se hâtaient de cacher cette sépulture proscrite. Cet usage se généralisa peu à peu à mesure que le fanatisme perdit du terrain devant les lumières de la raison; il se forma ainsi autour de chaque vil-

(1) *Correspond. administr. sous Louis XIV*, IV, 434, 453, 495; — *Déclaration* du 43 décembre 1698, art. XII; — Bobinet, *Annales d'Aquitaine*, Mst. II, 4427.

(2) *Recueil des édits, déclarations et arrêts du conseil au sujet de la Religion P. réformée*, 1714, supplément, p. 2.

lage de modestes cimetières où sont venus se grouper jusqu'à nos jours les membres des mêmes familles. Aucun monument, pas la moindre pierre n'attire sur eux l'attention ; quelques mottes allongées, recouvertes de gazon et respectées par la charrue, les font seules reconnaître ; tout vous dit que là repose un peuple persécuté.

Ajoutons que beaucoup de prêtres n'exécutaient pas mieux la loi sur l'enseignement et n'obligeaient point les parents à faire donner à leurs enfants une éducation contraire à leur volonté.

## XX.

Le 7 juin, une assemblée fut surprise à la Bertamière, à une lieue de Melle, par le colonel d'un régiment, qui était dans cette ville avec mission spéciale de surveiller les nouveaux convertis. Battant la campagne, pendant la nuit, il arriva dans ce village, avec cinq de ses hommes, à dix heures du soir. Les fidèles, trahis par le chant des psaumes, se dispersèrent sous ses yeux sans qu'il osât mettre la main sur aucun d'eux à cause de leur nombre. Un seul, nommé Jacques David, qui était imprudemment resté en arrière, fut arrêté lorsque tous les autres étaient déjà loin. Doujat, successeur de Pinon, condamna le prisonnier à trois ans de galères. Un autre protestant, chez lequel la justice se transporta quelques jours après, mais qu'elle ne put saisir, fut jugé à cinq années de la

même peine , et sa femme à la réclusion perpétuelle à l'hôpital général de Poitiers (1).

Au mois de juillet 1709, le prédicant Bureau fut pris et jeté dans les prisons de Poitiers , d'où il ne sortit que le 6 novembre 1712 après une abjuration feinte.

Depuis plusieurs années , la persécution s'était ralentie et les condamnations étaient rares. La conversion des réformés n'était plus qu'un soin secondaire pour la cour. La guerre souvent malheureuse qui épuisait la France avait détourné l'attention du gouvernement ; Louis XIV, longtemps agresseur, se défendait maintenant. Quelques succès obtenus dans le nord étaient mêlés de grands revers ; les Anglais menaçaient nos côtes ; dans le midi , les protestants, poussés à bout par des rigueurs intolérables, s'étaient mis en pleine révolte contre le gouvernement, en ne croyant d'abord secouer d'autre joug que celui des prêtres ; le feu mal éteint de cette guerre civile , après avoir ravagé les Cévennes , menaçait de s'étendre dans toutes les provinces méridionales. Dans l'ouest, il est vrai, les réformés ne s'insurgeaient pas, mais ils continuaient avec autant de fermeté que de calme à célébrer secrètement leur culte. L'histoire se tait presque sur leur existence pendant cette période du grand règne qui tire à sa fin. Accoutumés à de longues souffrances, ils jouirent de cet oubli comme d'un adoucissement à leurs maux. Ce sera toujours la honte de Louis XIV

(1) *Arch. de la Vienne*, C 2, 34; — *Corresp. administ.*, IV, 548.

qu'un million de ses sujets n'aient joui de quelque paix qu'à la faveur de ces guerres d'ambition qui coûtaient à la France tant de larmes et de sang.

Après les traités d'Utrecht et de Rastadt on ménagea moins les réformés, et la persécution sévit de nouveau dans le Poitou. L'intendant Richebourg avait pour subdélégué à Niort un certain Chebrou, dévot hypocrite et dangereux, qui, pour faire son chemin et donner du relief à ses nouvelles lettres de noblesse, répandit, pendant plusieurs années, la terreur et le deuil dans une partie de la province. Passant les nuits à courir les campagnes et à traquer les prédicants, il en captura plusieurs en peu de temps. A la fin de juillet 1714, il se saisit de Pierre Carteau, assez peu estimé de ses coreligionnaires, et qui eut, dit-on, la lâcheté de faire connaître les autres. Muni des renseignements obtenus par ce moyen, Chebrou se mit à parcourir la contrée avec quelques invalides du château de Niort et les archers de la maréchaussée. Le 19 janvier, il surprit Pierre Gadeau, frère d'un proposant, et Jean Vinet, fermier à Faugerit, dans la paroisse de Goux. Un mois après, pendant une nuit de février, il s'empara de Daniel Bonnet, de la paroisse de Vitré, et, vers le milieu d'avril, arrêta Jacques Guerri à Melle. On les conduisit tous à Niort, ainsi qu'un autre prisonnier nommé Pierre Caillon. Carteau, Vinet, Bonnet, Guerri et Caillon, convaincus d'avoir prêché au désert, furent condamnés aux galères perpétuelles, le 4 juillet. La

même peine fut prononcée par contumace contre Jacques Frappier, Pierre Begniers, Jean Berthelot et Jean Regnault. Gadeau fut renvoyé. Des décrets de prise de corps furent lancés contre Jacques Gadeau, Jacques Groussard et Lemoine; trois autres proposants, Jacques Dauban dit Absalon, Jean et Jacques Marbœuf, étaient déjà décrétés. Une grange où s'était tenue l'une des assemblées, au village de Virleban, fut démolie, et défense fut faite aux nobles de souffrir qu'il se fit aucune réunion dans l'étendue de leurs hautes-justices, sous peine d'en être privés.

Un autre proposant, Moyse Moynard, fut aussi envoyé aux galères vers la même époque.

Carteau, qui avait joué un si triste rôle dans cette malheureuse affaire, fut gracié pour prix de ses délations, et devint plus tard archer de la maréchaussée; Bonnet fut relâché à la sollicitation d'un curé dont son père était fermier; Guerry et Caillon, transférés des prisons de Niort dans celles de Saumur, s'évadèrent avant d'être mis à la chaîne; Begniers passa en Angleterre; Berthelot se disposait à l'y rejoindre lorsque la mort de Louis XIV le décida à rester dans son pays, où il acquit bientôt un tel renom que les catholiques appelaient souvent le protestantisme la religion berthelote (1).

La famille Sauzeau, de Lusignan, arrêtée en cherchant à passer en Angleterre, fut jugée deux jours

(1) *Arch. de la Vienne*, C 2, 34, dossier du procès; — *Journal de M. de l'Orte*, publié par M. Fr. Waddington dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. IV, 229.

après les prédicants. Le père et l'aîné de ses fils furent condamnés aux galères à perpétuité, ainsi que Louis Garreau, qui les avait accompagnés dans leur tentative d'émigration; on enferma la femme et la belle-mère de Sauzeau à l'hôpital général de Poitiers pour le reste de leurs jours. Les juges réservèrent le dernier supplice pour le nommé Pierre Micheau, qui avait déjà mené une famille de fugitifs en Angleterre, et s'était chargé d'y conduire celle-ci : il fut pendu sur la place publique de la Mothe, le 8 juillet, et son corps, attaché à une potence par une chaîne de fer, fut exposé sur le chemin de ce bourg à Saint-Léger de Melle par les soins de Chebrou, comme si celui-ci eut voulu savourer à loisir l'odeur de sa proie (1).

## XXI.

Au commencement de septembre 1715, Louis XIV alla rejoindre ses ancêtres dans les caveaux de Saint-Denis. Nous avons envisagé son règne le plus long et le plus brillant de la monarchie par un côté où son éclat est singulièrement terni. On sait ce que la France lui doit; il serait plus difficile de dire ce que lui coûtèrent le faste, l'ambition, la dévotion intolérante et les débauches du grand roi. Nous avons montré les déplorables effets de ses ordonnances contre les protestants : résolu de détruire l'hérésie, il avait agi comme s'il eut voulu ruiner la nation. Les premières mesures contre les réformés avaient eu pour but de

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 32, dossier du procès.

les exclure des honneurs et des emplois, et pour effet, non de les convertir, mais de les refouler vers l'industrie et l'agriculture, seules carrières qui leur restassent ouvertes, et dans lesquelles leur esprit d'ordre et d'économie leur avaient donné bientôt une supériorité marquée sur leurs voisins, qui passaient le tiers de l'année à fêter les saints du calendrier romain. Lorsque l'injustice et les tracasseries firent place à une persécution violente, les protestants sortirent de France et leurs industries les suivirent. Pour montrer le vide immense qu'ils y laissèrent, nous allons ajouter quelques chiffres à ceux que nous avons déjà cités. On pourra juger de l'étendue des pertes du royaume par celles que fit dans sa population une des plus riches contrées du Poitou.

L'élection de Niort se composait, en 1716, de 122 paroisses, comprenant 14,374 feux; ce qui porte le nombre de ses habitants à 70,000 environ. Depuis 1686, elle avait diminué de plus de 1,800 feux, sans compter les pertes de la ville de Niort, et, en les y comprenant, on peut estimer à 10,000 âmes, au moins, la diminution de la population dans la période des trente ans écoulés depuis le premier recensement. Si l'on se rappelle qu'à cette époque, c'est-à-dire en 1686, l'émigration avait déjà fait de grands vides, on se convaincra que cette contrée, peuplée en grande partie de réformés, avait perdu au moins le cinquième et peut-être le quart de ses habitants. Il faut remarquer en outre que, dans ce dénombrement par feux, on n'a pas tenu compte des membres détachés

des familles qui laissèrent des parents dans leurs foyers. D'après ce document irrécusable et d'autres du même genre, et en ayant égard à la proportion des protestants dans les diverses parties de la province, ce n'est pas exagérer que de porter à 60,000 âmes au moins la diminution de la population du Poitou.

Les pertes de l'élection de Niort portaient sur la moitié des paroisses ; un grand nombre d'entre elles avaient perdu le cinquième de leurs habitants, les autres le quart, d'autres le tiers ; celle de Saint-Romans-des-Champs, l'une des plus petites, était réduite de 35 feux à 14. Plus de 60 communes avaient ainsi baissé dans une proportion effrayante, tandis que quatre ou cinq seulement avaient augmenté de quelques feux (1). Des guerres interminables, des impôts excessifs et mal répartis avaient réduit le peuple à la plus profonde misère ; des disettes fréquentes avaient été accompagnées d'affreuses mortalités ; mais la principale cause de la dépopulation du royaume était l'émigration. Beaucoup de domaines avaient été abandonnés, et, dans la seule élection de Niort, on comptait deux mille maisons désertes. On n'avait fait qu'ajouter un mal à un autre en mettant en séquestre ceux des biens des émigrés que l'on ne donnait pas à leurs parents catholiques. Mal administrés, mal cultivés, comme des biens en main morte, ils rapportaient peu, coûtaient beaucoup, et il ne rentrait au trésor qu'une minime partie du produit. Partout les hommes manquaient à la terre : dans la rigoureuse

(1) *État de l'élect. de Niort en 1716*, Mss. de D. Fonten., 37.



année 1709, le roi, qui voyait le flot de la misère monter jusque sur le perron de Versailles, promit diverses immunités et une forte diminution d'impôts aux propriétaires qui voudraient faire remettre en valeur les nombreuses métairies laissées en friche (1); mais, comme c'étaient surtout les bras qui manquaient, l'on ne pouvait rendre ces terres à la culture qu'en prenant des colons sur d'autres fermes, qui de cette manière restaient incultes à leur tour. L'année suivante, Richebourg fut obligé de diminuer les impôts de beaucoup de paroisses, dont quelques-unes, tombées en non-valeur, comme celle de Contré, avaient perdu presque tous leurs habitants. Depuis l'année même qui suivit la révocation, il avait souvent fallu faire de semblables réductions, soit pour certaines paroisses plus maltraitées, soit pour la province entière.

## XXII.

Le duc d'Orléans, qui prit en main les rênes du gouvernement pendant la minorité de Louis XV, était l'homme de France le moins dévot et celui dont l'esprit et le caractère contrastaient le plus avec les maximes et les traditions du dernier règne. Une réaction générale s'opéra d'elle-même contre l'ancien régime; mais, pour réparer le mal que l'intolérance avait fait; pour abroger les édits du grand roi; renverser son œuvre de prédilection, le lendemain de

(1) *Arrêt du conseil d'État* du 22 oct. 1709 (placard imprimé).

sa mort; braver tous les anathèmes du clergé; engager enfin la lutte contre le préjugé et le fanatisme, il fallait un effort dont le chef provisoire de l'État n'était pas capable : il n'avait pour cela ni assez d'énergie dans le caractère, ni assez de suite dans l'esprit. Il laissa par insouciance et faiblesse entre les mains des intendants, des tribunaux et des prêtres, le code inique et barbare qui proscrivait un million de Français à cause de leur foi. Armés du pouvoir exorbitant qu'on n'osait leur retirer, ils en firent le plus cruel usage contre les malheureux protestants, qui, rassurés par les dispositions personnelles du régent, montrèrent bientôt une imprudente confiance, sans songer que leurs ennemis sauraient se servir de la faiblesse du gouvernement comme ils s'étaient servis naguère de sa force.

Après avoir silencieusement observé pendant quelque temps la direction politique de la nouvelle cour, les réformés se sentirent raffermis dans leurs espérances en voyant le régent se rapprocher de l'Angleterre et signer avec elle un traité d'alliance, le 4 janvier 1717. Toutes les fois que la France avait traité avec une nation protestante, depuis trente ans, ils avaient attendu de l'influence étrangère un adoucissement à leur sort, et leur espoir se trahissait toujours par un redoublement de zèle. Le culte confiné au foyer domestique s'étendait aussitôt et le prêche recommençait. Le rapprochement avec l'Angleterre produisit encore cet effet. Dans la nuit du 23 au 24 avril, il se fit une assemblée dans les bois

entre Saint-Sulpice et Saint-Maurice-le-Girard , à la clarté d'un feu de broussailles , comme on en allumait souvent dans ces réunions nocturnes. Celle-ci fut assaillie et dispersée par une douzaine d'individus armés de fusils. Gabriel David et Belliard , qui avaient pris au prêche une part active , furent arrêtés , au commencement du mois de juin , par le subdélégué de la Châtaigneraie , auquel l'intendant enjoignit de procéder contre eux avec sévérité , afin que cet exemple servit aux autres. David était un marchand de Mouilleron revenu naguère d'Angleterre , où il s'était réfugié après la révocation ; Belliard était un simple serrurier du village de la Reillardière , particulièrement odieux aux prêtres pour avoir abandonné leur religion et détourné plusieurs de leurs ouailles.

Les fidèles du Haut-Poitou avaient également repris l'exercice de leur culte et se réunissaient dans les mêmes lieux que deux ans auparavant. Les prêtres s'indignaient de l'insouciance du gouvernement et s'emportaient en vain contre les nouveaux convertis , qui fuyaient leurs autels pour courir au prêche. Chaque dimanche , depuis deux mois , il se tenait une assemblée entre autres dans la paroisse de Bougon , malgré les menaces du curé , qui écrivit à l'intendant , le 28 juillet : « Les églises de nos paroisses sont tristement désertes par un brigandage de cette nature qui se multiplie , et qui ne cessera que par l'exécution des châtimens dont je les ai avertis de votre part , et que nous attendons de votre

justice. » A défaut des prédicateurs, que l'on ne pouvait surprendre, il voulait que l'on s'emparât des auditeurs : « Ils sont aussi dignes de châtimens, disait-il, et l'exemple qui se ferait sur eux ne serait pas d'un moindre produit. » Mais les prisons n'y eussent pas suffi, et lors même que cette absurdité fut édictée, personne ne songea sérieusement à l'exécuter et à emprisonner des paroisses entières.

Le curé de Thorigné ne se plaignait pas avec moins d'amertume de l'espèce de tolérance dont on usait à l'égard des prédicants. Il assurait « qu'il y avait même dans le pays un ministre dans toutes les formes, » qui portait une chaîne d'argent, gage, disait-on, de la bienveillance du régent. Le duc d'Orléans était trop embarrassé de sa tolérance pour en donner de tels témoignages; Chebrou et l'intendant, au lieu de rechercher ce personnage imaginaire, acceptèrent le concours secret que leur offrait le crédule curé pour la capture du prédicant Gadeau.

Dès qu'il vit l'hérésie relever la tête, l'intendant Des Gallois de la Tour manda au conseil l'état des esprits, et sollicita une commission pour procéder contre les prédicants. En la lui envoyant, le duc d'Antin lui écrivit, le 13 juillet : « J'espère que la précaution que nous prenons, pour éviter les lenteurs de la justice ordinaire par l'attribution que cet arrêt vous donne, rendra les assemblées moins fréquentes, et que la crainte du prompt châtiment retiendra les plus factieux. » Telle fut la réponse du conseil de régence aux espérances des réformés. Dès que l'in-

tendant connu les dispositions de la cour, ses agents redoublèrent d'activité pour saisir les chefs de ce mouvement religieux que l'on présentait à dessein sous les fâcheuses couleurs d'une rébellion. Au commencement du mois de septembre, on arrêta le prédicant Bureau, et l'on fut ensuite pendant quelques mois sans entendre parler d'assemblées; mais, vers le milieu du mois de mars de l'année suivante, on apprit qu'il s'en était fait une aux environs de Fres-sine, dans laquelle on avait célébré la cène et béni un mariage, ce qui révéla cette fois la présence d'un ministre. Chebrou se rendit avec un détachement de cavalerie au domicile des époux, dans l'espoir de leur arracher par la peur le secret de la retraite du pasteur; mais ils avaient pris la fuite en apprenant qu'on venait d'arrêter à Saint-Maixent d'autres personnes mariées au désert.

La fête de Pâques vint encore réchauffer la foi des fidèles et fut célébrée au désert avec la simplicité des temps antiques. Il y eut, pendant le mois d'avril, des assemblées en plein jour dans des bois près de Fres-sine et d'Aigonnay, dans ceux de la Fosse près de Sainte-Néomaye, et aux environs d'Exoudun, la Mothe, Rouillé et Lusignan. Berthelot, déjouant toutes les recherches, prêchait chaque dimanche.

Chebrou, qui s'était promis d'élever sa fortune sur les ruines de l'hérésie et qui la voyait résister à tous ses efforts, avait changé son dépit en fureur. Il voulait raser quelques granges où s'était fait le prêche et terrifier le peuple par des supplices, offrant de se

mettre lui-même à la tête des troupes, si on voulait fondre sur les assemblées. Cependant la crainte d'une résistance, qui aurait pu amener l'effusion du sang, lui faisait préférer les voies juridiques, qui lui promettaient le premier rôle avec moins de danger.

« Informer contre ceux qui avaient prêché et assisté aux assemblées, les juger suivant la rigueur des ordonnances, sans aucune grâce, et continuer dans la suite, sans aucun relâchement, de punir ceux qui assisteraient auxdites assemblées, » tel était le moyen qu'il proposait à Des Gallois de la Tour. « Pour cela, ajoutait-il, il faut un arrêt d'attribution à MM. les intendants, autrement on n'en finira jamais, la juridiction du parlement étant trop longue (1). » Pensant que le conseil n'approuverait point l'emploi de la force ouverte contre les assemblées, Des Gallois se borna, en effet, à lui demander une commission pour juger les religionnaires. Chebrou avait sollicité d'avance une délégation pour instruire le procès.

La ferveur huguenote, ravivée par la fête de Pâques, redoubla aux approches de la Pentecôte ; des assemblées se tinrent dans les bois de la Carte, près de Celle et de Vitré, dans les villages de la Fuye, de la Frênaye et de la Chênaye, situés dans les paroisses de Lezay, Saint-Léger de Melle et Aigonnay. Le jour même de la Pentecôte le prêche se fit de tous côtés, et entre autres dans les vallons de Sainte-Néomaye, tout près du bourg, ainsi qu'aux environs d'Aziré, dans la

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 32, Lettres de Chebrou du 16 avril et du 31 mai 1718, etc.

paroisse de Benet. Chebrou, stimulé par les prêtres et l'intendant, n'avait plus de repos ; débordé par ce mouvement général, il n'épargnait ni peines, ni démarches pour l'arrêter, lorsqu'il fut déconcerté par un coup inattendu. Une lettre de cachet le manda à Paris pour rendre compte de sa conduite. Le conseil voulait-il lui apprendre que ce zèle excessif n'était plus de saison ? C'est ce que nous ne pouvons affirmer. Ce qui nous le fait croire, c'est que nous voyons ce subdélégué si actif se relâcher subitement et laisser aux réformés plusieurs mois de répit.

### XXIII.

Les assemblées, tenues sans éclat, jouissaient d'une certaine tolérance tacite très limitée et très précaire. Le duc d'Orléans n'avait d'autre raison de ne pas les permettre ouvertement que la crainte d'attirer sur lui-même la haine du clergé, et ce motif suffisait à son esprit timide et irrésolu pour ne pas toucher aux lois de son oncle. Les réformés du Poitou ne comprirent point cette difficulté exagérée par la faiblesse du prince, et ne virent pas que la tolérance reposant bien plus sur l'insouciance du régent que sur sa justice, il ne sacrifierait point son repos pour le leur. Ils crurent qu'il n'y avait qu'à réclamer leurs anciennes libertés pour les faire rétablir, et que le meilleur moyen était de se montrer, d'attirer l'attention du conseil par une démarche éclatante et de démentir ainsi de la manière la plus solennelle le mensonge

officiel qui consistait à les dire convertis pour détruire leur culte. On verra bientôt que cette imprudence n'eut d'autre résultat que d'attirer sur eux de nouvelles rigueurs de la part des autorités de la province, et que la cour, n'osant pas arracher à Chebrou sa proie tout entière, lui abandonna une victime.

Pour commencer à rentrer dans leurs droits, les protestants résolurent de s'assembler publiquement sur les emplacements de leurs temples démolis à la révocation. Une première réunion fut convoquée à Mougou, pour le dimanche 22 janvier 1719, dans un jardin, où s'élevait autrefois le temple, au centre du bourg. Le propriétaire, qui était catholique, en ayant refusé la clé, la porte fut forcée et deux mille paysans vinrent y prendre place. Un homme d'environ quarante ans, portant un habit de boulanger en droguet, de moyenne taille, au visage maigre et pâle, aux cheveux noirs et courts, fit le prêche : c'était Berthelot. L'assemblée dura plusieurs heures ; on y était accouru de trois ou quatre lieues ; les catholiques de Mougou y assistèrent, et le curé lui-même, après sa messe, cédant à la curiosité, monta sur un vieux mur de son église pour écouter le prédicateur. Une seconde réunion fut annoncée pour la quinzaine dans le même lieu. Le bruit se répandit dans la semaine que, le samedi, les huguenots devaient enlever la chaire de l'ancien temple de Mougou placée dans l'église de Thorigné. Leur hardiesse n'alla pas jusque-là, et ce projet, que leur attribuait peut-être la malveillance ou la crainte, loin d'entrer dans leur



plan, n'aurait pu que leur nuire auprès du gouvernement.

Le dimanche suivant, le prêche se fit avec moins d'éclat dans les bois de la Foye et ceux du Bost, situés dans les paroisses de Lezay et de Cherveux; au Pont-de-Mellet, dans celle de François, et dans la campagne entre Fressine et la Chênaye. Pendant la nuit, Chebrou s'était rendu à Melle, où il pensait que se ferait une assemblée; mais sa présence y était inutile; il avait dans cette ville un digne émule qui s'efforçait de faire oublier qu'il était né dans l'hérésie; c'était le président Colin. Remplissant les fonctions de maire, il avait pris des mesures pendant la semaine pour empêcher le rassemblement de « ces animaux, » comme il appelait ses anciens coreligionnaires dans ses rapports à l'intendant.

Le 5 février était le jour fixé pour la seconde assemblée de Mougon. La veille, dans la nuit, le curé se rendit à Niort avertir Chebrou de ce qui se préparait. Celui-ci, ayant verbalisé et commencé une enquête au sujet de la réunion du 22 janvier, pensait que la crainte retiendrait les protestants. Cette nouvelle, à une heure avancée de la nuit, le jeta dans la perplexité. Il aurait voulu se rendre avec des troupes à Mougon, avant le jour, pour que leur marche ne donnât pas l'éveil dans les campagnes; mais il ne lui était pas possible de pénétrer au château où tout le monde reposait, et il ne lui restait pas assez de temps pour faire venir un détachement de cavalerie qui était en garnison à Champdeniers. D'ailleurs le

gouverneur de la province et les commandants des places avaient reçu de la cour la défense de laisser sortir les troupes. Le matin, après avoir vainement sollicité l'officier qui commandait au château pour avoir quelques hommes, Chebrou fut réduit à n'envoyer qu'un espion à Mougon. Le même jour, il se fit une assemblée au fief de Château-Gaillard, dans la paroisse de Benet (1). Une autre eut également lieu dans le bois du Carignon, près de Thouarsay, en Bas-Poitou. Le sénéchal de la Châtaigneraie, averti, arriva avec trois cavaliers de la maréchaussée et douze autres individus à cheval; mais la place était vide, et il ne put que verbaliser sur le tertre même d'où le prédicant, Louis Desmé, avait adressé la parole au peuple (2).

Le 12 février, on prêcha à la Chênaye et sur les emplacements des temples de la Mothe et de Melle. Colin, dans cette dernière ville, ne fit rien pour en empêcher, jaloux de ce que l'intendant eut adressé ses ordres à son subdélégué Auguis, sans lui en donner à lui-même. Quelques hommes du peuple essayèrent seuls de troubler le culte. Cependant on arrêta dans la semaine le nommé Granet passant pour « convieur » d'assemblées. Mais cette rigueur et les menaces que l'on répandit à dessein n'empêchèrent pas de faire encore le prêche le dimanche suivant. On devait, disait-on, casser la tête du pré-

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 32, Lettres de Chebrou, de Colin, du curé de Mougon, notes de l'intendant, etc.

(2) *Notes manuscrites de M. B. Fillon.*

dicant lorsqu'il passerait sous les fenêtres, dans un faubourg qu'il fallait traverser pour venir au pré où était autrefois le temple. Les fidèles, qui arrivaient par bandes nombreuses, formèrent une haie de chaque côté de la rue, et dès que parut le nommé Bonnet, qui devait prêcher ce jour-là, ils l'entourèrent, et la foule tout entière l'escorta. Trois jeunes gens catholiques avaient fait une brèche à la muraille du pré pour donner passage au peuple. Le sermon fut interrompu par le son du tambour que l'on battait dans la ville et par ces cris partant du même côté : « Voici les bourgeois sous les armes ! Ils vont fondre sur l'assemblée ! » On comptait sur l'effet de cette alerte pour la disperser et s'emparer peut-être du prédicant dans la déroute ; mais, au lieu de fuir, tout le monde se pressa autour de lui pour le défendre. Le subdélégué et quelques autres magistrats présents se retirèrent au milieu du tumulte. Les catholiques, effrayés à la vue des milliers de bâtons que les paysans tenaient en l'air, crurent que la ville allait être victime d'une imprudente provocation. « Pourquoi les troubler ? disaient-ils en maugréant les auteurs de cette échauffourée. Quel mal nous faisaient-ils ? » Les plus sages cherchaient à apaiser les protestants et à les rassurer en même temps : « Ne faites point de mal et ne craignez point, répétaient-ils ; les magistrats n'ont ordre de rien vous dire. » Les fidèles, entourant toujours leur prédicant, se retirèrent après avoir repoussé quelques archers qui essayaient de le saisir. Arrivés sur le pont, ils l'éle-

vèrent de force sur leurs épaules et il convoqua le peuple pour le dimanche suivant à Mougon.

Le jour de l'assemblée de Melle, Berthelot prêcha au faubourg Châlon de Saint-Maixent, sur l'emplacement du temple donné aux capucins par Louis XIV. Une chaire portative s'élevait à la place même occupée jadis par l'ancienne. On se croyait au premier jour d'une ère nouvelle; les cœurs étaient pleins de souvenirs et d'espérances; les vieillards pleuraient de joie en voyant reparaître les signes extérieurs de leur culte; trente-cinq années de douleurs étaient oubliées, la tradition renouée, l'avenir ouvert. Chacun croyait déjà voir le moment où le sanctuaire lui-même serait relevé.

Il y eut ce même jour une assemblée sur l'emplacement du temple de Benet, démoli depuis plus de cinquante ans. On y annonça que le dimanche suivant on se réunirait sur l'emplacement de celui de Niort. Chebrou prit des mesures pour empêcher l'exécution de cet audacieux projet, et le comte de Chamilly, en l'apprenant, se hâta d'envoyer cent grenadiers dans cette ville; mais, pendant qu'ils montaient la garde à toutes les portes et que Chebrou faisait surveiller Mougon et Cherveux, Marbœuf prêchait à la Mothe.

#### XXIV.

Marbœuf était, avec Berthelot, le plus aimé et le plus suivi des prédicants, et leur réputation était

grande parmi les paysans des bords de la Sèvre, dont ils parlaient la langue et portaient l'habit. L'acharnement de leurs ennemis n'était pas moindre que leur influence. Toutes les maréchaussées du pays avaient leur signalement. Marbœuf et Jean Gadeau n'avaient pas de domicile ; mais ils trouvaient partout une retraite dans les fermes, et travaillaient aux champs avec ceux qui les recevaient sous leurs toits, changeant de gîte chaque jour, autant pour leur sûreté que pour celle de leurs hôtes. Depuis plus de deux mois, Berthelot paraissait rarement dans son village, à Fonbedoire, près de Sepvret, et n'y couchait jamais. On essaya plusieurs fois de le saisir, mais toujours en vain. Par une nuit glaciale de février, Chebrou vint tout aussi inutilement de six ou sept lieues pour le surprendre (1). Dans le Bas-Poitou Jacques Dauban, de Maigresouris, dans la paroisse de Foussais, jouissait aussi d'une grande considération et était en butte aux mêmes embûches. Le sénéchal de Fontenay, Moriceau de Cheusse, ancien proposant converti en 1685, anobli depuis pour avoir rendu de grands services comme convertisseur, et enrichi des dépouilles des protestants (2) ; déploya une singulière persévérance pour s'emparer de ce prédicant. Trompé par un faux bruit d'après lequel Dauban devait prêcher, dans les premiers jours de

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 32, corresp. des subdélégués, procès-verbaux, etc ; — *Bulletin de la société de l'hist. du protestantisme français*, IV, 231.

(2) B. Fillon, *Histoire de Fontenay*, I, 343.

mars , sur les ruines du temple de la Buardière , il passa deux jours et deux nuits à l'attendre , caché à une portée de mousquet de ce hameau alors inhabité. Martin, de la paroisse de Fressine, Dubreuil, de celle de Souvigné, Durouil dit la Joue-Rouge, de Négresauve, paroisse de Saint-Romans de Melle et quelques autres prédicants étaient également épiés par le subdélégué de Niort.

Celui-ci se flattait de surprendre la plupart d'entre eux dans une seule nuit ; mais diverses circonstances dérangèrent son plan. Le comte de Chamilly, à la première nouvelle des assemblées, avait pris la sauvage résolution de venir de la Rochelle avec ses troupes, pour brûler les maisons et les granges où s'était fait le prêche. Chebrou, d'accord avec l'intendant, voulait au contraire procéder juridiquement, c'est-à-dire d'une manière qui leur assurât le premier rôle. Ils étaient d'avis, non de brûler les granges, mais de les démolir en vertu d'un jugement. Ce qu'il leur fallait surtout, c'était la tête des prédicants. Jeter l'épouvante dans les campagnes, en livrant les maisons aux flammes, n'était pas le moyen de les surprendre. Chebrou fit donc tous ses efforts pour détourner le commandant d'incendier les habitations des huguenots, en n'alléguant toutefois que l'intérêt de leurs voisins. Chamilly persista dans son dessein « de prendre le flambeau à la main, » jusqu'à ce qu'un ordre de Maurepas l'obligeât à éteindre ses torches. Se résignant alors à seconder les projets du subdélégué, il lui remit une ordonnance pour loger

une compagnie de cavalerie chez les protestants de Benet, et lui donna trente hommes pour faire la capture des prédicants.

Des Gallois de la Tour avait demandé pour les poursuivre un arrêt d'attribution que la cour ne se hâtait pas de lui envoyer. « Les longueurs pour l'expédition de cet arrêt, écrivait-il à son subdélégué Chebrou, peuvent faire juger du peu d'attention que le conseil de régence fait sur tout ce qui lui revient de la conduite des religionnaires de ce pays ; *mais il n'en faut pas moins aller votre chemin.* » La commission si impatiemment attendue arriva quelques jours après. Mais les prédicants n'étaient pas pris. L'arrestation de Granet par le président de Melle, en leur donnant l'éveil, avait fait manquer un coup de main projeté par Chebrou, pour la nuit du 27 février. La précipitation de Chamilly à envoyer ses grenadiers à Niort, lorsqu'il apprit qu'une assemblée y était convoquée, eut le même effet et fit ajourner une seconde fois la surprise. Un mouvement extraordinaire de troupes allait enfin la rendre impossible, lorsque le hasard livra un prédicant au subdélégué, qui, revenant de loger à Benet la compagnie de cavalerie dont nous avons parlé, rencontra celui qui y avait prêché le dimanche précédent.

L'arrestation de ce prédicant fut un avertissement pour les autres, et Chebrou lui-même ne crut plus à la possibilité de les surprendre tous. D'ailleurs elle ne ralentit en rien le cours des assemblées. On continua même à attribuer aux réformés les projets les

plus hardis, entre autres celui d'enlever la chaire de Saint-Pierre de Melle, qui leur avait sans doute appartenu. On disait aussi qu'ils n'avaient pas renoncé à se réunir à Niort, et Chebrou, trompé par ce faux bruit, mettait la milice bourgeoise sur pied pour garder inutilement les portes, tandis que le prêche se faisait sans obstacle à la Mothe.

Chamilly, voyant que les assemblées continuaient à la faveur du calme apparent qui régnait dans le pays, sans que l'entreprise du subdélégué de Niort aboutit à rien, revint à sa détermination de les disperser par les armes, et manda Chebrou à la Rochelle pour s'entendre avec lui. Des Gallois de la Tour, non moins mécontent de voir, depuis deux mois, les prêches se succéder impunément et les réformés se convaincre de plus en plus que le gouvernement tolérait leur culte, voulait aussi en finir d'une manière ou d'une autre. « Si nous ne pouvons pas réussir à nous saisir des prédicants, disait-il dans une de ses lettres à Chebrou, il sera, je crois, nécessaire de tomber sur quelque assemblée et de prendre en flagrant délit quelques-uns de ces malheureux pour servir de matière à notre arrêt d'attribution. » Le commandant de la province avait déjà placé un détachement à Melle, et l'on allait bientôt se servir contre les protestants des forces que la cour envoyait dans l'ouest, en vue des événements qui se préparaient aux Pyrénées.

Toutefois l'approche des troupes, que l'on savait destinées à la guerre d'Espagne, effraya moins le peuple qu'on ne l'avait cru. Le dimanche 12 mars, il



se réunit à Saint-Christophe-sur-Roc, Cherveux et Mougou. Dans une assemblée fort nombreuse, tenue le même jour à la Fond-de-Cé de Lusignan, on en convoqua une autre, pour le dimanche suivant, à Couhé. Le bruit courut que ce serait dans l'église même que se ferait le prêche. L'intendant donna aussitôt l'ordre au prévôt provincial de se rendre à Couhé et à celui de Civray de lui prêter main-forte. Dès le samedi soir, ils repoussèrent quelques personnes venues de loin pour le culte du lendemain, et défendirent aux cabaretiers de loger les gens de la religion. Tout annonçait que l'assemblée serait nombreuse, et les deux prévôts, à la tête de quarante archers seulement, n'étaient pas sans inquiétude. Dès quatre heures du matin ils furent à cheval; après avoir pris position devant l'église, puis dans l'ancien cimetière protestant, où l'on supposait que le prêche pourrait se faire, ils se décidèrent bientôt à sortir de Couhé du côté où les réformés devaient arriver en plus grand nombre, et à les repousser à mesure qu'ils se présenteraient. Il leur parut plus prudent d'en agir ainsi que de les laisser s'assembler dans le bourg. Ils prirent le chemin de Rom et ne tardèrent pas à rencontrer quelques petites bandes, qui, à leur vue, se jetèrent dans les bois; mais, en débouchant dans la plaine, un peu plus loin, ils trouvèrent les chemins couverts d'hommes et de femmes qu'ils essayèrent vainement de faire rétrograder. Le nommé Pierre Minault, de la paroisse de Vançais, marchant à la tête d'un groupe très considérable, décida tout le monde à pousser

jusqu'à Couhé. Les archers s'étant emparés de sa personne et de celle de Pierre Ingrand, de Lusignan, et les ramenant à Couhé, la foule les suivit. Un rassemblement se forma au coin d'une vigne appartenant au marquis de Vérac; les prévôts qui le voyaient de leur hôtel n'osèrent pas l'attaquer et s'enfuirent à la hâte avec leurs deux prisonniers, dans la crainte qu'on vint les arracher de leurs mains. Les officiers de la haute justice étant allés sommer les fidèles de se séparer en reçurent cette réponse : « Le roi est maître de nos corps et de nos biens, mais non de nos âmes. » Ils ne réussirent pas mieux auprès d'une autre réunion où prêchait Potet, de Riffon, et qui se tenait dans le même moment sur le marché, entre la halle et le château.

Du côté de Mouchamps et de Pouzauges d'autres réunions religieuses attiraient l'attention de l'intendant. Dauban, après y avoir prêché pendant quelque temps, était retourné pour la troisième ou quatrième fois en Angleterre. « Il y en a un autre, écrivait-on de Pouzauges à l'abbé Gould, mais véritable ministre qui se nomme Girard. C'est un homme bien fait, âgé d'environ cinquante ans, bon orateur, suivant le rapport d'un carme de la Flocellière, qui l'a entendu prêcher en Angleterre. Il est très difficile de le découvrir; il change de figure et de demeure presque tous les jours. » D'ailleurs les magistrats, assez éloignés du théâtre des assemblées, déployaient peu de zèle contre ces hardis proscrits; mais l'intendant et le procureur général, Joly de Fleury, avaient

un agent spécial résidant à Thouars, d'où il faisait des tournées dans la contrée de Moncoutant, Pouzauges et Mouchamps; c'était l'abbé Gould, missionnaire breveté et pensionné pour la conversion des prétendus réformés du Poitou. Le temps des discussions dogmatiques était passé, et, à l'appui d'une mauvaise cause, il n'apportait que des menaces tombées de haut. Il se présentait aux huguenots du Bocage avec une lettre du procureur général dans laquelle celui-ci parlait de la surprise qu'avait causée à son A. R. les « bruits ridicules qu'on avait fait courir sur la liberté de conscience, » et annonçait que des ordres étaient donnés pour arrêter les auteurs des assemblées et pour envoyer des troupes en Poitou (1).

## XXV.

L'éclat que faisait le rétablissement du culte sur les emplacements des temples ne permettait pas à la cour de rester indifférente à ce mouvement. Le 21 mars, le conseil rendit une ordonnance défendant les assemblées, afin, disait-il, de détromper ceux qui s'imaginaient que le gouvernement les tolérait, à la condition de n'y point porter d'armes. Cette ordonnance, placardée dans toutes les paroisses, n'y produisit pas d'abord un grand effet; on y lut l'expression des sentiments intolérants de l'intendant et des prêtres plutôt que de ceux du conseil, et l'on pensa

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 32, correspond. des subdélégués et de l'abbé Gould, notes de l'intendant, procès-verbaux, etc.

qu'il n'avait accordé cet arrêt qu'à leurs importunes criailleries. Cependant les ordres de la cour étaient accompagnés d'un grand mouvement de troupes dans l'ouest ; deux compagnies de ces terribles dragons , qui réveillaient de si tristes souvenirs , allaient être cantonnées dans chacune des petites villes de Melle , Saint-Maixent , la Mothe , Lusignan , Cherveux , et d'autres détachements à Mougon , Lezay , Saint-Sauvant , Rom , Sainte-Soline et toutes les paroisses protestantes. Celle de Rouillé , ayant été oubliée dans la distribution des troupes , le curé écrivit à l'intendant pour en avoir.

Les régiments envoyés en Poitou avaient une destination plus éloignée et un autre but que de disperser quelques paysans réunis pour prier Dieu ; mais on voulut profiter de leur passage , et le comte de Chamilly avait dans le rétablissement du culte public un prétexte suffisant pour se faire autoriser à se servir des forces qu'il avait sous la main. Il remit lui-même à l'intendant des blanc-seings qui permettaient à ce dernier d'employer les troupes contre les assemblées. On voulait en outre les loger chez les religionnaires , comme au temps des dragonnades ; mais , ceux-ci habitant surtout les fermes et les villages , on se vit dans la nécessité soit de disperser les soldats dans les campagnes , ce qui offrait plus d'un inconvénient pour la discipline et une grande difficulté pour les réunir dans un cas pressant , soit de les placer dans les bourgs et les villes , et alors d'en loger aussi chez les catholiques qui formaient la majeure partie de la

population. Des Gallois de la Tour crut tout concilier en mettant les troupes dans les bourgades et en obligeant les huguenots des villages à leur fournir des lits. Guesbin, subdélégué de Lusignan, pensa avec raison qu'une dragonnade tellement adoucie produirait peu d'effet : « Les lits que nous ferons fournir à nos paysans de campagne, disait-il, ne leur feront pas grande impression ; il n'y a rien tel que la présence du soldat. » Le curé de Couhé aurait voulu que l'on consignât en quelque sorte les réformés chez eux, et écrivait de son côté à l'intendant : « Comme il y a des troupes dispersées dans les endroits d'où ils sortent pour s'assembler, si les troupes veulent bien s'entendre avec MM. les curés où ils sont, ils n'auraient qu'à faire de publiques défenses à qui que ce soit de sortir de la paroisse et de s'en absenter le dimanche sous certaines peines, et ordre dans les paroisses où ils passeront de les arrêter, s'ils n'ont pas un congé en forme du commandant de leur paroisse. » Le curé de Couhé voyait là du moins un moyen d'empêcher les protestants fort nombreux de quelques paroisses voisines de venir au prêche dans la sienne, où le seigneur, M. de Vérac, lieutenant du roi, semblait l'autoriser par son silence ; mais l'intendant refusa de mettre ainsi la moitié de la province dans une espèce d'état de siège.

Les soldats logés chez les protestants ne s'y livrèrent pas aux excès qui avaient si tristement illustré les premières dragonnades. Quelques officiers seulement, obéissant à des ordres plus qu'à leurs propres senti-

ments, déployèrent un zèle d'emprunt. Il y eut néanmoins du sang répandu dans cette nouvelle mission bottée, et c'est Chebrou qui le fit verser.

Passant à Mougon dans les derniers jours de mars, il apprit que la chaire était cachée dans une grange. Cette découverte faillit lui causer autant de confusion qu'elle lui avait d'abord donné de joie : le propriétaire du bâtiment refusa la clé; un maréchal requis de forcer la serrure s'en défendit; un archer la brisa; mais personne ne voulut alors ni transporter la chaire ni la recevoir en dépôt. Le valet de Chebrou la porta enfin chez le fermier du prieur, avec l'aide d'un mendiant que le hasard envoya fort à propos pour tirer d'embarras l'avocat du roi. Celui-ci se rendit ensuite à Melle pour continuer une information au sujet des assemblées. Le dimanche précédent, il s'y en était fait encore une, où l'on avait, à ce qu'il prétend, apporté des armes. Les fidèles se montraient fort décidés, et ceux qu'il interrogea, loin de se défendre d'avoir assisté au prêche, lui déclarèrent leur ferme résolution d'y aller encore.

Pendant que Chebrou était à Melle, une occasion se présenta d'attaquer une assemblée. Le deux avril, il devait s'en tenir une à Couhé, et une autre à Mougon. Il fit demander les quatre compagnies qui étaient en garnison à Saint-Maixent et à la Mothe, et leur donna rendez-vous à une demi-lieue de Mougon. Un concours de circonstances faillit faire échouer l'entreprise : tandis que le détachement de Saint-Maixent s'égarait et retardait Chebrou, les protestants se

pressaient de finir le culte. L'avant-garde du régiment-dauphin, se rendant à ses quartiers de cantonnement, venait de traverser le bourg. Bien qu'elle n'eût fait aucune manifestation contre le prêche, son passage avait un peu ému les assistants, et ils voulurent se séparer avant l'arrivée du régiment. Mais, au moment où ils sortaient, Chebrou survint. Les deux compagnies de Saint-Maixent investirent le bourg du côté de Fressine et de Thorigné, tandis que le sub-délégué y pénétrait par le chemin de Celle avec les deux compagnies de la Mothe. A la vue des dragons, ceux des fidèles qui étaient encore dans l'emplacement du temple se pressèrent vers la porte ou sautèrent par-dessus les murailles. Les soldats en saisirent une vingtaine. La chaire, que les protestants avaient enlevée, le matin, de la maison où elle était déposée, fut transportée dans le cimetière, brisée et réduite en cendres. Pendant ce temps une scène plus déplorable se passait à l'entrée de Mougou : l'officier chargé de l'investir avait envoyé en avant huit de ses hommes qui rencontrèrent une quarantaine de huguenots sortant du bourg. Deux ou trois avaient des armes ; les autres se défendirent à coups de pierre et de bâton, et se sauvèrent en voyant arriver le reste de la compagnie. Deux officiers et un soldat reçurent de légères blessures. Quatre protestants furent gravement blessés par les balles des dragons, et trois autres à coups de sabre, sans compter ceux qui s'enfuirent avec des blessures qu'ils se gardèrent bien de déclarer.

Le lendemain de ce triste événement, on vit, à la

foire de Beaussais, les fidèles se donner rendez-vous à Melle pour le dimanche suivant. Chebrou était retourné dans cette ville où il se livra à d'infructueuses perquisitions, pour découvrir la chaire que l'on avait enfouie dans un champ. Deux compagnies de dragons y arrivèrent en même temps. Le commandant demanda aussitôt main-forte à celui de Niort. Le lieutenant-colonel partit de cette ville avec un renfort, au milieu de la nuit du samedi, pour venir s'embusquer dans les bois de Celle, et de là se porter sur Melle au premier signal. Mais l'assemblée n'eut pas lieu, non plus qu'une autre convoquée pour le même jour à Couhé, qui était occupé dès le matin par quatre compagnies.

L'épouvante commençait à se mettre parmi les protestants. Plusieurs d'entre eux avaient déjà abandonné leurs maisons. Les prédicants Bureau et Susset venaient d'être arrêtés dans les environs de Lusignan et enfermés dans les prisons de Niort. Les réformés de Saint-Maixent, accablés de troupes, avaient envoyé deux des leurs à la Rochelle pour présenter une pétition au comte de Chamilly, qui, « sans attendre la fin de leur harangue, les fit conduire dans la tour Saint-Nicolas. » Le mauvais succès de cette démarche ayant découragé les habitants de Saint-Maixent, deux des principaux commerçants chargèrent le subdélégué Pavin d'assurer à l'intendant, « de la part du petit troupeau, » qu'il n'y aurait plus d'assemblées dans la ville. « Nos religionnaires sont fort alarmés,



écrivait Pavin à la Tour : on leur a donné avis que les dragons et la maréchaussée de Poitiers étaient logés à discrétion dans les maisons de leurs confrères à Lusignan. Ils voulaient démeubler et mettre leurs marchandises à couvert ; mais je les ai assurés de votre part qu'ils ne devaient rien craindre , pourvu qu'ils fussent soumis aux ordres du roi. » Sans se laisser tromper par une promesse faite dans de telles circonstances, l'intendant pressa Pavin de « faire brûler la chaire avec cérémonie sur la place du prêche ; » mais le subdélégué ne sut pas ou ne voulut pas la découvrir, quoiqu'il y eût des dragons logés dans les deux maisons où la Tour disait qu'elle devait se trouver. Celle de Saint-Christophe échappa aux perquisitions plus sérieuses de Chebrou. Depuis l'emprisonnement de Pierre Ingrand, celle de Lusignan, dont sa femme était dépositaire avait été livrée par elle aux dragons qui la brûlèrent sur l'emplacement du temple.

Une autre mission agissait simultanément avec les troupes cantonnées en Poitou. L'abbé Gould visitait par ordre de l'intendant et du procureur général les paroisses de Niort, St-Maixent, Cherveux, Saint-Christophe, Echiré et Pamproux, s'attachant à démentir les bruits de tolérance, et constatant partout que le nombre des nouveaux convertis faisant leur devoir était bien petit. Gould fit ensuite une tournée dans le Bas-Poitou, colportant toujours des lettres menaçantes de ses deux patrons. Elles firent sur les réformés une impression qui n'était pas plus religieuse que la « joie infinie qu'elles causèrent

aux anciens catholiques, voyant, dit-il, qu'il n'y avait plus aucune espérance de liberté de conscience. » Une circulaire, par laquelle l'intendant demandait à tous les curés un état des nouveaux réunis qui ne faisaient pas leur devoir, produisit aussi, au dire de l'abbé, « un effet admirable (1). »

## XXVI.

Chebrou, chargé de procéder à une information relative aux assemblées, non-seulement dans sa subdélégation, mais dans tout le Haut-Poitou, parcourait les lieux où elles s'étaient tenues et méditait une nouvelle capture, lorsque tout à coup, à la fin d'avril, il apprit de Chamilly que « l'affaire prenait une tournure qui obligerait peut-être à une autre forme que la procédure. » Les troupes quittaient en même temps la province.

Le régent, en butte aux sourdes menées du cabinet de Madrid, savait que le premier ministre de Philippe V, Albéroni, s'adressant à tous les mécontents de France, avait cru pouvoir entraîner les protestants eux-mêmes dans une révolte dont le but était de transférer la régence du royaume à un prince étranger qui faisait brûler par milliers les hérétiques de ses États. Le duc d'Orléans fit sonder les dispositions des réformés du Languedoc, et rappela d'Angleterre un émigré du Poitou, M. de la Bouchetière,

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 32, correspond. des subdélégués et de quelques prêtres avec l'intendant, notes de ce dernier, etc.

colonel de cavalerie au service de la Grande-Bretagne, qu'il envoya dans sa province natale pour pénétrer les sentiments de ses coreligionnaires. Cette mission eut pour résultat de le rassurer complètement sur des mouvements où la politique n'était pour rien. Le conseil apprit en même temps l'usage que l'on avait fait des troupes cantonnées en Poitou, et s'émut de voir recommencer l'émigration (1). Aussitôt les soldats furent rappelés. Le prince de Conti, gouverneur général de Poitou, Saintonge et pays d'Aunis, obtint du conseil l'ordre de relâcher les prisonniers. Maurepas l'écrivit à Chamilly et motiva cette mesure en disant « qu'il fallait faire revenir dans leurs maisons ceux qui s'en étaient absentés; que le moyen le plus sûr pour y réussir était d'élargir des prisons ceux qui y étaient constitués prisonniers, à l'exception des prédicants, lecteurs, de ceux qui avaient fait résistance et retiré les prédicants. » Chebrou, mandé à la Rochelle, s'y rendit, et montra au commandant les inconvénients de cette décision. « Les huguenots qui tirent avantage de tout, lui dit-il, ne manqueront pas de dire que c'est de vous-même que vous avez interrompu le cours des assemblées des N. C., que son A. R. tolérât; et que cela est si vrai que vous avez eu des ordres d'élargir les prisonniers. » Il est certain que leur délivrance était un désaveu de la conduite des autorités de la province. L'intendant et son subdélégué, obligés de relâcher leur proie,

(1) *L'accord parfait de la nature, de la raison, etc.*, p. 361; — *Archives de la Vienne*, C 2, 32, correspondance de Chebrou.

auraient voulu que le conseil donnât une amnistie en forme, où la grâce aurait supposé le crime. Leur conduite eût ainsi été mise à couvert. La Tour rédigea dans ce sens un projet d'amnistie qu'il envoya à Maurepas; et, comme il fallait la motiver sur quelque chose, il supposa le repentir des réformés et alléguait leur soumission actuelle à l'ordonnance du 21 mars, tandis que, en réalité, ils continuaient à s'assembler, non plus dans les bourgs, mais dans les bois, et en particulier dans la forêt de l'Hermitain. La cour, ne voulant ni traiter les captifs selon la rigueur des ordonnances, ni donner un démenti officiel aux lois de Louis XIV, refusa d'octroyer publiquement une amnistie, et ordonna simplement d'ouvrir les portes des prisons aux protestants comme à des gens qu'on y aurait mis à tort. Elle ne fit d'exception que pour les prédicants. La Tour et son subdélégué ne songèrent plus dès lors qu'à mener rapidement la procédure contre ces derniers, et à retarder la mise en liberté des autres, pour faire concorder une exécution avec la délivrance des prisonniers, afin d'en atténuer l'effet. A partir de ce moment aussi, la procédure contre ceux qui n'étaient ni prédicants ni lecteurs ne devant aboutir à rien, les interrogatoires dégénérèrent en controverse, et Chebrou fit tous ses efforts pour convertir ceux qu'il ne pourrait pas pendre. L'intendant n'avait pas moins que lui le désir d'arracher un simulacre d'abjuration aux prisonniers. « Il serait à souhaiter, lui écrivait-il, que ceux qui seront renvoyés donnassent quelques marques de

leur conversion , avant de leur faire grâce , quand même on ne tirerait d'eux qu'une déclaration qu'ils consentent d'être instruits. Si vous trouviez quelque ecclésiastique zélé qui voulût se charger de cette sollicitation , le succès serait pour lui une récompense très méritoire. » Chebrou lui-même y échoua , et à toutes ses avances les prisonniers répondirent qu'ils étaient et voulaient rester protestants. « Au moins pour la forme , écrivait-il à l'intendant en dépeignant l'embarras où le jetait cette déclaration , il me paraîtrait qu'il faudrait envoyer quelques ecclésiastiques habiles pour instruire ces malheureux et ne les point élargir qu'ils n'eussent reçu l'absolution de l'hérésie. Si on fait autrement , non-seulement il semble qu'on contreviendra aux lois de l'État , mais encore tous les huguenots ne manqueront pas de dire qu'on tolère leur religion et qu'ils en peuvent faire profession puisqu'on a élargi des particuliers qui avaient juridiquement déclaré être protestants et vouloir suivre cette religion. »

Outre ceux qu'on avait arrêtés à Mougon , il y avait dans les prisons de Niort Pierre Ingrand , Pierre Minault , Jean Nousille , un prisonnier envoyé de Fontenay , les prédicants Jean Martin et Louis Bureau , ainsi que le nommé Pierre Susset , accusé d'avoir fait la lecture à une assemblée dans le bois de la Guessonnière , près de Rom.

Chebrou voulut , pour ouvrir les portes des cachots , une ordonnance du gouverneur ou de l'intendant. Ce dernier , aussi mécontent que son subdélégué de per-

dre le fruit de tant de peines et de soins , refusa de la donner. Lorsque Chamilly envoya lui-même l'ordonnance « fondée sur des ordres particuliers de Sa Majesté , » Des Gallois de la Tour et Chebrou avaient atteint leur but : leur procédure était terminée , et une exécution était prête pour détruire l'effet que devait produire l'élargissement des prisonniers. Le gouverneur signa son ordonnance le 28 juin : la veille, l'intendant avait rendu un jugement par lequel il condamnait Jean Martin à être pendu vis-à-vis de la porte de l'emplacement du temple de Benet , et Jean Nousille , qui avait fait la lecture à une assemblée tenue dans ce lieu , aux galères à perpétuité. Berthelot , Bonnet , Potet , Marbœuf , Dauban , Gadeau , Dubreuil , Vaslet et Durouil dit la Joue-Rouge , tous contumaces, furent condamnés à être pendus en effigie : Berthelot à Saint-Maixent , Durouil , Gadeau , Marbœuf et Vaslet devant les emplacements des temples de Saint-Christophe-sur-Roc , la Mothe , Lusignan et Melle ; Dubreuil devant la porte d'une grange dans le village de la Chênaye ; Dauban sur la place de Fontenay ; Potet sur celle de Couhé et Bonnet à Mougou.

Martin avait prêché à Benet , au mois de février , et poussé , disait-on , la hardiesse jusqu'à convoquer une assemblée dans la ville de Niort ; c'était là son crime. On l'accusait de plus d'avoir mal parlé des mystères et des pratiques du culte romain , et on avait accueilli avec empressement la déposition plus que suspecte d'un individu disant l'avoir entendu

exprimer le désir de se baigner bientôt dans le sang des catholiques. Sa mort fut celle d'un chrétien qui s'y est préparé. Le premier juillet, au matin, après avoir dit un dernier adieu à sa femme, qui l'attendait à la porte de la prison de Niort, il fut conduit à Benet par la maréchaussée et trente cavaliers. Les protestants du bourg et beaucoup de catholiques s'étaient éloignés pour ne pas assister à ce triste spectacle. Le bourreau eut quelque peine à trouver une échelle. « Pendant ce temps un père capucin, le curé et le vicaire de Benet s'épuisèrent inutilement à rendre Martin bon catholique, lequel n'eut d'autres paroles à leur dire que celles qu'il était content de mourir pour la foi. » C'est Chebrou qui parle ainsi. La mort du prédicant ne réveilla dans l'âme oblitérée de ce misérable d'autre sentiment que le regret de ne pouvoir pas en faire pendre d'autres. « C'est un nouveau saint qui sera mis dans la légende de Calvin, écrivait-il à l'intendant; il serait bien à souhaiter qu'il y eût place pour les neuf que vous avez condamnés par contumace. Quelques-uns sont du côté de Jarnac où ils prêchent l'Évangile; les autres ont resté dans les environs de Melle et Saint-Maixent, où ils prêchent tous les dimanches dans les bois et dans les granges. »

Le lendemain de l'exécution de Martin, vingt prisonniers furent élargis après avoir été sermonnés par Chebrou. Il ne resta plus dans les prisons de Niort que Bureau, Granet, et le nommé Pierre Gibaud, de la métairie de l'Égallerie, dans la paroisse de Foussay,

contre lequel il n'y avait point de charges , mais qui avait été oublié par Chamilly dans la liste des détenus à élargir. Il avait été arrêté au mois de mars par ordre du sénéchal de Fontenay, et, quoiqu'on se fût aperçu de la méprise dont il était victime, l'intendant avait écrit à Chebrou « qu'il ne croyait pas qu'il y eût rien de grave contre lui ; mais qu'il ne convenait point dans le temps présent de le relâcher après l'avoir fait arrêter. » Bureau mourut dans les fers à l'âge de soixante-dix ans , sans avoir été jugé ; Granet , après y être resté trois ou quatre ans , fut transporté au Canada (1).

## XXVII.

La mort de l'un des prédicants n'interrompit point le cours des assemblées. Les fidèles , ayant renoncé à les tenir sur les emplacements des temples, continuèrent à se réunir nuitamment dans des lieux écartés. L'hiver se passa de cette manière sans nouveaux accidents , et au printemps on commença à faire de jour le prêche dans les bois. Mais, au commencement du mois d'août 1720 , le marquis de Châtillon , étant venu en qualité de lieutenant du prince de Conti prendre le commandement militaire des provinces de Poitou, Aunis et Saintonge , ralluma le feu de la persécution. Un de ses premiers soins fut de rechercher Berthelot. Le 23 août, sa demeure, à Fonbe-doire, est subitement investie par des soldats. A cette

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 32, corresp. et mém. de Chebrou, minutes de la correspondance de l'intendant, etc.



nouvelle, répandue avec la rapidité de l'éclair, les paysans quittent leurs travaux et accourent armés de fourches et de fusils pour protéger leur prédicant. Celui-ci s'est sauvé; mais une vingtaine de ceux qui sont venus à son secours sont arrêtés et conduits dans les prisons de Niort. A la marge d'un résumé de leur procès on trouve avec leurs noms les mentions suivantes : Jacques Dubreuil, Pierre Salé, Terrasson et Louis Houmeau à la mort; Jacques Jonchères aux galères à perpétuité; Jacques Houmeau et Jacques Salé aux galères pour cinq ans. Les noms de quinze des moins compromis ne sont accompagnés d'aucune apostille; nous ignorons si tous les autres subirent leurs peines. Jacques Chouillet, qui avait crié le premier que Berthelot était pris et qu'il fallait le délivrer, fut exécuté à Fonbedoire sous les yeux de sa femme et de ses enfants que l'on contraignit d'assister à son supplice. Un protestant de Beaussais, Jacques Foiseaux, fut pendu sur l'emplacement du temple de Mougou. Deux prédicants, François Durouil et Thomas Potet, arrêtés vers cette époque, furent aussi condamnés à la peine capitale. Durouil abjura dans son cachot et n'en fut pas moins envoyé à la mort. Son compagnon, courageux et fidèle jeune homme, ne faiblit pas un instant; lié tout nu sur un cheval, il fut transporté de Niort à Lusignan où il fut pendu. Son cadavre resta huit jours attaché à la potence (1).

(1) *Arch. de la Vienne*, C, 2, 32; — *Bulletin de la Soc. de l'hist. du Protest. franç.*, IV, 236; — *Arm. de la Chapelle, Supplém. au mèm. histor.*, à la suite de *La nécessité du culte public*, II, 295.

La mémoire de Potet vit encore dans les églises du Haut-Poitou, où pendant longtemps on a chanté son martyre dans une complainte populaire.

D'autres fidèles gémissaient dans les prisons de Niort ; mais on ne tenait pas encore le plus célèbre des prédicants. « Si Berthelot était pris, disait Chebrou, tout serait tranquille. » On n'oublia rien pour le découvrir, et une bande de voleurs ou d'assassins eût ravagé le pays qu'on se fût donné moins de peine pour les arrêter. On fit épier ses démarches, on essaya de corrompre ceux qui lui donnaient asile ou le guidaient dans ses courses, on fit battre la campagne par des détachements de troupes, et un officier promit enfin trois mille livres à un malheureux huguenot pour trahir le prédicant. Chebrou approuva cet infâme marché ; mais il n'en recueillit que la honte.

L'année suivante, au mois de juillet, Chebrou se mit en personne à sa recherche, d'après les ordres du marquis de Châtillon. Il parcourut avec un exempt les paroisses ou villages de Chavagné, la Chênaye, Prailles, Argentière, la Mothe, Bagnaud, Brieuil, Chenay, Laveau, Vançais, Rom, Lezay, Sepvret, Fonbedoire, Fonblanche, Bougon, Pamproux, Saint-Germier, Sanxay, Soudan, Nanteuil, Saint-Maixent, Perré, Augé, Saint-Christophe, Cherveux, la Chapelle-Bâton, etc. A peine rentré à Niort, on lui dit que Berthelot est caché dans les environs de Cherveux ; il y retourne aussitôt et visite tous les villages de la paroisse et du voisinage sans le découvrir ; mais apprenant que le prédicant vient quelquefois à Valette

chez un de ses amis , il gagne un misérable de ce village pour l'épier<sup>2</sup>, et consigne mille livres pour sa récompense s'il réussit à le faire prendre.

Chebrou revint de ses tournées convaincu qu'il ne se faisait plus de grandes assemblées, mais seulement de petites réunions de famille. D'ailleurs ses démarches n'avaient eu aucun résultat ; il ne put pas même savoir si Berthelot était caché dans le pays , retiré en Saintonge ou passé à l'étranger. Les bruits les plus contradictoires , répandus à dessein , circulaient à ce sujet. On montrait des lettres de lui venues d'Angleterre , mais le subdélégué se défiait d'une ruse dont on s'était déjà servi pour tromper sa vigilance (1).

Il fut plus heureux , deux ans après , pour la capture du prédicant Jean Dubreuil , déjà condamné à mort par contumace, et qu'il surprit , le 6 septembre 1723 , au village du Ratou.

## XXVIII.

La persécution s'était de nouveau ralentie. Le marquis de Châtillon avait été remplacé par le marquis de la Carte qui fit vider les prisons. Le sort des réformés dépendait ainsi des dispositions des gouverneurs ou des intendants , à qui on ne faisait ni un devoir ni un crime de l'intolérance , et dont les uns se conformaient aux lois , les autres à l'esprit du gouvernement. L'opinion , indifférente , n'applaudis-

(1) *Archives de la Vienne* , C 2 , 33 , correspond. de Chebrou et journal de son voyage.

sait plus aux dragonnades, mais ne s'élevait pas encore contre le monstrueux usage de la force en matière de religion, et l'on put impunément faire confirmer par le jeune roi Louis XV toutes les odieuses déclarations de son bisaïeul. C'était l'aumônier du régent, Lavergne de Tressan, évêque de Nantes, qui avait forgé ce projet dans l'ombre. Le duc d'Orléans s'était bien gardé de commettre une telle faute et d'acheter à ce prix un chapeau de cardinal pour son chapelain; mais, dès que le duc de Bourbon l'eut remplacé comme premier ministre, on vit paraître le nouvel édit où étaient ramassées et condensées toutes les dispositions les plus iniques du code volumineux de Louis XIV contre les réformés. Leur rapprochement en fit ressortir l'incohérence et l'absurdité. Sur plusieurs points on ajoutait encore à leur cruauté.

Cet édit produisit l'effet qu'on en devait attendre, et cependant on fut aussi surpris de voir le prêche continuer et l'émigration recommencer que si on eût oublié l'histoire des cinquante dernières années. « C'est, écrivait l'abbé Gould à l'intendant, le 28 juillet, deux mois après la promulgation de la loi, c'est une chose étonnante et le procédé le plus hardi dont on puisse être capable que de faire des assemblées et vendre ses meubles et autres effets pour passer en Angleterre et en Hollande, depuis la déclaration du roi. »

Pendant les mois de mars et d'avril, Gould fit une nouvelle tournée dans le Bas-Poitou. Il constata avec joie qu'à Bressuire il n'y avait plus de protestants ;

mais sur les bords de la Sèvre-Nantaise et des deux Lays, à Courlay, Moncoutant, Pouzauges, le Boupère, Rochetrejoux, Mouchamps, l'hérésie, plus profondément enracinée, résistait à tous les efforts. « Ce qui nous désole, disait Gould au procureur général, c'est que la déclaration du roi n'a pas produit l'effet qu'on en devait attendre. Il est vrai que tous les religieux en furent d'abord effrayés et qu'ils envoyèrent leurs enfants aux instructions et aux écoles catholiques ; mais cela ne dura qu'un mois, ayant reçu des lettres prétendues pastorales des ministres réfugiés en Angleterre et en Hollande, par lesquelles ils leur mandent que cette déclaration est un ouragan qui passe dont il n'y a rien à craindre, d'autant plus, disent-ils, qu'il y aura bientôt une alliance entre la France et l'Angleterre. Enfin, ils paraissent plus opiniâtres qu'auparavant. »

Les protestants de Pouzauges, en envoyant leurs enfants à l'école obligée, avaient averti l'instituteur qu'ils les retireraient s'il les conduisait à la messe, leur faisait faire le signe de la croix, ou exigeait d'eux la moindre chose contraire à leur religion, condition franchement subversive de la loi, qui voulait que le maître instruisît ses élèves dans les mystères de l'église catholique, et les conduisît à la messe le dimanche et même « tous les jours ouvriers, autant qu'il serait possible. » Il y avait à Pouzauges un curé fort tolérant, M. de Marbœuf. Tandis que la plupart des prêtres, descendus au rôle des plus bas agents de la police, ne savaient que dénoncer les hérétiques à l'in-

tendant et appeler sur eux sa colère, celui de Pouzauges vivait en bonne intelligence avec les réformés de sa paroisse, mangeait et buvait à leur table, ne dogmatisait jamais et laissait en paix deux ou trois prédicants établis à sa porte. Gould dénonça ce scandale à Des Gallois de la Tour et au procureur général, ses deux patrons. On ne convertira point les religionnaires de Pouzauges, leur disait-il, tant qu'on y laissera le sieur de Marboeuf. L'évêque de Luçon, Bussy-Rabutin, le poursuivait de son côté, et, n'osant accuser sa tolérance, incriminait ses mœurs. Celles de ce prélat lui-même n'avaient pas toujours été épargnées par la médisance; c'est de lui que Voltaire, dans une épître familière, faisait ainsi la satirique apologie :

Non, nous ne sommes point tous deux  
Aussi méchants qu'on le publie,  
Et nous ne sommes, quoiqu'on die,  
Que de simples voluptueux,  
Contents de couler notre vie  
Au sein des grâces et des jeux.

A Mouchamps, la loi sur l'instruction religieuse n'était pas mieux observée qu'à Pouzauges, les réformés n'envoyant leurs enfants ni à l'école ni au catéchisme. Un petit magistrat de Bressuire, s'emparant d'un article de la déclaration qui les y obligeait sous peine d'amende arbitraire, prononça tant de condamnations, que, pour y donner suite, il lui fallut réclamer le secours de la maréchaussée et l'intervention de l'intendant. Celui-ci le blâma vivement

d'avoir compromis l'autorité de la loi en rendant plus de jugements qu'il n'en pouvait faire exécuter.

Il était dit que toutes les armes de la persécution viendraient s'émousser ainsi contre la fermeté des victimes. Autrefois les notaires recevaient les contrats de mariage des réformés sans s'enquérir si le prêtre devait bénir l'union; de leur côté les contractants se contentaient de cette simple convention, qui leur tenait lieu d'acte civil et garantissait leur condition et les droits de leurs enfants. Mais, depuis quelques années, on avait défendu aux tabellions royaux du Bas-Poitou, avec de sévères menaces, de passer aucun contrat qui ne dut être validé par le ministère du prêtre. Celui-ci ne délivrait le certificat de mariage, garant de l'état civil, qu'après avoir exigé une profession de la foi catholique et la soumission aux pratiques de l'Église. Dès lors les réformés se passèrent du notaire comme du curé. Les fiancés s'adouèrent, selon l'insultante expression de l'abbé Gould, « c'est-à-dire qu'ils se donnent l'un à l'autre en présence de leurs parents et amis, en suite de quoi ils habitent ensemble; les plus aisés et les plus scrupuleux vont aux environs de la Rochelle et de Rochefort, où ils trouvent de malheureux prêtres, qui se disent aumôniers de vaisseau, qui les marient pour de l'argent (1). » Cette formalité légalisait leur union. Quelques-uns allaient recevoir à l'étranger la bénédiction d'un ministre exilé; mais la plupart attendaient le passage d'un pasteur dans le pays. Avec la pureté et la sévé-

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 33, Lettres de l'abbé Gould.

rité de mœurs qui caractérisaient ce peuple profondément religieux, les unions contractées ainsi en dehors des formes légales n'en étaient pas moins sûres, et, dans le cours de tout un siècle, je n'ai pas trouvé d'exemple qu'un protestant ait voulu profiter de l'illégalité de son mariage pour le rompre, ou qu'un collatéral en ait invoqué la nullité pour s'approprier un héritage.

La police, en se livrant à la recherche des prêtres qui délivraient des certificats de mariage aux protestants sans exiger d'eux une abjuration, fit une découverte à laquelle on ne s'attendait pas. Jean-François Cartier, l'un de ces aumôniers accommodants désignés par Gould, fut arrêté à la Rochelle par la maréchassée de Fontenay et reconnu bientôt après pour Jean Renaud, de Prailles, que l'intendant Richebourg avait condamné aux galères par contumace plusieurs années auparavant.

Peu de temps avant cette capture, un prédicant, nommé Pierre Baritaud, avait été arrêté à Pouzauges, où son père, disait-on, était ministre à l'époque de la révocation. Récemment venu d'Angleterre, et se livrant au commerce, peut-être pour cacher sa mission, il avait présidé plusieurs réunions religieuses à la Falourdière et à la Gaconnière près de Saint-Jouin-de-Milly, à la Bonnelière, paroisse de Saint-Michel-Mont-Malchus, et dans les environs du Boupère. Un misérable, décidé à passer au catholicisme et voulant donner un gage de sa conversion, le dénonça au curé de Menomblet et celui-ci au lieutenant de la



maréchaussée de Fontenay. Le 31 mai, jour de foire à Pouzauges, la brigade d'archers de la Forêt-sur-Sèvre surprit Baritaud dans cette ville et le conduisit à Fontenay, où le prévôt La Gestière commença son procès. Il ne put trouver aucune preuve contre lui, et cependant, disait-il, « rien n'est plus constant qu'il y a des assemblées du côté de Pouzauges, qu'on ne peut découvrir par la fidélité des assistants. » Le curé de Menomblet, trompé peut-être par de faux rapports, avait aussi dénoncé, comme auteurs de ces réunions secrètes, un parent de Baritaud et surtout un ministre nommé Saint-Paul, venu d'Angleterre, et qui se disposait à y retourner, après avoir habité Pouzauges pendant quelque temps. La Gestière cherchait également à surprendre Jean Paquereau, de Mouchamps, qui passait pour prédicant (1).

## XXIX.

Le ministère du cardinal de Fleury apporta un peu d'adoucissement à la situation des réformés. On connaissait la sagesse et la modération de ce vieillard, et l'on espérait qu'il laisserait dormir dans l'oubli les lois dont la remise en vigueur avait déjà mal réussi à M. le Duc. Les assemblées, qui n'avaient jamais cesse entièrement et qui récemment encore avaient été assez nombreuses à l'occasion des fêtes de Pâques et de la Pentecôte, devinrent bientôt très fréquentes, mais se tinrent le plus souvent pendant la nuit. Il se

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 33.

passait peu de fêtes ou de dimanches sans que le culte se célébrât dans les bois de l'Hermitain, d'Argentièrre ou de la Foye, dans les vallons de la Sèvre, de la Belle, de la Béronne, et surtout sur les bords des petits ruisseaux du Lambon et de l'Hermitain, qui arrosent quelques paroisses presque entièrement protestantes. La contrée accidentée et boisée d'où sortent ces divers cours d'eau semblait faite pour abriter le culte proscrit, et c'est de tout le Poitou celle où la réforme a conservé le plus d'adhérents. Souvent pendant la nuit le voyageur attardé dans ces campagnes entendait le chant lointain des psaumes, ou rencontrait les fidèles qui se rendaient au prêche.

Au mois de novembre, l'intendant ordonna à son subdélégué de Niort de surveiller les protestants et mit à prix la tête de Berthelot. Chebrou consigna, par son ordre, trois mille livres entre les mains du curé de Thorigné pour les remettre à quiconque fournirait les moyens de surprendre le prédicant; mais ce dépôt, qui pesait peut-être sur la conscience de ce prêtre, fut rendu au bout de quelque temps. Chebrou venu à la Mothe, vers la fin de l'année, pour procéder à une information, y rencontra les mêmes difficultés qu'on avait toujours trouvées pour avoir des preuves. Le culte se célébrait dans des paroisses peuplées de protestants, où il n'avait pour témoins que les fidèles eux-mêmes. Le subdélégué s'adressa aux enfants, espérant surprendre leur simplicité et obtenir ainsi quelque révélation; mais ces enfants eux aussi assistaient à ces prêches du désert

entourés de tant de mystères ; ils voyaient les précautions de leurs parents pour cacher les prédicateurs ; ils entendaient raconter souvent au foyer domestique le sort tragique de quelques-uns d'entre eux ; ils avaient pu même en voir mourir sur le gibet. Ces scènes et ces récits frappaient vivement leur imagination et leur apprenaient de bonne heure l'importance de la discrétion ; aussi montraient-ils parfois une fermeté qui n'était pas de leur âge. Un garçon de dix ans, interrogé sur une assemblée à laquelle il avait assisté à Châteauneuf, préféra se laisser traîner en prison que de nommer personne.

Chebrou entreprenait encore une fois de faire cesser le prêche. Il voulait, pour arriver à ce but de tous ses efforts, frapper non-seulement les prédicateurs, mais encore « punir quelques-uns des principaux qui avaient assisté aux assemblées, afin, disait-il, de jeter la terreur parmi les assistants comme parmi les prédicants. » La cour abandonnait la tête de ces derniers à leurs ennemis ; mais elle ne voulut pas laisser le fanatisme multiplier les supplices à son gré. L'intendant communiqua à son subdélégué des ordres de Maurepas d'après lesquels « il ne fallait s'attacher qu'aux prédicants et à ceux qui les retiraient et favorisaient, et qu'il était à souhaiter qu'on n'eût pas besoin d'employer l'autorité du roi immédiate. » Il était évident, d'après ces paroles, que le conseil tenait à ne plus assumer sur lui-même l'odieux d'une persécution toujours infructueuse, et qu'il en laissait désormais le soin et la honte à des agents

secondaires. Chebrou se résigna dès lors, selon ses expressions, à « faire beaucoup de bruit sans grand mal, » et, d'accord avec Des Gallois, il chercha à intimider les réformés par des poursuites et des menaces, tactique qui ne pouvait avoir un long succès.

Des espions qu'il appelait ses mouches le tenaient au courant de ce qui se passait parmi les protestants. Au mois de février 1729, il apprit ainsi que des assemblées se tenaient nuitamment dans des granges du côté de la Mothe, Pamproux et Lusignan. Il sut bientôt après qu'un ministre venu des Cévennes avait prêché à Loubigné (1). C'était le pasteur Chapel, lequel accomplissait, depuis l'année précédente, une longue et périlleuse tournée au milieu des réformés de l'Ouest, où il avait trouvé plus de fidèles et de zèle qu'il n'osait l'espérer dans des provinces si longtemps désolées par la persécution. Sa présence en Poitou ne pouvait pas échapper aux espions du fils de Chebrou, M. du Petit-Château, qui venait de succéder à son père. Une occasion de le saisir ne tarda même pas à se présenter. Le dimanche 6 mars, au matin, une des « mouches » du subdélégué vint l'avertir, à Niort, que Chapel prêcherait, le soir, à la métairie de Boisse, près d'Avon. Un exempt de la maréchaussée partit sur-le-champ et prit avec lui un détachement de la brigade de Saint-Maixent; mais, après avoir perdu beaucoup de temps dans cette ville à solliciter un renfort du commandant du régiment de royal-ca-

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 33, correspondance de Chebrou et minutes de celle de l'intendant.

valerie, sans rien obtenir, il n'arriva à Boisse que fort tard dans la nuit lorsque l'assemblée était finie.

Plusieurs mois se passèrent ainsi à épier les démarches de Chapel dont on perdait toujours la trace au moment où l'on croyait le surprendre. Pendant ce temps les églises du Bas-Languedoc, qui avaient reçu d'Antoine Court un commencement de réorganisation, s'assemblaient en synode et envoyaient à leurs frères de l'Ouest un nouveau serviteur, le pasteur Bétrine, qu'ils leur recommandaient « comme une victime qui allait s'immoler pour leur service (1). » Nous ignorons si Bétrine, qui devait visiter les protestants du Haut-Languedoc, du Rouergue, de la Guyenne, de la Saintonge, du Poitou et de plusieurs autres provinces, vint jusqu'à dans la nôtre. On attribuait toujours à Chapel un redoublement de zèle qui s'y manifestait en ce moment; mais ce ministre, dont on avait le signalement et que l'on continua à chercher pendant plus d'un an, put bien faire place à un autre, dans cet intervalle, sans que la justice s'en doutât. De Niort à Melle et à Lusignan, le culte se célébrait chaque dimanche. L'abbé Gould, voyant l'hérésie se relever, essaya, tout courbé sous le poids des ans et des infirmités, de ranimer une fois encore les fureurs de la persécution. Il dénonça les assemblées au cardinal-ministre, à Maurepas et au nouvel inten-

(1) *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, I, 390; — *Archives de la Vienne*, C 2, 33; — *Notice sur le rétablissement du culte*, par M. de Végobre, dans les *Mélanges de religion* de S. Vincent, V, 477.

dant M. de Baussan. Celui-ci avait affecté de ne pas s'en occuper, pour surprendre plus facilement Chapel au moyen de cette feinte. Le zèle impatient du vieil abbé ne permit pas au premier magistrat de la province de rester plus longtemps dans l'inaction. Dans les derniers jours d'octobre, il fit arrêter plusieurs personnes qui avaient assisté aux assemblées ou s'étaient mariées au désert. La plupart ne recouvrèrent la liberté qu'au prix d'une abjuration. Un prêtre de Saint-Maixent, qui opéra ces pitoyables conversions au fond des cachots de cette ville, trouva très édifiante la conduite de ces malheureux, surtout celle de deux d'entre eux qui reçurent l'eucharistie dans la chapelle du palais pour obtenir leur délivrance.

Cinq ou six prédicants, qui avaient tenu des assemblées à Aiript, Lineau, la Brousse, Argentièrre, au Genet, aux environs du prieuré de la Carte, au Luc, à la Roche-Saint-Thibaud, au Coudrai, déjouèrent les embûches de leurs ennemis, à l'exception de Louis Bonnaud, qui fut pris vers la fin de février, après quatre mois de recherches. Afin d'encourager la maréchaussée à la poursuite des prédicants, l'intendant promit des primes aux exempts qui se signaleraient par leurs succès. Du Petit-Château sollicita également quelque argent en faveur de ces paysans « qu'il faisait aller d'un bout de la province à l'autre pour savoir ce qui se passait, » et dont il ne voulait pas payer les services comme son père l'avait fait pendant longtemps.

C'est un de ces espions qui lui apprit que Chapel,

dont on avait déjà annoncé plusieurs fois la réapparition du côté de la Mothe, devait prêcher, le 2 avril, aux Renardières, sur la lisière de la forêt de Saint-Sauvant. La maréchaussée s'y rendit nuitamment pour attaquer l'assemblée avec l'aide d'un détachement de cavalerie. Nous ignorons si le commandant auquel on demanda main-forte consentit à donner des troupes. En général, les officiers montraient de l'éloignement pour ce genre d'expédition où il n'y avait que de la honte à recueillir sans danger, et ne voulaient être ni les auxiliaires des prévôts, ni les instruments d'un fanatisme qu'ils ne partageaient pas. Plus d'une fois, en refusant de marcher contre les paisibles réunions du désert, ils firent échouer les sanguinaires entreprises de la justice. Un jour, entre autres, que le subdélégué de Niort croyait avoir découvert la retraite de Chapel, il lui fallut renoncer à le saisir parce qu'il ne put pas obtenir un seul homme du commandant des dragons de Melle. L'intendant s'étant plaint de ce fait à Maurepas, ce ministre promit de faire donner ordre aux officiers de seconder la maréchaussée, et lui annonça qu'on allait renvoyer en Poitou les troupes qu'on avait retirées depuis quelque temps pour les porter vers les frontières (1).

Maurepas, avec une coupable indifférence, qui était cependant un progrès véritable sur le fanatisme

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 33, corresp. de Maurepas, de Chebrou, de l'abbé Gould, du curé de Saint-Léger de Saint-Maixent, et autres, minutes de la correspondance de l'intendant, dossiers des procès, etc

de l'âge précédent , n'ordonnait ni ne défendait rien , approuvait toujours M. de Baussan , et il ne tenait qu'à celui-ci , abandonné à ses caprices , de remettre en vigueur des lois devant l'application desquelles on avait quelquefois reculé au temps de la plus violente persécution. La fameuse ordonnance sur les relaps , qui pouvait atteindre chaque protestant depuis qu'on les avait tous déclarés convertis , était du nombre de celles qui avaient ainsi été presque abrogées de fait dès le règne du grand roi par l'horreur qu'elle inspirait. Le duc de Bourbon , dupe d'une coterie de bigots , l'avait renouvelée , tandis que des ministres plus sages donnaient des ordres , à l'insu du principal auteur de la loi , Lavergne de Tressan , pour qu'elle ne fût pas exécutée. Ce dernier s'étonna bientôt de ne pas voir traîner des cadavres sur la claie ; et se plaignit au cardinal de Fleury qu'on ne pouvait pas obtenir de jugements contre les relaps morts ou vifs. A la même époque , et comme s'il se fût concerté avec Tressan , l'intendant du Poitou demandait à Maurepas ce que l'on devait faire de cette loi. Le ministre lui répondit , le 26 janvier : « Comme on ne doit plus connaître à présent qu'une seule religion en France , il n'y a aucun doute que le procès doit être fait à la mémoire de ceux qui mourront relaps , et leurs biens confisqués au profit du roi. Quelques exemples de cette nature produiraient un bon effet , et obligeraient au moins les religionnaires les plus entêtés à consentir à l'éducation de leurs enfants , dans l'espérance qu'on ne poursuivrait pas la mémoire des



pères dont les enfants auraient abandonné l'erreur (1). »

Ainsi chaque ministre voulait faire au moins une fois l'essai de cette peine hideuse, pour un crime qui n'existait pas, oubliant qu'elle n'avait jamais réussi qu'à provoquer le dégoût. Cette loi était une impiété; la renouveler était une maladresse au moment où la raison, portant son flambeau sur toutes ces traditions du moyen âge, commençait à s'en prendre à la religion elle-même des abus qu'on avait commis en son nom.

D'ailleurs ce n'était qu'une crise de peu de durée. Les prêtres criaient toujours, vouant les hérétiques aux flammes de l'enfer et au glaive de la justice; çà et là il se trouvait aussi des magistrats, des intendants qui essayaient avec eux de perpétuer la persécution, et envoyaient encore un homme à mort à cause de sa foi. Le 30 août 1738, Jean-François Jollet fut pendu à Poitiers et son corps jeté au feu, pour avoir prêché l'Évangile. C'est, que je sache, le dernier prédicant martyr en Poitou. Quelques jours après, on arrêta un de ses amis, nommé Sadrant, de la Mothe, « sur le compte duquel il n'y avait rien que la religion seulement (2). »

(1) *Arch. de la Vienne*, C 2, 33; — *Lemontey, Hist. de la Régence*, II, 458.

(2) *Journal de Pierre Charmeteau, maître perruquier à Poitiers, 1734-1767*, manusc. communiqué par M. Bonsergent.

## XXX.

Entre ces retours passagers à la rigueur des édits, « l'Église sous la croix » essayait de se relever dans le Poitou. Bientôt même elle commença à se reconstituer à l'exemple de celles du Midi, avec lesquelles elle entra en rapport. Un synode provincial tenu en Haut-Languedoc admit aux fonctions de proposant le poitevin André Migault dit Préneuf, de Beaussais. Quelques années après, le ministre Jean Loire dit Olivier, sorti de l'Académie de Lausanne spécialement destinée à former des pasteurs pour la France, vint en Poitou, tandis que Préneuf allait au loin desservir une autre province.

Une des circonstances qui favorisaient le rétablissement du culte était, il faut bien le dire, la guerre dans laquelle la France était engagée au sujet de la succession d'Autriche, et qui avait obligé le gouvernement à dégarnir les provinces de troupes. C'est au plus fort des hostilités, au mois d'août 1744, que s'assembla en Bas-Languedoc le premier synode du désert qui ait pris le titre de national. Cette assemblée commença ses actes par une protestation de fidélité au roi, et décida que l'on célébrerait un jeûne solennel « pour la conservation de la personne sacrée de S. M., pour le succès de ses armes, pour la cessation de la guerre et pour la délivrance de l'Église. » Parmi les besoins pressants auxquels le synode avait à satisfaire était surtout la nécessité de pourvoir le

troupeau de pasteurs. Depuis plus d'un demi-siècle le le soin de prêcher l'Évangile était abandonné à qui voulait le prendre, et partout de braves gens, s'en acquittant, il est vrai, avec plus de zèle que de lumières, avaient rendu un service réel, celui de maintenir le culte dans les temps les plus difficiles. Il importait cependant de mettre un terme à ce ministère imparfait. Un séminaire, fondé dans ce but à quelques lieues de la frontière, avait déjà fourni quelques pasteurs. On ne pouvait pas encore être bien exigeant sous le rapport des capacités; toutefois le synode remercia, à cause de son défaut de lumières, le proposant Pierre Bornac dit Laprade ou Latour (1), qui se retira à Lausanne, où les fidèles du Poitou lui firent une petite pension en reconnaissance du dévouement qu'il avait montré à leur service.

Jean Loire, qui représentait, avec deux anciens, notre province au synode, resta dans le midi. Dès les premiers jours de juin, Antoine Gounon dit Pradon était venu prendre sa place. Depuis lors le Poitou ne s'est plus vu sans ministre; mais il n'en eut d'abord qu'un seul, et pendant longtemps ensuite le nombre en a été bien insuffisant. Gounon, dont la paroisse comprenait une vaste province avec d'autres provinces pour annexes, et qui prenait le titre de « ministre du saint Évangile en France, » commença à parcourir le Poitou, prêchant, faisant des baptêmes et bénissant jusqu'à seize mariages dans un seul jour. Partout on accourait au culte avec un empressement

(1) Ch. Coquerel, *Hist. des églises du désert*, I, 287-295.

extraordinaire. La Saintonge n'ayant pas encore de pasteur, des fidèles venaient de la Rochelle et des îles de Ré et d'Arvert demander à celui du Poitou la bénédiction nuptiale.

Le synode national avait « prêté » pour un an un autre ministre à notre province ; c'était Péliissier dit Dubesset, originaire du Vivarais, comme son collègue. Il n'arriva que vers la fin d'octobre 1745. Chacun des pasteurs prit avec lui un jeune homme du pays pour le préparer à entrer à l'Académie de Lausanne. Ces jeunes gens les suivaient dans leurs courses continuelles et faisaient avec eux leurs premières études sur les chemins ou dans les fermes où l'on se reposait le soir (1).

Un méreau, portant la date de 1745 (2), nous reporte à ces premiers travaux de réorganisation. Ces médailles, distribuées par les anciens aux fidèles de leurs quartiers pour être remises au moment de la communion, étaient pour les pasteurs, dans l'impossibilité de reconnaître par eux-mêmes tous les membres du troupeau, une attestation de leur religion et de leurs mœurs.

### XXXI.

La colère des dévots, en voyant l'hérésie terrassée

(1) *Archives de la commune de Vitré*, Reg. des baptêmes et mariages tenus par les pasteurs du désert.

(2) B. Fillon, *Études numismat.*, dans la *Revue de l'Ouest*, Pl. V, fig. 9.

essayer de se relever, s'exhala en pieuses calomnies. La plus ancienne et la plus sûre de toutes auprès du gouvernement fut mise en avant. A peine Gounon était-il arrivé en Poitou que ce ministre fut transformé en « chef hollandais, » dans un mémoire adressé au conseil, et l'on ajouta « qu'il y avait à craindre que les assemblées tendissent à une révolte. » Le chancelier d'Aguesseau prit des informations auprès de l'intendant Berryer, et lui demanda quelles mesures il avait adoptées pour empêcher ces réunions. Voici la réponse de Berryer :

« Il est vrai que depuis un an et demi il s'est tenu de fréquentes assemblées de religionnaires en différents cantons du Poitou. S'il y avait des troupes dans la province, ces assemblées seraient bientôt dissipées; mais tant qu'il n'y en aura point cela ne sera pas facile, et il pourrait être dangereux d'hasarder d'entreprendre quelque chose contre eux. Ils sont en très grand nombre dans cette province, et cela pourrait exciter quelque mouvement qu'on aurait de la peine à apaiser. J'en instruis M. de Maurepas de temps en temps, afin qu'il puisse juger des mesures qu'il convient de prendre eu égard aux circonstances présentes. Du reste, il y a peu de chose à craindre de la part de ces gens-là, n'y ayant aucune personne de marque dans ce parti, pas même un gentilhomme et très peu de bons bourgeois. Ce ne sont tous que des paysans qui ne sont occupés d'autres choses que de la pratique de leur religion, dont on est obligé de leur laisser dans ce moment l'exercice plus libre qu'il ne conviendrait; et qu'on ne ferait s'il y avait à portée des secours pour leur faire respecter l'autorité qui le leur défendrait (1). »

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 33; Lettre de d'Aguesseau du 31 juillet, et minute de la réponse de Berryer, du 8 août.

Il n'y avait plus de troupes en effet dans le Poitou ni dans les provinces voisines ; mais, en réalité , Berryer, homme sage et modéré, n'était pas fâché d'avoir ce prétexte pour couvrir sa tolérance. D'ailleurs ces paysans, « occupés seulement de la pratique de leur religion , » ne lui inspiraient aucune crainte , et , au fond , leurs adversaires les plus acharnés partageaient son sentiment. « Il n'y a assurément rien à craindre du côté de l'état politique , » lui disait Chebrou du Petit-Château lui-même. Sous le rapport religieux c'était bien différent ; le culte se célébrait presque publiquement , et Chebrou se prenait à regretter le temps des dragonnades : « Si on avait tenu une constante règle cela ne serait pas arrivé. » « A Dieu ne plaise, ajoute-t-il avec une hypocrite douceur, d'estre de l'avis de molester personne pour fait de religion ! C'est à Dieu à la graver dans nos cœurs ; mais au moins ne doit-on pas favoriser ceux qui ne se soumettent pas à celle qui est reconnue dans la patrie. » La faveur dont jouissaient les protestants consistait à être soufferts dans le royaume. Berryer, qui vit probablement une critique de sa tolérance dans la lettre de son subdélégué, lui répondit assez sèchement qu'il n'était pas plus d'avis de favoriser les protestants que de les pendre pour le seul fait de leur religion.

Tranquille , quant à lui, sur le compte des réformés de sa généralité, il transmet néanmoins au conseil de nouveaux libelles au moyen desquels des calomniateurs anonymes cherchaient à exciter contre

eux les défiances du gouvernement. « Il y a quelque temps , répondit Maurepas , qu'on m'en a adressé de pareils , auxquels je n'ai pas cru qu'on dût faire attention. »

Tout le monde était donc du même avis : le gouvernement n'avait rien à craindre de ces hommes uniquement occupés du rétablissement de leur culte ; et c'est peut-être même parce qu'il doutait moins de leur fidélité , qu'il se laissa entraîner plus facilement à renouveler la persécution. On était toujours imbu de cette idée fausse que les ministres et les prédicants empêchaient seuls le retour à l'unité religieuse , et qu'il ne s'agissait pour y arriver que de faire tomber leurs têtes. Nous voyons un des esprits les plus éclairés du siècle , le chancelier d'Aguesseau , s'enquérir de nouveau s'il y avait un prédicant en Poitou , et , « en ce cas , s'il ne serait pas possible de le faire arrêter (1). » Après une guerre de huit années pendant laquelle on avait laissé les protestants en paix , l'intolérance sévit de nouveau dans toute la France avec une fureur incroyable. En Poitou on n'attendit même pas la fin des hostilités , et l'on commença avec le seul secours des archers une persécution qui dura dix ans.

Dans la nuit du 24 au 25 avril , les maréchaussées de la Châtaigneraie , Chantonay et Fontenay , réunies pour la capture de Jean Pérochon , de la paroisse de Moncoutant , qui faisait la lecture dans les assemblées ,

(1) *Archives de la Vienne*, C 2, 33, corresp. de d'Aguesseau , de Cliebrou et minutes de celle de l'intendant.

le surprirent au village de la Javelière. Ses voisins, accourus à son secours, l'arrachèrent des mains des archers après une lutte acharnée dans laquelle plusieurs protestants et quelques femmes furent tués ou blessés et d'autres faits prisonniers. Les habitants de ce village et de celui des Places, où les cavaliers avaient également répandu le meurtre et l'épouvante, se croyant à la veille de nouvelles dragonnades, abandonnèrent leurs maisons, leurs fabriques de petites étoffes, leurs bœufs, leurs charrues, toutes leurs affaires, errant dans la campagne, couchant en plein air, et « prêts à passer dans les pays étrangers pour y chercher un repos qu'ils ne trouvaient point dans leur patrie. » En vain se plaignirent-ils au commandant militaire de la province et à l'intendant; en vain les réformés du royaume cherchèrent-ils à intéresser les négociateurs réunis à Aix-la-Chapelle, l'année suivante; la persécution ne fit que redoubler après la conclusion de la paix.

Les archers envahirent de nouveau le village de la Javelière dans la nuit du 22 au 23 janvier 1750; un jeune protestant, Jacques Poing, qu'ils poursuivaient, tomba frappé de trois balles, et fut laissé mourant derrière une haie. Aux environs de Pâques, un réformé de Mouchamps, échappé des mains des cavaliers, fut aussi percé de coups, et mourut à Lusignan, comme on le conduisait à Poitiers avec d'autres prisonniers. Le 18 juillet de cette même année, l'intendant Moreau de Beaumont, successeur de Berryer, condamna à mort Jacques Boursault, de la Burelière, l'un de



ceux qui avaient délivré Pérochon. Il fut pendu le jour même sur la place Saint-Nicolas, à Poitiers, et Jean Pérochon fut exécuté en effigie. André Bridonneau, du village de Velaudin, paroisse de Bazôges, convaincu d'avoir assisté aux assemblées, fut condamné aux travaux forcés à perpétuité, et flétri du stigmate des galériens imprimé au fer rouge sur son épaule (1).

Dans les années suivantes, ce fut surtout le Haut-Poitou qui eut à souffrir. Au mois d'avril 1751, la maréchaussée, aidée de cinq compagnies de cavalerie, mit au pillage cinq ou six maisons du village de Bagnaud, et répandit par ses excès la terreur dans la paroisse d'Exoudun. Beaucoup d'habitants prirent la fuite en voyant conduire leurs voisins en prison ; l'un ne reparut plus, un autre n'osa revenir qu'au bout de deux ans ; la plupart « couchèrent hors de chez eux pendant trois à quatre mois n'osant aller ni à foire ni à marché. » Nous avons compté, sur une liste très incomplète, beaucoup plus de cent personnes, presque toutes du Haut-Poitou, jetées dans les cachots pour leur foi, de 1750 à 1757. Il n'y en eut pas moins de 20 en 1751, de 25 l'année suivante, de 15 en 1754 et de 20 en 1755. C'étaient, pour la plupart, des fidèles qui avaient fait bénir leurs mariages ou baptiser leurs enfants au désert. Les prisons de Saint-Maixent et de Melle étaient encombrées. Quelques-uns y restèrent plusieurs années ; d'autres y

(1) *Mémoire histor.*, 1744-1752, à la suite du *Patriote français*, t. II, 437 ; — *Archives de la commune de Vitré*, copie du jugement.

moururent; des femmes n'en sortirent que pour faire place à leurs maris ou réciproquement. Les couvents reçurent aussi un certain nombre de captives. Beaucoup de jeunes gens, surtout dans les dernières années, furent déclarés miliciens sans aucune formalité (1).

Les églises du Poitou s'imposèrent de grands sacrifices pour fournir le nécessaire aux prisonniers et aux familles dont les chefs ou les soutiens étaient en fuite ou sous les drapeaux. Des procédures dispensieuses, soutenues par les membres du troupeau, furent également supportées par les communautés entières (2). Chacun, comprenant que c'était pour la cause de tous que quelques-uns souffraient, s'efforçait d'adoucir leurs maux; le pauvre lui-même, pour lequel on quêtaît chaque dimanche, apportait son offrande, lorsque le ministre, avant de congédier l'assemblée en la bénissant, implorait la charité des fidèles pour les prisonniers.

### XXXII.

Quand les églises du désert furent surprises par cette bourrasque au milieu d'un siècle fier de ses lumières et parlant beaucoup d'humanité, elles se relevaient avec une sorte d'entraînement. Depuis qu'on avait des ministres au lieu de prédicants, on accourait

(1) *Archives comm. de Vitré*, mémoire écrit par Gamain.

(2) *Minutes de la correspond. de Dézerit et Lebrun*, commun. par M. le pasteur Souché.

de partout les entendre. La veille des assemblées, les chemins étaient couverts et les auberges encombrées de fidèles venus de fort loin. Le culte se tenait en plein jour ; dans quelques endroits, comme à Mou-champs, il avait lieu publiquement et à l'heure de la messe. Gounon et Pélissier avaient un champ de travail immense. Visitant régulièrement toutes les églises du Poitou, ils faisaient en outre alternativement de longues tournées dans l'Aunis, la Saintonge et même le Périgord et l'Agenais.

Malheureusement ces deux pasteurs ne vivaient pas d'accord. Ni la belle œuvre de restauration à laquelle ils étaient appelés, ni les orages grondant continuellement sur leurs têtes, n'avaient pu leur faire oublier de misérables querelles. Souvent la division avait éclaté de la manière la plus fâcheuse ; un jour que Pradon tenait une réunion dans les environs de la Mothe, son collègue, à qui on donnait déjà les premiers torts, parut à l'assemblée, puis se retira à la tête de ses partisans pour célébrer le culte à un demi-quart de lieue de là. Pradon commit à son tour une faute non moins grave. Ce pauvre pasteur du désert, qui avait pris par nécessité un nom de guerre, et avait depuis la puérilité de signer Gounon de Pradon, eut la vanité beaucoup plus répréhensible de se faire nommer « directeur des églises, » par un synode composé de vingt-sept anciens du Poitou, de l'Aunis, de la Saintonge et de l'Angoumois. Cette assemblée, tenue en Haut-Poitou le 12 mai 1749, remercia Pélissier de ses services. Celui-ci, au lieu d'appeler de cette déci-

sion contraire au principe d'égalité si formellement posé dans le premier article de l'ancienne discipline, érigea de nouveaux consistoires composés de ses amis et en opposition aux anciens. La division de ces deux individus devint ainsi celle des églises. Ils signèrent enfin un compromis en vertu duquel les directeurs de l'Académie de Lausanne chargèrent Loire, pasteur du Haut-Languedoc, et un ancien de cette province, d'arranger le différend. Le 5 mars 1750, après une enquête, les arbitres déclarèrent le synode irrégulier, censurèrent les deux adversaires, supprimèrent les consistoires établis par Péliissier, et annulèrent le titre de directeur des églises pris par Gounon. Afin de prévenir de nouvelles divisions, ils décidèrent que ce dernier desservirait le Bas-Poitou, et Dubesset l'Angoumois, la Saintonge et l'Aunis, les éloignant ainsi l'un et l'autre du Haut-Poitou, principal théâtre de leur mésintelligence, où devait être appelé, après un séjour d'une année seulement à l'Académie, Pierre Gamain dit Lebrun ou Moinier, de la Barre de Sepvret (1).

A peine arrivé, Gamain acquit par un caractère à la fois ferme et conciliant toute l'influence tant recherchée par Gounon, et mit tous ses soins à faire oublier les divisions qui avaient affligé le troupeau. Un colloque, composé des trois pasteurs, trois étudiants et quatorze anciens, dont il fut nommé modérateur, se réunit en Haut-Poitou, le 20 novem-

(1) *Archives de Vitré*, Actes du Syn. de 1749; — *Ma collect.*, Arbitrage de Loire et Dumas.

bre, et proposa de partager les églises. Dubesset se refusant à tout arrangement de cette nature, l'assemblée affecta à Pradon celles de Melle, Chey, Saint-Sauvant et Pamproux, et à Gamain celles de Prailles, la Mothe, Régné et Saint-Maixent, laissant probablement en commun le Bas-Poitou, la Saintonge et l'Angoumois. Depuis cette époque Pélissier ne paraît plus en Poitou. Au mois d'avril suivant, Gounon en partit aussi. Le pasteur Michel Viala dit Germain vint alors aider Moinier, mais ne fit que deux tournées dans la province (1).

Gamain resté seul au milieu d'un champ de travail immense, où à peu près tout était à faire, accablé de courses et de travail, entouré de dangers continuels, poursuivit courageusement son œuvre. On était obligé depuis quelques années de tenir les assemblées la nuit; cependant la persécution s'étant un peu ralentie en 1756, un synode provincial tenu la veille de Noël décida qu'on s'assemblerait de jour autant que possible. Un second pasteur, Pierre Solier, fut agréé dans cette réunion pour desservir alternativement avec Moinier le Haut et le Bas-Poitou; mais au bout de six mois il était déjà parti. Ce n'est que le 4 mars 1760 qu'un synode provincial adjoignit à Gamain un nouveau collègue nommé Pognard et surnommé Dézerit. Chacun d'eux dut prendre un « élève (2) ».

Le Haut-Poitou était divisé vers cette époque en

(1) *Archives de Vitré*, Actes orig. du colloque, Minute d'un certificat délivré à Viala, Actes des baptêmes et mariages.

(2) *Actes origin. des syn. prov. de 1756 et 1760*, ma collection.

quatorze églises : Saint-Maixent , Cherveux , Niort , Mougou , Prailles , Melle , la Brousse ( près de Sepvret ) , Chey , Saint-Sauvant , Lusignan , Pamproux , Sainte-Eanne , Régné et la Mothe , ayant chacune un consistoire et les pasteurs à tour de rôle. C'étaient des espèces de cadre à remplir.

Le culte se faisait de jour , mais en plein air. Les protestants de Villefagnan furent les premiers qui , en 1762 , achetèrent une maison pour se réunir. Pendant cinq années ils en jouirent sans être troublés (1).

En 1764 , les réformés de Saint-Maixent arrentèrent dans cette ville « une petite maison où ils s'assemblaient tous les dimanches en société lorsqu'ils ne pouvaient pas joindre les assemblées du désert. » Ce modeste oratoire fut inauguré sans bruit dans les premiers jours de juillet. Deux mois après , l'église de Régné posa la première pierre d'un temple. L'édifice , situé dans un champ à côté du village de Miauray , près de Romans , avait cent quinze pieds de long , quarante de large , six croisées de chaque côté et dix-huit piliers de pierres de taille en deux rangs.

Les églises étaient tranquilles et reprenaient confiance ; c'en était là une preuve un peu trop éclatante pour le temps. « Nos assemblées sont fréquentes et très nombreuses , écrivaient les pasteurs. Nous en faisons une dans un bourg et les autres dans les campagnes , tantôt près des villes et tantôt au loin ,

(1) Archives communales de Vitré , Brouillons de la correspondance de Gobinaud.

suivant la commodité des lieux. Tous les fidèles se manifestent publiquement... L'ordre ecclésiastique est établi dans tous les lieux où il y a des protestants... Nos occupations augmentent de telle sorte que nous n'avons pas un instant de repos. » L'année précédente, dans leur tournée de Pâques, ils avaient admis 1066 nouveaux communicants, et dans un seul mois l'un d'eux avait fait jusqu'à 113 baptêmes et mariages. Les prisons s'étaient vidées peu à peu ; à peine lançait-on de temps à autre une assignation à ceux qui faisaient baptiser leurs enfants au désert.

### XXXIII.

Ce calme ne fut pas de longue durée pour les réformés de Saint-Maixent et des environs, dont la légitime impatience devançait les progrès trop lents de la tolérance. La maison où ils se réunissaient était au cœur de la ville, à la porte du subdélégué, connu par son intolérance. Les autres magistrats n'étaient guère mieux disposés. Ils adressèrent un placet à la cour, qui ordonna au marquis de Poyanne, inspecteur général de la cavalerie, de s'occuper de cette affaire en passant à Saint-Maixent. Il y arriva, le 7 octobre, à l'heure du culte, dans le but de surprendre les protestants assemblés. Heureusement, et par un espèce de pressentiment, il y avait quinze jours qu'on ne s'y réunissait plus. Le général fit appeler les notables de la religion, auxquels il essaya vainement.

de faire promettre qu'il n'y aurait plus d'assemblées, en disant qu'il avait ordre d'enfermer quatre gentils-hommes dans un château-fort pour le reste de leurs jours, et de faire pendre quatre bourgeois et quatre paysans. Il menaça même d'envoyer sa cavalerie dans la campagne avec ordre de faire main basse sur les assemblées, mais se contenta en définitive de faire vendre les bancs et les chaises de l'oratoire et de loger ses dragons pendant quinze jours chez les protestants; encore payèrent-ils leurs dépenses.

Cette échauffourée donna des craintes à bien des gens : le seigneur de Miauray fit suspendre les travaux du temple. Les plus peureux voulaient même interrompre le culte; mais les pasteurs, repoussant ces timides conseils, continuèrent à prêcher tous les dimanches et quelquefois même sur semaine. Les réunions présidées par des laïcs et désignées sous le nom de « sociétés » se firent comme d'habitude. Des sentinelles veillaient toujours autour des assemblées. Deux fois les archers coururent la campagne; mais quand ils savaient que le prêche se faisait d'un côté ils allaient de l'autre (1).

Tout reprit son cours habituel. Les deux pasteurs, ne pouvant plus suffire à leurs travaux, rappelèrent de Lausanne un étudiant du pays, nommé Tranchée dit Fortunière, qui fut agréé par le synode provincial, le 12 mars 1765 (2).

(1) *Minutes de la correspondance de Dézerit et Lebrun*, communiquées par M. Souché.

(2) *Actes du synode provincial*, origin. de ma collection.



Mais cette tranquillité devait être troublée encore une fois. On trouva dans une nouvelle loi sur le recrutement un dernier moyen de vexation. D'après un article, quiconque ne pouvait pas fournir la preuve de son mariage était sujet à la milice. L'état civil étant encore entre les mains des curés, les unions contractées au désert pouvaient être considérées comme nulles par des autorités malveillantes. C'est ce qui eut lieu dans certaines subdélégations. Beaucoup de pères de famille furent appelés au tirage; les uns s'y soumirent; les autres quittèrent leurs maisons et leurs travaux pour éviter la conscription, et furent déclarés miliciens à la place des jeunes gens catholiques tombés au sort. Plusieurs furent arrêtés et jetés dans les prisons. Les subdélégués de Niort et de Saint-Maixent leur offrirent la liberté à la condition de faire « réhabiliter » leurs mariages; mais tous préférèrent servir ou fournir des remplaçants.

Pendant qu'on recherchait les protestants mariés au désert, les pasteurs reçurent secrètement avis que la maréchaussée devait visiter les maisons où ils avaient eux-mêmes coutume de se retirer. Dans la nuit du 22 au 23 mars 1767, le prévôt provincial, avec ses archers et une compagnie de cavalerie, fit en effet des perquisitions à Chamier, Pellevoisin, Aiript et Miauray. Le seigneur de ce dernier village fut arrêté et conduit au château de Saumur, où il resta près de deux ans, tandis que sa femme était bannie du Poitou. Le 4 mai, le grand prévôt revint avec deux cents cavaliers et une soixantaine d'ouvriers pour démolir le

temple de Miauray dont l'achèvement avait provoqué ces nouvelles rigueurs (1).

L'oratoire de Villefagnan fut fermé au mois de juillet suivant. Il était assez près de l'église, et le curé s'étant plaint de ce voisinage à la cour, le comte de Saint-Florentin adressa les ordres les plus sévères à l'intendant de Limoges, qui était alors le célèbre Turgot. Celui-ci, au lieu de faire brûler ou démolir la maison, avertit un gentilhomme protestant, M. de Romefort, et lui conseilla d'engager ses coreligionnaires à vendre le bâtiment à un catholique. C'est ce qu'ils firent ; mais, dès 1769, ils achetèrent un autre local avec l'argent du premier (2).

#### XXXIV.

Si l'intolérance s'opposait encore à l'ouverture de ces modestes oratoires, elle ne troublait plus du moins les assemblées du désert. Quatre ministres étaient alors à l'œuvre en Poitou ; Gibaud dit Quasei était venu, vers le mois de mai 1767, partager les travaux de Gamain, Pognard et Tranchée. Deux proposants, les frères Métayer, qu'ils avaient avec eux, partirent en 1768 pour aller faire leurs études à Lausanne. Au moment de passer la frontière, ces jeunes gens furent arrêtés par la maréchaussée de Saint-Claude, et conduits à Lons-le-Saunier. Dès que ce malheur fut connu,

(1) *Minutes de la Correspondance de Lebrun et Dézerit*, communiquées par M. Souché.

(2) *Archives de Vitré*, Brouillons de la corresp. de Gobinaud.

tout fut mis en œuvre pour obtenir leur délivrance. On s'adressa à Voltaire, à l'intendant de Besançon, au prévôt de Lons, au duc de Choiseul, qui donna enfin l'ordre de relâcher les prisonniers. D'après un usage qui devenait chaque jour moins nécessaire, ils prirent à Lausanne les noms de guerre de Labarre et Lafontaine. Revenus en Poitou, après trois années d'études, ils furent admis au nombre des pasteurs de la province, dans un synode tenu le 5 juin 1771. Deux ans après, Pougnaud, le plus ancien des ministres après Gamain, passa au service des églises de l'Angoumois.

Le synode provincial du 20 novembre 1775 le remplaça par Gobinaud dit Bazel. Jusqu'à cette époque tous les pasteurs du Poitou visitaient alternativement toutes les églises et n'avaient point de résidences. Leur petit nombre et la persécution les obligeaient également à cette vie errante. Cette assemblée assigna d'un commun accord un quartier à chacun d'eux. Tranchée eut celui de Lusignan, Gibaud celui de Saint-Maixent, Gobinaud celui de Melle et les frères Métayer le Bas-Poitou. Lebrun continua à partager son ministère entre les diverses églises (1).

Dans les dernières années de cette histoire, il y avait sept pasteurs desservant vingt-huit églises : 6 en Bas-Poitou, 10 dans le quartier ou colloque de Saint-Maixent et Niort, 6 dans celui de Melle et 6 dans celui de Chey ou Lusignan. Chaque église comprenait en moyenne quatorze cents âmes.

(1) *Synodes provinc. de 1771, 1773 et 1775, orig. de ma collect.*

En dehors de ces groupes principaux on commença aussi à s'occuper de quelques débris d'églises disséminées, jadis importantes, maintenant presque perdues. Depuis 1776 Bazel alla quelquefois prêcher à Loudun et à Châtellerault (1).

Le vénérable Gamain, que son âge condamnait à une espèce de retraite, mourut, à Pouzauges, le 10 novembre 1782. Ce fut une perte vivement sentie par l'immense troupeau auquel il s'était consacré depuis trente ans. On se souvient qu'au début de son ministère il avait trouvé les églises sans organisation et les pasteurs divisés; il avait rétabli l'ordre, entretenu la paix, acquis de bonne heure et toujours conservé l'affection des fidèles et une légitime influence. A sa mort de petites mésintelligences éclatèrent de nouveau entre les ministres, qui avaient été ses élèves, mais qui n'héritèrent pas tous de son dévouement, et qui, en général, furent au-dessous de leur mission.

Les âmes s'étaient détendues, comme la persécution, sous l'influence d'une philosophie qui ne sut pas détruire le fanatisme sans détremper la foi. Les supplices, en se prolongeant fort avant dans le XVIII<sup>e</sup> siècle, n'avaient pas moins contribué à hâter les progrès de la tolérance. L'opinion, si longtemps complice de la législation inique et barbare qui proscrivait les protestants et leur culte, réclamait maintenant l'abolition de ces lois à peu près abandonnées, il est vrai, depuis quelques années, mais qui pesaient encore sur eux comme une menace continuelle. On

(1) *Archives de Vitré*, Sermons de Bazel.

commença par rendre aux dissidents l'état civil. La monarchie, qui s'affaissait rapidement sous le poids de ses fautes, n'eut pas le temps d'achever cette tardive réparation de ses torts : c'est à la révolution française que les protestants doivent leur émancipation. Aujourd'hui, après un demi-siècle, toutes les traces de la persécution ne sont pas encore effacées ni tous les maux réparés. Il en est même qui ne le seront point : l'émigration a enlevé pour toujours dix mille familles au Poitou ; l'industrie y a subi un échec dont elle ne s'est jamais relevée ; la Réforme a été retardée de tout un siècle dans sa marche civilisatrice ; et ce sont là des pertes dont le pays a souffert autant que la religion ; car le protestantisme brisé n'a pas été vaincu. Fidèles à cette foi vivace, dont n'ont pu triompher ni les bûchers de François I<sup>er</sup>, ni le poignard de Charles IX, ni les dragonnades, ni la potence dressée en permanence pendant tout un siècle, ni les galères où quatre générations de martyrs se sont succédées, les descendants des « nouveaux convertis » de Louis XIV professent encore aujourd'hui le culte de leurs pères, et relèvent enfin leurs temples si longtemps abattus.

# TABLE

## DES MATIÈRES DU DEUXIÈME VOLUME.

### LIVRE QUATRIÈME.

#### RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES. 1629-1685.

	Pages.
I. 1629-1633. — L'ère des petites persécutions. Animosité des tribunaux. — Construction d'un temple à Montaigu, — entravée. — Sort des églises de fiefs : — la religion des grands seigneurs ; la petite noblesse. La religion du peuple fait partie de la mouvance des domaines . . . . .	7
II. 1634. Les grands-jours de Poitiers. Nombreuses interdictions de culte. Démolition du temple de Saint-Maixent. — Écoles fermées. . . . .	42
III. 1632-1639. — Comme quoi les ursulines de Loudun étaient bien possédées du malin esprit. — Que le témoignage des démons dûment exorcisés fait foi en controverse. — Le collège protestant donné aux possédées « pour y faire leur exercice. » . . . . .	46
IV. 1635-1643. — Temple à Aunay. — Chizé. — La tour de Sauveré. — Églises privées du culte. — Les protestants exclus des maîtrises jurées, des grades universitaires et des emplois. Une glose incroyable. — Juridiction de l'évêque de Poitiers sur les écoles protestantes. — Suppression du col-	

lège de Couhé. — Interdiction de plusieurs églises. — La peine des sacrilèges. . . . .	24
V. 1643-1648. — Ministère de Mazarin. Confirmation des édits. — Temple de Saint-Gelais démoli avant d'être achevé. — Le consistoire de Melle richement doté et odieusement spolié. Le collège protestant donné aux catholiques. Le temple démoli. . . . .	30
VI. 1645-1650. — Autres vols par autorité de justice. — Une dévote atrocité. — Culte interdit et temples condamnés. — Interprétation remarquable d'un règlement d'intolérance. .	35
VII. 1648-1653. — La Fronde. L'édit de Nantes confirmé, et la fidélité des protestants reconnue. Dépit du clergé. — Les violations de l'édit sont aussi consacrées. Le temple de Chauvigny rouvert et refermé. — Violence du seigneur et de la dame de Rochechouart contre les réformés. . . . .	44
VIII. 1653-1665. — Encore des églises interdites. Le Vigan, Bazoges, etc. — Temple de Couhé, construit, démoli et relevé. — Condition des églises de fiefs. Démolition du temple du Vigan, — et de celui du Boupère. — L'église de Mareuil et ses écoles. . . . .	47
IX. 1656-1663. — Recrudescence d'intolérance. — Plaintes des protestants. — Règne personnel de Louis XIV. Efforts du clergé pour l'entraîner à la persécution. — Suppression des annexes. — Résistance des protestants. . . . .	55
X. 1663. — Synode provincial à Châtellerault. . . . .	59
XI. 1663-1665. — Les commissaires Colbert de Croissy et La Noue. — Mœurs du clergé. — État des réformés. — Partage des commissaires au sujet des églises. . . . .	62
XII. 1665-1666. — Les partages vidés. Interdiction de beaucoup d'églises en Haut-Poitou et de toutes celles du Bas-Poitou. — Réclamation des protestants. — Plan du clergé. .	74
XIII. 1665-1670. — Démolition des temples du Bas-Poitou, — et de ceux d'Exoudun et Couhé. — Détermination des synodes de Lusignan et Pouzauges : — culte en plein air ; assemblée à Couhé ; — arrestation de plusieurs ministres. . .	76
XIV. 1669-1672. — La persécution se relâche. Pourquoi. Colère du clergé. Projets de révocation. — Nouvelles poursuites. — Ce que peut un faux zèle. — Missions. . . . .	80

XV. 1674-1679. — Remontrances des protestants. Comment accueillies. — Synodes. — Les exercices de fiefs. — État des églises. — Celle de Niort. Fraudes pieuses. . . . .	84
XVI. 1679-1680. — Le roi travaille « tout de bon » à la conversion des hérétiques. — Joie du clergé. . . . .	92
XVII. 1684. — Marillac, intendant. — Nouvelle assiette de l'impôt d'après la religion des contribuables. Origine des missions bottées. . . . .	94
XVIII. 1684. — Les dragonnades. Violences inouïes. . . . .	404
XIX. 1684. — Plaintes des protestants à la cour. . . . .	407
XX. 1684. — Émigration. — Fin des premières dragonnades. . . . .	415
XXI. 1682. — Regrets de l'évêque de Luçon. — Derniers efforts de Marillac. . . . .	420
XXII. 1682. — Les relaps. — Démolition du temple de la Mothe. . . . .	422
XXIII. 1682. — Les commissaires Marillac et Villarnoul. — Suspension du culte dans les églises de fiefs. — Payré. — Coubé. — Partage des commissaires sur les exercices de fiefs du Bas-Poitou. — Requête de l'évêque de Luçon. . . . .	425
XXIV. 1682. — Marillac rappelé. — État du Poitou. — Synode à Thouars. — Lamoignon de Basville, intendant. — Les relaps. Démolition du temple de Lusignan. — Le culte interdit dans plusieurs endroits. . . . .	429
XXV. 1682-1683. — Les relaps. — Les temples fermés. — Plaintes inutiles. — Précautions des consistoires. Celui de Niort. — Démolition du temple de Saint-Hilaire. . . . .	433
XXVI. 1683. — Démolition du temple de Mouchamps. — Tactique de l'évêque de Luçon. — Ordonnances contradictoires. — Embarras des consistoires. — Le dernier synode provincial. . . . .	437
XXVII. 1683-1684. — Démolition du temple de Niort. . . . .	444
XXVIII. 1684-1685. — La conversion des hérétiques décidée. — Les derniers temples renversés. — Cinq ministres chargés de faire les baptêmes en Poitou. . . . .	444
XXIX. 1685. — Impudence du clergé. — Son rôle. — L'émigration. . . . .	449
XXX. 1685. — Dragonnades. — L'intendant Foucault. — Atrocités. . . . .	453
XXXI. 1685. — La Révocation. . . . .	460



## LIVRE CINQUIÈME.

### LES ASSEMBLÉES AU DÉSERT. 1685-1789.

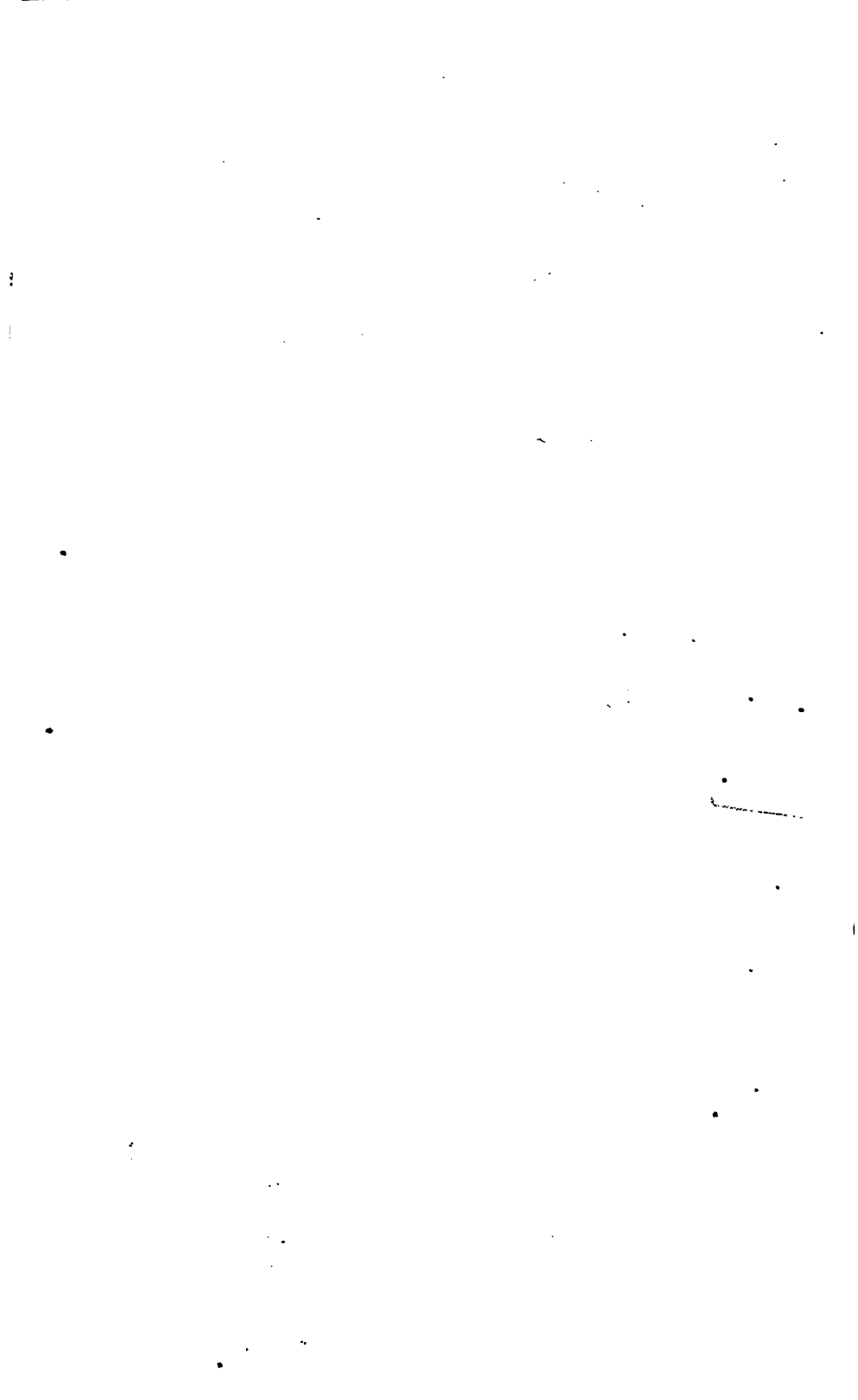
I. 1685. — Conversion de la noblesse. . . . .	165
II. 1686. — Le Poitou converti et dépeuplé. — Mœurs des prêtres. . . . .	174
III. 1686. — Les cadavres des relaps trainés sur la claie. .	175
IV. 1686. — La persécution se relâche. — Pourquoi. — État du Poitou. . . . .	178
V. 1686-1687. — Les assemblées au désert. — Réunions nocturnes vers Pouzauges. — Martyre de Bigot. — Autres supplices. — Les galères et les couvents. — Opinion de Foucault sur les conversions. — Instruction de la jeunesse. . . .	182
VI. 1688. — Assemblées nocturnes en Haut-Poitou. — Dispositions du peuple. — Assemblée surprise à Grandry. — Massacres et supplices. . . . .	187
VII. 1688-1689. — Contradictions et embarras du conseil. — Expulsion des réformés. — Départ de Foucault. . . .	193
VIII. 1689-1696. — Espérances des protestants. — Redoublement de zèle au désert. — Une huguenote au couvent de la Mothe. . . . .	196
IX. 1696. — Craintes et précautions de la cour. — Le prêche au désert; les prédicants et la prêcheuse. . . . .	199
X. 1697. — Confiance imprudente des protestants. — Une chaire, un sermon au désert. — Fureur des curés. . . .	204
XI. 1697-1698. — Paix de Ryswick. — Recrudescence d'intolérance. — Martyrs et galériens. . . . .	210
XII. 1697-1698. — Assemblées de nuit en Bas-Poitou. — Ministres du désert. . . . .	212
XIII. 1698. — Assemblées en Haut-Poitou. — Le maréchal d'Estrées. . . . .	219
XIV. 1698-1700. — État du Poitou. — Suite de la persécution. — Dépopulation, chute du commerce et de l'industrie. — Tentatives pour ramener les réfugiés. . . . .	223
XV. 1699. — Les convertis surveillés. — L'émigration et ses difficultés. . . . .	227
XVI. 1699-1700. — Prédicants arrêtés — Modération des tribu-	

naux. — Dépit du maréchal d'Estrées. — Sea excès. — Visites militaires de l'évêque de la Rochelle aux habitants de Moncoutant. Ils se sauvent dans les bois. — Mission du maréchal et de l'évêque à Loudun. . . . .	229
XVII. 1700-1701. — La cour retire les troupes du Poitou. . . . .	235
XVIII. 1701-1703. — Ignorance et désordres des prêtres. — Projets de l'évêque de Poitiers. — Nouvelle expédition de celui de la Rochelle. — Les huguenots de Moncoutant. . . . .	237
XIX. 1703-1705. — Les médecins chargés d'espionner les malades. — Les sépultures au désert. . . . .	243
XX. 1705-1745. — Assemblée surprise. — persécution se ralentit durant la guerre et reprend à la paix. — Le curé légué Chebrou. — Prédicants surpris. — Supplice d'un guide d'émigrés. . . . .	245
XXI. 1715. — Mort de Louis XIV. — État désastreux de l'élection de Niort — et de la France. . . . .	249
XXII. 1715-1718. — La Régence. — Espérances des protestants. — Plaintes des curés. — Plans de Chebrou, — renversés par une lettre de cachet. . . . .	252
XXIII. 1719. — Assemblées sur les emplacements des temples, — à Mougon, la Mothe, Melle, Saint-Maixent, Benet. . . . .	258
XXIV. 1719. — Les prédicants. — Chebrou veut les surprendre. — Projets incendiaires du commandant Chamilly. — Assemblées à Couhé. — Mission de l'abbé Gould. . . . .	263
XXV. 1719. — Ordonnance contre les assemblées. — Dragons en Poitou. Comment on s'en sert pour la propagation de la foi. — Assemblée surprise à Mougon. — Les chaires brûlées. . . . .	270
XXVI. 1719. — Dispositions des protestants. — Les troupes rappelées. — Ordre de relâcher les prisonniers. — Chagrin de l'intendant et de Chebrou. — Martyre de Martin. . . . .	277
XXVII. 1719-1723. — Le marquis de Châtillon, commandant de la province. — Fait rechercher Berthelot. — Supplices. — Le martyr Potet. . . . .	283
XXVIII. 1724-1726. — Édit de 1724, — suivi d'une nouvelle émigration. — Ne produit pas l'effet attendu, — à Pouzauges, — à Mouchamps. — Les mariages protestants. — Capture d'un faux prêtre, — et d'un prédicant. . . . .	286
XXIX. 1726-1738. — Ministère de Fleury. — La tête de Ber-	

theiot mise à prix. — La cour modère le zèle de l'intendant et de Chebrou. — Les mouches de Chebrou. — Tournée du ministre Chapel. — Tentatives pour le surprendre. — Les soldats ne veulent plus attaquer les assemblées. — Dernier essai de la loi sur les relaps. — Le dernier prédicant martyr.	292
XXX. 1740-1745. — Commencement de réorganisation. — Les ministres Loire, Gounon et Pélissier. . . . .	301
XXXI. 1745-1757. — On calomnie les protestants. — L'intendant Berryer les justifie. — Excès de la maréchaussée dans la paroisse de Moncoutant, — à Mouchamps, à Exoudun. — Charité des églises pour leurs prisonniers. . . . .	303
XXXII. 1757-1764. — Zèle des fidèles et division des ministres Gounon et Pélissier. — Ils sont remplacés par Gamain. — Son champ de travail. — Pougard lui est adjoint. — Ora-toires de Villefagnan et de Saint-Maixent. — Construction d'un temple à Miauray. . . . .	309
XXXIII. 1764-1769. — Dernière persécution. L'oratoire de Saint-Maixent fermé. — Les miliciens. — Destruction du temple de Miauray. — L'oratoire de Villefagnan fermé. — On en achète un autre. . . . .	314
XXXIV. 1767-1789. — Les églises du désert. — Les ministres. — Conclusion. . . . .	317

FIN DE LA TABLE DU TOME DEUXIÈME.

143



**L'Histoire des Protestants du Poitou** formera trois volumes. — Le dernier volume paraîtra à la fin de l'année 1858 et contiendra les **Biographies** des protestants poitevins célèbres, les **Notes** et **Pièces justificatives** et la **Carte du Poitou**.

L'OUVRAGE SE TROUVE :

PARIS

GRASSART, rue de la Paix, 5.

CHERBULIEZ, rue de la Monnaie, 10.

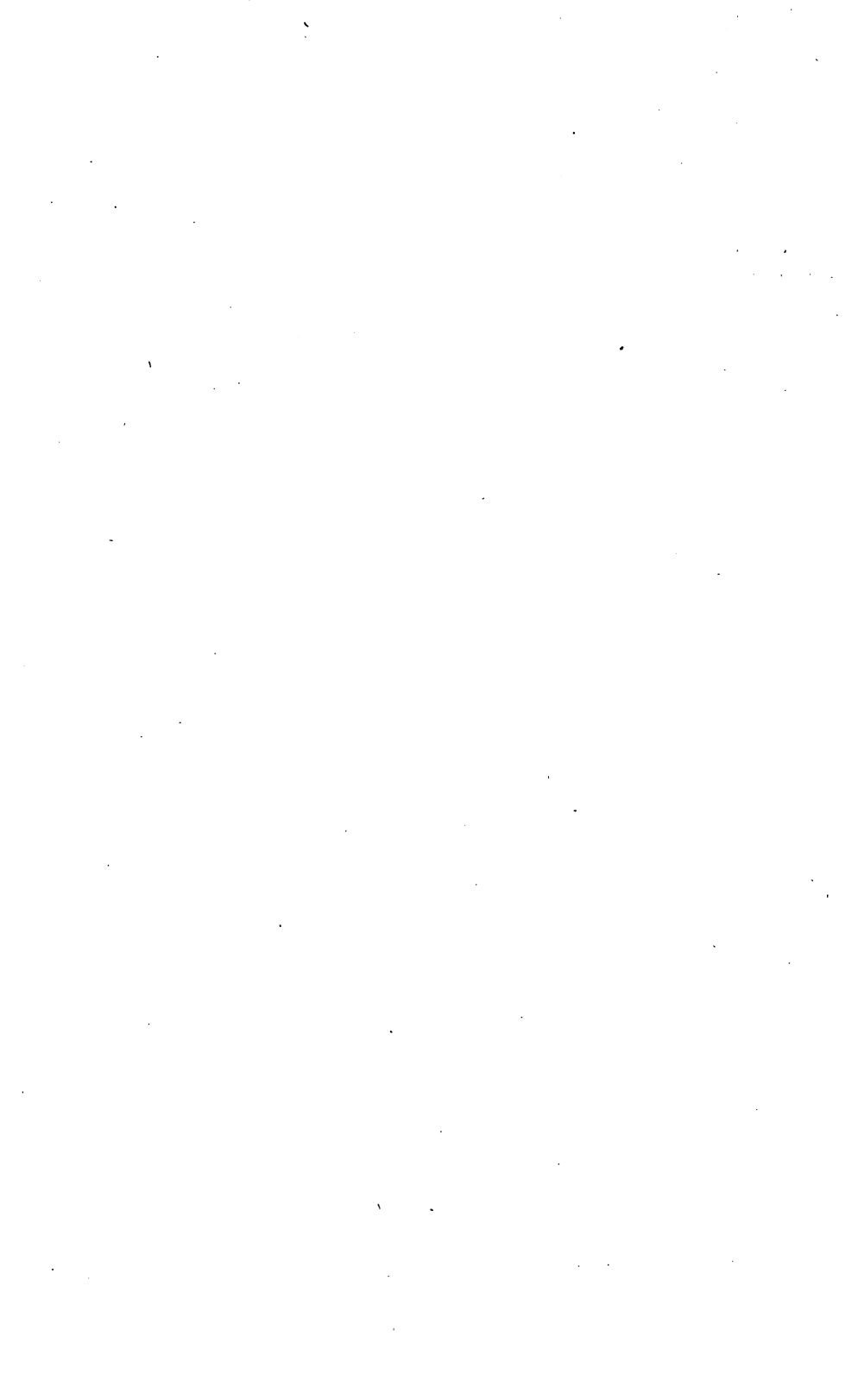
MEYRUEIS, rue de Rivoli, 174.

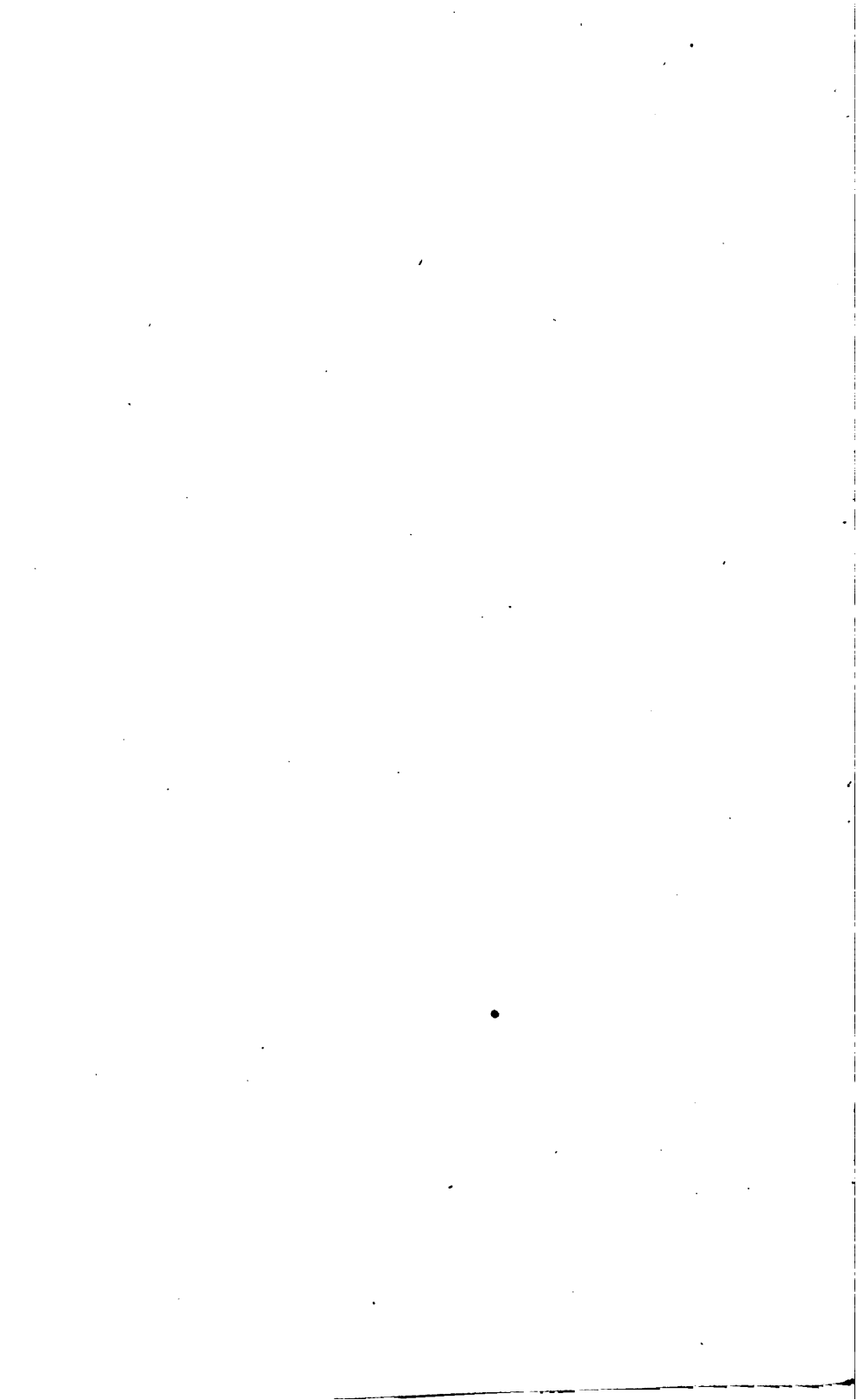
Et chez les principaux Libraires du Poitou.

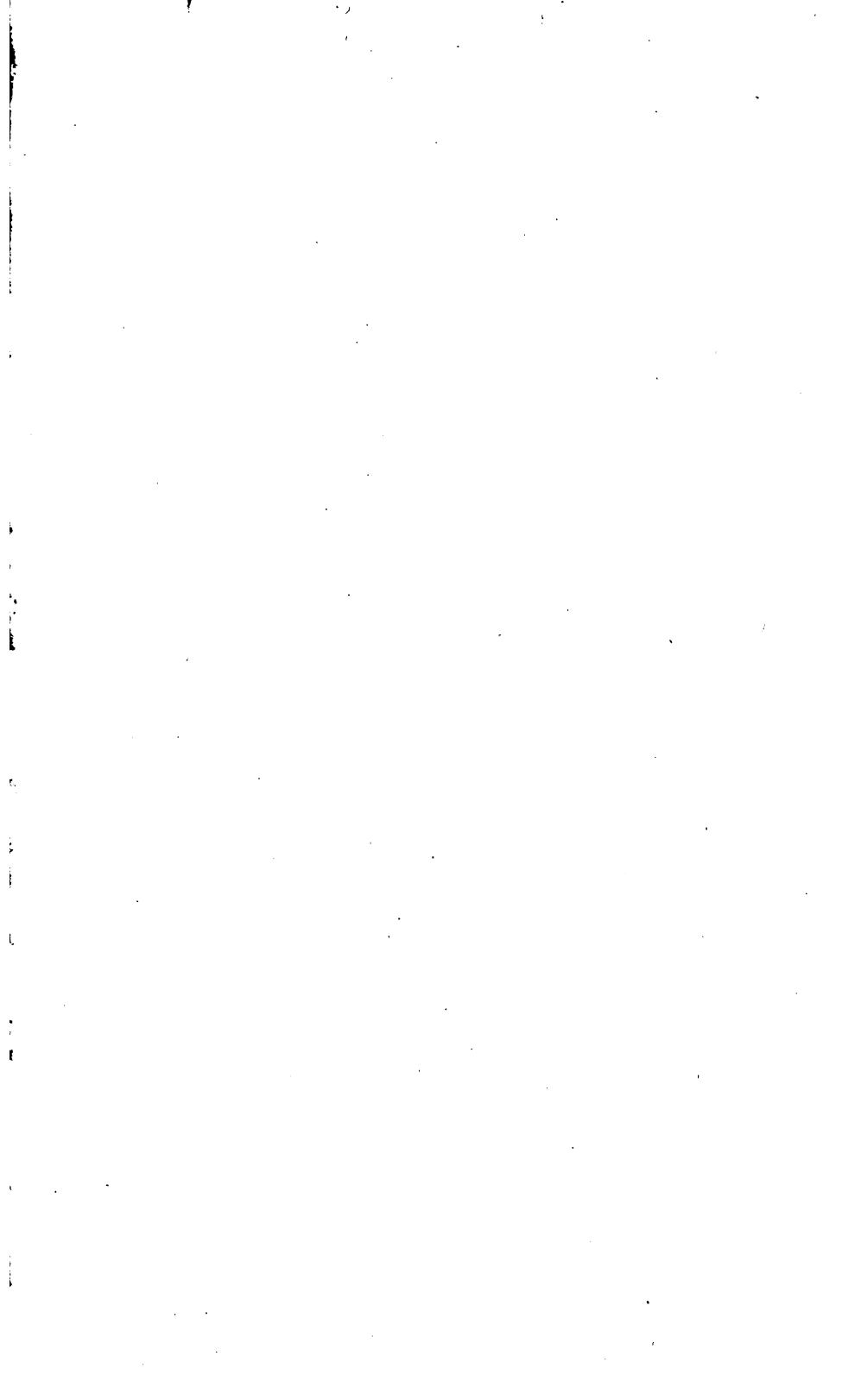
AUX MÊMES LIBRAIRIES :

**Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.** 12 numéros par an formant un fort volume grand in-8°. En vente 6 volumes, chacun 13 fr. (7 fr. pour les sociétaires).

**La France protestante** ou Vies des Protestants français, par MM. Haag. En vente 15 livraisons à 4 francs. L'ouvrage en aura 18 formant 9 volumes grand in-8° à deux colonnes.









**RETURN TO: CIRCULATION DEPARTMENT**  
**198 Main Stacks**

LOAN PERIOD	1	2	3
Home Use			
	4	5	6

**ALL BOOKS MAY BE RECALLED AFTER 7 DAYS.**

Renewals and Recharges may be made 4 days prior to the due date.  
Books may be renewed by calling 642-3405.

**DUE AS STAMPED BELOW.**

[illegible]

FORM NO. DD 6  
50M

UNIVERSITY OF CALIFORNIA, BERKELEY  
Berkeley, California 94720-6000

YC 46838

U.C. BERKELEY LIBRARIES



C005266584

487167

BX9456

P6L5

v.2

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY



